

Murambi

Pars. Si tu meurs, je vivrai peut être.

Ma fille, Francine Uwihoreye, qui avait 18 ans, est restée à Murambi avec les autres réfugiés. Elle ne savait pas lequel d'entre nous aurait une chance de survivre. Avant que je quitte Murambi, elle m'a dit ceci : sauve toi, si tu meurs, je vivrai peut être. Et si nous sommes exterminés ici, alors tu vivras peut être. Les paroles de ma fille me hantent encore et je regrette le fait de l'avoir laissée dans ce camp ce jour là.

Vital Twagirayezu.

« Pars. Si tu meurs, je vivrai peut être »

***Un bilan collectif du génocide et de la survie à Murambi,
préfecture de Gikongoro, Avril-Juillet 1994***

Avril 2007

Traduction en français par Maximilien Gilles

African Rights

Boîte postale 3836

Kigali, Rwanda

Tel : (250) 580238

Email: rights@rwanda1.com

Site web : www.africanrights.org

Numéro ISBN 1 899477 46 2

Dédicace

« *Pars. Si tu meurs, je vivrai peut-être* » est dédié à toutes les victimes de Murambi, et aux quelques survivants qui y ont perdu leur famille et leurs amis, et dont les vies ont été brisées par ce qu'ils ont enduré le 21 Avril 1994.

« Ma fille, Francine Uwihoreye, qui avait 18 ans, est restée avec les autres réfugiés à Murambi. Elle ne savait pas lequel d'entre nous aurait une chance de survie. Avant que je quitte Murambi, elle m'a dit ceci : « Pars. Si tu meurs, je vivrai peut être. Et si nous sommes exterminés ici, alors tu vivras peut être » Les mots de ma fille me hantent encore et je regrette le fait de l'avoir laissée dans le camp ce jour là. »

Vital Twagirayezu, 62 ans, paysan dans la commune de Nyamagabe, avait neuf enfants en 1994. Alors que sa femme a emmené les autres enfants chez ses parents, Vital et Francine se sont joints aux réfugiés dans l'école primaire de la paroisse de Gikongoro le dimanche 10 Avril et ont été emmenés à Murambi le même jour. Un employé de l'évêché de Gikongoro, où Vital travaillait, l'a évacué le 20 Avril. Mais sa fille a choisi de rester à Murambi. La nuit suivante, les réfugiés de Murambi ont été massacrés. Vital a dit qu'il avait entendu le « rugissement des tirs d'armes à feu de 3:00 du matin jusqu'à l'aube » Sa fille était parmi les victimes. Et depuis l'évêché, il a vu le bulldozer le croiser sur son chemin vers Murambi pour aller enterrer les corps.

Quelques mots de remerciement

African Rights souhaiterait remercier spécialement les deux chercheurs, Dévota Gacendeli et Félicien Bahizi, qui sont allés au delà de leur devoir pour enregistrer des témoignages exceptionnellement détaillés, puissants et émouvants pour ce livre. Ils ont souvent travaillé dans des conditions difficiles, mais ils ont persévéré et nous leur en sommes reconnaissants.

TABLE DES MATIERES

	ACRONYMES ET GLOSSAIRE	1
	LES PLANIFICATEURS, LES ORGANISATEURS ET LES EXECUTANTS	3
	INTRODUCTION	7
	LA ROUTE VERS MURAMBI UN RESUME DES EVENEMENTS CLES	9
1	« LES VIEILLES HISTOIRES DE MASSACRES PRECEDENTS SONT ENCORE PRÉSENTES »	
	1959 « un tournant »	13
	Noël 1953 à Gikongoro : « la première répétition générale »	14
	1973 : « Un véritable génocide des intellectuels »	19
	D'octobre 1990 au 6 avril 1994	21
2	« NOUS NE POUVIONS PAS DEFIER LA PAROLE DE NOS LEADERS »	
	« Nous avons confiance dans nos autorités »	26
3	MUDASOMWA UN CATALYSEUR POUR LA VIOLENCE	
	Introduire l' Extrémisme à l'usine de thé de Kitabi	30
	« Le Travail doit commencer maintenant » 7 Avril	32
	« Un Message de Désespoir »	35
4	« UNE MULTITUDE DE TUTSI FUYANT LEURS MAISONS »	
	Kigeme : Un Sanctuaire Transitoire	38
	Les Troubles commencent à Nyamagabe	40
	« La Paroisse était pleine à craquer »	41
	A l'Ecole Primaire : « Personne ne nous aidait »	43
	Quitter la Maison pour Murambi	45
	« La Ligne était Infinie : Nous ne Pouvions pas les Compter »	46
5	« NOUS AVONS CONSTRUIT DES BARRAGES ROUTIERS AVEC DES BRANCHES... LES TUTSI ETAIENT COMPLETEMENT PIEGES »	
	L'ouest de la ville de Gikongoro : Kigeme, Gasaka et Nzega	49
	La ville de Gikongoro et plus à l'Est sur la route de Butare : Gatyazo, Petrorwanda, Le Rond-Point et Taba	52
	Au Nord de la Ville de Gikongoro	54
	Les Derniers Barrages	54

	« Pour assurer notre sécurité »	59
7	« FACE A LA MORT PAR LA FAIM ET LA SOIF »	
	« Ils ont pris un tronc d'arbre pour casser la conduite d'eau »	61
	Faire les poubelles pour trouver de l'eau	62
	Aide Interdite	63
	« Nous ne pouvions pas manger en voyant les enfants des voisins pleurer de faim »	65
	« Le 20, ils nous ont apporté du riz »	65
8	« NOUS PREPARER A LA GUERRE », du 18 au 20 AVRIL	
	« Les Tutsi rassemblés à Murambi auraient pu nous attaquer »	67
	« Donnez nous un coup de main pour la guerre »	68
	« Préparez vous à envahir le camp »	69
	« Commencez la guerre contre les Tutsi »	71
9	A LA FAVEUR DE LA NUIT « LA SOLUTION FINALE A ETE TROUVEE LE 21 AVRIL »	
	« A 3h du matin Kabeza grouillait d'Interahamwe »	76
	« Nous avons formé un mur impénétrable »	77
	« Pas un seul Hutu n'est resté chez lui »	78
	« La guerre des pierres contre des grenades et des balles était impossible »	80
	« Aucune idée d'un endroit où aller »	82
	« A 6h du matin ça s'est changé en bataille rangée »	84
	« En tant qu'Interahamwe, aucun d'entre nous n'avait le droit de nous retourner »	85
	« Le tour des paysans qui utilisaient des armes traditionnelles »	86
	« Le préfet a remercié tout le monde, surtout les Interahamwe de Mudasomwa »	91
10	« ENTASSES COMME DES PILES D'INSECTES A CYANIKA »	
	« Pour dire la vérité »	93
	« Le père Niyomugabo nous a demandé de prier Dieu Tout Puissant, mais avec ferveur »	95
	« Nous devons les dépister en les exterminant »	97
	« Notre but était de mettre les réfugiés à l'épreuve »	98
	« Très peu de doute que Murambi était sous le feu »	100
	« Le pire est survenu le 21 Avril »	101
	« Replongé dans l'horreur »	105
	« J'ai pensé que c'était ma dernière minute de vie »	107
	« Mets ton sort entre les mains de Dieu »	110
	« Son corps a été traîné dehors sur la route » : Le meurtre du père Joseph Niyomugabo, le 24 Avril.	111

11	« TOUT LE MONDE ETAIT SATISFAIT DES TUERIES DE MASSE »	
	« Nous sommes retournés au camp pour piller »	113
12	« LA POPULATION LOCALE DEVAIT ENTERRER LES CORPS »	
	« l'enterrement n'était pas organisé comme un geste de respect »	116
	« J'ai entendu beaucoup de cris étouffés »	119
	« Il y a des Tutsi parmi vous, prisonniers »	119
13	« LA MORT N'ETAIT PAS PRETE POUR MOI » LA TRAQUE DES SURVIVANTS	
	« Je suis allé au domicile d'un ami Hutu »	122
	« Nous avons prétendu être Hutu »	126
	« Ne tuez pas celui-ci »	127
14	« RETOURNER A DES ACTIVITES NORMALES »	
	« Nous éprouvions le sentiment d'avoir réussi une grande chose »	134
	« Rétablir l'ordre et l'autorité »	136
	« Même les malades n'étaient pas épargnés »	137
	« Murambi était un charnier »	140
15	OPERATION TURQUOISE UNE EXISTENCE PRECAIRE	
	« C'était un jour de fête »	142
	« C'est plutôt Dieu le Miséricordieux qui nous a protégés »	144
	« La première chose que les Français ont fait à Murambi était d'organiser le creusement de tranchées »	147
16	« SURVIVRE DANS UNE SOLITUDE EXTREME »	
	« Ma vie après le génocide empire avec le temps »	151
	« Les autres ont des familles vers lesquelles se tourner »	153
	« Le plus gros problème est la pauvreté »	157
	« Je n'ai pas été à même de reprendre mes études »	159
	« Je ne savais pas si j'avais le SIDA »	161
	« Je n'ai pas pu enterrer un seul membre de ma famille »	163
	« Nous vivons encore dans la peur : Nous avons vraiment besoin de justice »	164
	« Nous ne pensons pas à l'avenir »	170

17	EMPECHER LE RETOUR DU GENOCIDE ET NOURRIR LA TOLERANCE A PARTIR DES RUINES	
	Un résidu de déni	173
	Définir le génocide	176
	Avancer	178
	LES CONTRIBUTEURS	181
	UN RECENSEMENT PARTIEL DES VICTIMES DU GENOCIDE A MURAMBI	183

ACRONYMES ET GLOSSAIRE

CDR	Coalition pour la Défense de la République
CERAI	Centre d'Apprentissage Rural et Artisanal Intégré
CIPEP	Centre Intercommunal de Développement du Personnel
RDC	République Démocratique du Congo
FAR	Forces Armées Rwandaises
FARG	Fonds d'Aide aux Rescapés du Génocide
FDLR	Forces Démocratiques de Libération du Rwanda
TPIR	Tribunal Pénal International pour le Rwanda
MDR	Mouvement Démocratique Républicain
MRND	Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement (1975-1991) et Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement et la Démocratie (1991-1994)
PL	Parti Libéral
PSD	Parti Social Démocrate
OUA	Organisation de l'Unité Africaine
APR	Armée Patriotique Rwandaise
FPR	Front Patriotique Rwandais
MINUAR	Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda

Termes désignant les unités administratives et leurs administrateurs correspondants

La structure administrative locale du Rwanda a été modifiée entre 2001 et 2006. Cependant, nous avons utilisé dans ce livre les localisations géographiques, les noms des unités administratives et leurs administrateurs correspondants tels qu'ils existaient en 1994.

Préfet (Gouverneur), Chef d'une préfecture ;
Sous Préfet. Un sous préfet était soit en charge de certaines responsabilités au sein de la préfecture, ou était à la tête d'un groupe de communes regroupées dans une sous-préfecture ;
Bourgmestre (Maire), chef d'une commune ;
Conseiller, le chef d'un secteur ;
Responsable, en charge d'une cellule.

« Réfugié » : Ce terme est utilisé dans les témoignages pour des gens qui ont fui leur maison à cause de la peur ou des violences, bien qu'ils n'aient pas traversé une frontière internationale, selon la définition standard prévue par la loi internationale.

Inkotanyi est utilisé pour se référer au FPR à la fois par ses alliés et ses adversaires. Ce mot signifie « combattant courageux » en Kinyarwanda.

Inyenzi signifie « cafard » en Kinyarwanda. Après les massacres et les expulsions de Tutsi survenues entre 1959 et 1963, un groupe d'exilés appelés *inyenzi* a essayé de revenir au Rwanda par les armes et a été défait. Ce mot était utilisé pour se référer au FPR pendant le règne du gouvernement Habyarimana, mais pendant le génocide c'était un sobriquet qui désignait tous les Tutsi.

Zone Turquoise : La Zone établie en Juin 1994 par les forces françaises de l'Opération Turquoise dans les préfectures occidentales de Cyangugu, Kibuye et Gikongoro.

Noms rwandais : dans la plupart des cas, chaque membre de la famille a son nom individuel, tout comme son prénom.

Massue : Un gourdin clouté.

LES PLANIFICATEURS, LES ORGANISATEURS ET LES EXECUTANTS

Laurent Bucyibaruta était le préfet de Gikongoro et il vit en exil en France ;

Le capitaine Faustin Sebhura était le chef adjoint de la gendarmerie de Gikongoro et on croit qu'il combat avec les FDLR dans l'est de la RDC.

Le colonel Aloys Simba, un officier de l'armée à la retraite, a été nommé chef de la défense civile pour les préfectures de Gikongoro et de Butare en 1994 . Il a été arrêté au Sénégal le 27 novembre 2001 à la demande du TPIR. Il a contesté cette décision mais a échoué dans ses efforts et il a été finalement transféré au centre de détention du TPIR à Arusha le 11 Mars 2002. En Décembre 2005, il a été condamné à 25 ans de prison ;

Frodouald Havugimana, connu sous le nom de Havuga, était sous-préfet et on pense qu'il vit en RDC ;

Félicien Semakwavu était le bourgmestre de la commune de Nyamagabe dans laquelle se trouve Murambi. On présume qu'il vit en RDC ;

Joseph Ntegeyintwali était le sous-préfet de Karaba regroupant les communes de Rukondo, Kinyamakara et Karama. Il est à la prison centrale de Gikongoro.

Emmanuel Nteziryayo, le bourgmestre de Mudasomwa, a été arrêté au Royaume Uni le 28 décembre 2006 et il attend les audiences préalables à son extradition vers le Rwanda ;

Désiré Ngezahayo, le bourgmestre de Karama, a été condamné à la prison à vie au Rwanda ;

Le Lieutenant-Colonel Augustin Rwamanywa était un officier logisticien dans l'armée né à Mudasomwa. Il est toujours en exil à l'étranger.

Dénis Kamodoka dirigeait l'usine à thé de Kitabi dans la commune de Mudasomwa. Personne ne sait où il se trouve ;

Callixte Munyankindi était conseiller du secteur de Cyanika à Karama. On dit qu'il est mort en RDC ;

Frédéric Mureramanzi, conseiller du secteur Remera, à Nyamagabe. Personne ne sait où il se trouve ;

Justin Ayurugari était le directeur de la station Electrogaz à Gikongoro. Personne ne sait où il se trouve ;

Emmanuel Ngoga, chauffeur à l'usine de thé de Kitabi, est présumé mort selon certaines sources, mais d'autres suggèrent qu'il pourrait être en vie en RDC ;

François Gakuru, professeur et président de la CDR à Mudasomwa, vit en exil ;

Israël Nsengiyumva, un homme d'affaires de Mudasomwa, a été condamné à la prison à vie au Rwanda ;

Edouard Karamage, un homme d'affaires de Mudasomwa. Des rumeurs circulent selon lesquelles il est en vie au Kenya ;

Vénuste Gasana, homme d'affaires, vivait à Kigeme, près de Nyamagabe. Il est mort à la prison centrale de Gikongoro ;

François Gasana, alias Bihehe, est soudeur de profession. Il est toujours en exil à l'étranger ;

Vincent de Paul Nsabiyeza était le chef d'un programme de vaccination à Gikongoro ; il se trouve à la prison centrale de Gikongoro.

INTRODUCTION

« *Pars. Si tu meurs, je vivrai peut être* » : *Un bilan collectif du Génocide et de la Survie à Murambi, Gikongoro. Avril-Juillet 1994* est un rapport sur le massacre survenu dans une école technique en construction à Murambi, au sud ouest du Rwanda. Issu de témoignages collectés par *African Rights* entre 2004 et 2006, il rassemble les histoires individuelles des survivants, des témoins, et des exécutants. Leurs expériences sont juxtaposées et arrangées chronologiquement, avec des introductions qui visent à guider le lecteur. Le résultat est un récit détaillé qui englobe les différents points de vue de 91 Rwandais. Un bilan aussi complexe et nuancé de ces événements n'avait jamais été entendu avant.

Les raisons de publier ce livre sont nombreuses. En dépit de la période de plus de treize ans qui s'est écoulée depuis, beaucoup de détails de ce massacre, dans lequel on estime que 50.000 Tutsi, femmes, hommes et enfants ont péri, ont été passés sous silence. Ce bilan fournit des informations qui peuvent faire avancer la justice et enrichir les débats sur les causes, la nature, et les conséquences du génocide. L'enquête a aussi offert aux participants une occasion de faire entendre leurs expériences et leurs émotions personnelles qui sont généralement passées sous silence. En rapportant ces souvenirs, nous espérons assurer qu'on se souviendra des victimes de Murambi, à la fois au Rwanda et internationalement.

Ce projet est une contribution aux initiatives nécessaires et en cours menées par des institutions, des groupes, et des individus qui s'engagent pour préserver la mémoire des victimes et des rescapés du génocide de 1994. Plus précisément, il vise à soutenir le travail de prévention du génocide, à laquelle le site de Murambi a été dédié. Ce livre contribue à la préservation physique du site de ce massacre pour permettre une interprétation précise du récit visuel de l'horreur qui s'y trouve.

Dans ce livre, les survivants racontent courageusement des expériences terrifiantes et douloureuses. Leurs histoires sont très pénibles à supporter, mais il y existe quelques moments de rédemption. La solidarité entre réfugiés affamés qui ont partagé l'eau ou la nourriture dans les derniers jours de leurs vies et qui se sont organisés pour résister à leurs assaillants, révèlent l'altruisme et la résilience de l'esprit humain. Parmi les menaces et les trahisons, il restait des amis ou des voisins qui ont offert leur aide. Ils n'ont pas souvent réussi à défier les autorités qui ont organisé et supervisé les tueries, mais des gestes d'humanité, même rares et futiles, méritent la reconnaissance.

Les témoignages de miliciens rendent aussi la lecture du livre extrêmement pénible. La nature parfois mécanique et dépassionnée de leurs forfaits, et le détachement qu'ils montrent envers ceux dont ils ont ôté la vie fait froid dans le dos. Rien ne peut minimiser l'énormité de ces atrocités et aucune explication des causes de celles-ci ne pourrait être jamais adéquate, et les coupables n'éprouvent que très peu de remords pour les crimes horribles qu'ils ont commis. Néanmoins, ils fournissent d'importantes indications sur les pressions et les récompenses auxquelles les hommes Hutu, en particulier, ont été confrontés, et aussi sur l'organisation et la planification des massacres. Par exemple, ils parlent longuement du rôle prépondérant joué par les autorités locales civiles et militaires. La participation de ceux qui ont tué et de ceux qui ont été témoins est cruciale pour rendre compte de ce qui s'est passé.

Ce projet ne regroupe pas tous les souvenirs du génocide à Murambi ; beaucoup de gens ne sont pas désireux de parler de la façon dont ils ont vécu cette époque. Le massacre de Murambi est un traumatisme récent qui continue à jeter une ombre sur la communauté locale. Les gens vivent avec les fardeaux du chagrin, de la douleur, de la colère ou de la culpabilité_ des émotions privées dans lesquelles les souvenirs sont souvent scellés. *African Rights* est reconnaissant envers ceux qui, ayant compris l'importance du travail de documentation, ont contribué à enrichir ce livre de leurs témoignages. Nous espérons que d'autres se sentiront capables de faire la même chose à l'avenir.

Ceux qui nous ont parlé étaient désireux de confronter des passés douloureux. La cohérence de leurs témoignages est remarquable. Cependant, certains persistent à nier leur participation, en dépit des preuves accablantes qui existent contre eux. Il convient également de garder à l'esprit que certaines lacunes sont inévitables dans un bilan collectif composé de nombreuses histoires différentes. Dans quelques cas, ce qui a émergé semble être une restitution des événements propre à une seule et unique personne. Ce livre ne cherche pas à identifier ou à résoudre des contradictions comme ça pourrait être nécessaire pour un projet uniquement tourné vers la justice, mais plutôt à établir un cadre dans lequel les gens situeraient leurs propres expériences. Nous espérons que toutes les faiblesses et les imperfections de cette étude pourrait exhorter d'autres gens à offrir publiquement leurs témoignages personnels dans les années à venir. S'approprier l'histoire est un processus continu qui est nécessairement ouvert.

Au cours de la recherche nécessaire à cette étude, une résurgence de la violence contre les survivants et les témoins du génocide à Gikongoro s'est produite, dans une tentative de décourager les gens de témoigner pendant les audiences des *gacaca* et pour permettre aux coupables d'échapper à la justice. Ceci souligne l'urgence qu'il y a à révéler les crimes et l'identité de ceux qui en sont responsables. Mais c'est aussi un moyen de rappeler les défis auxquels tous les gens qui vivent dans cette région doivent encore faire face, dont les perceptions du passé sont aussi façonnées par les luttes du présent. Certains résidents actuels de cette zone ont encore des difficultés à accepter le fait que le bain de sang de Murambi était un acte constitutif d'un génocide, comme c'est devenu apparent dans une série d'interviews menée par *African Rights* parmi des gens qui vivent près du site du massacre. Inclus à la fin de ce livre, ces interviews mettent en lumière le réel besoin de discuter et de documenter les détails des événements. « *Pars, si tu meurs, je vivrai peut-être* » n'a pas pour seul objectif d'informer les gens hors du Rwanda et les générations futures, mais aussi de permettre la reconnaissance au sein des communautés affectées elles mêmes de ce qui s'est passé, selon les mots d'un résident, « sous la couverture de la nuit » le 21 avril 1994.

African Rights espère que ce livre, en tant que récit partagé, pourra servir à réfuter les tentatives de nier ou de minimiser les caractéristiques du génocide de 1994. En s'appuyant sur les mots de diverses personnes issues de milieux différents _ de survivants, des exécutants du génocide, aussi bien que des spectateurs _ cette étude montre le potentiel que le Rwanda a pour permettre une compréhension collective du génocide qui peut émerger grâce au dialogue et à l'éducation. Si les descriptions de ce qui s'est passé sont parfois décousues, incomplètes, ou très personnelles, il existe de nombreux points d'accord. Ils ont tous au minimum le mérite de rappeler des aspects de l'horreur extrême du génocide à Murambi. Nous espérons au moins que « *Pars, si tu meurs, je vivrai peut-être* » pourra aider à soigner les fractures sociales, à promouvoir la justice, et à permettre aux Rwandais d'avancer vers un avenir paisible.

Pars, si tu meurs, je vivrai peut-être se fonde sur des propos recueillis par Dévota Gacendeli et Félicien Bahizi. Il a été écrit par Rakiya Omaar, Rachel Ibreck, et Elisabeth Ashamu.

LA ROUTE DE MURAMBI

Résumé des événements clés

La mort du Président Juvénal Habyarimana le 6 Avril 1994 a été l'étincelle qui a déclenché le génocide des Tutsi à travers tout le Rwanda et le meurtre des politiciens hutu de l'opposition les plus importants à Kigali. A Gikongoro, les miliciens interahamwe ont commencé à incendier les maisons des Tutsi dès le 7 Avril. Ils ont abandonné leurs maisons en masse entre le 7 et le 10 Avril. Depuis les communes de Mudasmwa, Kinyamakara et Karama, des marées humaines se sont dirigées vers la ville de Gikongoro, située dans la commune de Nyamagabe. Les résidents tutsi de Nyamagabe ont très vite suivi.

Le 13 avril, Laurent Bucyibaruta, préfet de Gikongoro, a organisé un meeting où deux décisions qui allaient faciliter les massacres à grande échelle ont été prises. La première était une directive aux autorités locales qui leur ordonnait d'établir un réseau de barrages routiers, qui servirait à contrôler les mouvements des Tutsi, en rendant toute fuite impossible tout en procurant un lieu commode où ceux qui seraient capturés pourraient être tués sur place. La seconde ordonnait à ces mêmes autorités d'encourager les Tutsi à chercher un sanctuaire dans les édifices publics, comme les églises, les écoles et les bureaux communaux, pour que le plus grand nombre de futures victimes soit rassemblé au même endroit. Bucyibaruta était assisté ce jour là par deux hommes qui allaient bientôt se révéler être comme les principaux planificateurs du massacre de Murambi : le colonel Aloys Simba, un officier retraité qui a été nommé à la tête de la défense civile de Gikongoro et de Butare en 1994 et le capitaine Faustin Sebhura, le commandant en second de la gendarmerie de Gikongoro.

Les barrages routiers ont été dûment dressés tout autour de la préfecture de Gikongoro. Les Tutsi se sont d'abord regroupés dans des églises, surtout à la Paroisse Catholique de Gikongoro, et dans d'autres bâtiments publics de Gikongoro. Peu de temps après, les autorités locales, en particulier Bucyibaruta, Simba, et le bourgmestre de Nyamagabe, Félicien Semakwavu, les ont dirigés vers une école secondaire technique en construction sur la crête d'une colline située dans la cellule de Murambi, dans le secteur de Remera, à la périphérie de la ville. Des dizaines de milliers de gens ont été emmenés là bas, la plupart du temps sous escorte officielle, pour remplir les bâtiments non achevés de l'école. Plutôt que de leur offrir la sécurité, comme beaucoup de réfugiés le croyaient, ce déplacement a facilité leur élimination.

Certains ont été assassinés aux barrages avant même qu'ils aient une chance d'atteindre Murambi. Ceux qui se trouvaient à l'école ont attendu en vain de l'aide et une protection. Certains sont morts des suites de blessures non soignées, de faim et de déshydratation. La canalisation d'eau a été coupée et des miliciens entouraient le camp et ôtaient la vie de ceux qui essayaient de forcer ce blocus pour aller chercher de l'eau et de la nourriture.

Pour épargner les femmes et les enfants hutu qui vivaient dans le voisinage, dont les parents et les maris avaient été enrôlés comme miliciens, Bucyibaruta, Semakwavu et Sebhura les ont relogés entre le 18 et le 20 Avril dans un centre artisanal connu sous le nom de CERAI et dans une école secondaire, l'ACEPER, tous deux situés à Gikongoro.

Le matin du 19 avril, les réfugiés ont repoussé un premier assaut sur l'école. Plus tard, le même jour, le président du gouvernement intérimaire, le Dr. Théodore Sindikubwabo, s'est réuni avec Bucyibaruta et des hauts responsables à Gikongoro. Sindikubwabo et Bucyibaruta ont donné le feu vert à l'exécution du programme de massacres. Des officiers de l'armée et des autorités locales ont tenu des réunions pour faire les préparatifs nécessaires à une offensive à grande échelle contre Murambi en intensifiant la propagande, en recrutant des miliciens et en distribuant des fusils et de

nouvelles machettes.

L'après midi du 20 avril, Bucyibaruta, Sebhura et Semakwavu ont visité Murambi pour rechercher des armes. Les gendarmes qui les accompagnaient ont confisqué tout objet qui aurait pu être utilisé pour l'autodéfense, y compris les machettes et les haches qui servaient à couper le bois et les bâtons utilisés pour rassembler le bétail en troupeau. Mais ils ont continué d'assurer aux gens que leur sécurité serait garantie tout en développant la campagne de recrutement d'un grand nombre de miliciens.

La nuit du 20 au 21 avril, des milliers de miliciens interahamwe ont été amenés à Murambi depuis Nyamagabe et d'autres communes. Les différents groupes ont reçu l'instruction de se regrouper à Kabeza, une agglomération de boutiques à environ un kilomètre au sud de l'école de Murambi. On leur a conseillé de ne pas faire de bruit et de ne pas allumer de cigarettes pour ne pas alerter leurs futures victimes. On a dit aux hommes de cacher leur visage avec une variété de feuilles, pour se camoufler, mais aussi pour se distinguer de « l'ennemi ». Des gendarmes armés de fusils et de grenades se sont joints à eux.

Peu avant 3 h 00 du matin, les hommes ont été rencontrés par Bucyibaruta, Semakwavu, Sebhura et ses subordonnés, aussi bien que par d'autres chefs. Sebhura leur a dit de « se réveiller et de se préparer à commencer la guerre contre les Tutsi. » La milice a reçu l'ordre d'encercler le camp.

Ensuite, à 3 h 00 du matin, le massacre qui allait causer la mort d'environ 50.000 Tutsi a débuté quand les gendarmes ont ouvert le feu. Les réfugiés ont essayé de riposter, mais comme il n'étaient armés que de pierres, ils ont été très vite submergés. Le bruit d'explosion des balles et des grenades s'est calmé dans la matinée, mais le bain de sang s'est poursuivi, quand des miliciens armés de machettes, de haches, de piques et de gourdins ont achevé les blessés et ont piégé ceux qui avaient trouvé un coin où se cacher. L'école ayant été encerclée, les occasions d'éviter cette formidable débauche de moyens en armes étaient infimes.

A la fin, les autorités se sont adressées aux miliciens. Le préfet a remercié tout le monde pour le travail qui avait été accompli. Il a distingué les hommes venus de la commune de Mudasomwa pour leur contribution. En récompense, ils ont été transportés en véhicules plus au Nord vers la paroisse catholique de Cyanika située dans la commune de Karama, pour donner un coup de main aux autorités et aux interahamwe qui avaient commencé à massacrer les 10.000 Tutsi rassemblés là, originaires principalement de Karama et des communes voisines de Kinyamakara et Rukondo. On leur a promis qu'ils pourront piller les boutiques des Tutsi en ville dès qu'ils auront terminé cette nouvelle tâche.

Certains des quelques survivants de Murambi ont couru vers Cyanika. Beaucoup ont été assassinés en route, et ceux qui ont atteint l'église y ont été tués en à peine quelques heures, à côté de tous les autres.

Pendant les quelques jours suivants, les hommes qui ont tué à Murambi sont retournés au camp pour s'approprier les biens des victimes. En même temps, une chasse méticuleuse aux survivants a été menée. Ceux qui sont encore en vie aujourd'hui attribuent leur survie à la bonne fortune et à

l'aide de quelques proches ou amis hutu.

Une tentative de camoufler les tueries s'ensuivit afin qu'elles n'attirent pas l'attention des journalistes étrangers et de la communauté internationale. Des bulldozers ont été utilisés pour enlever les cadavres à la fois à Murambi et à Cyanika et pour les enterrer dans des fosses communes. Les femmes et les enfants survivants ont été ramenés à Murambi pour convaincre l'opinion publique internationale qu'aucun Tutsi n'avait été massacré à Gikongoro. Ce petit groupe a été finalement trouvé à la fin du mois de juin par les troupes françaises de l'Opération Turquoise qui s'étaient eux même établis à l'école. Puisque beaucoup de tueurs ont aussi été emmenés à l'école après la défaite du gouvernement intérimaire début juillet, les survivants ont choisi de quitter Murambi pour Butare en août 1994.

SONT TOUJOURS LA »

« Un génocide n'arrive pas par hasard ni accidentellement », a commenté Simon Sebagabo, « il est préparé de longue date. » Le génocide du Rwanda, a-t-il ajouté, ne fait pas exception.

Le génocide des Tutsi du Rwanda a été nourri et développé pendant plusieurs décennies.

Le père Tatien Kagangare, un prêtre catholique, s'est fait l'écho d'un point de vue similaire, en affirmant que « le génocide était une affaire qui avait été préméditée de longue date, c'était une idée qui avait été instillée dans l'esprit des gens par des politiciens sans scrupules et ce depuis longtemps. »

Les rescapés adultes du génocide de 1994 englobent les événements qui ont ensanglanté Murambi en 1994 dans le cadre des épisodes de violence précédents qu'ils ont vécu et dont ils ont été témoins à Gikongoro. Les réflexions des survivants et des résidents nés à Gikongoro entre les années 1920 et le début des années 1950 fournissent ensemble une rétrospective importante du passé troublé de Gikongoro et de la relation entre cette histoire et le génocide plus récent.

Ces survivants décrivent de multiples vagues de troubles et de bains de sang à Gikongoro, chacune ayant eu un impact sur les idées et les mentalités qui sont à la base du génocide de 1994. La tension grandissante dans la période qui a précédé l'indépendance, et les réformes électorales associées à la décolonisation, ont annoncé la fondation des partis politiques et une compétition féroce entre eux. Les premières violences anti-Tutsi organisées ont eu lieu en 1959 quand la monarchie tutsi a été renversée et que l'espace politique a été entièrement ouvert aux Hutu, avant d'être limitée à eux. Environ 10 000 Tutsi ont été assassinés et des milliers ont été transférés de force de Ruhengeri, de Gikongoro et d'autres lieux vers le Bugesera, pendant que d'autres prenaient la fuite vers le Burundi, l'Ouganda et le Zaïre. Leurs maisons ont été complètement pillées avant d'être incendiées.

Quand les exilés Tutsi ont organisé les attaques des *inyenzi* de décembre 1963, connues sous le nom d'invasion du Bugesera, la répression a été prompte et sans pitié, et elle s'est révélée particulièrement sanglante à Gikongoro qui avait une population tutsi d'une forte densité. Dans ce qui deviendrait bien trop familier pour tous en 1994, les survivants se souviennent que les tueries de 1963 ont impliqué une participation enthousiaste de la population civile, qui a été activement stimulée par le préfet de l'époque, André Nkeramugaba, avec l'appui de personnalités gouvernementales de rang plus élevé. Ces survivants rappellent aussi que ces campagnes de terreur étaient bien organisées, que les officiels responsables étaient appréciés et promus, qu'il n'y avait aucune expression de regret ni de remords, et que personne n'a été puni pour le pillage et l'incendie des maisons des Tutsi, pas plus que pour le meurtre de leurs occupants.

1959 : « Un Tournant de l'Histoire »

Les tensions sociales et politiques s'étaient faites jour au Rwanda depuis le milieu des années 1950,

compliquées par un grand nombre d'autres facteurs concomitants. Devant l'exigence de la fin du règne de la puissance colonisatrice belge, les autorités coloniales ont mis fin à l'alliance avec la minorité tutsi, qu'elles avaient favorisée longtemps en ce qui concerne la politique, les privilèges économiques et l'accès à l'éducation, en inversant cette politique au profit de la majorité hutu bien plus nombreuse. La réalité démographique a dicté leurs décisions qui ont été mises en pratique en très peu de temps et en faisant étalage de leur force. Sebagabo qualifie l'année 1959 de « tournant de l'histoire », le moment où le pouvoir est passé des mains des Tutsi à celles des Hutu, quand la force brutale a été largement utilisée et considérée comme une arme légitime pour déposséder les Tutsi de leurs biens, pour les chasser et les tuer.

Nathalie Nyirabuseruka, née en 1944 et mère de cinq enfants, vit à Gikongoro. Ce qu'elle a mis en avant à propos des événements de 1959 est qu'ils ont été précédés, comme en 1994, de discussions derrière des portes closes.

Les gens ont commencé à fuir en 1959. Tout a commencé par des meetings où seuls les Hutu ont été invités. Je me trouvais à Gitantu (Nyamagabe). Théophile Mudahunga a préparé et dirigé ces discussions.

Le lendemain, les massacres ont commencé. Ils ont d'abord brûlé la maison de Mukazi, elle était la veuve de Murindabigwa, un ancien chef. Ils ont tout fait de nuit. Ils ont mis le feu à la maison de François Rupari, un professeur ; ils l'ont chassé et il s'est enfui vers Nyamata. Ensuite, ils ont brûlé les maisons de tous les Tutsi de Gikongoro. Nkurikiyimana, surnommé Kajugujugu, était le bourgmestre de Nyamagabe, qui était le nom de Gikongoro à l'époque. Personne n'a été puni.

Costasie Mukagasana, qui est maintenant octogénaire, vivait dans la commune de Rukondo. Elle a fui Gikongoro avec ses enfants, sa mère et ses deux frères, Athanase Karangwa et Anastase Gakumba, pour aller à Nyanza dans la préfecture de Butare. Ses autres proches se sont dispersés ailleurs.

Quand nous sommes allés à Nyanza, quelqu'un nous a menti et nous a dit que la sécurité avait été rétablie à Gikongoro. Ma mère et Athanase sont donc repartis vers leur maison.

Mais ils n'y sont jamais parvenus.

Ma mère a été jetée dans la rivière Mwogo et Athanase a été tué à coups de machette. Son cadavre a été exhibé dans les rues et mangé par des cochons.

Quand les enfants de Costasie ont grandi, deux de ses enfants, sa fille, Odette Mukasafari, et son fils Nyiridandi _ ont quitté Nyanza pour retourner vivre à Gikongoro. Ils y sont morts en 1994.

Zéphanie Nzabandora, aussi octogénaire, vit à Murambi. Il a parlé des actes de l'homme qui était responsable du Bufundu, qui englobait ce qui est maintenant Murambi.

Rwasibo a parlé aux Hutu de Nyamugali. Il leur a dit : « Tous les Hutu doivent prendre une arme, n'importe quoi qui peut tuer. Tuez les Tutsi ! Ils sont à l'origine de tous les problèmes. » Ils ont obéi à cet ordre, ont pris leurs armes traditionnelles et ont massacré des Tutsi. Certains ont couru vers les paroisses. Après, certains ont dû partir pour Nyamata et Kibungo. Là, leur vie est redevenue normale.

Alors que beaucoup de Tutsi ont été attaqués à Gikongoro entre 1959 et 1961, beaucoup d'autres ont été chassés de leurs foyers et emmenés de force au Bugesera, une région sèche, inhabitée et infestée de mouches Tsé-Tsé ; il n'existait pas de traitement médical contre les maladies transmises par les mouches Tsé-Tsé à l'époque. Ce déplacement forcé était, selon Sebagabo, « un véritable

piège mortel ». Cette politique de bannissement figure parmi les événements traumatisants qu'Euphrasie Nyiranzikweza, une septuagénaire, a relié au génocide de 1994. Euphrasie a dû faire face à la vieillesse seule, car son mari, ses enfants et ses petits enfants sont tous morts en 1994. Elle vivait à Mudasomwa, mais elle a depuis déménagé à Gikongoro.

Sebagabo voit les expulsions comme résultant de l'idée que « les Tutsi doivent quitter le Rwanda car ils y sont des étrangers » . Plus de trente ans plus tard, en 1994, la notion selon laquelle les Tutsi n'appartenaient pas au Rwanda car ils étaient des « étrangers » était au cœur des justifications du génocide.

Nathalie a évoqué la « réconciliation » prônée par les officiels.

Le lendemain des massacres, Mudahunga est venu nous voir à Gitantu. Il a ordonné aux familles Tutsi d'apporter de la bière comme geste de réconciliation et a ensuite fait un discours, en affirmant : « Voilà. Vous voyez que les Tutsi ont accepté notre réconciliation. Nous ne devons pas avoir l'esprit revanchard. Ce qui s'est passé est regrettable ; et ça ne se reproduira pas. Laissez nous vivre comme nous vivions avant, laissez nous nous marier. » Les tueurs n'ont rien donné en gage de réconciliation.

Impuni, Théophile Mudahunga, que Nathalie a décrit comme un personnage clé des événements de 1959, devait encore se distinguer en 1963.

Noël 1963 à Gikongoro : « La Première Répétition Générale »

Tout au long du début des années 1960, la situation au Rwanda est restée tendue. A Gikongoro, a dit Nathalie, ils ont fait ce qu'ils ont pu pour reconstruire leur vie, mais ils l'ont fait sous une ombre menaçante.

Les gens brûlaient encore des maisons de Tutsi. Quand vous parliez à un ami, ils vous mettaient en garde en disant : « Pourquoi est ce que tu cultives ton champ ? Tu penses vraiment que tu mangeras ça ? La guerre est là ; et un grand nombre des tiens va être encore tué. »

En décembre 1963, un groupe d'exilés Tutsi qui avait formé des bandes de guérilleros connus sous le nom d'*inyenzi*, a mené des incursions au Bugesera à partir du Burundi. Ils ont échoué, et leur défaite a été expiée par les Tutsi restés au Rwanda tout comme l'intervention militaire du FPR au début des années 1990 a servi de prétexte pour arrêter, détenir, interroger, torturer et tuer les Tutsi « complices » du FPR. Ailleurs, les fonctionnaires et les Tutsi éduqués ont été visés spécialement par la répression en 1963, mais à Gikongoro les représailles ont été féroces et systématiques.

Comme toujours, la complicité des autorités locales dans l'apparition de l'hostilité a été une caractéristique majeure. Pour ceux qui racontent l'histoire de 1963 à Gikongoro, le nom d'André Nkeramugaba, qui était devenu préfet de Gikongoro le 19 Avril 1963, tient une place prépondérante dans leurs récits.

Des résidents Hutu plus âgés comme David Muzungu de Cyanika confirment la séquence des événements.

Les Tutsi ont été envoyés à Nyamata en 1961. Et en 1963 ils ont été massacrés dans tout Gikongoro et jetés dans la rivière Mwogo. Plus tard, Nkeramugaba a tué lui même les réfugiés rwandais qu'Obote expulsait d'Ouganda.

Ce qui était différent à propos des tueries en 1963, a dit Nathalie, est que les femmes et les enfants n'étaient pas épargnés. Beaucoup d'autres caractéristiques de ces massacres sont restées les mêmes qu'en 1959, surtout la responsabilité des autorités locales, les accusations verbales et le refus de poursuivre les auteurs de troubles.

D'abord, ils brûlaient les maisons pendant la nuit. Ensuite, le matin, ils assassinaient les habitants. Mudahunga était à la tête des tueries menées à Gitantu. Nkeramugaba, le préfet, donnait les ordres mais il n'est pas venu dans notre zone aussi régulièrement que Mudahunga. Ils tuaient tous les Tutsi : les hommes, les femmes et même les enfants. Après trois jours, un cessez le feu a été ordonné. Tout contrevenant à ce cessez le feu n'était condamné qu'à deux jours de prison.

Même si les massacres de 1963 ont duré peu de temps, Anastase Rugema, 72 ans, a mis en avant le fait qu'ils étaient coordonnés.

Nous voyions des maisons en flammes. La nuit, ils ont brûlé les maisons de Murindabigwi, de Rupari, de Ruzibukira et des autres. La première nuit, ils ont incendié six maisons. Pendant la journée, ils se sont contenté de piller. Ensuite, ils ont tué à la faveur du crépuscule. Les Tutsi ont pris la fuite vers Nyamata et le Burundi.

Ils voulaient d'abord faire un recensement. Cela signifiait qu'ils voulaient connaître l'adresse précise de leur cible. Ça n'a pas duré aussi longtemps qu'en 1994, mais c'était orchestré.

C'était aussi soutenu depuis le plus haut niveau ; le Président Grégoire Kayibanda en personne a fait le déplacement jusqu'à Gikongoro. Anastase essayait de s'enfuir de la préfecture de Gikongoro quand il a vu Kayibanda.

Kayibanda a fait le voyage vers Gikongoro en personne pour donner des conseils utiles sur le champ. Je l'ai vu personnellement samedi 21 décembre 1963 quand j'étais en train d'attendre sur le bord de la route un véhicule qui me conduirait à Butare.

Et le préfet, selon Anastase, avait des aides sur lesquels il pouvait compter.

Nkeramugaba était aidé dans cette besogne par des assistants qui avaient l'expérience de ce genre de méthode. Les plus importants sont : son beau-frère, Grégoire Munyarubindo, auquel la commune de Rukondo avait été confiée ; Gérard Mukumbitsi, qui présidait la commune de Kinyamakara, et le voyou Jean Nkuriyimana, surnommé Kajugujugu, qui rôdait encore dans les parages.

Demander aux Tutsi réfugiés dans les églises et les écoles de s'inscrire pour un recensement était l'acte précurseur de bien des massacres en 1994, y compris celui de Murambi. Il y avait une autre similitude mentionnée par Anastase.

Les conseillers distribuait la terre des Tutsi qui avaient été assassinés ou qui avaient pris la fuite. Les leaders ont donné aux gens l'ordre de tuer, et ils ont aussi sollicité de l'aide, par exemple, Nkeramugaba et Nkurikiyimana, qui était bourgmestre. Plus tard, Nkeramugaba a organisé des

expéditions dans toute la préfecture, en disant : « Je veux être débarrassé de ces imbéciles de Tutsi, tuez les, mais cherchez et suivez surtout les plus riches d'entre eux. »

Un massacre à Nyamugali tient une place prépondérante dans la mémoire d'Euphrasie.

Les massacres qui se sont déroulés pendant que Nkeramugaba était le préfet ont été pires que tous ceux qui avaient précédé. Il a largement contribué à l'organisation et à l'exécution de ces tueries. Dans notre secteur, il y avait aussi un homme nommé Murindahabi qui a ravagé la région. A Nyamugali, beaucoup de Tutsi ont été tués, y compris des femmes et des enfants.

Le père Modeste Mungwarareba, secrétaire du Comité Episcopal de l'Eglise Catholique de Kigali avant sa mort en mai 1999, était âgé de 12 ans à l'époque et passait ses vacances chez lui, a Bunyambiriri, dans le nord de la préfecture de Gikongoro.

Les autorités ont déclenché une vague de tueries génocidaires au cours de laquelle les Tutsi du Bufundu et de Bunyambiriri ont été massacrés ; certaines familles ont été entièrement décimées.

J'ai couru me réfugier en brousse, mais j'ai été découvert. Battu et laissé pour mort, j'ai été réveillé au cours de l'après midi par la pluie et j'ai ensuite été sauvé par un voisin Hutu nommé Berchmans. Il m'a hébergé dans sa maison pour la nuit. Mais tous les jours, il devait m'emmener dans la brousse très tôt le matin_ à environ quatre heures du matin, pour que la rosée puisse effacer ses traces de pas. Il me disait que j'étais en danger. Mais je n'arrivais pas à croire qu'un adulte pouvait menacer la vie d'un enfant. Je ne savais pas que les adultes avaient reçu l'ordre de tuer tous les Tutsi de sexe masculin.

Cette tradition de tuer les Tutsi a été instituée par les Rwandais eux mêmes.

En 1963 le frère Kagangare était étudiant au Séminaire de Kansi, à Butare. Il est rentré chez lui, à Gikongoro, pour Noël, plus précisément à Kaduha dans la commune de Karambo. Les Tutsi de cette zone ont été massacrés pendant trois jours et trois nuits. Le père de Kagangare, son frère aîné, six de ses cousins et trois de ses oncles figuraient parmi les victimes. Il est resté hors de vue dans la brousse et il s'est ensuite dirigé vers la Paroisse de Kaduha. Un ministre du gouvernement est venu voir les survivants à l'église. Kagangare se souvient de ses explications pour les massacres.

Le ministre s'appelait Damien Nkezabera. Il a dit que les massacres avaient été commis par des hommes qui avaient trop bu, que l'ordre avait maintenant été rétabli, que nous pouvions rentrer chez nous, en paix, réparer nos maisons et reprendre nos travaux des champs.

Comme Kagangare, Sebagabo étudiait à Butare au Séminaire de Kansi et avait fait le voyage jusqu'à Gikongoro pour les vacances de Noël. Il a trouvé deux habitants tutsi de Gikongoro enfermés au commissariat de police de Gikongoro, accusés d'être des rebelles *Inyenzi*.

C'était la première répétition générale du génocide de 1994. Le nouveau préfet, André Nkeramugaba, a été mandaté pour continuer le travail qu'il avait commencé dans la commune de Remera où il était chef adjoint et bourgmestre. Il avait aussi à sa disposition à la fois des bras nouveaux et anciens pour l'aider : ceux des bourgmestres, des conseillers communaux, etc... mais il faut dire que la grande majorité de la population ne partageait pas ses opinions.

Il a mis en avant trois facteurs significatifs qui ont limité l'impact des tueries de 1963, et qui les distinguent du génocide de 1994.

D'abord, la plupart des gens sont restés loyaux aux amitiés qui étaient une composante de leur tissu social, ils ont donc encore emmené des voisins chez eux pour les protéger. Moi, par exemple, j'ai été prévenu et je suis parti le samedi 21 décembre. Il faut aussi savoir que, comme les troubles n'ont pas duré longtemps, les gens qui avaient de bonnes intentions n'ont pas perdu courage. Ce n'était pas comme en 1994 où les tueries ont fait rage pendant cent jours ou même plus à certains endroits comme Gikongoro. Finalement, et c'est le plus important, les paroisses ont joué un rôle essentiel, surtout à Cyanika. Grâce au dynamisme des prêtres qui officiaient là à l'époque, comme Stany de Jamblinne, environ 7.000 personnes réfugiées dans le presbytère et l'église ont été sauvées.

Simon a rendu un hommage vibrant aux prêtres.

Les prêtres ont bientôt été submergés. Ils ont ouvert leurs portes aux gens et ont veillés sur eux, ils sont aussi sortis chercher des gens. Ils ont vite fait appel à leurs collègues, surtout leurs camarades des Pères Blancs et les Soeurs. Certains ont répondu à cet appel, particulièrement les pères Martinez et Davos, le Frère Gratien et la Soeur Catherine qui travaillait comme infirmière et comme sage femme.

La majorité est venue d'elle-même. D'autres gens sont venus avec l'aide des prêtres qui savaient où les chercher.

Même des responsables locaux, qui par ailleurs disaient aux Hutu de tourner le dos aux Tutsi, ont amené à la paroisse les amis qu'ils voulaient sauver.

Les premières personnes arrivées à la paroisse venaient de la maison de Xavier Bizimana, qui était alors le bourgmestre de Karama. Avant de lancer l'assaut, même Nkeramugaba, l'organisateur local des massacres, a amené Claver Sevumbi, son vieil ami et son camarade d'études à Zaza, tout comme la famille entière de cet homme, à la paroisse.

La compassion du clergé et la sécurité que les Tutsi ont trouvée dans les églises en 1963 a créé une tradition dans la paroisse, tout comme dans les autres, est devenue un aimant pour les gens apeurés et les blessés trois décennies plus tard. Mais en 1994, la maison de Dieu n'a pas offert de sanctuaire, que ce soit à Cyanika ou partout ailleurs au Rwanda.

Quand le père Modeste est retourné au séminaire, il a été frappé, et ensuite très en colère, par la décision de ne pas discuter des événements atterrants qui venaient de se produire, même s'ils étaient encore frais dans la mémoire de tout le monde.

J'ai été scandalisé de voir que nos professeurs ne voulaient pas que nous parlions de ce qui s'était passé. Parler c'était attirer les mauvais esprits. Mais un jour, pendant un cours de religion, j'ai décidé d'attirer l'attention sur ce sujet. Tout le monde m'a écouté avec stupéfaction. Mais personne n'a répondu.

Je n'ai pas entendu une seule voix s'élever contre le massacre des Tutsi. Ils avaient été tués mais c'était complètement caché et personne ne savait quoi que ce soit là-dessus. Personne n'a été puni pour avoir tué les Tutsi dans le Bufundu et le Bunyambiriri en 1963.

Cela n'a pas surpris Euphrasie du tout.

Qui allait les prendre en compte alors que les autorités elles-mêmes étaient impliquées ?
Quand les Hutu ont décidé de stopper les massacres, nous sommes retournés à notre champ et nous

avons recommencé notre vie à zéro. Ils nous ont laissés seuls, ils étaient indifférents, comme si rien ne s'était passé. Même l'État n'a pas réagi. À croire que les autorités n'ont pas vu ce qui se passait.

Elle voit dans ce comportement, comme pour l'expulsion des Tutsi vers Nyamata et la région de Kibungo, alors connue sous le nom de Rukumberi, une partie de l'état d'esprit qui a conduit au génocide.

De même, à Kansi, le père Kagangare a observé un manque total d'intérêt pour ces atrocités.

Personne au séminaire n'a fait de commentaire sur ce qui s'était passé pendant les vacances. Au lieu de ça, certains de nos collègues semblaient rire. Mais nous étions jeunes et nous n'accordions pas beaucoup d'importance à de tels sarcasmes. Cependant, c'est à ce moment là que j'ai pris conscience de cette chose à propos des Hutu et des Tutsi.

Les massacres ont été suivis par la ségrégation, l'humiliation et l'exclusion.

Et la crise a en effet été « instituée » à cette époque par le silence total à son propos. En faisant la promotion de ce silence, a-t-il dit, le meurtre d'un Tutsi en est venu à être considéré comme « normal ».

Comme en 1959, les autorités ont insisté sur la nécessité de réconciliation. Mais ce n'était qu'un mot pour eux, selon Anastase.

Les leaders politiques ont ordonné aux gens de trouver de la bière pour la réconciliation. Mais cela ne signifiait rien. Quelques jours plus tard, on leur disait de recommencer à tuer les Tutsi et de prendre ce qu'ils voulaient dans leurs maisons, etc...

Dans les années qui ont suivi, le père Modeste a remarqué que ceux qui avaient tué et pillé en 1963 et qui avaient incité les autres à faire de même, ne vivaient pas seulement en liberté, mais ils étaient aussi ceux qui prospéraient le plus.

Nous étions ceux qui étaient nerveux. Ils savaient que nous savions. Ils se contentaient d'attendre l'occasion de nous faire disparaître parce que nous étions leur mauvaise conscience.

« A Gikongoro, l'efficacité du génocide de 1994 trouve son origine dans le fait que ceux qui avaient participé aux massacres de 1963 n'avaient pas été punis. »

Prenez un homme comme André Nkeramugaba, le préfet en 1963. Il était le plus virulent. Mais la population l'appréciait au point de l'élire membre du parlement. Les autres sont devenus bourgmestres ou responsables locaux.

De plus, le déni et les mensonges lors du génocide de 1994 devenaient plus convaincants si on les considérait par rapport aux périodes antérieures. Zéphanie Nzabandora a donné cette interprétation de ce qui a eu lieu en 1963.

Les Tutsi ont à nouveau commencé à tuer les Hutu et les *inyenzi* ont envahi le pays. Les Hutu se sont défendus, mais ils n'ont pas tué les Tutsi. À ma connaissance, Nkeramugaba n'a rien fait de mal. Et voilà comment étaient les choses en 1994. C'est toujours les Tutsi qui sont à la racine des massacres.

À 65 ans, Isaïe Sebudandi, qui vit aussi à Murambi, est bien plus jeune que Nzabandora, mais il

partageait ce point de vue.

Il n'y a pas eu de tueries dans cette région en 1959. Seules les maisons ont été brûlées et les Tutsi sont allés au Zaïre, en Ouganda, au Burundi et même à Kibungo. Mais ils sont revenus, même ceux qui gardaient les troupeaux avec nous. Je l'ai vu moi-même. Et c'était la même chose en 1963. Les maisons ont été brûlées, et les gens se sont enfuis, mais personne n'a été assassiné.

Frédéric Gakwaya, de Gikongoro, avait 31 ans en 1959.

Je n'ai jamais vu la moindre maison en feu. Quant aux massacres, ils ont commencé récemment, en 1994. Avant ça, personne n'a été affecté. Quant aux Tutsi qui sont partis en exil, ils sont comme les gens qui ont fui en 1994. Vous pensez qu'ils avaient des raisons de fuir ? Pas du tout ! Tout simplement, ils ont appris que leurs chefs étaient partis, alors ils se sont mis en route. Personne ne les a chassés ! Et ceux qui ont été à Nyamata ont été envoyés là pour les protéger, en quelque sorte. Ils voulaient se sauver devant les Hutu qui venaient de prendre le pouvoir.

1973 : « Un Véritable Génocide Intellectuel »

La décennie qui a suivi l'indépendance en 1963 a été consacrée, en grande partie, à l'éviction des Tutsi des fonctions d'autorité et d'influence politique. Cette exclusion de l'arène politique, de l'armée et des postes de hauts fonctionnaires a conduit un grand nombre d'hommes Tutsi éduqués à graviter autour de l'Église catholique. Ils étaient bien représentés dans les séminaires et les structures d'enseignement étant donné que l'Église catholique contrôlait encore une grande partie du système éducatif rwandais, y compris l'Université de Butare.¹

En février 1973, les séminaires, l'université de Butare et toutes les écoles ont été purgées de leurs enseignants et de leurs élèves tutsi. Les fonctionnaires ont aussi été visés. Une fois de plus, l'exception a été Gikongoro, qui a été le théâtre de tueries systématiques. Malgré les démentis, il apparaissait bien que les purges avaient la bénédiction du gouvernement. Il est possible, comme beaucoup le croyaient à l'époque et le croient encore maintenant, que le ministre de la Défense de l'époque, Juvénal Habyarimana, a provoqué les troubles pour qu'ils servent de prétexte pour lancer, le 5 juillet, le coup d'État qu'il avait planifié.

Le père Kagangare était à l'époque en formation au Grand Séminaire de Nyakibanda, le principal centre éducatif qui servait à préparer les jeunes hommes à la prêtrise catholique. Le séminaire, situé dans la commune de Gishamvu, à Butare, avait fait l'objet d'intimidations par des étudiants de l'Université, mais le prêtre qui en était le responsable n'a pas cédé face à eux.

Alors que toutes les institutions éducatives du Rwanda_ d'enseignement primaire, secondaire et supérieur_étaient secouées par la chasse aux Tutsi, Nyakibanda est restée paisible. Ceci n'était dû qu'au courage du Père François Niyibizi. Il a appelé tous les grands séminaristes ensemble et nous a mis en garde contre la tentation d'imiter le reste du pays. Si nous faisons ça, a-t-il dit, tout le monde, les Hutu comme les Tutsi, serait renvoyé. Nous craignions que des fauteurs de troubles viennent de l'Université. Mais après le renvoi des Tutsi, l'Université a été presque paralysée par un désaccord sur le sort des étudiants issus de mariages mixtes. Préoccupés par la nécessité de résoudre cette question épineuse, ils ont oublié Nyakibanda.

Sebagabo n'a pas eu autant de chance que Kagangare. Les troubles de 1973 l'ont forcé à s'exiler.

¹ L'Université de Butare a été fondée par les Pères Dominicains du Canada et ils ont continué à la contrôler.

À l'université et dans les écoles secondaires, la chasse a eu lieu dès l'aube. Au travail, des listes devaient être établies la nuit et ensuite placardées devant les bureaux ou d'autres lieux de travail d'où les indésirables, les Tutsi, devaient être expulsés. Ce mouvement a été le même dans tout le pays. Il concernait les personnes éduquées. J'ai moi-même été brutalement renvoyé et je suis parti au Zaïre le 26 février 1973.

Un autre homme qui a quitté le Rwanda en 1973 est le Père Joseph Niyomugabo, le recteur du petit séminaire de Kansi. Il a préféré s'exiler au Burundi avec ses étudiants au lieu de les trahir. Il est retourné au Rwanda dans les années 1980 après avoir terminé ses études en Europe. Il était à la paroisse de Cyanika en avril 1994 et, comme ce livre le détaille plus loin, il y a été assassiné.

Sous Habyarimana, l'interdiction d'accès des Tutsi à l'enseignement supérieur et aux postes importants a été maintenue au nom de la politique d'« équilibre ethnique ». le Père Kagangare a noté qu'une fois de plus l'ordre a été rétabli, que la paix a été déclarée, et que le silence a enseveli ce qui s'était passé. À la même époque, la marginalisation des Tutsi est devenue une affaire quotidienne.

Les seules exceptions ont concerné ceux dont les sœurs étaient mariées à des Hutu puissants, ou ceux dont les parents avaient des amis riches et puissants. Habyarimana a inauguré un véritable génocide intellectuel. C'était la même chose pour accéder à un emploi. C'était un mensonge grossier. Le régime parlait d'équilibre, mais il pratiquait ouvertement l'exclusion. Les gens n'ont pas mis longtemps à en être conscients et à commencer à en parler. Le gouvernement a changé de tactique. Il a décidé de pratiquer la politique de l'équilibre dans les écoles, mais toujours pour sélectionner les Tutsi qui s'en sortaient le plus mal à l'école et qui étaient au fond des classes. Ils étaient donc forcés de redoubler. Ceux qui pouvaient envoyaient leurs enfants à l'étranger, au Burundi, au Zaïre ou en Ouganda. Les autres se lançaient dans le petit commerce ou développaient toutes sortes d'astuces pour s'en sortir.

Sebagabo disait que « les outils de discrimination étaient raffinés », mais que la fin restait la même.

Le régime Habyarimana, en dépit d'un langage plus subtil, n'était en aucune façon moins destructeur que celui de Kayibanda.

Pendant les 17 années suivantes, la discrimination a nourri le ressentiment et les exilés se sont battus pour le droit de rentrer chez eux, mais les explosions de violence périodiques et les agressions ouvertes contre les Tutsi ont cessé. Les failles de la politique rwandaise ont changé, et l'attention s'est focalisée sur le monopole de l'espace politique, des ressources économiques et des opportunités par les politiciens, les hommes d'affaires et les militaires de haut rang issus du Nord, c'est à dire des préfectures de Ruhengeri, Byumba et surtout de la région natale d'Habyarimana, celle de Gisenyi.

Octobre 1990 – 6 Avril 1994

Le 1^{er} octobre 1990, Le Front Patriotique Rwandais (FPR), un groupe rebelle armé fondé par des Tutsi en exil, a envahi le Rwanda à partir de l'Ouganda. En plus de sa réplique militaire, le gouvernement a immédiatement identifié tous les Tutsi de l'intérieur du Rwanda comme étant membres d'une cinquième colonne, et il a cherché à les punir en temps que « complices » des rebelles, plus connus sous le vocable d'*Ibyitso*. Entre 8 000 et 10 000 personnes, des Tutsi en écrasante majorité, ont été arrêtées et emprisonnées à la suite d'une fausse offensive sur Kigali la nuit du 4 octobre 1990, qui a été attribuée au FPR. Le Père Modeste était parmi les détenus. Le Père Niyomugabo a été dénoncé à cause de ses liens supposés avec le FPR, mais il a évité l'emprisonnement. Les détenus ont été incarcérés, parfois pendant plus de six mois, dans des conditions effroyables et soumis à des interrogatoires sans fin et très sévères. Beaucoup ont été gravement torturés. Ils ont été relâchés à la suite de protestations internationales intenses et concertées. Certains fonctionnaires ont été démis de leurs fonctions.

Pendant les trois années et demi suivantes, une guerre intermittente entre les Forces Armées Rwandaises (FAR) et le FPR, et les efforts régionaux et internationaux faits pour stopper les combats par la négociation, ont dominé la politique, en même temps que la revendication de démocratisation par la création de partis politiques d'opposition. Pour maintenir son emprise sur le pouvoir, la domination du parti d'Habyarimana, le Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement et la Démocratie (MRND), a créé les *interahamwe*, une milice fidèle aux tenants de la ligne dure de ce parti et leur a fourni un entraînement militaire.² L'intense rivalité entre le MRND et les partis d'opposition a amené le gouvernement à perturber le ralliement à l'opposition et à déclencher des affrontements entre les *interahamwe* et les ailes jeunesse des autres partis. Au même moment, des Tutsi, aussi bien des individus que des groupes ont été visés pour ce qu'ils étaient. Les incidents les plus graves ont été les massacres de Tutsi de février 1992 à Kibilira, Gisenyi et en mars 1992 dans le Bugesera. De 1992 à 1993, les agressions commises par les *interahamwe* sont devenues de plus en plus prononcées contre les opposants politiques hutu et les Tutsi.

La paix semblait se rapprocher en août 1993, avec la signature des accords d'Arusha qui ont mis fin aux combats et qui ont stipulé comment le gouvernement, le FPR et les partis politiques d'opposition devaient partager le pouvoir. Mais la mise en application de ces accords est restée au point mort, même après le déploiement en décembre 1993 d'une force de maintien de la paix des Nations Unies, la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda (MINUAR), pour surveiller et faire appliquer les Accords. Un groupe large et puissant d'initiés, qui comprenait des politiciens, des officiers supérieurs, des hommes d'affaires et des proches d'Habyarimana et de sa femme ont considéré les Accords comme un défi à leur pouvoir et à leurs privilèges économiques, et comme une menace à la culture de l'impunité qui les avait longtemps protégés, et y est donc resté catégoriquement opposé. Ils ont utilisé les médias pour retourner la population Hutu contre l'accord de paix, en le décrivant comme une trahison envers les intérêts des Hutu. En septembre 1993, ils ont fondé une station de radiodiffusion privée, la Radio Télévision Libre des Mille Collines (RTLTM).

Pendant les quelques mois qui ont suivi, la RTLTM, en renforçant les certitudes de la CDR (Coalition pour la Défense de la République, un parti ultra extrémiste) et des magazines comme *Kangura*, s'est consacrée à l'expression politique de l'idéologie de l'extrémisme Hutu. Elle a cherché à unir les Hutu en les convaincant qu'ils avaient un adversaire commun, nommément le FPR et les Tutsi qui étaient dépeints comme étant tous pareils, c'est à dire décidés à chasser les Hutu du pouvoir et à les dominer.

² Toutes les milices sont devenues connues sous le nom d'*interahamwe* pendant le génocide, mais les *interahamwe* professionnels, qui avaient reçu un entraînement militaire et qui portaient des uniformes, ont été formés bien avant.

Les Tutsi du Rwanda étaient dépeints comme une dette politique, qui offrait des combattants, de l'argent, des renseignements et un soutien moral au FPR. Les Hutu étaient exhortés à mettre de côté leurs différences politiques et à se rassembler pour former un front commun contre les Tutsi. A cette fin, la plupart des partis d'opposition se sont scindés en deux, avec une faction connue sous le vocable de « Power » qui avait embrassé la doctrine politique du « Hutuisme ». La RTLM a encouragé l'usage de la force contre les politiciens Hutu modérés, contre les Tutsi en général et a ridiculisé les Accords d'Arusha.³

Quand le président Habyarimana est mort dans un crash aérien à Kigali le 6 Avril 1994 au soir, avec tous les autres passagers, le terrain nécessaire au génocide avait été bien préparé, lequel a débuté dans les heures qui ont suivi et qui a duré jusqu'au début du mois de Juillet. Le conseil d'administration, les actionnaires et le personnel de RTLM devraient tous en devenir des acteurs majeurs. Le crash était, selon Sebagabo, ni plus ni moins que « le signal de départ. »

Les malfaisants interahamwe, qui avaient été créés et entraînés pour mener le génocide qui avait été télévisé depuis trente ans dans le Bufundu et d'autres endroits du Rwanda, est devenu une campagne à l'échelle du pays tout entier, menée avec zèle.

Le Père Kagangare, comme la plupart des Rwandais, ne s'attendait pas à l'échelle du massacre qui s'est alors déchaîné.

Malgré ce que nous avons déjà traversé, l'horreur de 1994 dépasse complètement nos capacités de compréhension.

« Le génocide de 1994 était un complot longuement prémédité, une idée qui avait été distillée au sein du peuple pendant longtemps par des politiciens sans scrupules. »

En réalité, le génocide a débuté il y a longtemps. C'est une chose qui était enseignée à l'école. Ce n'est pas inné. Mais ça avait été enseigné à un point tel que c'était devenu instinctif. La haine des Tutsi est une chose que les Hutu ont apprise et qu'ils ont assimilée.

Ce qui a changé en 1994, a-t-il ajouté, était « l'échelle des massacres. »

En 1963, les massacres sont restés limités à Gikongoro et n'ont duré que quelques jours. En 1994, tout le pays a été affecté et ça a duré trois mois. Mais c'était le même type de massacre, la même hache, la même machette et les mêmes scènes hideuses d'enfants mourants dont on avait fracassé le crâne contre un mur.

Euphrasie a fait écho d'un point de vue similaire.

Le génocide de 1994 a été pensé pour rayer de la carte tous les Tutsi, sans aucune exception. Pas même un seul enfant ne devait en réchapper. Mais les techniques qui ont été utilisées étaient les mêmes qu'avant, sauf les tortures extrêmes qui sont devenues monnaie courante en 1994.

Euphrasie a mis en relief ce qu'elle a appelé « les trois étapes de la destruction des Tutsi de Gikongoro. »

³ Pour une discussion détaillée sur les origines du génocide, voir « *Death, Despair and Defiance*, » African Rights, Edition revue et corrigée, Août 1995.

Les massacres de Tutsi avaient été organisés et menés dans la préfecture de Gikongoro pendant une période vraiment longue. La première étape a été leur expulsion vers Nyamata et Rukumberi (Kibungo). La deuxième a consisté en de premiers massacres, qui n'ont eu qu'un impact limité car tous les Hutu ne soutenaient pas cette politique. La troisième étape a été la phase d'extermination finale. Et cette fois ça a été vraiment couronné de succès. Cette fois-ci, tous les Hutu se sentaient concernés parce qu'ils se débarrassaient une fois pour toute, d'un ennemi commun. Même les enfants, les jeunes filles, et les femmes étaient conduites par ce besoin de voir « l'ennemi » vaincu définitivement.

Le Père Modeste a mentionné certains de ceux qui ont été « vaincus » à Gikongoro.

Les survivants de 1963, qui avaient essayé de reconstruire leurs vies, ont été exterminés en 1994.

Et beaucoup des assassins de 1963 étaient encore vivants et n'attendaient qu'une chose : contribuer au génocide de 1994. Certains, qui étaient trop vieux pour tuer de leurs propres mains ont servi de conseillers, en utilisant leur connaissance de l'histoire pour désigner les Tutsi qui avaient changé leurs cartes d'identité, ou ils appuyaient le génocide à leur manière. Parfois, ils ont passé le témoin à leurs enfants.

En 1994, les vieux, comme Mudahunga et Nzabamwita étaient encore dans les parages. Ils n'avaient plus la force de chasser ni de tuer les Tutsi eux mêmes, mais il leur restait assez de forces pour donner des conseils à leurs enfants et pour leur dire de s'assurer qu'aucun Tutsi ne resterait en vie. Leurs enfants étaient les vrais assassins ici à Gikongoro. Les enfants de Mudahunga sont morts au Congo et ceux de Nzabamwita sont en prison.

Nathalie a aussi mentionné le fils de Mudahunga, François Rwemera, aussi bien que le fils de Rwandanga, Antoine, surnommé Kajyunguri, comme faisant partie des hommes qui ont dévasté Gitantu en 1994. Ils savaient que leurs parents avaient apprécié l'impunité et ils s'attendaient au même résultat.

Il faut constater que les facteurs politiques, sociaux et économiques qui ont mené au génocide de 1994, les tueries, la confiscation des expulsions et les arrestations qui ont eu lieu entre 1959 et 1963, en 1973 et au début des années 1990, coïncident de façon significative, en particulier à Gikongoro. Ils ont établi un principe au nom duquel beaucoup de Rwandais qui ont pris part au génocide ont agi : tuer des Tutsi n'était pas considéré comme un crime qu'il fallait punir. Cela est dû au fait que « dans ce pays, tuer un Tutsi était devenu une tradition et l'impunité était devenue la norme. » explique le Père Kagangare.

Pendant quarante ans, le génocide avait été enseigné officiellement et avait été expérimenté plusieurs fois avec la bénédiction des plus hautes personnalités du gouvernement. A chaque fois, le gouvernement annonçait la fin des massacres, il demandait aux tueurs de déposer leurs lances, d'arrêter les massacres, *nimwunamure icumu*, et qu'ils appelaient les survivants à sortir de leurs cachettes. Ensuite, comme si rien n'était arrivé, la vie sur les collines reprenait son cours normal.

En 1994, Désiré Ngezahayo était le bourgmestre de la commune de Karama où se trouve la Paroisse de Cyanika. Il a parlé longuement de sa participation au génocide. En réfléchissant sur son propre itinéraire vers le génocide, et sur celle du pays comme un tout, il a identifié deux facteurs majeurs : ne jamais remettre en question l'obéissance aux autorités et l'habitude d'agir sur ordre pour bafouer les droits des Tutsi.

L'impunité qui était largement répandue à la fois avant et pendant le génocide a été un facteur décisif en 1994.

Dans les années 1960 et 1970, beaucoup de Tutsi ne pouvaient pas aller à l'école secondaire, et les

professeurs tenaient des listes sur lesquelles étaient inscrite l'appartenance ethnique des élèves, Hutu ou Tutsi. Après l'invasion du FPR en Octobre 1990, nous, les bourgmestres, nous avons reçu comme instructions des services secrets de faire des listes de tous les parents dont les enfants étaient partis se battre pour le FPR, alors nous l'avons fait. En Octobre 1990, dans la nuit du 4 au 5, quand de fausses rumeurs selon lesquelles les Tutsi voulaient tuer les Hutu ont été répandus, c'était un prétexte pour des fouilles systématiques à la recherche d'armes dans les maisons des Tutsi. Beaucoup d'autres Tutsi ont été emprisonnés pour complicité avec le FPR. On nous disait d'emprisonner les gens qui étaient considérés comme des sympathisants du FPR, surtout les gens éduqués comme les professeurs, et nous ne posions aucune question. En 1993, on nous a demandé de former des groupes de miliciens et nous l'avons fait. On nous demandait de fournir un entraînement militaire pour eux et nous nous y sommes pliés. Tout cela faisait parti de la préparation du génocide. Voilà pourquoi je pense qu'il est très important de s'assurer que justice soit faite, pour que l'impunité qui a facilité le génocide appartienne au passé.

Jean-Damascène Sinaboye était le bourgmestre adjoint de Mudasomwa, une commune qui a apporté une contribution inouïe à Murambi, et plus généralement au génocide à Gikongoro, Butare and Kibuye.

Le bourgmestre de Mudasomwa, Emmanuel Nteziryayo, se vantait ouvertement de ce qu'il, en tant que bourgmestre, avait accompli durant le génocide et à propos de l'importance de sa commune dans le succès du génocide à Gikongoro. Il l'a fait parce que, comme tant d'autres, il s'est considéré comme un contributeur à un devoir national. Nous le considérons comme un grand nationaliste pendant le génocide. Nous avons fait ça parce que nous ne pensons pas qu'il y aurait la moindre conséquence à nos actions. Et nous avons certainement pensé que nous ne serions jamais poursuivis en justice. Nous faisons ce que, à nos yeux, la radio et les journaux nous disaient de faire_ débarrasser le pays de ses ennemis. Nteziryayo c'est comporté de cette façon parce qu'il croyait, comme tous les autres détenteurs de l'autorité, que se distinguer pendant le génocide le mènerait à de meilleures choses pour lui, comme une plus grande richesse et de meilleures opportunités de carrière. Et il pensait aider le Rwanda à se débarrasser des traîtres à la nation.

Cette histoire pose le contexte qui n'explique pas seulement l'attitude de beaucoup de résidents de Gikongoro envers les massacres de Tutsi en 1994, mais aussi la conduite des personnalités locales. Pour comprendre Murambi, les exécutants, les rescapés et les témoins ont tous mis l'accent, encore et encore, sur le poids de la responsabilité qu'il faut faire porter aux autorités civiles et militaires de Gikongoro, aussi bien qu'aux soutiens les plus importants des partis politiques extrémistes.

« NOUS NE POUVIONS PAS METTRE EN DOUTE LA PAROLE DE NOS LEADERS »

Le Rwanda est une société qui est caractérisée par une longue tradition de respect inconditionnel pour les hommes de pouvoir et d'autorité. A la campagne, où vivent la plupart des Rwandais, les mots d'un préfet, d'un bourgmestre ou d'un conseiller commandaient l'obéissance. Les personnes éduquées, qu'ils soient des fonctionnaires, des hommes d'église, des gens du secteur privé, ou des travailleurs pour des organisations civiques, étaient traités avec déférence et leurs opinions n'étaient généralement pas mises en doute. Contre cette toile de fond, les instructions venues d'en haut, couplées à une propagande manipulatrice, ont été à même de faire apparaître une capacité de meurtre et de trahison parmi de nombreux Rwandais qui avaient été jusque là des hommes et des femmes ordinaires.

Quand ils ont appris l'assassinat du Président Habyarimana, tous les résidents de Gikongoro, comme dans tous les coins du pays, ont cherché des directives auprès de leurs officiels locaux. Ils ont mis la responsabilité des massacres de Murambi sur leurs épaules. Ils suggèrent que c'est les actes et les décisions prises par les autorités civiles et militaires les plus importantes de Gikongoro à partir du 7 Avril qui ont dirigé les tueries et qui ont finalement déterminé le destin des réfugiés de Murambi. Dans les mots de Vincent de Paul Nsabiya, qui travaillait aux côtés de ces leaders locaux : « L'extermination des Tutsi n'était pas quelque chose de risqué. »

Toutes les décisions prises par nos officiels surtout par le préfet de Gikongoro, le bourgmestre de Nyamagabe et le capitaine Sebhura de la gendarmerie, pour s'assurer que les Tutsi de la région étaient massacrés, montrent sans la moindre ambiguïté, la réputation du gouvernement de cette époque qui a préparé et dirigé le génocide.

Selon tous les contributeurs de cette étude, toutes les figures politiques majeures de la préfecture ont eu un rôle à jouer dans la tragédie de Murambi. Le préfet, Laurent Bucyibaruta ; le sous préfet, Frodouald Havugimana⁴, connu sous le nom d'Havuga, le sous-chef de la gendarmerie, le Capitaine Faustin Sebhura et le bourgmestre (maire) de la commune de Nyamagabe, Félicien Semakwavu, sont impliqués de façon répétée. Ils étaient souvent vus ensemble et, comme le disent clairement les témoignages recueillis dans ce livre, ils ont encouragé les Tutsi à aller à Murambi, ils ont appelé à l'érection de barrages routiers dans cette zone, et ils ont activement mobilisé et armé les miliciens. Une visite du Président du gouvernement intérimaire, le Dr. Théodore Sindikubwabo, et les discussions de ce dernier avec les autorités locales de Gikongoro, ont validé les initiatives qu'ils venaient de prendre et ont confirmé qu'ils avaient le soutien des plus hautes autorités civiles et militaires du pays. Des officiers à la retraite ont offert leur expertise à une campagne qui visait soit-disant à la « sécurité ». Leur chef était le Col. Aloys Simba de la commune de Musebeya, située dans la préfecture de Gikongoro qui, en 1994, a été nommé chef de la défense civile des préfectures de Gikongoro et de Butare.

⁴ Bien qu'il soit répertorié comme un sous préfet, il n'occupait pas officiellement ce poste en 1994. Il avait été démis de ses fonctions de sous-préfet de Cyangugu pour raisons disciplinaires. Début Avril 1994, Il se trouvait à Nyanza, à Butare, et il était le secrétaire d'un sous préfet de la région. Il est retourné rapidement à Gikongoro, sa ville natale au début du génocide et il a résidé près de Murambi.

En combinant leur autorité considérable, leur influence, leurs moyens humains, logistiques et financiers aussi bien que tout un réseau de contacts, ces hommes ont eu accès à un formidable réseau d'autorités locales, de soldats, de policiers, d'enseignants, de directeurs et d'employés d'entreprises d'état, de membres du clergé, d'hommes d'affaires, de petits commerçants, de membres du personnel d'ONG et à un vivier énorme de paysans et de jeunes chômeurs.

« Nous Avions Confiance en Nos Officiels »

Les hommes qu'ils ont atteint, et finalement persuadé de se jeter à corps perdu dans le génocide, ou ceux qui ont observé de près les Hutu se tourner contre les Tutsi, fournissent des aperçus sur les méthodes précises que les leaders ont utilisé. Jean Pierre Sindikubwabo, un fermier de Kabacuzi dans le secteur de Gikongoro, a fait parti de ceux qui ont été poussés par les arguments officiels à tuer des connaissances, des amis et des voisins, aussi bien que des étrangers. Il a passé huit ans de réclusion criminelle et il a regagné sa liberté en Mai 2003 après avoir avoué ses crimes.⁵

J'ai réalisé que le génocide des Tutsi était inévitable quand j'ai vu des miliciens brûler leurs maisons sous le nez des autorités locales. J'ai d'abord vu des colonnes de fumée dans le secteur de Gasaka le 7 Avril. Le lendemain, la même chose s'est produite dans les secteurs de Cyizi et Gikongoro. L'apparition soudaine de certains officiels dans notre cellule m'a convaincu que tout avait été préparé à l'avance. Par exemple, le Lieutenant-Colonel Rwamanywa, de Mudasomwa, est allé rendre visite à Rurangwa, le secrétaire du Préfet. Il voulait savoir pourquoi les Hutu n'avaient pas encore commencé à aller à la chasse aux Tutsi. En demandant ceci, il nous a donné le feu vert pour aller à la chasse aux *inyenzi*. Ce même jour, de nombreux Tutsi qui avait été chassés de leurs foyers ont fui pour aller chercher de l'aide à la Paroisse Catholique de Gikongoro.

Théoneste Karamage était garde au Centre Intercommunal de Développement Personnel (le CIPEP) à Gikongoro. A cause de ce que Sebhura, Simba et Semakwavu lui ont dit, il en est venu à considérer les Tutsi comme ses ennemis naturels. Quand il ôtait la vie à des Tutsi, il interprétait les massacres comme une sorte d'autodéfense Hutu. Son témoignage révèle jusqu'où les planificateurs ont cherché à introduire un clivage entre communautés, et à rendre l'assassinat des Tutsi plus facile en les déshumanisant.

« Je n'ai pas tué les Tutsi pour le plaisir de les tuer. Je les considérais comme des ennemis. »

Quand on vous dit que quelqu'un est votre adversaire, et qu'ils ont un plan qui vise à vous faire disparaître de la surface de la Terre, vous devez les prendre de vitesse.

J'ai décidé de participer activement à l'extermination des Tutsi à la suite des efforts faits par différentes personnes pour nous y sensibiliser. Ils nous ont présenté les Tutsi comme des gens qui ne visaient qu'un but : l'extermination totale des Hutu. Cette propagande a poussé la majorité des gens à commettre le génocide. Nous avons confiance en nos officiels. Nous ne pouvions pas mettre en doute

⁵ Une loi a été votée le premier Septembre 1996 pour rendre la justice par l'établissement d'une procédure d'aveu et de plaider coupable. Les suspects sont rangés en quatre catégories, selon la gravité des crimes dont ils sont accusés, dans lesquelles les organisateurs du génocide et les individus responsables des pires atrocités sont placés dans la catégorie 1 et exemptés de la procédure, sauf s'ils avouent avant d'avoir été officiellement listés dans cette catégorie. Ceux qui sont dans les catégories 2 à 4 se voient offrir des remises de peine en échange d'aveux complets dans lesquelles ils désignent nommément leurs complices.

la parole de nos leaders.

Le génocide a été fortement encouragé par des gens qui étaient bien plus conscients de ce qui se passait que nous. Comment pouvions nous continuer à tolérer les Tutsi, avec ce que le Capitaine Sebhura et le Colonel Simba nous disaient ? Quand ils nous ont dit qu'ils étaient conscients des plans des Tutsi, nous les avons pris au sérieux. Par dessus tout, les officiels les plus proches de nous ont collaboré avec les soldats pour inciter les masses à commettre le génocide. Un de ceux qui représentaient ces autorités est, Semakwavu, qui a sillonné la commune entière pour réveiller les Hutu pour qu'ils soient à même de commettre le génocide.

Avec tant de tâches à surveiller, il n'était pas possible pour Simba, Semakwavu et Sebhura de recruter des volontaires pour le génocide seuls. Ils ont travaillé à travers l'administration locale et leurs réseaux de leaders qui partageaient complètement leurs idées parmi les cadres et les hommes d'affaires. Les hommes d'affaires, qui étaient en position d'offrir de l'argent, des véhicules, des salles de réunion et des boissons dans leurs bars, leurs boutiques et leurs hôtels, ont joué un rôle particulièrement significatif dans le succès du génocide. Comme beaucoup d'autres, Laurent Sebagenzi, un fermier de Nyamagabe, a parlé des actions de François Gasana pour réunir des soutiens au génocide.

J'admets avoir pris part au massacres des Tutsi à Murambi. Gasana était celui qui nous a galvanisés. Les préparatifs de l'invasion du camp ont commencé la veille de l'assaut. Gasana, en collaboration avec Murwanashyaka, qui a été libéré de prison, nous a envoyé une bande de miliciens. Ils ont confirmé que les ordres avaient été donnés par les autorités, y compris par le préfet, Sebhura et Semakwavu. Voici en quoi consistait leur proposition : Les Hutu doivent s'unir pour défaire les Tutsi qui veulent conquérir le pays. Personne n'a soulevé la moindre question ; au lieu de ça, nous avons commencé à collecter nos armes.

David Rwamihigo, alias Nyantamyi, a décrit comment Gasana a été assidûment courtisé par Semakwavu et Sebhura pour qu'il fasse largement la promotion de leur agenda. Rwamihigo, âgé de 60 ans en 1994, avait pris sa retraite de l'armée et il vivait à Nyamagabe.

Sous la direction de Gasana, Les Tutsi ont été chassés tout de suite et sans limite de temps. La population se sentait fortifiée par la présence constante de Semakwavu et Sebhura qui venaient toujours consulter Gasana. Même le jour où Murambi a été envahi, ces deux officiels sont venus lui parler. C'était facile d'enflammer l'esprit des gens. La milice de notre secteur (Kirehe) a été transportée par une voiture que Gasana avait volée à un Tutsi.

La confusion et la colère suscitées par la mort d'Habyarimana ne suffisaient pas elles mêmes à amener le Rwanda à une telle catastrophe, selon Innocent Ndiyariye. C'est la conduite des représentants des autorités gouvernementales, a-t-il insisté, qui a transformé le crash aérien du 6 Avril en une opportunité d'élargir le fossé entre les ethnies et d'accentuer les différences.

A partir du 7 Avril, la haine des Tutsi a été nourrie par des fonctionnaires, y compris des employés du gouvernement qui travaillaient au bureau préfectoral et ailleurs. Ils allaient voir la population à travers toute la commune au moyen de leurs voitures. Ils les exhortaient à mettre en place des barrages routiers partout pour faire en sorte que les Tutsi soient privés de toute liberté de mouvement. D'autres sont allés chez les gens pour dire aux Hutu de tuer les Tutsi. La liste des hommes qui se sont immédiatement engagés dans ce plan macabre comprend :

_Semakwavu

- _ le Colonel Simba
- _ Muzungu, un employé de la préfecture, décédé depuis ;
- _ Rurangwa, un autre employé de la préfecture, en exil ;

_Alphonse, un interahamwe important. Depuis il a endossé l'uniforme militaire et il est devenu adjudant chef.

En décrivant la situation sécuritaire à Gikongoro le 9 Avril comme une situation « alarmante », Ndibyariye a également raconté comment la présence des officiels locaux a donné une légitimité aux hostilités envers les Tutsi, tout en les incitant. Leur utilisations de voitures munies de mégaphones, se souvient-il, a aidé certains slogans à atteindre les oreilles de la population Hutu.

La présence de ces officiels dans les zones résidentielles a poussé la population Hutu à commettre de plus en plus d'atrocités contre les Tutsi au fil des jours. Des phrases comme : « *les Inyenzi* ont tué notre chef » ou « la minorité veut gouverner la majorité » ont été utilisées très souvent comme une arme anti Tutsi.

Le résultat a été un rassemblement massif de Tutsi dans la Paroisse de Gikongoro.

A partir du 11 Avril, il y a eu une campagne qui visait à « nettoyer complètement la ville. » J'ai vu Sebhura et Semakwavu attiser la haine de la population envers les Tutsi à de nombreuses reprises. Ils ont chacun utilisé leur voiture personnelle. Ils allaient à différents endroits pour motiver la population. Semakwavu utilisait un mégaphone et il était accompagné par des miliciens.

Le terrain avait été « si bien préparé jusqu'au 20 Avril » selon Ndibyariye, « que tout le monde s'était convaincu de la nécessité de lancer une offensive contre Murambi. »

Le pouvoir de la propagande pour infiltrer les esprits et affecter les sentiments était tel que Sylvestre Maniraho, alias Mwami, a été complètement gagné à la cause Hutu Power.

J'ai tué environ dix Tutsi que je n'avais jamais rencontré. J'ai simplement ressenti le plaisir de tuer l'adversaire.

Les jeunes gens étaient excessivement attentifs à la conduite des représentants des autorités. Saleh Mbakuriyemo, qui n'avait que 17 ans en 1994 et qui est maintenant un prisonnier, a monté la garde à certaines des barrières les plus mortelles utilisés pour canaliser les Tutsi vers Murambi. Il se sentait justifié dans ses agissements qui ont consisté à tuer un grand nombre de Tutsi malgré son jeune âge.

« Je ne ressentais pas de honte à tuer pendant le génocide. Cela me semblait parfaitement normal, surtout parce que Semakwavu et Sebhura venaient régulièrement aux barrages. »

Ils nous donnaient un message d'encouragement. Le bourgmestre aimait utiliser cette expression rwandaise : « *Nimukomere, turabashyigikiye* », qui signifie : « Restez forts, nous sommes derrière vous. » Et Sebhura nous disait : « Vous ne devez pas laisser l'ennemi s'enfuir. » J'ai vu deux fois le préfet, qui se dirigeait vers Mudasomwa. Il nous a salués. Aucune de ces trois autorités ne nous a dit d'arrêter de mettre des barrages. C'est pourquoi nous pensions avoir le droit de tuer les Tutsi.

Les survivants sont également certains qu'une large part de responsabilité dans les massacres est à faire porter aux autorités. Séraphine Mutegaraba, une paysanne de Mudasomwa, était emphatique dans son point de vue.

Les leaders politiques de la région ont livré les Tutsi à leur mort.

Simon Mutagana, qui est actuellement le responsable de la cellule Nyamigina à Mudasomwa, à la limite de Nyamagabe, a acquiescé et il a ajouté que les autorités ont utilisé la population locale pour arriver à leurs fins.

Les tueries commises à Murambi ont été préparées et exécutées par les autorités en connivence avec la population. Le Président Sindikubwabo est venu à Gikongoro et il s'est entretenu avec les représentants locaux des autorités civiles et militaires de Gikongoro. Le préfet, Bucyibaruta, était physiquement présent lors des massacres à Murambi. Quand les munitions ont été épuisées, il s'est mis d'accord avec les soldats pour que ceux-ci aillent chercher d'autres munitions, et le Colonel Simba est allé chercher plus de machettes. Après avoir vu que nous avons été annihilés, Bucyibaruta a demandé à la milice d'aller à Cyanika pour aider les tueurs qui étaient en train d'exterminer les Tutsi dans la Paroisse Catholique de Cyanika.

La visite et les discussions du Président Sindikubwabo avec les autorités le 19 Avril, pendant lesquelles environ 50 000 hommes femmes et enfants se trouvaient déjà à Murambi, ont aussi frappé la femme de Simon, Annonciata Muhayimana. Pour elle, elles ont souligné l'approbation au sommet de la hiérarchie politique des mesures prises par les officiels de la région, des communes, des secteurs et des cellules. Malgré le chaos du 21 Avril à Murambi, Annonciata a jeté un coup d'oeil sur les gens qu'elle connaissait cette nuit là.

Les officiels, aussi bien civils que militaires, étaient tous là, à observer la progression des massacres et à donner des ordres. La quasi totalité de la population a pris part activement aux massacres, y compris des personnages clés. Je ne les voyais pas tous car nous portions des pierres tout en essayant d'éviter les tirs d'armes à feu. Ceux que j'ai vus étaient le préfet, Bucyibaruta ; le sous préfet ; Havuga ; le Colonel Simba ; Vincent Gashegu ; Israël (Nsengyumva) et beaucoup d'autres dont je ne me souviens pas des noms.

Les politiciens actifs au sein des partis qui avaient embrassé l'agenda de l'extrémisme Hutu, notamment la CDR et La Faction Power du Mouvement Démocratique Républicain (MDR Power), se sont révélés être des alliés décisifs des génocidaires. Même s'il n'avaient pas de poste au gouvernement, Ils ont utilisé leurs fonctions de leaders dans ces partis pour faire croire aux Hutu qu'il n'avaient pas d'autre choix que d'assassiner tous les Tutsi, quels qu'ils soient. Les fonctionnaires et les hommes d'affaires issus du bastion politique d'Habyarimana au Nord_ Les préfectures de Gisenyi, Ruhengeri et Byumba_ se tenaient également prêts, surtout à Mudasomwa où la présence de déplacés intérieurs venus du Nord a aidé à initier l'exode qui a conduit à Murambi.

MUDASOMWA

Un Catalyseur pour la Violence

Le massacre de Murambi a nécessité une préparation minutieuse et de longue date et il a impliqué une collaboration entre les élites locales et les officiels à travers toute la préfecture de Gikongoro. Mais aucune commune ne serait plus intimement liée à Murambi que Mudasomwa, qui se situe à l'ouest de Nyamagabe. Mudasomwa, qui avait été un bastion de l'extrémisme avant le génocide, a été le premier foyer de violence dans le centre de Gikongoro en 1994. Les Tutsi qui résidaient à Mudasomwa ont été parmi les premiers à être chassés de leurs maisons et à commencer leur marche vers l'est, pour tenter d'atteindre Nyamagabe. Ceci a été le commencement de leur voyage vers Murambi. Les miliciens de Mudasomwa seraient plus tard dépêchés à Murambi où leur aptitude à y annihiler les Tutsi leur vaudrait la gratitude particulière du préfet. Celui-ci a montré son approbation en demandant leur aide pour se débarrasser des Tutsi réfugiés à la Paroisse de Cyanika.⁶

Désiré Ngezahayo, bourgmestre de Karama où se trouve Cyanika, a montré du doigt Mudasomwa « comme étant la source de l'agression aussi bien à Murambi qu'à Cyanika. »

Les incendies de maisons et la chasse aux Tutsi a commencé à Mudasomwa, dans le secteur de Kibirizi. Le 8 Avril, la même chose a commencé dans les secteurs de Karama limitrophes de Mudasomwa, en particulier dans le secteur de Muganza. C'est la milice interahamwe de Mudasomwa qui a tendu une embuscade dans notre commune la première. Ils portaient des outils agricoles tranchants et étaient habillés avec des feuilles de bananier. Leur agression n'a visé que les Tutsi.

A Mudasomwa, un des premiers massacres s'est produit à l'usine de thé Kitabi.

Semer les idées extrémistes à l'Usine de Thé Kitabi

La présence à Mudasomwa d'un groupe d'intellectuels influents qui partageaient les idées extrémistes a été un facteur prépondérant pour précipiter cette commune et ses environs dans le génocide. Denis Kamodoka, le directeur de l'usine de thé située dans le secteur de Kitabi, dans l'est de Mudasomwa, était la tête pensante de ce groupe. Kamodoka vient de Ruhengeri dans le nord, là où l'extrémisme Hutu a ses racines les plus profondes. Il a travaillé en étroite collaboration avec François Gakuru, un professeur qui était aussi le président de la CDR à Mudasomwa, et avec Israël Nsengiyumva, un homme d'affaires. Selon certains témoins, ce triumvirat a instillé et encouragé la

⁶ La milice de Mudasomwa a gagné une réputation pour leur engagement féroce dans le génocide très tôt, et elle a été appelée pour prendre part aux massacres à travers toute la préfecture de Gikongoro tout comme à Butare et à Kibuye. En plus de Murambi à Gikongoro, ils ont aussi uni leurs forces avec les interahamwe de la commune de Mubuga à la Paroisse de Kibeho le 14 et le 15 Avril, à la paroisse de Kaduha le 21 Avril, aussi bien que dans la commune de Musebeya. A Butare, ils ont été le fer de lance du massacre de la Paroisse de Karama dans la commune de Runyinya le 21 Avril, à Butare, et plus tard dans les massacres de Mai et de Juin sur les collines de Biseseo à Kibuye.

haine envers les Tutsi dans la commune, dès le début des années 1990.

Le personnel de l'usine de thé a été particulièrement réceptif à leurs idées. Beaucoup d'entre eux venaient de Mulindi, dans la préfecture de Byumba, une région connue pour sa production de thé.

Située dans le Nord, près de la frontière avec l'Ouganda, Mulindi a été directement affectée par l'invasion du FPR de 1990. Une grande partie du personnel a été réaffectée à l'usine de Mudasomwa pendant la guerre. Leur ressentiment envers le FPR s'est exprimé par une hostilité cruelle et aveugle envers les Tutsi, y compris envers ceux qui étaient leurs collègues de travail. Leur arrivée a significativement changé les relations de groupe qui existaient jusque là. Les hommes d'affaires Tutsi à Gasarenda, dans le secteur Tare 1, en particulier Callixte Gasana et John Ntwali ont été constamment harcelés, et ils ont tous les deux été assassinés le premier jour du génocide, le 7 Avril.

Martin Kagirumba, emprisonné à Nyanza, a dit que les Tutsi de Mudasomwa ont été parmi les premiers à ressentir les conséquences politiques de la mort d'Habyarimana, en grande partie à cause de la présence de Kamodoka parmi eux.

François Gakuru et Emmanuel Ngoga, les piliers de la CDR et les hommes de main de Denis Kamodoka, ont travaillé dur pour créer un mauvais climat. Kamodoka était un vrai ségrégationniste. Il disait ouvertement que les Tutsi étaient des ennemis à combattre. Même s'il n'était pas originaire de notre commune, il prenait les décisions et était le leader des personnes les plus éduquées de notre commune. C'est lui qui proposait les noms des candidats aux fonctions officielles dans la région.

Madeleine Mukamuyango a déménagé à Mudasomwa en 1980 quand elle a épousé Emmanuel Kabasha, un chauffeur de l'usine. Il a travaillé plus tard comme chauffeur personnel de Kamodoka jusqu'en 1992 quand, a dit Madeleine, « Kamodoka a déclaré qu'il ne pouvait plus supporter d'être assis à côté d'un Tutsi. » Son mari a été remplacé par Marc Hagenimana, originaire de Nkuli dans la préfecture de Ruhengeri qui, en 1994, a activement participé aux tueries dans cette usine où Kabasha a perdu la vie.

L'intimidation et la brutalité envers les Tutsi a augmenté, mais Kamodoka n'a rien fait pour améliorer l'atmosphère. Certains employés, comme mon mari, Emmanuel Kayihura originaire de Gisenyi, Vincent Ndamage et André Sindyigaya de Cyangugu, ont été particulièrement forcés à se sentir indésirables.

Madeleine a déclaré que les meetings de la milice interahamwe étaient un aspect de la vie à Kitabi avant le génocide et qu'ils se déroulaient chez Kamodoka. Les participants réguliers incluaient Juvénal Ndabarinze⁷, directeur de l'usine de thé de Mata, dans la commune de Rwamiko, aussi à Gikongoro, et Israël Nsengiyumva, un homme d'affaires de Gasarenda.

Eugénie Musabyimana avait 29 ans et était dactylo à l'usine où son mari, Vincent Ndamage, travaillait également comme mécanicien. Elle a affirmé que les Tutsi avaient des problèmes avec Kamodoka même avant 1990, mais que la situation s'est considérablement détériorée avec le début de la guerre. Le personnel qui était venu de Mulindi, surtout les gens qui venaient de Gisenyi et Ruhengeri, « ne se considéraient pas », a ajouté Eugénie, « comme des invités. »

⁷ Comme Kamodoka, Ndabarinze a mis les véhicules de son usine de Mata à la disposition des miliciens à travers tout Gikongoro. Il a aussi pris part directement et en personne à plusieurs massacres, y compris celui de la Paroisse de Kibeho. Pour plus de détails, voir *Damien Biniga : un génocide sans frontières*, African Rights, *témoignage du génocide*, N° 10, Juin 1999.

Ils nous menaçaient ouvertement et pouvaient accéder à toute l'usine. Après ça, Kamodoka ne supportait plus de regarder un Tutsi en face. Il a commencé à organiser des réunions secrètes dans son bureau, souvent avec Juvénal Ndarinze de l'usine de thé de Mata, qui venait de la commune de Nkumba à Ruhengeri et qui était lui aussi opposé aux Tutsi. Un autre extrémiste, Israël, homme d'affaires de Gasarenda et maintenant détenu à la prison centrale de Gikongoro, venait souvent parler à ces deux hommes. Voici comment nous vivions jusqu'à la mort d'Habyarimana.

Julienne Umugwaneza avait seulement 16 ans, mais elle ressentait une telle tension à Mudasomwa qu'elle « n'a pas été très surprise par les massacres. »

Même avant la mort d'Habyarimana, les membres de la CDR et du MDR affirmaient que nous serions, un jour, rayés de la carte.

Cet antagonisme aide à expliquer la violence qui a surgi à Mudasomwa en Avril et qui s'est rapidement étendue aux zones voisines.

« Le Travail Doit Commencer Maintenant, » le 7 Avril

Une série de meetings tenus dans la matinée du 7 Avril était révélatrice de l'état d'esprit des gens à Mudasomwa le premier jour du génocide. En tant que chef de la cour de justice du district, Martin Kagimbura a été invité à un rassemblement initial restreint de leaders locaux au bar tenu par Nsengyumva à Gasarenda.

A partir du 7 Avril, notre commune est devenue un des points stratégiques pour l'élimination des Tutsi. De nombreuses conférences dans le bar d'Israël à Gasarenda. La première, le matin du 7 Avril, a été suivie par Kamodoka ; François Gakuru ; Ngoga ; Nkusi, un mécanicien, et d'autres personnes. Quand cette conférence a pris fin, Gakuru a exhorté vivement la population à commencer les tueries.

Les participants ont ensuite communiqué ce mot d'ordre au public. Beaucoup de gens, y compris Alphonse Mbacyehe, sont allés à la station service Pétrorwanda de Gasarenda où Kagimbura et certains des hommes qui venaient de sortir du bar de Nsengyumva s'étaient déjà retrouvés. Il en a identifié nommément quelques uns :

- Kamodoka
- Martin Kagimbura
- Kamayugi, un vétérinaire. Il a été libéré, mais je ne sais pas comment ni pourquoi.
- Emmanuel Nteziryayo, le bourgmestre
- François Gakuru
- Nsanzimana, un inspecteur de police judiciaire⁸
- Le capitaine Sebhura, accompagné de six gendarmes.

Trois miliciens ont été envoyés pour appeler plus de gens à rejoindre la station essence, et une foule a commencé à se former aux environs de 10 heures du matin.

Le chauffeur de Kamodoka, Ngoga, et deux autres interahamwe, Théoneste Nkusi et un homme prénommé Louis, ont apporté des rafraîchissements de la maison d'Edouard Karamage, un homme d'affaires. Après que tout l'auditoire ait reçu une boisson, Karamage a pris la parole, il a fait, selon Mbacyehe, qui avait 22 ans à l'époque, un appel aux armes convaincant.

⁸ Nsanzimana a été condamné à vie et il est détenu à la prison centrale de Gikongoro.

Voilà ce qu'a dit Karamage : « je n'ai aucun doute que tout le monde est au courant de la mort de notre Président. Nous avons des informations fiables selon lesquelles les *inkotanyi* étaient derrière ça, ce qui signifie les Tutsi en général. Ils ont un plan pour exterminer tous les Hutu du Rwanda. Nous devons donc faire échouer leur plan en prenant l'initiative. Nous devons travailler de manière systématique, en commençant par les représentants des *inyenzi* de notre région, y compris John Ntwali, un des leaders responsables de la mort de Bucyana, le président de la CDR tué à Butare ; Gasana, un homme d'affaires, Mureramanzi, un enseignant qui étudie à l'université et qui vient de Rubondo dans le secteur de Buhoro. La situation est devenue très alarmante. C'est pourquoi nous recherchons votre collaboration. Les nouvelles doivent être communiquées à tout votre voisinage. Le travail doit commencer maintenant. N'ayez pas peur car vous aurez le soutien dont vous avez besoin. Vous voyez vous mêmes que ces personnalités sont présentes. Elles sont ici pour nous faire savoir qu'elles sont d'accord avec nous. »

Avec un groupe d'autres hommes, Mbacyehe a fait en sorte avec obéissance que ces ordres soient exécutés, en prenant ses instructions de François Gakuru, que Mbacyehe appelait « notre guide. »

Ils ont commencé à la résidence des employés de l'EMUJECO⁹, une entreprise qui construisait une route à Mudasomwa.

Nous n'avons trouvé que des Tutsi à cet endroit, y compris John (Ntwali). Certains d'entre nous avaient des pistolets, surtout Gakuru. On a d'abord tiré sur ces victimes avant d'utiliser des armes traditionnelles, tout en enlevant leurs vêtements.

Mbacyehe a ajouté que Bucyibaruta est venu à Mudasomwa le lendemain et qu'il a visité le bureau de la commune où il a parlé à un auditoire varié. Emprisonné pendant sept ans, Mbacyehe a été relâché à la mi 2003, après avoir plaidé coupable des faits qui lui étaient reprochés.

Le 7 Avril, aussi, au bureau de la commune, Sylvestre Maniraho, alias Mwami, un fermier du secteur Tare I, a assisté à une réunion convoquée par François Gakuru pour la population des secteurs Tare I et Tare II. En plus de Kagimbura et Nsanzimana qui avaient été plus tôt au bar tenu par Nsengiyumva, il a mentionné un certain nombre d'autres personnes influentes, dont :

- Innocent Mworoha, le comptable de la commune ;
- Kalimunda, juge au tribunal du district, emprisonné à Nyanza ;
- Ngoga, chauffeur à l'usine Kitabi, en exil ;
- Marthe, la femme d'Habimana. Elle travaillait pour une ONG appelée PASAM qui distribuait de la chaux et des fertilisants.

Gakuru nous a dit qu'il voulait que les Hutu soient unis pour massacrer les Tutsi. Mworoha a aussi fait un discours incendiaire, que voici : « Vous ne devez pas tarder à traquer les Tutsi. Si vous tuez un serpent, vous ne devez pas en épargner un seul. Ces gens sont très malveillants. Ils ont un plan pour éradiquer les Hutu. » Nous ne sommes pas restés là longtemps.

Maniraho a admis que les hommes du voisinage « ont répondu favorablement » et qu'ils ont « immédiatement commencé à poursuivre les Tutsi. »

Nous étions d'abord attirés par leurs propriétés. C'était une période de disette où une boîte de patates douces coûtait entre 1 500 et 2 000 francs. L'assaut a commencé immédiatement au centre commercial de Gasaranda et les premières victimes ont été les travailleurs de l'EMUJECO. John Ntwali est mort après que Ngoga et Musilikare, détenu à Gikongoro, lui aient jeté des grenades. Nous nous sommes ensuite servis dans leurs affaires. C'était un jour de marché.

Kagimbura considère le meurtre des employés de l'EMUJECO comme un catalyseur pour la population.

⁹ Entreprise Murenzi Jean et Compagnie, qui construisait la route de Mudasomwa.

Ils ont commencé à pourchasser les Tutsi dans leurs secteurs. A ce moment là, les Tutsi se sont rendu compte qu'ils n'auraient aucune aide des autorités. La plupart d'entre eux sont allés vers la ville de Gikongoro.

Comme elle vivait près de la propriété de Nsengiyumva à Gasarenda, Séraphine Mutegaraba a été à même de faire des commentaires sur le premier rassemblement organisé le matin du 7 Avril. Séraphine n'a pas été inquiétée parce que son mari, Daniel Nyirinkindi, était Hutu et ancien bourgmestre. Elle a dit que Daniel Mbangura, le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, et Ngayabahiga¹⁰, alias Kayijuka, était aussi dans ce bar.

Beaucoup de gens s'interrogeaient sur les conséquences probables du crash de l'avion présidentiel. Une heure après la fin de leur discussion, Gakuru et Israël ont commencé à rassembler une milice destinée à traquer les Tutsi. Ils ont commencé par le meurtre des employés de l'EMUJECO et de John Ntwali. Ntwali était marié à une Hutu, Grâce Kabalizi, et son beau père était complice de son meurtre. La maison dans laquelle les victimes vivaient a été envahie tout de suite après une conversation entre Sebhura et François Gakuru.

« A partir de ce moment, » a dit Séraphine, « notre commune a été engloutie par le sang. »

Les Hutu, provoqués par la fausse information selon laquelle les Tutsi avaient assassiné Habyarimana, ont été convaincus que les Tutsi ne devaient plus avoir le droit de vivre. Certains Tutsi sont partis immédiatement pour la ville de Gikongoro dans l'espoir que les autorités allaient intervenir.

Séraphine elle-même était en très grand danger et ne pouvait faire confiance qu'à son mari. Mais en quelques jours, les interahamwe de Gasarenda s'étaient enhardis.

« Ils disaient qu'ils voulaient que leurs enfants se demandent à quoi ressemblaient les Tutsi. »

Julienne Umugwaneza a vu les cadavres du personnel de l'EMUJECO être chargés dans un van. Elle était encore jeune à l'époque, et elle se souvient comment elle et sa famille sont restées à la maison à Uwinkomo, secteur Tare I, le 7 Avril, comme les instructions de Radio Rwanda l'exigeaient. Mais les autres se « déplaçaient dans les environs sans restriction. » Le soir venu, le monde qu'elle connaissait avait commencé à changer.

A environ 18h 30, les interahamwe se sont mis à pourchasser les Tutsi dans notre cellule, en commençant par la maison de John Ntwali, un commerçant bien connu. Nous avons passé cette nuit là dans la brousse. John n'était pas là à ce moment parce qu'il était avec les employés de l'EMUJECO. Il y en avait huit en plus de John. Ils ont jeté une grenade dans la maison, avant d'y rentrer et de les tuer à coups de machette. J'ai vu leurs corps découpés en morceaux de mes propres yeux. Et j'étais aussi là quand ils les ont mis dans un van qui appartenait à l'entreprise. Ils sont allés demander au bourgmestre de la commune de Mudasomwa, Nteziryayo, où ils pouvaient se débarrasser des cadavres. Je n'ai pas découvert où ils les ont enterrés.

Le 8, Julienne et sa famille sont allés au bureau de la commune pour demander de l'aide après que leur maison ait été brûlée. Il est vite apparu qu'elles n'étaient pas en sécurité à cet endroit, étant donné que les interahamwe et le bourgmestre n'ont offert aucune aide.

Plus tard dans cette journée, elles ont loué un véhicule pour les emmener à Gikongoro avec quelques autres personnes.

Nous avons payé les gendarmes qui nous ont escortés jusqu'à Gikongoro. Les interahamwe nous ont

¹⁰ On dit que Ngayabahiga est en Ouganda depuis sa sortie de prison.

vu partir. Ils nous ont jeté des pierres. Dans la ville de Gikongoro, nous nous sommes installés dans les bâtiments du CERAI, juste à côté de l'évêché catholique de Gikongoro. Beaucoup d'autres Tutsi de différents endroits de Gikongoro étaient là, eux aussi.

« Un Message de Désespoir »

Les directives données à Gasarenda ont rapidement affecté le secteur de Kitabi, l'est de Gasarenda et la lisière de la forêt de Nyungwe. Les employés Tutsi de l'usine et leurs familles s'attendaient au pire. Eugénie et Madeleine figurent parmi les très rares personnes qui restent pour raconter ce qui s'est passé à cet endroit.

Comme Eugénie et son mari étaient tous deux employés à l'usine, ils vivaient dans une des résidences du personnel groupées dans ce complexe. Eugénie s'est mise d'accord avec son mari pour rester chez elle. Presque immédiatement, le directeur de l'usine, Kamodoka, a ordonné à tous les employés de patrouiller à l'intérieur du complexe, ce qui y a piégé les Tutsi.

A environ 10h du matin, le 8 Avril, Kajangwe, un membre du personnel qui vivait à Gasarenda, a apporté ce que Madeleine a décrit comme « un message de désespoir. »

Il a dit qu'un raid contre les Tutsi de l'usine se préparait à Gasarenda. Il existait encore de la solidarité entre nous et certains de nos collègues Hutu et leurs familles. Nous avons tous décidé d'aller ensemble à l'usine dans l'espoir que Kamodoka nous protégerait du danger.

La tension a augmenté quand des gens de Kitabi, tout comme d'autres des secteurs de Mujuga et Nkumbure, sont venus en grand nombre. Quand un chauffeur nommé André Sindayigaya a été assassiné près d'une des résidences le même jour, Les Tutsi réfugiés à l'intérieur se sont rendus compte du danger qu'il y avait à s'aventurer à l'extérieur. Le soir, Madeleine a vu le bourgmestre, Nteziryayo, et des policiers communaux se diriger vers la cantine pour rejoindre ensuite la maison de Kamodoka. Selon Eugénie, Kamodoka a ensuite fait passer ce mot par son chauffeur Marc Hagenimana, selon lequel « il ne voulait pas de Tutsi dans l'usine. » Les Hutu sont rentrés chez eux et les Tutsi, selon Madeleine, ont été abandonnés dans une situation très difficile.

Avec les miliciens qui rôdaient autour des bâtiments, nos possibilités étaient limitées. Partir signifiait la mort, mais rester équivalait à désobéir à notre directeur. Finalement, nous avons décidé de rester, malgré la pression d'un messenger envoyé par le directeur.

Ils n'ont pas eu le choix quand Kamodoka est venu en personne pour les forcer à sortir. Mais, ajouta Eugénie, il n'y avait nulle part où aller.

Nous ne savions pas quelle direction prendre. Nous étions complètement terrifiés et nous nous sentions cernés. Le monde nous semblait trop petit. Même si des plantations de thé entouraient les bâtiments, nous ne pouvions pas y aller comme les interahamwe nous surveillaient de très près. Nous ne pouvions pas prendre le risque d'entrer dans la forêt de Nyungwe toute proche non plus parce que la route avait été bloquée.

Etant donné que les hommes Tutsi étaient particulièrement traqués, certains sont partis subrepticement, en laissant leurs femmes isolées et pleines d'appréhension. Avant qu'ils n'aient décidé quelle direction prendre, Muyove, le chef du secrétariat à l'usine, est venu chercher sa femme Tutsi. Espérant que Muyove, en tant que Hutu, pourrait les aider, les femmes l'ont suivi

jusque dans sa maison et il a accepté de les y héberger. Eugénie dit qu'ils ont passé la nuit entière à prier pour l'intervention de Dieu.

Quelques interahamwe avaient passé toute la nuit à Kitabi, car ils étaient tout à fait résolus à nous tuer. Kamodoka ne s'en inquiétait absolument pas. Il ne s'est jamais donné la peine de venir et de voir de lui même dans quelle situation nous étions. Il n'a pas voulu nous sauver même s'il y avait des soldats pour assurer sa propre sécurité. C'était un homme très influent au sein de la préfecture et il aurait pu demander aux autorités locales de prendre des mesures.

L'indifférence de Kamodoka n'a laissé à Eugénie et à ses camarades aucun doute sur le fait que leurs jours étaient comptés. En dernier ressort, très tôt le matin du 10 Avril, le mari d'Eugénie, Vincent, et deux autres hommes, Emmanuel Kabasha et Elias Uwademokarasi, ont pris le risque de demander à Kamodoka un moyen de transport et une escorte pour aller au moins aussi loin que dans la ville de Gikongoro. Avant même qu'ils n'aient eu la moindre chance de parler à Kamodoka, ses soldats ont menacé de leur tirer dessus. Ils ont sauté par dessus la clôture et ils ont couru à travers les buissons. Vincent et Elias sont allés vers le nord à travers la forêt de Nyungwe et ils ont atteint le bureau de la commune de Musebeya où le bourgmestre, Viateur Higiuro, leur a donné une voiture qui les a conduits à Murambi. Emmanuel, piégé et blessé par les interahamwe, a finalement été emmené à l'hôpital de Kigeme situé à Nyamagabe.

La situation était également très sombre pour le groupe d'environ 20 personnes qui sont restées derrière dans la maison de Muyovu à Kitabi. Les veilleurs de nuit de l'usine les avaient suivis et ils savaient qu'ils étaient là. Autour de 5h30 du matin, une foule menée par un homme du nom de Batete, qui portait des grenades, des *massues*, des machettes et des bâtons de bambou taillés les a forcés à sortir.

Ils nous ont immédiatement forcés à nous coucher sur le dos et à mettre nos mains en l'air, famille par famille. Les familles qu'ils pensaient être incomplètes étaient mises de côté pour qu'elles leur expliquent pourquoi l'un ou plusieurs des membres desdites familles manquaient. Quand ils ont trouvé Innocent Munyakazi, alias Gakondo et sa femme, Domina, par eux mêmes, ils leur ont demandé s'ils avaient des enfants. Ils ont répondu non. Ils leur ont alors dit qu'ils seraient mis à mort d'une manière réservée au gens qui n'ont pas d'enfants.

Comme son mari était parti, Eugénie a été groupée avec les « familles incomplètes » et on lui a ordonné de se mettre debout. Batete a donné un ordre aux Twa qui avaient rejoint la milice en leur disant : « *Dore ngabo, nimukore ba sha,* » ce qui signifie, « Les gars, au boulot ! »

Soudain, le chauffeur, Hagenimana, lui a coupé la parole, en disant : « Une minute ! Je vais vous montrer comment faire ! ». Il a pris des grenades et en a distribué à certains de ses compagnons. Ils les a dégoupillées et les a fait exploser sur les gens qui étaient allongés sur le sol.

Les shrapnels des grenades ont atteint les femmes à qui on avait dit de rester de côté en l'absence de leurs maris, dont Eugénie et Madeleine. Certaines sont tombées par terre et d'autres se sont dispersées dans les plantations de thé, talonnées par les miliciens. Il a été prouvé que les habitants des alentours étaient tout aussi résolus à les traquer. Le jeune frère d'Eugénie, Edouard Nkundimana, un lycéen, est mort dans le secteur de Mujuga. Les personnes qui ont été prises, comme Eugénie, ont été ramenées au site du massacre où elles ont été confrontées à une scène qu'elles n'auraient jamais imaginée.

Nous avons été forcées à rester près de ceux qui étaient sur le point de mourir. D'autres étaient déjà morts. Nous étions obligées de regarder les autres se faire décapiter. Nous ne pouvions pas supporter de regarder ça et, encore une fois, nous nous sommes dispersées. Mais ils nous ont rattrapées, et d'autres gens ont été tués.

Madeleine a aussi été obligée de rester, mais elle a fait son possible pour ne pas regarder.

Ils ont tranché la tête de Munyakazi. C'était horrible. Nous avons essayé de nous enfuir, mais nous ne pouvions pas nous frayer un chemin à travers la foule. Et ils étaient vigilants. Ils nous ont traînées pour nous ramener et ont battus ceux et celles qui étaient sur le sol comme si nous étions des animaux. Nous sommes retournées dans la maison de Muyovu.

Eugénie et Madeleine se souviennent toutes les deux avoir vu Muyovu chez lui, gravement blessé par une grenade. Il était également en état de choc car il avait vu sa femme décapitée. Eugénie et six autres personnes se sont cachées dans une salle de bain, mais, incapable de raisonner clairement, elle a oublié d'en fermer la porte. Un milicien l'a appelée, en jurant qu'il la tuerait. Elle l'a soudoyé et il est reparti sans avertir les autres. Eugénie a jeté un coup d'oeil à Madeleine dans la chambre à coucher, cette dernière avait des coupures causées par le verre brisé et elle saignait. Pendant qu'elle se trouvait dans la maison, Madeleine a vu le viol et le meurtre de la femme d'André Sindayigaya, Fausta. Son fils, Ndahimana, a été abattu à la machette.

Eugénie a fait une liste des Tutsi qui étaient venus à l'usine et qui avaient été assassinés là ou plus tard à Murambi. Très peu avaient survécu.

- Innocent Munyakazi, soudeur, et sa femme.
- Emmanuel Kayihura, agronome.
- Basilia, la femme de Kayihura.
- Les deux enfants de Kayihura qui sont morts à Murambi.
- Madeleine, la femme de Muyovu, enseignante. Ses enfants sont morts à Murambi.
- Vincent Ndemage, tué à Murambi.
- Marthe, la femme de Nyirimpunga.
- Mukampirwa, la sœur de Kabasha.

Les miliciens ont ensuite tourné leur attention vers le nettoyage de l'usine, mais Kamodoka est intervenu promptement et il a téléphoné à la gendarmerie de Gikongoro. Les gendarmes sont venus dans un van de l'EMUJECO qui a aussi transporté les blessés à l'hôpital de Kigeme. Eugénie et Madeleine se trouvaient toutes les deux dans ce van, avec Muyovu qui était à l'article de la mort, Sofia, Domina et le fils de Sindayigaya, Kibindi. Madeleine berçait son enfant dont la tête avait été écrasée.

Tout le monde était étonné de voir qu'il respirait. Il avait été roué de coups de massue et de machette sur la tête.

Ils ont trouvé beaucoup d'autres Tutsi à l'hôpital, venus de toute la préfecture, car ils recherchaient des soins médicaux aussi bien qu'une protection.

« UNE MULTITUDE DE TUTSI FUYANT LEURS MAISONS »

Dès le 7 Avril, Les Tutsi de Mudasmwa, Karama, Kinyamakara et d'autres communes de la préfecture de Gikongoro ont commencé à faire mouvement vers la ville de Gikongoro à Nyamagabe. Ils sont venus parce que l'administration préfectorale, le bureau de la préfecture et le camp de la gendarmerie de Gikongoro étaient basés là. De plus, le bourgmestre de Nyamagabe disposait de sa propre force de police communale. Ils espéraient recevoir de l'aide des autorités à cet endroit, mais comme il est vite devenu évident qu'aucune n'était disponible, ils se sont tournés vers l'église pour demander de l'aide.

La ville de Gikongoro était aussi le siège de l'Evêché Catholique de Gikongoro et beaucoup de Tutsi ont trouvé asile dans les bâtiments de la paroisse comme le CERAI et l'école primaire, situés l'un à côté de l'autre, juste en bas de la colline où se situent la cathédrale et la résidence de l'évêque. A Kigeme, près de la limite avec la commune de Mudasmwa, l'église Episcopale, l'hôpital et l'école secondaire, situés dans la cellule de Minombe, secteur Gasaka, ont ouvert leurs portes à un grand nombre de déplacés. Après quelques jours, ils ont tous été emmenés de leurs refuges temporaires de la ville de Gikongoro et de Kigeme vers Murambi.

Kigeme : Un Sanctuaire Transitoire

Les habitants de Mudasmwa ont souvent fui d'abord vers Kigeme, situé dans le périmètre de Nyamagabe. Certains d'entre eux avaient besoin des soins médicaux à l'hôpital qui s'y trouve, d'autres d'un foyer temporaire à l'église Episcopale et à l'école secondaire. D'autres n'ont fait que passer, car ils se sont rendus tout de suite vers la ville de Gikongoro. Ceux qui sont restés ont finalement été conduits à pied vers la ville de Gikongoro et de là à Murambi.

Philippe Ngendabanga, 52 ans à l'époque, vivait dans la cellule Gihanga du secteur Gasaka, où il essayait de joindre les deux bouts en tant que petit commerçant à Kigeme. Le 7 Avril, le petit centre commercial de Kigeme était bondé, et il s'est encore plus rempli à mesure qu'un nombre de Tutsi de plus en plus grand s'y sont rassemblés.

Les Tutsi de Mudasmwa étaient jetés sur la route, ils marchaient vers la ville de Gikongoro. Ils fuyaient les tueries organisées dans leurs communes. J'ai identifié deux enseignants. L'un d'eux s'appelait Vianney. Ils étaient blessés et ils allaient à l'hôpital de Kigeme pour s'y faire soigner. C'était à environ 14h. Dans la direction d'où ils venaient, on voyait des colonnes de fumée. C'était les maisons des Tutsi qui étaient en feu.

Vénuste Gasana était entouré par les interahamwe. Il marchait dans les alentours avec un pistolet qu'il avait reçu quand la milice interahamwe a été fondée. Il avait aussi ramassé d'autres armes au bureau communal et au camp de la gendarmerie. Ce jour là, il a ordonné que toutes les boutiques ferment.

Ngendabanga, qui admet qu'il est lui même devenu un membre de la milice, observait alors cette marée humaine qui descendait vers Kigeme.

Le soir même, il y avait beaucoup de Tutsi à la Paroisse de Kigeme. Monseigneur Norman Kayumba, évêque de Kigeme, les a amenés à l'école secondaire à Uwumurinzi, à quelque distance de la route asphaltée.

Simon Mutangana était parmi ceux qui se sont réfugiés à la paroisse. Dans son secteur de

Nyamagina à Mudasomwa, Les Tutsi ont ressenti les répercussions de la mort d'Habyarimana le 8 Avril, quand Frédéric Nturo et toute sa famille ont été tués. Le 9, certains Tutsi dans les secteurs de Nyamigina et de Buhoro, vers le sud, ont perdu la vie et leurs maisons ont été brûlées. Simon a identifié François Gakuru, Emmanuel Ngoga, Vincent Gashegu¹¹ et François Gakunde, alias Kidende¹² comme étant les hommes à l'origine de la campagne de meurtres et d'intimidation. Simon a été séparé de sa femme et de trois de ses enfants qui sont allés droit vers Murambi. Il a passé deux jours dans la forêt, et il est ensuite allé à Kigeme où il a trouvé une centaine d'autres Tutsi dans la paroisse. Un jour plus tard, ils ont été surpris de recevoir la visite d'un nombre important d'officiels de haut rang : Bucyibaruta, Semakwavu et le Capitaine Sebhura.

Ils ont dit à Monseigneur Norman Kayumba qu'ils étaient venus nous emmener à Murambi, où se trouvaient d'autres Tutsi, pour pouvoir mieux garantir notre sécurité. Le lendemain, ils ont envoyé des soldats pour nous y emmener. Nous étions avec Monseigneur Alexis Bilindabagabo, mais il n'est pas allé à Murambi avec nous.

Simon et les autres Tutsi ont ensuite été escortés hors de la paroisse Episcopale.

Nous marchions, sauf les personnes âgées qui étaient conduits avec le Daihatsu du diocèse. Tout au long de la route, les locaux nous balançaient des pierres et des insultes. Nous avons trouvé beaucoup d'autres Tutsi quand nous avons atteint une école primaire à l'Episcopat Catholique de Gikongoro, et nous sommes tous partis ensemble vers Murambi.

Comme Simon, Jeanette Mukamugema a été emmenée de Kigeme à Murambi. Jeannette, âgée maintenant de 60 ans, venait de Nyarwotsi dans le secteur de Buhoro. Elle a dit que les tueries ont commencé immédiatement le 7 Avril là bas et qu'elle est tout de suite partie à l'hôpital de Kigeme avec ses deux enfants. Son mari est resté chez eux où il a été assassiné. Pendant qu'ils marchaient vers Murambi, la voiture de la commune de Nyamagabe les a poussés tout du long en se tenant derrière eux. La vue des cadavres près de la cathédrale, et de civils bien armés qui formaient une ligne tout au long de la route, leur a fait garder la tête baissée.

Espérance Mukagashugi est devenue nerveuse dès qu'elle a entendu les informations qui faisait état de la mort d'Habyarimana. Elle s'attendait au pire car, a-t-elle dit, « nous nous étions presque habitués à ce que les Tutsi payent à chaque fois que le Rwanda était déstabilisé politiquement. Comme elle l'a prédit, la situation s'est vite « retournée contre eux » quand, le 8, un groupe d'hommes a franchi la limite du secteur de Kibirizi à Mudasomwa vers leur village de Gitwe, situé dans le secteur de Remera à Nyamagabe. Les Hutu et les Tutsi du secteur, qui les considéraient comme des pillards, se sont mis ensemble pour les repousser. Mais le 10, Les Tutsi ont commencé à abandonner leurs maisons. Comme elle était en fin de grossesse et qu'elle avait les pieds enflés, Espérance n'était pas désireuse d'aller aussi loin qu'en ville de Gikongoro et elle a opté pour l'hôpital de Kigeme. Le lendemain de son départ, son mari et ses beaux-enfants ont été tués chez eux.

Espérance, qui avait 27 ans, a fait parti des rares personnes autorisées à rester à l'hôpital tout le mois d'Avril. Elle n'est que trop consciente de sa chance, d'abord parce qu'on lui a épargné le voyage vers Murambi, ensuite d'avoir survécu aux massacres sporadiques qui ont été commis au sein même de l'hôpital.

Les Troubles Commencent à Nyamagabe

La présence de réfugiés venus de Mudasomwa était de mauvais augure pour les Tutsi de l'ouest de Nyamagabe. Kamegeri et Gasaka, limitrophes de Mudasomwa, ont été parmi les premiers secteurs

¹¹ Actuellement détenu à la prison de Gikongoro.

¹² Actuellement détenu à la prison de Gikongoro.

de Nyamagabe ou des flammes se sont élevées des maisons des Tutsi, ce qui a envoyé leurs habitants vers la ville de Gikongoro. Certains avaient initialement pensé à aller au bureau de la préfecture, pour se mettre entre les mains des autorités. Mais ils ont perdu espoir lorsqu'ils ont vu que les Tutsi qui vivaient dans les environs immédiats de ce bureau préfectoral cherchaient aussi un sanctuaire dans la paroisse.

Alors que Juvénal Munyakyanza revenait de Butare le 7 Avril, il a remarqué que des barrages routiers avaient déjà été installés au pont sur la rivière Mwogo, qui dépare Gikongoro de Butare, à Nkungu et aussi à la station essence Pétrorwanda. A Gasaka, il a rencontré par hasard des Tutsi de Mudasmwa qui faisaient route vers la cathédrale. Certains d'entre eux étaient blessés. Le 8, des agressions contre les Tutsi commises partout, notamment à Sovu dans le secteur de Kamegeri, ont créé de nouvelles vagues de déplacés qui sont passés par le secteur de Gasaka. Au même moment, Les Hutu et les Tutsi ont combiné leurs forces à Gasaka elle même pour faire des patrouilles conjointes. Deux jours plus tard, a-t-il dit, François Gasana « a mis fin à notre solidarité . » Munyakyanza, un homme d'affaires de Nzega dans le secteur de Gasaka, est maintenant en prison pour des faits de génocide. Son témoignage rappelle qu'un certain esprit de communauté était encore vivant dans les premiers jours du mois d'Avril, mais il illustre aussi comment il a été anéanti par la suite.

Gasana s'est adressé aux gens de Nzega et il s'est exprimé d'une manière incendiaire. Il a ouvertement déclaré que les Hutu ne devaient pas avoir peur de ce qui se déroulait ailleurs. Il nous a invité, nous les Hutu, à prendre nos distances avec nos opposants. Après ça, les Tutsi que nous connaissions se sont sentis en danger et ont commencé à désertir leurs maisons. La première personne à partir a été Munderere, un commerçant qui possédait un van Daihatsu. Gasana l'a poursuivi jusqu'à Murambi pour lui voler son véhicule.

Quand David Rwamihigo, qui vivait à Kamegeri, a remarqué que le ciel était noir de fumée le 7, il a présumé qu'il y avait eu des affrontements entre les partis politiques, surtout entre le Parti Social Démocrate (PSD) et le MRND. Mais alors qu'il observait les gens passer devant chez lui en masse dans la cellule de Kirehe, alors qu'ils entraient à Nyamagabe, il s'est rendu compte qu'une autre dynamique politique s'était mise en route.

Nous avons saisi la situation dès que nous avons vu la route de Gikongoro remplie de Tutsi en fuite. C'est eux qui venaient des zones d'où s'élevait la fumée. Ils nous ont dit que leurs biens avaient été volés. Ce mouvement humain s'est poursuivi jusqu'à ce que notre propre secteur soit affecté, deux jours plus tard.

Rwamihigo a donné son interprétation des événements.

Pour faire en sorte que les gens considèrent les Tutsi comme des fauteurs de troubles, la milice, surtout un certain François Gasana, a commencé à les désigner comme étant les auteurs du meurtre d'Habyarimana. A cause des activités d'un groupe de miliciens créé par Gasana, les Tutsi de notre secteur se sont dispersés après que leurs maisons aient été brûlées.

Laurent Sebagenzi a blâmé la vitesse et l'intensité de la diffusion de la ferveur anti Tutsi à Mudasmwa comme cause de la vitesse à laquelle la situation a changé dans son secteur de Kamegeri. C'est Gasana, selon lui, qui a désigné Mudasmwa comme étant la commune à imiter. En parlant des Tutsi qu'il a vu sur la route de la ville de Gikongoro, Sebagenzi a dit : « Ils n'étaient pas seulement terrifiés, mais tous leurs biens leur avaient été dérobés. »

A Partir du Dimanche 10 Avril, Les gens de notre secteur ont remis leur sort entre les mains des interahamwe, aiguillonnés par Gasana qui s'est autoproclamé représentant des autorités communales et préfectorales. Il a prétendu que les Tutsi avaient l'intention d'en finir avec les Hutu. Voilà comment les foyers des Tutsi en sont venus à être visés.

Le premier groupe de miliciens a été créé par Emmanuel et Semugeshi, les fils de feu Edouard Kajeguhakwa. Comme la majeure partie des maisons des Tutsi venaient d'être démolies, et que les autres avaient été abandonnées, les maisons des familles Hutu suspectées d'abriter des *inyenzi* ont été fouillées. On pensait que Twagiramungu, qui est vivant, était abrité dans la maison de Semana. La milice ne l'a pas trouvé. Ils sont allés à la maison d'Hézéchia et ils n'y ont pas trouvé qui que ce soit non plus. Alors Emmanuel et Semugeshi ont tué huit personnes qui étaient dans la maison de leur beau frère, Ndekezi.

Alphonsine Mukaremera avait choisi de rester avec ses parents dans la cellule de Kirehe, aussi à Kamegeri. Elle savait aussi que les maisons en cendres étaient un avertissement sur ce qui allait arriver. Et quand c'est arrivé, ça s'est passé si soudainement qu'il n'y avait même pas le temps de ranger des choses dans un sac.

Tout au long de la route vers la ville de Gikongoro, nous voyions des maisons complètement brûlées. Nous avons trouvé beaucoup d'autres Tutsi dans une école de la ville.

« La Paroisse était Complètement Submergée »

Les réfugiés à la Paroisse Catholique de Gikongoro sont restés dans les bâtiments du CERAI et dans l'école primaire de la cellule de Gikongoro, dans le secteur de Gikongoro, à environ trois kilomètres de Murambi. Leur présence indiquait clairement que l'anxiété et l'instabilité étaient largement répandues. Il est aussi devenu de plus en plus évident que les autorités ne faisaient rien pour prendre de vitesse et punir les auteurs de troubles. Vincent de Paul Nsabiya, Emmanuel Nyirimbuga et David Havugimana vivaient tous dans le voisinage de Murambi, et ils ont donné des comptes rendus détaillés du mouvement des Tutsi qu'ils allaient finalement aider à éliminer à Murambi.

Nsabiya était à l'époque responsable d'un programme de vaccination à Gikongoro. Il s'apprêtait à partir pour Kigali pour stocker des vaccins et du matériel médical quand il a entendu Radio Rwanda jouer de la musique classique tôt le matin du 7 Avril. Il s'est immédiatement rappelé du coup d'état de Juillet 1973 il a su que quelque chose de capital venait de se produire. Quand ses soupçons ont été confirmés, il a annulé son voyage. Ignorant les ordres officiels, Il est sorti de sa maison située en cellule de Murambi pour avoir plus d'informations. En raison de la rivalité entre partis politiques, il a décrit l'ambiance générale comme agitée.

Le 8 Avril, toutes les routes qui menaient à la ville de Gikongoro étaient remplies d'une multitude de Tutsi qui fuyaient leurs maisons. Nous avons vu de longues files de gens venir des communes de Mudusomwa, Karama et Kinyamakara et aussi de certains secteurs de Nyamagabe, en particulier de Gasaka, Kamegeri Remera et Rususa. La Paroisse de Gikongoro était leur premier point de ralliement. Vers Midi, la paroisse était complètement submergée.

Comme l'étendue des troubles était visible, il s'attendait aussi à ce que les officiels locaux prennent les rênes sur les coupables.

Je voyais les maisons des Tutsi en feu de loin, à Muganza, dans la commune de Karama et à Gakomeye et Kinyamakara. De Jeudi au Dimanche 10 Avril, la cathédrale et le CERAI recevaient des dizaines de personnes chaque minute.

Jusqu'à là, J'attendais que les autorités, surtout le préfet, et Félicien Semakwavu, le bourgmestre de Nyamagabe, la commune que ces gens rejoignaient, réagissent. Le grand nombre de blessés confirmait, noir sur blanc, que les tueries avaient déjà commencé. Comme les politiciens restaient silencieux et n'ont rien fait, jusqu'au 10 Avril, pour calmer les troubles, nous n'avions aucune idée de ce qui attendait les Tutsi.

Plus tard, Nsabiya aiderait à sceller leur destin. Il est maintenant détenu à la prison centrale de

Gikongoro, comme Emmanuel Nyirimbuga. Avant l'aube, le 7 Avril, Nyirimbuga avait quitté sa maison située dans la cellule de Muriro, secteur Remera et il était en route pour la ville de Gikongoro. Il avait comme intention de rendre visite à un collègue, mais il est tombé sur un gendarme basé là, Alphonse Gasore.

Gasore m'a demandé si je savais ce qui se passait. J'ai répondu oui. Il m'a dit de rebrousser chemin et de dire à tous les Hutu que je connaissais que les Tutsi, qui avaient assassiné le Président, étaient sur le point d'être massacrés. J'ai obéi à ses ordres.

Dès l'aube, Je me suis rendu précipitamment à Kabeza, qui se trouve sur la route de Murambi, juste en dessous de SOS Gikongoro.¹³ Je savais que je trouverais du travail rémunéré là et, qu'en même temps, je serais à même d'échanger sur la situation avec les passants. Le lendemain, les choses avaient l'air mauvaises, particulièrement depuis que la Paroisse de Gikongoro et le CERAI avaient été rapidement submergés par les Tutsi.

Nyirimbuga a dit avoir aidé à les diriger.

La plupart d'entre eux étaient de Mudasmwa, Kinyamakara, Karama et de quelques secteurs de Nyamagabe. Notre secteur, cependant, est resté calme jusqu'au Samedi 9 Avril.

« Ce qui m'a vraiment frappé, quand je me suis rapproché de la Paroisse, c'est que les autorités ne faisaient rien pour calmer les troubles qui s'aggravaient. »

Il m'est alors apparu que nos leaders étaient nécessairement de mèche avec les auteurs et les instigateurs de la chasse aux Tutsi menée dans cette zone.

Bien qu'il ne se soit pas attendu à ce que la mort d'Habyarimana détruise la paix, David Havugimana, 54 ans, a bientôt réalisé que « ses vœux étaient une illusion ». De son poste de veilleur de nuit au centre de santé régional de Gikongoro, près du bureau communal de Nyamagabe et de sa maison de la cellule de Murambi, Havugimana a été frappé par la marée humaine qui marchait vers la paroisse dès le 8 Avril.

La majorité était venue de Mudasmwa. J'espérais que les autorités prendraient les mesures nécessaires pour contenir la marée humaine et améliorer la situation. Au contraire, à la fin de la semaine, les choses sont devenues encore plus chaotiques et les Tutsi sont venus en masse, fuyant vers la paroisse et le CERAI. Le Lundi matin, j'ai trouvé l'école technique de Murambi remplie de Tutsi qui avaient été chassés de la paroisse.

A l'Ecole Primaire : « Personne ne nous a aidés »

Beaucoup de réfugiés apeurés ont convergé vers les bâtiments rectangulaires de l'école primaire qui avaient le même style qu'une caserne. Bien qu'elle n'ait été qu'à un jet de pierre de la cathédrale et de la résidence de l'évêque, elle n'offrait qu'une protection limitée. Annonciata Muhayimana, dont le mari, Simon Mutangana, n'était pas avec elle, devait s'occuper de ses trois enfants.

Nous avons passé une nuit sans repos à l'école. Les enfants pleuraient beaucoup et ils nous demandaient de la nourriture mais nous n'en avons pas emmené avec nous. Les soldats nous demandaient pourquoi nous fuyions. Nous leur avons dit que nos maisons avaient été incendiées et que certains de nos proches avaient été massacrés. Ils nous ont dit : « *Ujya gutwika urwiri arawagenarya* » ce qui signifie que nous devons nous rassembler pour faciliter notre extermination.

Annonciata est restée là pendant plusieurs jours.

¹³ Une ONG internationale dédiée aux soins des enfants orphelins ou négligés.

Personne n'est venu à notre secours ni pour nous donner quoi que ce soit à manger. Mais Bucyibaruta, Havugimana, Simba, en uniforme militaire et un capitaine nommé Sebhura venaient quotidiennement. Ils nous répertoriaient par secteur. Quand ils ont vu que nous étions nombreux, ils nous ont menés à Murambi.

C'est le bruit des coups de feu qui a conduit Domina Uwariraye, une couturière, de sa maison de la cellule de Gikongoro à cette même école primaire.

Certaines personnes réfugiées à l'école ont été enlevées et tuées, et certaines femmes ont été violées par des soldats et des miliciens. Les résidents locaux sont aussi venus pour se moquer de nous. Ils nous ont dit que notre fin se profilait. Les prêtres de la paroisse, y compris Edouard Ntaganda, nous ont refusé l'accès à l'intérieur de leur église.

Personne, même pas les prêtres à la paroisse ou à l'évêché, ne nous a donné à manger, ils voyaient que nous avions vraiment très faim, mais ils ne s'intéressaient pas à nous. Ils voyaient notre détresse comme une chose normale, nous marchions au nom de notre destinée, et d'après eux, c'était ce que nous méritions.

Bélie Mukandamage a été abandonnée veuve en 1960 quand son mari est mort dans les premières vagues de terreur anti-Tutsi. Vivant dans le secteur Gasaka, dans le secteur du même nom, Bélie se dirigeait vers la ville de Gikongoro avec ses cinq enfants et deux petits enfants quand ils ont réalisé à quel danger les Tutsi devaient faire face. Une fois qu'ils ont atteint le barrage routier à Gatyazo, Bucyibaruta et Semakwavu leur ont indiqué l'école primaire. A environ 18h, ce soir là, ces deux hommes sont revenus et ils leur ont ordonné de partir pour Murambi, en leur assurant que ce serait un bon endroit pour « leur sécurité ».

Eugénie Mushimiyimana, la fille de Bélie âgée de 20 ans, a cité les raisons qu'ils ont données pour ce déplacement.

Ils ont dit qu'il n'y avait pas de gardien à l'école primaire, et que nous faisons trop de bruit. Ils considéraient que Murambi était un endroit plus approprié parce que ce site était isolé et qu'il disposait des gardiens et de l'eau qui étaient nécessaires.

Ceux qui devaient finalement se retrouver à Murambi sont venus de loin et d'un large territoire. Marie Mujawimana vivait dans la cellule de Bugaragara, secteur Buremera dans l'est de Nyamagabe. Son beau-père, qui s'est rappelé des événements de années 1960, lui a conseillé de partir avec son mari, en les prévenant que les incendies de maisons appartenant aux Tutsi était très probablement le prélude au désastre. Ce qui l'a poussée dehors, par dessus tout, c'est l'accueil froid de la part des gens qu'elle connaissait pourtant depuis longtemps.

Nos voisins ne nous disaient jamais un mot et ils nous regardaient bizarrement.

Comme l'école primaire, les bâtiments des écoles publiques à travers toute la préfecture ont été occupés par des Tutsi déplacés. Le Dimanche 10 avril, Marie et son mari sont partis pour le CERAI dans la cellule de Bugaragara, située sans la vallée de la rivière Mwogo, où ils ont trouvé beaucoup d'autres gens déplacés. Ils ont campé sur le balcon. Le directeur du CERAI, Pie, et sa femme leur ont ouvert les portes de leur maison et ils ont fait leur possible pour les aider, même quand deux hommes sont entrés de force dans la maison de Pie.

C'était Martin, le fils de Ntabambe, et Bahizi, le fils de Jonathan Kamanzi. Tout le monde sentait que

la fin de leur vie arrivait. Pie les a regardés longtemps, ils trépassaient et hurlaient. Ils sont entrés dans la maison. D'autres attendaient à l'intérieur de la clôture. Ils portaient des épées artisanales à la ceinture, étaient armés de massues et de petites houes. Ils étaient sales et trempés de sang et de sueur, ce qui indiquait le travail qu'ils avaient fait.

Le mari de Marie a été épargné par un milicien qui le connaissait. Pie les a avertis que ces hommes allaient probablement revenir. Le couple a décidé de se séparer. Marie est allée demander de l'aide à une connaissance de son mari, et quand on le lui a refusé, elle s'est tournée vers un homme marié à une Tutsi.

J'ai supplié Kamanzi de me laisser entrer. Je lui ai dit que mon mari était au CERAI. Je tremblais. Il a envoyé sa fille. Kamanzi lui a demandé de me prendre avec lui tellement je tremblais. J'ai demandé à sa femme de m'enterrer vivante. Je ne réalisais pas ce que je disais.

A la faveur de la nuit, Marie et son mari ont commencé à marcher dans la direction de la forêt de Nkungu.

Nous avons vu des soldats au barrage dressé à Nkungu. Nous les avons supplié de nous tuer par balles. Ils nous ont demandé où nous allions. Nous avons répondu que nous cherchions un endroit sûr. Ils nous ont donné comme instruction d'aller à la Paroisse de Gikongoro, en prenant la route asphaltée. Nous avons respecté ce que ces soldats nous ont dit.

Ils étaient convaincus qu'un piège leur avait été tendu quand ils sont tombés sur une bande, mais ils ont continué leur chemin pour se sortir de cette situation. Le soir, Marie a atteint Murambi.

Quitter sa maison pour Murambi

Murambi a été la destination finale de 50 000 Tutsi, et chacun de leurs voyages a été unique. Bien que beaucoup d'entre eux soient restés initialement dans des bâtiments publics variés, d'autres qui ont quitté leur demeure après que les transferts vers Murambi aient commencé, le Dimanche 10 Avril, se sont vu menés directement à l'école technique tel un troupeau escorté par des bergers.

Les parents de Marie-Chantal Mukamunana se souvenaient que les églises étaient considérées comme sacrées en 1959, de même qu'en 1963, alors en 1994, ils ont conseillé à leurs enfants de chercher un refuge à la Paroisse de Gikongoro. Marie-Chantal, 20 ans à l'époque, n'a pas compris à quoi ils faisaient référence et, avec leur sœur aînée et leur petit frère, elle a choisi de rester dans leur maison de Gasaka. En quelques jours, ils ont fait leur chemin à travers un labyrinthe de barrages pour se retrouver à Murambi.

Suzanne Nyirasuku était déjà très angoissée quand elle a vu des maisons en train de brûler sur les collines de Mudasomwa. Sa peur est devenue encore plus grande quand elle a vu les colonnes de gens qui se hâtaient de rejoindre le bureau de la préfecture, non loin de sa maison de Nzega. Suzanne avait 40 ans à l'époque et elle avait huit enfants. Elle est allée parler avec les réfugiés de l'école primaire près de l'évêché.

Le lendemain, on leur a dit de se mettre en route pour le collège technique qui était encore en

construction sur la base des faits qu'il y avait plus d'espace là bas et que c'était moins exposé au danger.

Ces assurances se sont révélées attractives pour Suzanne et sa famille.

Mon mari, nos huit enfants et moi sommes tous allés à Murambi le Dimanche 10.

Conscients des tensions ethniques, Hildegarde Kabagwira s'attendait à ce que la mort d'Habyarimana apporte des destructions. Elle s'inquiétait en premier lieu pour son mari dont les parents, disait-elle, avaient été tués devant lui à Gikongoro en 1963 alors qu'il était un enfant. Dans les yeux de ses voisins, ceci a fait de lui leur ennemi juré. Elle et son mari étaient chez eux dans le secteur de Gikongoro quand ses proches de la commune de Karama sont arrivés à la paroisse. Quand elle a reçu de la nourriture d'eux, elle a découvert plus de choses sur la nature généralisée des menaces et des tueries. Au fil des jours, les maisons des Tutsi à travers toute la ville ont commencé à être incendiées. Environ 100 personnes étaient groupées dans et à l'extérieur de leur habitation sur la colline de Nyarusange, et ça a été une des premières à être saccagée et débarrassée de ses habitants le 12 avril. Quelques heures avant l'aube, plusieurs grenades ont été jetées sur la maison, ce qui a tué certaines personnes, en a blessé beaucoup, et a forcé tout le monde à se disperser. Le matin suivant, Hildegarde, qui était enceinte, et son mari sont retournés à leur maison pour se faire une idée précise de la situation.

Nous avons rencontré le préfet, Laurent Bucyibaruta, qui était là avec de nombreux gendarmes. Ils ont emmenés les blessés à l'hôpital de Kigeme. Mon mari a été emmené par les gendarmes ; ils lui ont attaché les mains derrière le dos avec une corde et ils l'ont ensuite roué de coups. Ils disaient que c'était lui qui avait jeté les grenades. Certains d'entre eux sont entrés dans notre maison et ont réclamé nos affaires, en prenant même les tuiles du toit. Ils y ont ensuite mis le feu.

Hildegarde et certains des autres ont décidé d'aller à Murambi.

Le père de Grâce Mukantarindwa était si confiant envers les liens qui l'attachaient à ses voisins qu'il n'a vu aucune raison valable de quitter sa maison dans la cellule de Gitantu, secteur Gikongoro.

Il disait qu'ils avaient été nos amis de longue date et qu'ils ne penseraient pas à nous tuer.

Grâce, 19 ans à l'époque, ne partageait pas cette conviction. Les histoires de meurtre et de troubles qu'elle a entendues de la bouche de certains de ses proches réfugiés à l'évêché l'ont mise si mal à l'aise qu'elle a choisi d'aller à Murambi le Jeudi 12 Avril, laissant sa famille chez elle.

Le mari de Bernadette Mukamugenzi, Anastase Ruzindana, était homme d'affaires et le propriétaire d'un bar. Il militait aussi activement dans le Parti Libéral, un parti d'opposition. Pour cette raison, ils ont pris la précaution de dormir dehors. Mais c'était particulièrement inconfortable pour Bernadette qui avait donné naissance à un enfant récemment. Ils se sont senti rassurés quand ils ont retrouvé leur maison de Kiraro, à Karama, intacte. Mais les Tutsi qui passaient par là les mettaient en garde sur le danger qu'ils couraient en restant chez eux. Le reste de la famille a poursuivi son chemin vers la paroisse de Gikongoro pendant que Bernadette attendait que ses enfants reviennent. Plus tard, avec son nouveau né sur le dos, elle et ses enfants ont rencontré leur mari et père et ils ont continué la route vers Murambi.

« La Ligne était sans fin. Nous ne Pouvions pas Les Compter »

Tous ces individus sont devenus une partie du convoi qui serpentait sur plusieurs kilomètres hors de la ville vers l'école technique située au sommet de la colline à la périphérie de la ville de Gikongoro.

Alphonsine Mukaremara ramassait de l'herbe pour dormir dessus à l'école primaire quand elle a entendu que tout le monde devait se rendre à Murambi.

Les soldats sont venus nous chasser. Cet ordre avait été donné par Bucyibaruta qui était là avec le bourgmestre de Nyamagabe, Semakwavu. Nous sommes partis à pied, nous avons marché pendant environ trois heures vers Murambi. Nous étions vraiment très nombreux, et il y avait des soldats de tous les côtés.

Domina Uwariyaye a vu que de nombreux réfugiés l'avaient précédée à Murambi.

Des commerçants et des hommes d'affaires les avaient amenés là dans des véhicules. Les hommes qui les ont transportés sont entre autres Martin hategekimana, alias Majyambere ; Lambert, un chauffeur de l'évêché ; Gallican, qui a saccagé beaucoup de maisons, et d'autres entrepreneurs.

Innocent Ndiyariye voit les insultes qui leur étaient proférées comme une « indication de ce qui allait suivre. »

J'ai remarqué Erasto Kanimba, un médecin au centre de santé de Nyamagabe, et Fabien, un homme d'affaires, dans un véhicule militaire, un Defender Land Cruiser. Sur la route vers Murambi, Les soldats se sont arrêtés devant ma maison. Beaucoup de Tutsi sont passés devant mon domicile.

« Des soldats leur disaient qu'ils étaient des étrangers, et ils les accusaient d'être des ennemis du Rwanda et d'être arrogants. »

Nsabiyeza était à Kabeza, le long de la route de Murambi, le Dimanche 10 Avril dans l'après midi.

A environ 13h, Les résidents de Murambi ont vu une longue ligne de Tutsi venir de la paroisse jusqu'à l'école technique. Comme j'habitais très près de l'école, j'ai suivi ce déplacement de près. Ils étaient bien gardés par des gendarmes et personne ne pouvait les éviter. La ligne qu'il formaient était sans fin. Nous ne pouvions pas les compter. Ils ont continué à venir jusqu'au soir. Cette opération a été entièrement supervisée par Bucyibaruta, Semakwavu et Sebhura.

Claude Singirankako ne s'attendait pas à ce que la mort d'Habyarimana ait des conséquences dramatiques pour le pays, une opinion qui d'après lui était partagée par les gens qui vivaient près de chez lui à Gitwa, secteur de Remera, à la fois des Hutu et des Tutsi. « Nous attendions juste que le gouvernement choisisse un leader pour reprendre les négociations avec les *inkotanyi*. Comme leur cellule est restée calme jusqu'à la soirée du Vendredi 8 Avril, il est resté confiant dans le fait que la situation se stabiliserait même après qu'il eût appris que beaucoup de Tutsi s'étaient installés au CERAI, une indication, croyait-il, que les autorités pouvait calmer les troubles.

Son opinion a changé dans la matinée du samedi 9, quand il a appris par ses enfants que tous les Tutsi de leur cellule étaient partis pour la Paroisse de Gikongoro. Le Dimanche, il est allé au CERAI à environ 15h pour rendre visite à certains de ses amis. Bien qu'il soit Hutu, il a été balayé par le déplacement ce jour là et a été forcé de marcher vers Murambi. Il s'est souvenu clairement des mots de Semakwavu qui annonçait le déplacement.

Le préfet est apparu avec quelques autres officiels . Semakwavu a commencé à parler. Voici ce qu'il a dit : « Vous êtes à un endroit où nous ne pouvons pas garantir votre sécurité. De plus, vous pourriez être vous mêmes la cause de cette insécurité. Nous avons donc décidé de vous emmener à Murambi. »

Quand il a réalisé que ce déplacement de concernait que les Tutsi, Singirankabo a tenté en vain de sortir de cette foule.

Mais les gendarmes, qui étaient vigilants, m'ont forcé à rester avec les Tutsi, en disant que je pouvais m'expliquer à Murambi. Ils nous ont fait former une ligne. Nous formions une ligne qui s'étirait jusqu'à Murambi. Ce n'était pas loin, peut être trois kilomètres. Cependant, la route entre le diocèse et Murambi n'a pas été couverte avant 18h. Les gendarmes nous gardaient avec une vigilance absolue. Chaque groupe de dix Tutsi était gardé par un homme armé d'un pistolet qui avait le doigt sur la gâchette, prêt à tirer sur quiconque oserait tenter de s'échapper.

Singirankabo a été laissé libre au barrage de Kabeza, avec quelques femmes Hutu. Cependant, ceux qui correspondaient à la définition de « l'ennemi » étaient conduits à l'intérieur de l'école. Singirankabo reconnaît avoir aidé à les massacrer le 21 Avril.

**« NOUS AVONS CONSTRUIT DES BARRAGES ROUTIERS A PARTIR DE
BRANCHES...
Les Tutsi Etaient Complètement Piégés »**

Entre le déclenchement de la guerre fin 1990 et le génocide en 1994, les barrages routiers étaient devenus un aspect familier du paysage politique au Rwanda. Les justifications officielles étaient généralement liées à l'arrestation de soldats qui avaient déserté le front, le besoin de stopper l'infiltration par le FPR ou de contrôler les gens sans carte d'identité ou qui avaient falsifié des documents. Mais en Avril 1994, un nombre très élevé de nouveaux barrages ont été dressés, dont le but et l'usage ont vite évolué pour rejoindre les directives spécifiques du génocide.

La décision d'établir des barrages routiers à travers tout Gikongoro a été prise à une réunion cruciale le 13 Avril, en même temps qu'une autre résolution clé, amener les Tutsi ensemble dans des bâtiments publics, comme des églises, des écoles et des bureaux communaux. La discussion, menée par Bucyibaruta, avec l'assistance de Simba et Sebhura, a eu lieu dans l'enceinte du CIPEP, un centre d'entraînement de la ville de Gikongoro. La quasi totalité des sous-préfets et des bourgmestres y assistait, tout comme un grand nombre d'hommes qui avaient une fonction importante à Gikongoro, y compris le chef de la station Electrogaz, Justin Ayurugari ; le procureur

public, Serge Semigabo, et le chef des renseignements. « C'est cette réunion, a dit Désiré Ngezahayo, « qui a officiellement marqué le début du massacre des Tutsi. »

L'ordre d'installer des barrages a été donné le 13Avril. Le discours du préfet s'est parfaitement aligné sur celui de Simba et du Capitaine Sebhura.

A Gikongoro, comme dans le reste du Rwanda, un réseau très dense de checkpoints est devenu un élément central pour le succès du génocide. Un mécanisme utile pour surveiller les mouvements, ce qui était le moyen le plus efficace de fermer tous les itinéraires de fuite des Tutsi. Tout le monde était obligé de présenter sa carte d'identité aux barrages. Comme les cartes d'identité précisaient l'ethnie, montrer une carte d'identité Tutsi était synonyme de condamnation à mort. Les gens qui n'avaient pas de carte d'identité étaient considérés comme des Tutsi qui avaient trop peur de montrer leurs cartes. Quiconque était jugé « avoir l'air » Tutsi était mis à l'écart. Tenus par des miliciens armés qui étaient souvent ivres, approcher un barrage était une expérience terrifiante. Des milliers de gens ont été assassinés aux barrages, ou enlevés à cet endroit et tués autre part. Les femmes étaient violées à proximité, les familles étaient séparées, l'argent et les objets de valeur étaient confisqués.

Sur la route de Murambi, un maillage de ces « portes à sens unique » s'est répandu à travers la ville de Gikongoro et des zones voisines jalonnaient, et parfois abrégeaient la fuite des réfugiés. Pour les survivants, les sarcasmes, le viol et l'assassinat de leurs compagnons marquent le souvenir de leurs rencontres avec des miliciens armés aux barrages.

Les barrières ont été élevées sur les routes qui menaient à la ville de Gikongoro depuis Cyangu à l'Ouest, depuis l'Est le long de la route vers Butare, et du Nord sur la route de Karama. Dans la ville de Gikongoro elle même, il y en avait plusieurs autres aux carrefours les plus importants qui menaient tous au centre commercial poussiéreux de Kabeza, situé en bord de route et finalement au barrage final à l'extérieur de l'école de Murambi. Ceux de Nzega, Kigeme, Gasaka, Petrorwanda, Gatyazo, Gataba Kato et Kabeza, ont aidé à canaliser des milliers de Tutsi vers Murambi. Mais beaucoup d'autres ont été tués à un de ces barrages, leurs cadavres ont été jetés dans les toilettes voisines et des fosses communes hâtivement creusées en bord de route.

Ouest de la Ville de Gikongoro : Kigeme, Gasaka et Nzega

Ces déplacés de Mudasomwa, qui se dirigeaient vers l'est de la ville de Gikongoro, ont traversé de multiples barrages le long de leur route. Ils ont du d'abord en franchir un dans l'enclave des commerces de Kigeme, qui avait été initialement érigé près d'un kiosque, pour qu'ils arrêtent d'aller sur la route principale et qui donne l'accès à l'hôpital de Kigeme.

Philippe Ngendabanga, dont la boutique se trouvait très près, s'est rappelé que l'homme fort de Kigeme, l'homme d'affaires Vénuste Gasana, et Rwamukaya, étaient en charge des opérations à cet endroit. Il a nommé les personnes qui ont commencé à conduire ce « travail ».

- Pierre Mureramanzi, un médecin à Kigeme. Il travaille à Kigali ;
- Gisiga ;
- Evariste, le fils de Tatiana, en exil ;
- Kamujyi, en exil.

Comme prévu, les Tutsi ont été tués, a raconté Ngendabanga.

La milice a arrêté une voiture qui venait de l'usine de thé Kitabi. Deux civils et deux gendarmes s'y trouvaient. La milice voulait s'en prendre aux civils, prétextant qu'ils étaient Tutsi. Ils n'avaient pas de carte d'identité, mais leur apparence physique les classait dans la catégorie Tutsi.

Un des gendarmes est sorti de la voiture et est allé discuter le cas avec Gasana pendant que l'autre surveillait les deux hommes. Emmanuel, qui travaillait à la pharmacie de Kigeme, a confirmé que l'un d'eux était en effet un Tutsi de Mudasmwa.

La milice l'a exécuté sur place. Le gendarme qui était resté avec lui a essayé de le défendre, mais son collègue, qui avait parlé à Gasana l'a dissuadé de le faire en lui disant : « Si tu décides de le défendre, on va t'enterrer dans la même tombe que lui. » La victime a été livrée à Nahaman. Il a essayé de s'enfuir, mais en vain. Il a été ramené par Sibomana, qui vit dans la cellule Bihanga, et Emmanuel, qui a été libéré de prison après avoir avoué ses crimes. Nahaman est en liberté.

Les barrages ont été déplacés stratégiquement vers de nouveaux endroits une fois qu'une localité avait été vidée de sa population Tutsi. Celui qui se trouvait devant le magasin de Ngendabanga est resté en place et un autre a été installé à Kigeme, mais cette fois près de la maison d'Israël Nsengyumva.

Le drapeau du MDR était toujours déployé dans sa cour. Habyarimana, en prison ; Nshutiraguma ; Munyenkwaya, qui vivait près de la barrière et moi nous renforçons la première équipe.

Les miliciens qui avaient des armes à feu nous ont aussi donné un coup de main, surtout :

- Harelimana, en exil ;
- Kamujyi ;
- Evariste Nyiringabo, qui vit à Kigali ;
- Evariste, le fils de Tatiana, en exil.

The barrage particulier, selon Ngendabanga, a eu un rôle de bouclier de protection.

C'était fondé sur une entente entre Gasana et l'évêque de Kigeme. La milice de Mudasmwa voulaient envahir l'église épiscopale pour tuer Monseigneur Alexis Bilindabagabo et les autres Tutsi. Gasana, qui travaillait avec Frédéric Bakame¹⁴, le conseiller du secteur Gasaka, les a repoussés, en disant que c'est la milice qui s'occuperait d'eux à Kigeme. L'évêque les a soudoyés pour éviter un bain de sang à sa porte.

L'évêque nous a aussi donné, à nous qui étions au barrage, 3 000 francs pour tenir les auteurs de troubles à l'écart. Plus tard, lorsque la milice de Mudasmwa a commencé à s'entendre avec le groupe de Gasana, l'évêque a demandé à la gendarmerie d'évacuer les Tutsi ; ils ont été emmenés à Murambi et un petit groupe, surtout les blessés, est resté à l'hôpital.

Quand il n'est plus resté que quelques Tutsi à Kigeme, le barrage a encore été déplacé, cette fois sur la route goudronnée près de l'école primaire de Gasaka, juste devant la maison de Bakame. Ngendabanga a monté la garde à cet endroit avec :

- Callixte Ndamukunda, en liberté dans la cellule de Munombe,
- Gatete, en liberté ;
- Nshutiraguma, qui se cache ;
- Kalinda.

Un groupe d'environ 15 Tutsi ont été amenés à ce barrage après le massacre du 21 Avril à Murambi par le chauffeur de Sebhura, un gendarme connu pour son appartenance à la CDR. Ngendahayo est un des hommes qui les ont assassinés.

La CDR était de connivence avec Rwamukwaya et Ruzindana. La CDR leur a dit de sortir du véhicule, sous le prétexte qu'il venait de tomber en panne. Dès qu'ils ont obtempéré, il a tiré en l'air plusieurs fois. C'était le signal convenu pour faire commencer le travail. Nous avons utilisés nos

¹⁴ Bakame a été libéré de prison en raison de son grand âge.

massues et nos machettes. Les gendarmes sont partis après ça. Nous avons traîné le corps des victimes dans les toilettes de l'école.

Il y avait aussi un barrage dans la ville de Gasaka, juste devant la maison de François Gasana. Juvénal Munyakazanya, un commerçant, a aggravé son cas en le supervisant, et il y a été au moins une fois par semaine. Il a rappelé les noms des autres qui y étaient continuellement :

- Murwanashyka, relâché après avoir plaidé coupable. Il faisait très peur et il se promenait dans les alentours avec un marteau. Il l'a utilisé pour tuer une vieille femme, Mélanie, devant les gendarmes, chez Gasana.
- Hamuduni, en exil ;
- Nzabandora, libéré ;
- Haruna, qui a tué beaucoup d'enfants ;
- Bicakumuyange, en exil ;
- Saleh Mbakuriyemo. Il opérait aussi au barrage de Gatyazo.

« A chaque fois que Sebhura se mettait en avant, Gasana disait à la milice qui tenait le barrage : « Tuez tous les Tutsi. N'ayez pas peur ; l'ordre a été donné par nos autorités. »

Chaque fois que nous attrapions un Tutsi, on disait « emmenez le chez le conseiller, » ce qui voulait dire qu'il allait être tué. Deux Tutsi de Mudasomwa ont été tués en ma présence. Nous les avons tués en dessous du barrage, en utilisant cette expression.

Plus loin en descendant la route pavée, en direction de la ville de Gikongoro, il y avait un barrage au petit centre commercial de Nzega à Gasaka. David Rwamihigo a dit que lui et les autres miliciens ont reçu l'ordre de le mettre en place après une conversation entre Semakwavu et Gasana au domicile de ce dernier.

Ils ont dit qu'ils n'étaient plus si inquiets étant donné que les Tutsi étaient sous leur contrôle à Murambi. Les gendarmes de Gikongoro venaient souvent nous voir au barrage. Ils nous donnaient des instructions pour chercher les Tutsi qui n'avaient pas encore atteint Murambi.

Saleh Mbakuriyemo, emprisonné à Gikongoro, a plaidé coupable d'avoir commis des crimes aux barrages installés à Nzega et Gatyazo quand il n'avait que 17 ans. Mais il était réticent lorsqu'il s'agissait de fournir des détails sur ses actes proprement dits, il éludait continuellement les questions avec ce commentaire : « Il est suffisant de dire que j'ai tué beaucoup de gens. Il vivait lui même dans la cellule de Nzega.

Gasana nous a donné l'ordre de construire un barrage à Nzega sur la route asphaltée. Ensuite, tous les hommes étaient obligés de se relayer et d'empêcher les Tutsi de traverser ce barrage. Certains d'entre eux essayaient de contourner le barrage en traversant les buissons.

Mbakuriyemo admet qu'il est resté pour monter la garde à cet endroit « en permanence ». Il a mentionné les noms de certains de ses collègues :

- Munyangoga, en liberté à Nzega ;
- Martin, Mugema, Murwanashyaka et Joseph Nkurikiyumukiza, tous en liberté.

Il a nommé les hommes qui ont aidé à orchestrer les activités là bas.

Gasana menait la chasse aux Tutsi dans mon secteur, Gasaka. Il recevait des armes à feu de Semakwavu et Sebhura.

La Ville de Gikongoro et Plus à L'Est sur la Route de Butare : Gatyazo, Petrorwanda, le Rond-Point et Taba

Le barrage qui avait la réputation d'être le plus mortel de tous était à Gatyazo, situé à seulement quelques kilomètres de Nzega. Les Tutsi qui venaient dans la ville de Gikongoro s'y confrontaient avant d'atteindre la paroisse, le CERAI ou l'école primaire. Il était situé à une intersection où la route principale venant de Cyangugu se sépare, avec son côté droit qui mène directement au quartier commerçant de Gikongoro, et son côté gauche qui mène à la paroisse et ensuite au bureau de la préfecture, en franchissant une colline.

Mbakuriyemo se souvient que les ordres de Gasana et de quelques gendarmes ont mené à l'édification du barrage de Gatyazo.

J'aimais aller souvent à cet endroit parce que c'est là que vous pouviez trouver des Tutsi. Les gardes incluaient aussi bien des civils, comme Mapengu et Fidèle détenus maintenant à la prison de Gikongoro, que des gendarmes.

Mbakuriyemo a décrit Gatyazo comme étant « formidable » ; il a aidé à en faire la scène de nombreux crimes.

Nous avons égorgé environ 10 Tutsi là. Pour ne pas les confondre avec des Hutu, nous leur demandions d'abord leurs cartes d'identité. Ils ne pouvaient pas courir ; les gendarmes étaient vigilants. Nous les avons enterrés sous un buisson situé après l'évêché Catholique. J'ai entendu qu'ils avaient été déterrés . Nous les avons emmenés dans un recoin hors du chemin. La plupart d'entre eux ont été tués dans la soirée. A l'exception d'un homme appelé Bizuru, je ne connaissais pas les autres victimes.

Marie-Chantal Mukamunana était chez un ami Hutu à Gasaka quand elle a entendu Semakwavu dire aux Hutu, avec un mégaphone, d'aller chercher les Tutsi dans leur maisons pour les emmener sur la route de Murambi pour qu'ils puissent y être conduits pour leur propre sécurité.

Il y avait des barrages partout. Nous étions à pied et le véhicule du bourgmestre était derrière nous avec des gendarmes armés. A Gatyazo, le bourgmestre a pris la route qui mène à la ville de Gikongoro et nous avons marché avec les gendarmes jusqu'à Murambi. Les hommes à Gatyazo avaient des épées. Ils nous ont accompagnés et nous sommes partis sous un torrent d'insultes. Ils nous disaient : « Partez, vous reviendrez quand Habyarimana sera ressuscité, » ce qui voulait dire que nous ne reviendrions jamais.

C'est à Gatyazo que Marie-Chantal et ses compagnons « ont réalisé ce qui nous attendait à

Murambi. » Vital Twagirayezu a été assez chanceux pour quitter Murambi la veille du massacre avec l'aide de Madeleine Raffin de Caritas. Il a traversé Gatyazo dans la direction opposée et il a reconnu un certain nombre des hommes qui y étaient.

- Gasimba, en exil ;
- Rusatsi ;
- Habimana. Il a été arrêté mais libéré ensuite. Il vit à Gatyazo.
- Ruberanziza, en prison ;
- Nyabuhene, également détenu à la prison de Gikongoro.

Mbakuriyemo a traversé de nombreux barrages, dans toutes les directions, parce qu'il a vu dans l'exode des Tutsi une occasion de vider leurs maisons, dont la plupart, d'après lui, avaient déjà été saccagées par leurs voisins immédiats. Il est souvent allé à la station essence Pétrorwanda dans la direction de Butare.

J'aurais du traverser trois barrages pour aller là, notamment :

- A l'endroit connu sous le nom de rond-point. Plusieurs routes s'y rejoignent, y compris la route qui menait à Murambi et au commissariat ;
- Près de la maison à deux étages sur la route de Taba, qui va au camp de la gendarmerie ;
- A Petrorwanda.

Ils étaient bien gardés. Les Tutsi ne pouvaient pas les traverser.

Jean-Pierre Sindikubwabo se rappelle les miliciens qui se trouvaient en permanence à Pétrorwanda.

- Abel, qui a été relâché ;
- Isaïe Nzanzimana, relâché depuis ;
- Alphonse Niyonsega ;
- Un professeur qui travaille actuellement à l'ACEPER et qui vit très près de la maison de Musafiri ;
- Yvette, en prison.

Comme il était un enfant des rues, Boniface Kalisa, 13 ans, passait ses nuits dans une maison abandonnée près du marché central de la ville de Gikongoro avec d'autres jeunes garçons. Sa mère Tutsi est allée à la paroisse de Gikongoro, son frère a été pris pour un Tutsi et tué, et sa propre vie était menacée en permanence.

J'ai failli être lynché au barrage près de la station Petrorwanda. Abel et Alphonse faisait partie de l'équipe qui se trouvait là. En fait Alphonse m'a sauvé la vie en disant aux autres que je n'étais qu'un *mayibobo* (enfant des rues) et que je n'appartenais donc à aucune ethnie.

Le 19 Avril, un chauffeur qui connaissait Boniface et qui emmenait une cargaison de manioc à Cyangugu a accepté de l'y déposer.

Le voyage m'a montré à quel point les choses étaient mauvaises. Nous avons traversé plus de sept barrages routiers entre Gikongoro et Cyangugu. On nous arrêtait partout et on nous disait de montrer

nos cartes d'identité. J'étais encore mineur¹⁵ Par chance, je n'avais pas l'apparence d'un Tutsi. Le chauffeur m'a défendu, lui aussi, en disant que j'étais juste un enfant qui vivait dans la rue.

A Gatyazo, il y avait aussi des gendarmes. Un des civils était surnommé Mapengu. Au barrage de Gasaka, on a vu Gasana qui tenait un pistolet. Il voulait montrer qu'il était une personne puissante.

Vers le Nord Depuis la Ville de Gikongoro

Venant de la commune de Karama au nord, les Tutsi passaient un barrage à Gataba, où se trouve une concentration de boutiques dans la cellule d'Uwinyana, qui se trouve elle-même dans le secteur de Kiraro. Comme ils approchaient de Murambi, ils ont également rencontré des miliciens à une barrière à Kato, par un ruisseau qui porte le même nom, et qui délimitait la frontière entre les communes de Nyamagabe et de Karama.

Bernadette Mukamugenzi a montré un papier sur lequel était écrit un rendez-vous chez le médecin à tous les gardiens des barrages de Gataba et de Kato dans l'espoir que ça lui permettrait de passer.

A Gataba, ils m'ont laissé passer. Seul Harerinka surveillait celui de Kato. Son image est gravée dans ma mémoire en raison de son extrême goût pour le mal. Je lui ai dit que mes enfants étaient très malades. Il a répondu : « C'est ces petits serpents que tu appelles des enfants ? » Il nous a forcés à nous assoir par terre, avant de nous dire de nous relever. Ce petit jeu a duré quelques minutes. Il a donné de petits coups à mes enfants avec un bâton et s'est exclamé : « C'est vrai que ces serpents ne meurent pas ? » Ils disent que le pire des assassins est celui qui utilise sa machette ou une autre arme, mais il y a aussi celui qui vous tue avec ses mots. À la fin, il m'a laissé partir.

A Kato, elle est tombée sur un autre barrage. Mais elle avait trop peur pour ne serait-ce que s'en approcher quand elle a vu « des interahamwe fous furieux » qui se tenaient là.

Je ne pouvais même pas rester dans les alentours. J'ai rebroussé chemin et j'ai passé la nuit avec une connaissance à Kato. Je portait mon enfant nouveau-né sur mon dos et je n'avais pas la force de marcher. Le lendemain, au petit matin, je suis partie pour Gikongoro. Un homme nommé Gakwaya m'a accompagnée. Quand nous sommes arrivés au barrage de Kato, nous avons rencontré un groupe de Tutsi qui venaient de Murambi nous chercher. C'était mon mari et quelques autres hommes. Nous sommes partis ensemble pour Murambi.

En tant que Hutu, Claude Singirangabo n'a pas eu la même angoisse que Bernadette quand il s'est avancé vers le barrage dressé à Kato, au retour d'une tentative d'aller donner de la nourriture à une famille Tutsi à Murambi. Mais il a été perturbé par ce qu'il y a vu.

Deux victimes étendues près du barrage qui était alors supervisé par :

- Frédéric Sagatwa, libéré de prison et qui vit maintenant dans la cellule de Nyamifumba. Il est maintenant juge gacaca dans la juridiction de Murambi.
- Kayihura, fils de Meschack, en exil.

Les Derniers Barrages

Deux autres barricades, qui menaient directement à Murambi et qui étaient contrôlées par des miliciens et des gendarmes, étaient considérées comme particulièrement mortifères. La première était située juste avant les bâtiments de SOS Villages d'Enfants à Kabeza, un petit groupe de boutiques, à peine à un kilomètre au sud de Murambi. La deuxième se trouvait directement à l'entrée de l'école de Murambi.

¹⁵ Les cartes d'identité étaient délivrées à l'âge de 18 ans.

Un des hommes qui a aidé à construire le barrage de Kabeza est Emmanuel Nyirimbuga. Il était parti à Kabeza le 11 Avril « pour chercher du travail et des informations ». A environ 10h, David Karangwa, un clerc au barrage du district de Nyamagabe, et un sous-préfet, Frodouald Havugimana, qui vivaient tous les deux dans la cellule de Murambi, sont arrivés ensemble avec un caporal de gendarmerie connu pour ses liens avec la CDR qui servait souvent de chauffeur à Sebhura. Les trois hommes se sont réunis ; une heure plus tard, ils sont ressortis et ils se sont adressés aux gens qui se tenaient près des boutiques et des bars. Ils ont donné des instructions très claires, selon Nyirimbuga.

Ils nous ont dit d'élever une barricade, en insistant sur le fait que personne ne devait faire la moindre objection car l'ordre était venu d'en haut, ce qui signifie du bourgmestre et de Sebhura. Nous avons immédiatement formé un groupe pour monter la garde, lequel comprenait :

- Appolinaire Nshimiyimana, détenu à la prison de Gikongoro ;
- Félicien, alias Bingwa, qui vit à Kigali ;
- Ignace, le fils de Bayigamba ; il est probablement chez lui ;
- Jean Mwongereza, il vit à Kigali ;
- Gakwandi, décédé ;
- Célestin, un maçon qui habite Nyamata ;
- Emmanuel Mudeyi, en exil ;
- Aloys Nkuriza, aussi en exil ;
- Eugène Kabengera, détenu à la prison de Gikongoro. Il a plaidé non coupable et il est un neveu de l'ancien sous-préfet Havugimana ;
- Japhet Twagirayezu ; il s'est évadé de prison à deux reprises ;
- François Mudaheranwa, détenu à la prison de Gikongoro.

Nous avons construit la barricade à partir des branches que nous avons coupées juste en dessous du bâtiment de SOS Villages d'Enfants. On nous a ordonné de nous assurer qu'aucun des réfugiés ne puisse rentrer chez lui en franchissant la barrière. En revanche, la porte était grande ouverte à quiconque se dirigeait vers Murambi. Chaque jour, toutes les routes menant à Murambi étaient pleines de Tutsi affolés. Certains avaient amené leurs affaires avec eux, y compris des animaux d'élevage. Cependant, tout Gikongoro était en état de siège. Et nous pouvions nous rendre compte à en juger par les blessures de ces passants que des actes odieux se déroulaient dans la campagne. Les Tutsi étaient complètement piégés, étant donné que le barrage à l'entrée était soigneusement gardé par les gendarmes, qui patrouillaient aussi parmi eux. Les gendarmes étaient assistés par des civils, dont :

- Matusera, qui vit à Nyamata ;
- Gahonzire ; il vit à Murambi ;
- Karamage, il a été relâché et il vit à Murambi ;
- Nzabahimana, en exil.

Sebhura surveillait de près le mouvement des Tutsi. Il nous a dit d'être attentifs et de nous investir pleinement dans le travail qu'il nous avait donné.

Domina Uwariyaye n'a pas été surprise qu'ils n'aient pas rencontré de résistance quand ils passaient le barrage de Kabeza et celui qui se trouvait à l'entrée de l'école.

Personne ne nous a rien demandé, étant donné qu'ils savaient ce qui nous attendait à cet endroit où ils regroupaient les Tutsi.

Déo Nsengyumva, qui travaille maintenant comme gardien à la prison centrale de Gikongoro, était parmi les premières personnes qui sont arrivées à Murambi. Il avait 24 ans et il avait vécu jusque là

avec un ami Hutu à Taba, entre les cellules de Kitazigurwa et Karambi dans le secteur de Ngiryi, à Nyamagabe. Il a dit que dans les premiers jours, il y avait quelques Hutu. Cependant, leurs familles les ont récupérés « et les Tutsi se sont retrouvés seuls dans le camp » Leur nombre a augmenté extrêmement rapidement, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de nouvelles arrivées.

Dans les tout premiers jours, les Tutsi n'étaient pas tués au barrage de Kabeza. Tout ce qu'ils avaient sur eux était systématiquement pris, et ensuite ils poursuivaient leur chemin vers Murambi.

Après quelque temps, nous étions si nombreux que les tueurs se sont attendus à ce que nous résistions si notre nombre n'était pas réduit et vérifié. Par conséquent, les Tutsi ont été interdits d'accès à l'école. Au lieu de ça, ils étaient exécutés au barrage de Kabeza. On nous a dit qu'il y avait un certain Nsabiya à cet endroit.

Nyirimbuga a dit que Karangwa et Havugimana sont venus à Kabeza pour annoncer ce changement de stratégie, après des discussions avec Sebhura.

Quand Sebhura s'est rendu compte du nombre de Tutsi qui était arrivé à Murambi, il a rencontré Karangwa et Havugimana. Je me souviens clairement que c'était un Mercredi. Après, Karangwa et Havugimana est venu nous dire que notre tâche au barrage avait maintenant changé. Ils ont dit que le grand nombre de Tutsi parqué à Murambi pouvait être dangereux pour la population Hutu locale.

« Ils nous ont dit de commencer à vérifier les cartes d'identité de tous ceux qui venaient et d'exécuter sur place quiconque avait une carte d'identité qui montrait qu'il était Tutsi ? »

C'était quand la phrase « Emmenez le chez le conseiller » était prononcée. Ce qu'elle signifiait en réalité était « pars et tue ce Tutsi. »

Les nouveaux ordres ont été exécutés sans le moindre retard.

Nous emmenions chacun de ceux que nous prenions directement à la cuvette qui servait de lavoir à la famille d'un homme nommé Alphonse. Il travaillait chez Electrogaz et il est maintenant en exil. Cette cuvette là est devenu un charnier pour les Tutsi. Pendant que j'étais là, nous y avons jeté plus de vingt personnes à diverses occasions.

Frédéric Munyemana, 49 ans, était boucher à Kabeza et il a décrit le barrage qui s'y trouvait comme étant « effrayant ».

A partir du 14 Avril, Semakwavu a commencé à condamner les Tutsi à mort et beaucoup n'ont pas atteint le camp. Equipé d'un mégaphone, il utilisait un van qui appartenait à la commune de Nyamagabe. Il a traversé notre cellule trois fois et il nous a dit de nous unir pour combattre les Tutsi. Il y est allé avec :

- David Karangwa, en exil ;
- Frodouald Havugimana, en exil ;
- Vincent de Paul Nsabiya, en prison ;
- Un certain Félicien qui vit à Kigali.

Je voyais tout le temps ces quatre personnes à Kabeza, en train de donner des ordres. Semakwavu et Sebhura leur rendaient tout le temps visite. Le barrage de Kabeza est devenu infranchissable après que ces deux officiels nous aient dit de tuer les Tutsi sur le chemin du camp.

Nsabiya ne voulait pas révéler ses actions personnelles aux barrages, et il a au lieu de cela blâmé Karangwa, Havugimana et le conseiller du secteur Remera, Frédéric Mureramanzi, pour leurs responsabilités à Kabeza.

Marie-Goretti Mukantarindwa, qui vit dans le secteur de Gikongoro, est devenue anxieuse à propos de sa famille à Murambi, et elle a persuadé son mari Hutu de l'y accompagner pour vérifier si lesdits membres de sa famille allaient bien. Ils sont donc partis avec trois autres hommes et ils ont pu passer plusieurs barrières.

Le barrage que nous n'avons pas réussi à passer était celui de Kabeza. Nous avons été stoppés par quatre miliciens. Leurs collègues étaient dans une ravine, occupés à tenter de capturer une vache. Ils ont entendu le signal et ils ont grimpé, en brandissant leurs armes. Ils se réjouissaient à l'idée de tuer tant de Tutsi, mais ils ont tout de suite vu que les hommes qui m'accompagnaient n'étaient pas Tutsi. Parmi ces miliciens, il y avait les deux fils de Semuna, un des fils des cousins de mon mari et beaucoup d'interahamwe du secteur de Remera.

Ils ont rebroussé chemin, et son mari et les hommes ont pu entrer à Murambi par un autre itinéraire.

Les exécutions se déroulaient en plein jour, même sous les yeux de passants étrangers, comme l'employée française de Caritas, Madeleine Raffin. Frédéric Munyemana et Emmanuel Nyirimbuga ont dit qu'elle a été forcée de rester regarder deux employés de l'évêché de Gikongoro, Bahizi et sa sœur, Yvette Mukamurera, se faire assassiner. Elle essayait de traverser Kabeza, en les conduisant dans une voiture tout terrain Suzuki.

Un gendarme les accompagnait. Quand ils ont atteint notre barrage routier, ce gendarme nous a signalé que nous devions les stopper. Karangwa et Havugimana étaient là. Ils nous ont ordonné de nous saisir de ces deux Tutsi. La jeune fille a été tuée juste sous les yeux de cette femme française par Aloys Nkuriza. Son frère a essayé de s'enfuir, mais sans succès. Nous l'avons rattrapé quelques mètres plus loin. Il a été frappé à la massue par Vénant Ngwije, qui est maintenant à la prison de Gikongoro. Le gendarme a tiré en l'air une fois pour que Madeleine croie qu'il avait essayé de sauver les deux victimes. Mais c'était juste pour le spectacle. Après, Madeleine est revenue à l'évêché avec son garde du corps.

Laurence (un pseudonyme) a atteint Murambi vivante, mais seulement après avoir été violée sur le côté de la route. Quand ses voisins ont commencé à aiguiser leurs machettes le Dimanche 10 Avril, elle avait quitté son village de Kinyamakara pour la maison de sa famille dans le secteur de Mugano, à Nyamagabe. Mais sa sœur l'a dénoncée comme étant « à demi Tutsi » et elle a exhorté la milice à la tuer, elle et ses enfants. Quand elle a vu de grands groupes de Tutsi se diriger vers Murambi, Laurence les a suivis, et elle a ensuite rencontré par hasard la fiancée de son frère le long du chemin.

Quand nous avons atteint le barrage qui menait vers l'endroit où se trouve aujourd'hui le mémorial, les interahamwe ont tué tous les hommes et quelques femmes. Quelques autres femmes, y compris la fiancée de mon frère et moi, nous avons été emmenés dans les buissons à proximité du site pour être violées. J'ai été violée par cinq personnes que je ne connaissais pas.

Très abattue par les foules de gens affamés dans l'école, Laurence a rebroussé chemin et elle a quitté Murambi.

Le mari Hutu de Brigitte Mukamana, un ancien soldat, et son fils, un soldat des FAR, ont été capables de la préserver du danger durant le génocide. Elle vivait près de l'école et elle a pu nommer certains des hommes, en plus d'Havugimana et de Karangwa, qui rendaient compte du « travail » au barrage de Kabeza.

- Zéphanie, qui a été libéré à cause de son grand âge ;
- Sehigi ; le barrage était devant sa maison ;
- Mbazabugabo ; il vit toujours à Kabeza et il n'a jamais été emprisonné même si c'est un

génocidaire ;

- Nzeyimana, alias Kajangwe ; il a été libéré de prison à cause de sa mauvaise santé ;
- Appolinaire, détenu à la prison de Gikongoro ;
- Ruburajabo, alias Gitwe, aussi détenu à la prison de Gikongoro.

Brigitte raconte qu'elle a vu les corps des Tutsi qu'ils ont tué être jetés dans une grande tombe, à laquelle ils se référaient en l'appelant « *Chez le conseiller* »

Tout ce qu'ils ont fait a d'abord été discuté chez un certain Karera. Elle servait habituellement de bar, mais pendant le génocide elle était utilisée comme un bureau. Karera a été libéré suite à ses aveux.

Parmi les Tutsi exécutés à ce barrage figurent :

- Félicien Nemeyinkiko ;
- Mukeshimana, la fille de Félicien, âgée de 15 ans ;
- Anatolie, la fille de Félicien ;
- Nyirantashya, ma tante qui vivait à Gasaka ;
- Cécile Nyirantibagwa, la fille de Nyirantashya ;
- Siméon Nsanzabarinda ;
- Kanamugire ;
- Mukamurigo ;
- Une vieille dame nommée Isabelle.

La liste continue mais ces victimes-ci étaient les seules que j'étais capable d'identifier. Après qu'elles soient mortes, J'ai pris peur et je suis restée dans ma maison J'ai continué à entendre le bruit des coups, mais je ne voyais pas qui était frappé.

Marie-Chantal Mukamunana a ajouté des noms à la liste.

Ils étaient dans une telle rage qu'ils ont été jusqu'à couper certains de nos compagnons à la machette juste devant nous, par exemple Cansilde Nyirabarera et sa petite fille qui vivaient près de nous. Rukakumuyange et Gasongo, tous deux en exil, se trouvaient au barrage de Kabeza.

Ceux qui avaient assez de chance pour passer les barrages ont d'abord été soulagés d'avoir terminé leur voyage. Mais ils ont vite réalisé quel piège leur avait été tendu. Et s'ils avaient la moindre pensée de s'échapper, Ils ont vite découvert que des mesures avaient été prises pour les empêcher de quitter le camp avec succès.

6

« ENTOURES D'UNE CLOTURE DE FER »

Malgré les propos constants des officiels qui essayaient de faire croire que les réfugiés n'avaient aucune raison d'avoir peur de quoi que ce soit, ils mettaient en doute les propos selon lesquels les miliciens et les gendarmes qui entouraient la clôture le long du périmètre du terrain sur lequel se trouvait l'école étaient là pour les protéger du danger. Les menaces physiques et verbales proférées par leurs gardes les rendaient de plus en plus sceptiques. Leur incapacité à s'aventurer en aval de la colline de Murambi les empêchaient d'aller chercher de la nourriture chez eux ou même d'en acheter dans les boutiques proches, et d'aller chercher des soins médicaux nécessaires aux blessés. Le

résultat de cet état de choses a été la mort de certains d'entre eux.

« Pour Assurer Notre Sécurité »

Emmanuel Hangari se demande comment, à 22 ans, il a pu avoir foi en ce que ses officiels lui ont dit.

Le préfet nous a appelé ensemble ; le capitaine Sebhura était là lui aussi. Ils ont promis de nous veiller sur nous et ils ont amené de nombreux gendarmes. Et nous, comme des idiots, nous avons cru qu'ils étaient là en tant que renforts.

En réalité, a dit Julienne Umugwaneza, les soldats étaient là « pour que personne ne puisse s'enfuir » et de leur rendre impossible le simple fait d'aller acheter de la nourriture.

Les soldats étaient eux mêmes très brusques de temps en temps, surtout après avoir bu. Jeannette Mukamugema a entendu ce qu'ils devaient dire.

Ils nous insultaient, en disant : « Vous vous êtes permis d'abuser de la générosité d'Habyarimana et ensuite, vous l'avez tué. »

Les Hutu présents dans la zone, comme Frédéric Munyemana, voyaient les mesures qui étaient prises pour confiner les Tutsi dans le camp.

Il y avait des gendarmes et des miliciens au barrage juste à l'entrée de l'école, un lieu stratégique pour surveiller leurs mouvements. Ils les forçaient à rester cloîtrés dans le camp parce qu'il était entouré d'une clôture de fer. Des gendarmes et des miliciens patrouillaient le périmètre jour et nuit pour que personne ne puisse sortir en faisant un trou dans l'enclos.

La présence armée de gendarmes et de miliciens autour d'elle n'a servi qu'à augmenter le sentiment d'insécurité ressenti par Grâce Mukantarindwa.

Ils ne sont pas venus dans le camp mais ils l'ont encerclé pour nous faire peur. Ils semblaient hésiter à venir à l'intérieur en raison de notre très grand nombre. Les bâtiments et la cour étaient remplis de gens, dont certains avaient été blessés. On ne leur accordait pas la moindre attention médicale.

Simon Mutangana a été gêné de la même façon par la négligence envers les blessés.

Il devait y avoir autour de 50000 personnes, peut être même plus. Un assez grand nombre d'entre elles avait reçu des coups de machette sur leur chemin vers Murambi et ils avaient parfois perdu beaucoup de sang. Aucun médecin n'est venu les voir, pas même la Croix Rouge.

Les jours qu'elle a passés à Murambi, a dit Marie Mujawimana, pouvaient se résumer en quelques mots : « Faim, méfiance, soif, crasse et anxiété. »

Comme certaines personnes ne pouvaient pas endurer ces conditions, elles ont essayé de se frayer un chemin à travers la clôture. Mais comme Nsabiyera l'a confirmé, de telles tentatives étaient rarement couronnées de succès, et elles ont seulement entraîné un renforcement de la barricade humaine autour du camp.

Ceux qui essayaient de sortir s'exposaient aux machettes et aux massues des interahamwe qui rôdaient autour du camp. Donc nous, les gens du coin, nous avons créé une milice pour les

rassembler. Et le capitaine Sebhura a augmenté le nombre de gendarmes.

Les promesses officielles étaient bafouées, aux yeux de Valérie Mukamana, par la liberté avec laquelle les interahamwe pouvaient les bombarder de pierres.

Les hommes ripostaient contre ces assauts mineurs. Nous vivions vraiment une vie misérable à Murambi.

Ce qui rendait la situation vraiment insupportable, pour Valérie et beaucoup d'autres, était la faim et la soif qui étaient constantes.

Nous n'avions rien à manger, ni à boire. Personne ne s'arrêtait pour nous nourrir. Pire encore, Nous n'avions pas d'eau pour boire ni pour laver ou nettoyer les bâtiments.

Elle a eu de la chance et elle a pu quitter l'école le Lundi 18 Avril, trois jours avant le début des massacres. Elle a laissé derrière elle son mari, Alexis Uwineza, et des milliers d'autres personnes, pour faire face à ces conditions bestiales.

« FAIRE FACE A LA MORT PAR LA FAIM ET LA SOIF »

Comme ils avaient l'intuition que leur séjour à Murambi pourrait durer plusieurs jours, certains réfugiés ont apporté avec eux de la nourriture, de l'eau et des ustensiles de cuisine. D'autres ne pensaient pas qu'ils seraient partis pour longtemps, ou sont partis dans la panique et n'ont par conséquent pas eu la présence d'esprit ou le temps de faire les préparatifs nécessaires. Le ravitaillement qu'ils ont effectivement apporté avec eux a été rapidement partagé et il a disparu. Ceux qui avaient de l'argent n'en ont pas eu l'utilité comme il n'y avait nulle part où acheter de la nourriture. Ils étaient dans l'impossibilité d'aller chercher des provisions chez eux ou dans les champs cultivés des alentours. Les canalisations d'eau étaient coupées et l'aide alimentaire de Caritas et de la Croix Rouge Rwandaise, tout comme celle d'amis Hutu, ne franchissait que

rarement les barrages. Au même moment, il n'y avait pas de pause dans les attaques.

Suzanne Nyirasuku parlait pour beaucoup de gens quand elle a dit qu'elle se sentait « abandonnée et seule » pendant la semaine qu'elle a passée à Murambi.

Même s'ils ne nous avaient pas tués, nous serions morts de faim. En fait certaines personnes sont mortes de faim. Vous ne pouvez pas imaginer les nuits d'angoisse et de désespoir que nous avons traversées avant les massacres. C'était une époque de privations extrêmes pendant laquelle personne ne nous a offert le moindre réconfort.

Félicité Mukamuganga avait faim comme tous les autres, même si elle vivait à environ 10 ou 20 mètres de l'école. Son mari Hutu était mort quelques années auparavant, et ses enfants étaient partis vivre avec des proches de leur père.

Nous étions rongées par la faim et la soif. Comme c'était si près de ma maison, je suis revenue plusieurs fois, secrètement, pour chercher quelque chose à manger. C'était une situation cauchemardesque comme les canalisations d'eau avaient été détruites par Havugimana et David, qui travaillaient au tribunal de Nyamagabe. Et la faim rendait les gens colériques. Bien sûr, personne ne pouvait aller à plus de quelques mètres de l'école, même pas pour aller collecter un peu d'eau dans un ruisseau voisin, car dans ce cas, on était découpé membre par membre. Il était évident que nous allions être éliminés. De toute manière, nous étions réduits à contempler notre mort qui arriverait à brève échéance.

Francine Mutuyimana, une enfant de 11 ans, a perdu toute notion du temps. Les deux semaines qu'elle a passées à Murambi lui ont semblé « durer des années à cause des tourments que nous avons endurés. »

« Ils ont pris un Tronc d'Arbre pour Casser la Canalisation »

La faim s'est installée peu de temps après que les Tutsi aient commencé à arriver à Murambi. Même les rares personnes qui avaient apporté quelque chose ne pouvaient pas mettre la main sur du bois pour cuire la nourriture. Les conditions très sévères étaient aggravées par le fait que le camp était surpeuplé à l'extrême. Emmanuel Hangari a décrit la situation comme étant « vraiment déplorable ».

En même temps que la faim, la soif et la crasse sont venues, particulièrement dues au manque d'eau. Les gens tentaient de faire cuire n'importe quoi juste pour mettre quelque chose dans leur estomac. Quelques-uns avaient amené des aliments qu'ils préparaient dans des boîtes d'huile vides. Il fallait voir ces « casseroles » et ce qu'ils mettaient dedans pour le croire.

En plus de souffrir de la faim, les Tutsi bloqués à Murambi, d'après Emmanuel Nyirimbuga, « étaient condamnés à avoir soif. »

La nuit du 13 au 14 Avril, Havugimana, David Karangwa et un homme appelé Frédéric Mureramanzi, un chauffeur qui est devenu le conseiller du secteur de Remera, a endommagé la canalisation qui transportait l'eau vers le camp de Murambi. Electrogaz a complètement bloqué ladite canalisation plutôt que de la réparer.

Claude Singirankabo amenait de la nourriture à ses amis piégés à Murambi quand il est tombé sur les trois hommes.

J'ai trouvé Mureramanzi, Karangwa et Havugimana en grande conversation, ils cherchaient à savoir comment couper la canalisation d'eau qui allait vers Murambi. Ils se tenaient debout sur une

gouttière où elle passait. Ils ont pris un tronc d'arbre pour casser la canalisation. Comme ils voyaient que ça ne marchait pas, Karangwa a essayé avec une grosse pierre et il l'a endommagée. Après ce jour, les Tutsi n'ont plus eu rien à boire.

« Il n'y avait nulle part où avoir de l'eau, » a dit Valérie Mukamana.

Faire les Poubelles pour de l'Eau

Certains ont pris le risque de se faufiler dehors vers la source à quelques mètres de l'école, ou vers le ruisseau à Kato à la limite de la commune de Karama. Mais avec des paysans armés qui les attendaient, c'était une entreprise périlleuse. Les soldats qui gardaient d'abord cette zone ont accompagné Déo Nsengyumva, et d'autres, pour aller chercher de l'eau du ruisseau.

Mais peu de temps après, nous ne pouvions plus nous rendre à la source parce que des paysans armés de machettes surveillaient cet endroit pour nous en empêcher.

Bélie Mukandamage a regretté de ne rien avoir apporté à manger pour ses deux petits enfants. Mais ce qui l'a le plus bouleversée était son impossibilité d'étancher sa soif alors qu'une source d'eau se trouvait si près.

Quiconque tentait d'accéder à la source était tué à la machette par les paysans. Les résidents qui vivaient près de l'école avaient juré qu'ils nous tueraient un jour. Nous avons traversé des moments vraiment sinistres, où nous nous sentions à bout et dépassés.

La petite source ne pouvait pas fournir de l'eau pour tout le monde et certains étaient obligés d'aller au ruisseau à Kato. « A tous ces endroits, » a rappelé Marie-Chantal Mukamunana, « ils étaient chassés et certains d'entre eux ont été tués. » Mais elle faisait partie des quelques chanceux.

J'ai réussi à courir pour semer les tueurs à chaque occasion. Les hommes étaient d'habitude obligés de venir avec nous. Personne ne nous a apporté quoi que ce soit à manger tout le temps que nous avons passé à Murambi. En plus de la faim et de la soif, nous étions terrorisés par les interahamwe. Chaque jour apportait plus de colère et de désespoir.

Un des deux hommes qui est mort en allant chercher de l'eau est le frère de Marie-Goretti Mukantarindwa, Laurent Hakizimana.

Dans leur détermination à contrer leur destin, certains ont trouvé une source d'eau alternative dans l'école elle-même, selon Annonciata Muhayimana, mais elle n'a pas précisé combien de temps ceci a duré.

Ils ont crevé une canalisation d'eau qui traversait la cour de l'école. Nous avons donc de l'eau pour boire et nous laver.

Nsabiyeza a vu certains de ceux qui ont été forcés à sortir par le besoin.

Ils se sont poussés à travers la clôture et ils ont envahi les champs proches pour chercher des patates douces, etc... D'autres sont allés aussi loin que le ravin de Murambi pour collecter de l'eau.

Les tentatives de voler des denrées hors du camp ont été considérées comme des exemples du risque que les Tutsi posaient aux Hutu de cette zone, a expliqué Jeannette Mukamugema.

Il y avait toujours des gens sur le qui-vive. Quand ils voyaient nos maris ou nos enfants, ils allaient dire aux autorités de la commune que les Tutsi avaient attaqué les Hutu.

Semakwavu et d'autres officiels n'ont pas mis longtemps à venir à Murambi.

Ils nous ont demandé de leur dire de quoi nous avons besoin. Les gens ont beaucoup parlé. Ils ont supplié le bourgmestre de trouver un moyen d'emmener les blessés et les malades hors du camp pour qu'ils reçoivent des soins médicaux. Le manque d'eau et les toilettes dégoûtants rendaient l'hygiène atroce. Comme des idiots que nous étions tous, Nous n'avons pas réalisé que ce que nous disions était déjà connu et avait été fait intentionnellement. Ou peut-être avons-nous saisi ceci mais ne voulions nous pas rester silencieux.

Aide Interdite

Comme Claude Singirankabo l'a découvert, les Hutu qui voulaient tendre une main aidante à leurs amis Tutsi ont vu leurs efforts contrecarrés aux barrages qui menaient aux camp. Le Lundi 11 Avril, Singirankabo est allé à Murambi parler à une amie Tutsi, Hélène Nyirambwa. Sa famille lui avait confié tous leurs biens et il avait promis de leur apporter de la nourriture aussi souvent qu'il le pourrait. A la première occasion, il s'est présenté devant elle avec un sac de patates douces. Mais quand il a essayé d'y retourner, la milice qui gardait le barrage de Kabeza lui a barré la route.

Karangwa, qui a été relâché de prison et Semanzi, le frère cadet de Mureramanzi, et d'autres, ont dit qu'ils avaient des informations selon lesquelles j'apportais des armes aux Tutsi. Ils ont dit que mon frère, Gaspard Kayonga, qui était gendarme, les ravitaillaient pour moi. Ce n'était qu'un tissu de mensonges pour m'intimider. Le lendemain, ils sont allés voir David Karangwa, alias Rufigi, pour m'accuser, comme un homme appelé Karekezi, d'abriter des Tutsi. Nos maisons ont été fouillées et quand ils n'ont trouvé personne, ils ont décidé que nous les avions certainement emmenés ailleurs.

Singirankabo a dit qu'il avait à nouveau essayé d'amener de la nourriture à Murambi.

Karangwa a clairement fait savoir qu'il allait me tuer. Ce jour là je suis tombé sur Mukanzayire ; elle apportait de la nourriture à sa mère mais elle a dû faire demi-tour. Elle a presque été frappée par la massue de Muberankiko.

Les ONG présentes sur le terrain se voyaient donner très peu d'occasions d'offrir leurs services aux personnes dans le besoin à Murambi, comme l'a fait ressortir Simon Mutangana.

Pendant que nous mourions de faim, les entrepôts diocésains de Caritas étaient pleins à craquer de riz et de haricots. Si la milice n'avait fait que nous abandonner, Nous serions de toute façon morts de faim. La faim explique aussi pourquoi nous n'avons pas pu tenir très longtemps le 21 Avril.

Félicien Murengeantwali, le président de la Croix Rouge Rwandaise à Gikongoro, est à présent détenu à la prison centrale de Gikongoro.

Les autorités n'ont rien mis en place concernant la nourriture et les médicaments.

Murengeantwali a assisté à une discussion menée par Bucyibaruta au bureau préfectoral pour examiner les besoins des réfugiés. Parmi les autres participants, il y avait Rusatsi, le préfet-adjoint

chargé des affaires sociales ; l'évêque Norman Kayumba, l'évêque Anglican de Kigeme ; le Père Edouard, Le Vicaire général de l'évêché de Gikongoro et Madeleine Raffin de Caritas. Il a été conclu que les réfugiés se verraient donner de la nourriture et que Murengerantwali et Raffin mèneraient et coordonneraient les activités. Malgré cela, les barrages sont restés un obstacle.

Ils n'ont pas ouvert leurs barricades pour laisser nos véhicules entrer dans le camp. Ils ont déchargé le ravitaillement et ont dit à Madeleine de revenir. Elle a abandonné l'idée de revenir à Murambi quand les interahamwe ont sorti violemment deux Tutsi de sa voiture. C'était un peu avant le 18 Avril.

Nsabiyeza était bien conscient de la misère inutile à Murambi.

Certaines choses nous ont montré que les Tutsi faisaient face à la mort, de soif et de faim. Même Caritas ne pouvait pas les nourrir. A chaque fois que Madeleine Raffin et Félicien Murengerantwali apportaient de la nourriture, ils étaient refoulés par les interahamwe à la barrière de Kabeza. Ils réussissaient rarement. Et le Pasteur Simon Gasarasi, qui vivait près de là, a été chassé après avoir essayé d'apporter de l'eau et de la nourriture. Tout ceci montrait que les Tutsi devaient être éliminés.

« Nous avons pris des mesures pour priver les Tutsi de nourriture, » a dit Nyirimbuga, qui gardait périodiquement le barrage de Kabeza.

Le véhicule de Caritas n'était pas autorisé à passer le barrage. Et Simon Garasi, qui a osé défier les mesures qui étaient prises contre les Tutsi, a été sévèrement réprimandé par les trois hommes qui avaient coupé la distribution d'eau. Il n'a pas eu d'autre choix que de partir de là et de rester dans sa maison de la ville de Gikongoro.

D'après ce qu'il a observé à Kabeza, Frédéric Munyemana a aussi conclu que « le barrage n'était pas seulement là pour stopper les Tutsi ; il était utilisé pour affamer ceux qui étaient cloîtrés dans le camp.

« Nous ne Pouvions pas Manger en Voyant les Enfants de nos Voisins Pleurer de Faim. »

Tous les réfugiés avaient faim et étaient déshydratés, mais ils ont partagé leurs maigres ressources, en donnant la priorité aux plus jeunes et aux plus faibles. En disant qu'ils vivaient principalement de gruau, Marie-Chantal est fière de leur solidarité, mais elle montre du doigt les limites de celle-ci en ces circonstances.

Nous avons partagé toute la nourriture que nous avons, mais nous en manquions tellement que certains sont morts de faim.

Bernadette Mukamugenzi a décrit comment les gens blottis dans le même bâtiment qu'elle ont

partagé un seul sac de riz.

Il a été consommé en quelques jours parce qu'il a été partagé entre beaucoup de gens. Nous ne pouvions pas manger en voyant les enfants des voisins pleurer de faim.

Elle a trouvé le courage de revenir dans sa maison à Karama.

Je suis allé chercher des haricots que j'avais stockés dans le fossé anti-érosion dans notre champ. J'ai partagé ces haricots avec les autres. Il n'y en avait assez que pour un seul repas.

Consolée Mujawamaliya, qui avait trois filles à nourrir, a fait la remarque qu'elle n'avait « pas bien géré la situation à cause de ces conditions éprouvantes. » Elle a vu d'autres mères recourir à des mesures désespérées pour garder leurs enfants en vie.

Elles utilisaient des boîtes d'huile vides comme pots. Elles cuisaient des racines de plante ou des feuilles immangeables pour leurs enfants. C'était pathétique, mais je ne savais pas quoi faire, dans une situation dans laquelle mes enfants avaient tout le temps faim. Deux personnes que je connaissais sont mortes de faim.

« Le 20, Ils Nous ont Apporté Du Riz »

Murengerantwali a participé à un effort infructueux pour compter et identifier tout le monde dans le camp, justifié comme étant un préalable à la distribution de rations.

A la fin du premier jour, nous avons compté à peu près 5% des gens qui se trouvaient là. Notre recensement ne donnait des détails qu'à propos de 1700 personnes, ce qui, nous le savions, était inutile.

Le recensement a été abandonné, par manque de temps.

Le but de ce recensement n'était pas clair pour les hommes et les femmes de Murambi, mais certaines d'entre ces femmes, comme Eugénie Mushimiyimana, espéraient qu'il débloquerait la nourriture dont ils avaient si cruellement besoin. Elle avait été là pendant une semaine quand le préfet, le bourgmestre et quelques soldats sont venus les voir.

Ils ont dit que le recensement était un moyen de nous apporter quelque chose à manger. Nous pensions que nous allions être sauvés.

Du riz a été livré le 20, a dit Jeanette Mukamugema.

C'était de la poudre aux yeux, pour endormir notre vigilance. Les massacres ont eu lieu le lendemain. Le riz n'était pas entièrement gratuit, a commenté Déo.

Ils ont demandé à chacun d'entre nous de donner cinq francs pour qu'ils puissent acheter de l'essence et nous apporter des haricots le lendemain.

Le riz n'était d'aucune utilité pour Grâce Mukantarindwa comme elle n'avait pas d'eau chaude dans laquelle elle aurait pu le préparer. Bélie n'a pas eu le temps de cuire sa part avant le massacre.

La nourriture de Caritas qui était refusée aux réfugiés a été, selon Murengentwali, donnée aux familles Hutu locales qui étaient sortis de leurs maisons en préparation du massacre.

La nourriture était si abondante qu'elles se sont vu aussi fournir des provisions avant de rentrer chez elles.

« NOUS PREPARER A LA GUERRE », du 18 au 20 Avril

Alors que les conditions de vie à l'intérieur du camp se détérioraient, de l'autre côté de sa clôture de fer, les militaires et les officiels civils ont préparé la population Hutu à ce qu'ils décrivaient comme une guerre d'autodéfense. Les jours entre le 18 et le 20 Avril ont été consacrés à deux défis : premièrement, générer la peur et la méfiance envers les Tutsi bloqués dans le camp parmi les Hutu qui vivaient dans le voisinage, particulièrement chez les hommes, pour les convaincre du besoin d'une épreuve de force, et deuxièmement, à amener là des forces venues de plus loin, surtout de

Mudasomwa. Pour les épargner, et pour agrandir ce qui était vu comme un champ de bataille, Les familles Hutu de cette zone ont été relogées à l'ACEPER et dans les bâtiments scolaires du CERAI en ville. La capacité des réfugiés à forcer un groupe d'assaillants à battre en retraite le 19 Avril a obligé Bucyibaruta, Simba, Sebhura et leurs soutiens à revoir leur stratégie et à redéfinir leur tactique. La mission du 19 Avril a été abandonnée. Au lieu de ça, le jour a été consacré à une visite du président par intérim Théodore Sindikubwabo. Avec un engagement renforcé à éliminer les réfugiés à Murambi, des plans supplémentaires ont été établis et les ressources en hommes et en armes ont été mobilisées.

« Les Tutsi Rassemblés à Murambi Pourraient Nous Attaquer. »

Quand Bucyibaruta, Semakwavu et le capitaine Sebhura ont commencé à préparer un « site agrandi pour le carnage », Nsabiyeza a emmené sa famille chez un ami.

Havugimana, Mureramanzi et Karangwa ont fait passer le mot. Mais comme les hommes allaient être incorporés dans la milice, seules les femmes et leurs petits enfants ont été déplacés.

C'est le 17 Avril que François Kamanzi, le responsable de la cellule de David Havugimana, a fait passer l'avertissement que la population locale devait quitter la zone de Murambi.

Comme preuve, il nous a montré une lettre qui contenait les ordres signés par Semakwavu. Il a dit que les Tutsi parqués à Murambi pourraient nous attaquer. Certains ont quitté leur maison le même jour, et d'autres l'ont fait le 18.

Brigitte Mukamana, mariée à un Hutu, a suivi les instructions et elle a quitté Kabeza pour l'école de l'ACEPER avec les autres femmes et les enfants.

Havugimana a ordonné aux hommes de dire à leurs femmes et à leurs enfants de porter des feuilles de bananier et de les apporter aux bâtiments de l'ACEPER, qui abritent maintenant un commissariat. Nous sommes restés là toute la journée. Ils ont hissé un drapeau pour signifier que nous étions des déplacés Hutu.

Havugimana et Karangwa ont écrit un document qui prétendait que les Tutsi de Murambi complotaient pour exterminer les Hutu. Ils l'ont donné à Sebhura. Le même jour, des soldats sont venus nous prévenir que nous allions entendre des coups de feu pendant la nuit quand ils se débarrasseraient des Tutsi bloqués à Murambi. Ils nous ont dit de ne pas avoir peur et de ne pas faire de bruit.

Murengentwali a fait ce commentaire sur la décision d'éloigner les Hutu de Murambi.

Ils ne voulaient pas que le sang des Tutsi salisse les résidents de Murambi.

« Donnez Nous un Coup de Main pour la Guerre »

Le 18 Avril, Bucyibaruta et Sebhura ont rendu visite aux habitants de Mudasmwa pour recruter des gens. Ils savaient qu'ils pouvaient compter sur Mudasmwa, l'épicentre de l'extrémisme Hutu à Gikongoro en 1994, qui avait déjà envoyé des volontaires pour les massacres ailleurs dans la préfecture, par exemple à la Paroisse de Kibehe à Mubuga le 14 et le 15 Avril.

Dès 9h du matin, ils avaient rassemblé une grande foule, venue principalement des secteurs de Tare I et Tare II, dans laquelle se trouvait Sylvestre Maniraho.

Bucyibaruta et Sebhura sont arrivés dans un véhicule IVECO et ils étaient escortés par des

gendarmes. Ils sont restés près de la station essence Pétrorwanda. Mwohora, le comptable de la commune et Nsanzimana, un inspecteur de police judiciaire, étaient là. François Gakuru, président du MDR, est venu dans sa voiture personnelle, une LADA NIVA.

Bucyibaruta a pris la parole avant que quiconque ait une chance de le présenter.

Ils nous a dit : « Pour ceux qui ne me connaissent pas, je suis le préfet de Gikongoro. Je suis avec le commandant adjoint de la gendarmerie de Gikongoro. Nous sommes venus vous demander de nous donner un coup de main dans la guerre que nous allons mener contre les Tutsi. Je parle de ceux qui se trouvent à Murambi. Ils sont préparés à vous exterminer. Les véhicules nécessaires pour vous transporter sont disponibles. Si vous n'avez pas d'essence, la station service Pétrorwanda est inépuisable. » Après cela, ils sont allés boire un verre au bar d'Israël Nsengiyumva.

L'auditoire est resté derrière, à écouter François Gakuru et Innocent Mworoha qui ont pris la suite du préfet qui était parti.

Ils nous ont dit que l'arrivée du préfet montrait à quel point la situation était devenue alarmante. Ils nous ont ordonné de partir nous préparer à la guerre. Gakuru a mentionné les armes que nous devons avoir. « Nous ne devons pas venir les mains vides. Nous avons besoin de vos armes traditionnelles, comme les massues, les lances et les machettes. » Tout le monde est parti chercher des armes.

Maniraho et quelques autres hommes sont allés dans la voiture de Gakuru vers le bureau communal où le colonel Rwamanywa attendait de les recevoir.

Je ne pourrais pas confondre Rwamanywa avec qui que ce soit d'autre. Il vient de mon secteur. Son père s'appelle Rwandora. Rwamanywa nous a fait remarquer qu'il nous avait apporté des armes pour que nous combattions les Tutsi. Il a ajouté que c'était sa façon d'aider les gens qui allaient envahir Murambi. Nous avons déchargé quelques caisses du camion ; elles contenaient des munitions, des grenades, des hachettes et des chaînes courtes avec des poignées aux deux bouts. Les chaînes allaient être utilisées pour étouffer l'ennemi. Elles avaient été fabriquées à Gishamvu. Rwamanywa est parti après le déchargement.

A environ 17h, Kamodoka, le directeur de l'usine de thé Kitabi, a dépêché huit vans Daihatsu pour emmener Maniraho et les autres à Murambi.

Comme nous étions nombreux, les véhicules ont fait plusieurs voyages. Gakuru et un chauffeur nommé Ngoga avaient la responsabilité de ça. Mworoha et moi, nous les avons aidés. Tout le monde a été déposé au barrage de Gatyazo et au rond point en dessous du bureau de la préfecture. Les autres chauffeurs étaient :

- Nkusi, à Gasarenda ;
- Rugangazi, qui travaille à Kitabi ;
- Kidege, emprisonné à Gikongoro. Il a été condamné à mort.

Les véhicules ont transporté les gens de la tombée de la nuit jusqu'à tôt le lendemain matin. Je suis allé avec Gakuru dans son véhicule. Kalimunda, un juge, et Martin Kagimbura, était aussi là. Nous avions tous les pistolets et des armes traditionnelles.

Séraphine Mutegaraba ne pouvait que remarquer la circulation qui traversait Gasareda, tout comme l'état d'esprit des hommes quand ils partaient pour Murambi.

A partir de midi, Nous avons vu les véhicules de Kitabi pleins de miliciens qui pensaient qu'ils devaient se réjouir de quelque chose. Ils avaient l'air heureux d'être prêts à prendre part à un

massacre.

Gaspard Ayirwanda a été contacté à Karama.

A minuit le 17 Avril, On nous a donné une directive de notre bourgmestre, Désiré Ngezahayo, selon laquelle tous les hommes devaient partir combattre les Tutsi à Murambi. Nous l'avons entendu via notre responsable de cellule. Notre conseiller a traversé toutes les cellules en voiture pour que tout le monde le sache. Les hommes se sont tous rencontrés à Uwakato, dans la cellule de Nyakibyeyi près de la chapelle protestante. Nous étions environ 300, tous avec des machettes, des lances et des massues. Il y avait aussi deux réservistes de l'armée, nommément :

- Xavéri, détenu à la prison de Gikongoro. Il a refusé d'avouer.
- Mutarindwa, alias Engagé, en liberté. Il vit dans la cellule de Nyabuhare, dans le secteur de Muganza.

Les soldats avaient deux pistolets que le bureau communal leur avait donné. Nous étions sous les ordres de notre conseiller.

« Préparez vous à Envahir le Camp »

L'appel à venir armé à Murambi a atteint les miliciens à travers Nyamagabe et les communes voisines. Cependant, malgré l'impressionnant contingent venu de Mudasomwa, le nombre d'hommes qui a convergé vers les collines surplombant Murambi le 19 Avril ne suffisait pas pour monter une offensive victorieuse. Emmanuel Nyirimbuga attendait au barrage de Kabeza.

Les gendarmes nous ont dit de nous préparer à envahir le camp, mais ils nous ont fait attendre un officier de l'armée de terre qui allait nous diriger. Il était supposé venir de Butare et appartenait à la Garde Présidentielle. Une demi heure plus tard, l'homme est venu. Mais ce n'était pas un officier de l'armée. Il s'appelle Kagaba et il vivait à Kigali. Il vient du secteur de Muganza à Karama et il était un interahamwe terrifiant. Les gendarmes étaient de mèche avec Karangwa et Havugimana.

Avec Kagaba, nous avons parcouru une courte distance vers un endroit d'où nous pouvions voir Murambi en entier. Nous étions probablement 1000. Et sur la colline Uwakato à Karama, un autre groupe attendait le signal pour commencer.

Mais le signal n'est jamais venu.

Comme nous étions trop peu nombreux, comparés aux milliers de Tutsi, nos chefs ont reporté l'opération. Tout à coup, Kagaba a utilisé une arme à feu pour lancer un grand objet qui a survolé le camp et qui a finalement explosé dans le marais à la limite de Murambi. Les gendarmes ont envoyé Félicien, aussi connu sous le nom de Bingwa, dire au groupe sur la colline Uwakato que le plan avait changé. Tout le monde est rentré à la maison. Je suis revenu au barrage.

Les hommes sur la colline Uwakato, juste au Nord de l'école de Murambi, ont été dispersés de la même manière. Ayirwanda a dit qu'ils ont parlé à Bingwa à 8h.

Il était venu sur ordre du capitaine Sebhura. Cet officier avait pris la décision d'annuler l'assaut

parce qu'il n'y avait pas assez de gens pour le mener à bien.

Séraphine a dit que les hommes ne sont pas venus de Mudasmwa les mains vides.

Les milices faisaient la fête car ils avaient trouvé Mutsinzi à l'hôpital de Kigeme. Ils l'ont amené à Kitabi pour l'exécuter devant le directeur, Kamodoka.

Mutsinzi avait été hospitalisé à Kigeme après le massacre commis le 10 Avril à l'usine. Il était très recherché par Kamodoka qui disait que Mutsinzi deviendrait le préfet de Gikongoro si le FPR accédait au pouvoir.

A Mudasmwa, la déception a mené à une reprise des forces, selon Maniraho.

A partir de là, Ngoga a reçu un van Daihatsu de Kamodoka pour qu'il l'utilise comme une estafette entre les officiels de la préfecture et nous. Kamodoka a pris le véhicule à l'usine. Il est de Gisenyi et il disait qu'il devait venger la mort de son Président, comme celui-ci est aussi de Gisenyi.

Pour les officiels de Gikongoro, le 19 Avril a été consacré à une visite de Sindikubwabo. Il a parlé à un large panel d'officiels haut placés derrière les portes closes du bureau de la préfecture. Joseph Ntegeyintwali, sous-préfet de la sous-préfecture de Karaba¹⁶ a résumé ce que leur leader leur a dit.

« Sindikubwabo a dit que tous les Tutsi à Murambi et à Cyanika devaient être tués. »

L'impact de la visite de Sindikubwabo s'est fait ressentir presque immédiatement, à la fois par les forces génocidaires et les réfugiés de Murambi.

« Commencez la Guerre Contre les Tutsi »

La deuxième phase des préparatifs du massacre de Murambi comprenait la confiscation des armes dans le camp, l'implication dans ce massacre de bien plus de miliciens et la préparation de leur transport jusqu'au site.

La première tâche des organisateurs était de faire en sorte que la population Hutu comprenne parfaitement ce qui était en jeu. Semakwavu était impitoyable, a dit Nyirimbuga.

Semakwavu allait et venait en voiture avec un mégaphone et il répétait encore et encore : « Nous n'avons que deux ennemis : le FPR et les Tutsi. Il n'y a pas de différence entre eux. Ils sont une seule et même chose. »

¹⁶ La sous-préfecture de Karama regroupait les communes de Rukondo, Kinyamakara et Karama.

Marie-Goretti Mukantarindwa n'a pas eu à aller à Murambi parce qu'elle était mariée à un Hutu. Mais ses proches y étaient et elle a eu un soupçon de ce qui se préparait pour eux après que Semakwavu soit venu dans leur quartier dans le secteur de Gikongoro.

Semakwavu est arrivé et il est resté avec la famille Ruberabahizi. C'est là qu'ils ont discuté sur la meilleure façon d'impliquer la population dans le massacre. Il a apporté du riz pour les miliciens à qui on apprenait à se servir d'un pistolet dans cette maison. Après, les Tutsi qui n'avaient pas encore atteint Murambi ont été exécutés. Ceci est arrivé à une maman âgée nommée Nyirimbuga et à sa famille. Elles ont été tuées par un groupe composé de :

- Rusanganwa, qui se cache quelque part ;
- Rugemera, Rugenera et Gashumba, tous en prison ;
- Nzeyimana.

Consolée Mujawamaliya a senti la tension augmenter quand les réfugiés ont été délestés de tout moyen de se défendre.

Ils ont pris tout ce qui pouvait servir d'arme, en nous disant en même temps de rester calmes.

Selon Nyirimbuga, la fouille a été décidée par les autorités locales et réalisée par les gendarmes.

Le 20 Avril, à environ 15h, Bucyibaruta, Sebhura et Semakwavu ont fait une descente sur le camp de Murambi. Ils sont chacun venus dans leur voiture personnelle. Le préfet était dans une voiture noire, Semakwavu dans un pick-up et Sebhura dans un quatre-quatre blanc avec un gendarme qui lui servait de chauffeur et d'escorte. Je ne pourrais pas me tromper à propos du véhicule de Sebhura parce que son gendarme l'utilisait souvent quand ils chassaient les Tutsi. Tout ce que les Tutsi auraient pu utiliser pour combattre a été saisi, en particulier les bâtons qu'ils utilisaient pour rassembler leurs troupeaux, les machettes et les haches qui servaient à couper du bois, etc. Ces objets ont été mis dans le quatre-quatre de Sebhura et emmenés au camp de la gendarmerie.

La milice de Mudasmwa a reçu l'ordre de se tenir prête le matin du 20 Avril. Manirahoa parlé de sa réponse à cet ordre.

Comme tout le monde attendait l'appel, nous n'avons pas hésité. Les véhicules de l'usine, avec les mêmes chauffeurs, sont venus dans tous les secteurs pour rassembler les interahamwe. Ils ont commencé à partir pour Gikongoro dans la soirée. Le processus était le même que la fois précédente. Ils ont encore été déposés au barrage. Ils ont marché de cet endroit jusqu'à Kabeza. Dans notre commune, les secteurs de Shaba, Nkumbure, Kibyagira, Tare I et Tare II étaient particulièrement bien représentés.

« Nous sommes partis avec l'intention de balayer les Tutsi. »

Martin Kagimbura les a vus partir.

Le 20 Avril, j'ai vu des miliciens partir dans les voitures de l'usine de thé Kitabi. François Gakuru était chargé de la tournée de recrutement. Depuis le 18, il avait fait passer le mot à tout les secteurs, demandant à la population de se préparer à combattre les Tutsi à Murambi. Les voitures sont allé partout ramasser les interahamwe ; il y avait beaucoup de circulation, des allées et venues entre la ville de Gikongoro et Mudasmwa.

Juvénal Munyakayanza était parmi ceux qui ont été convoqués de Nyamagabe. Il passait la nuit dans sa boutique avec son ami, Félicien Nzikuriza, quand deux hommes, Hamuduni et Haruna, armés de massues et de lances, sont venus frapper à sa porte vers 2h.

Ils ont dit que nous devons partir et envahir Murambi, en ajoutant que quiconque refuserait serait exécuté après l'invasion de Murambi, avec les femmes Tutsi mariées à des Hutu. Nous n'avons pas cherché à défier cet ordre. Le véhicule de François Gasana nous attendait au barrage. La milice qui était affectée en permanence à la garde du barrage était déjà dans ce véhicule, tout comme d'autres gens que je ne connaissais pas. Les véhicules Daihatsu étaient occupés avec les miliciens de Mudasmowa. Il y en avait beaucoup. Nous avons été déposés au barrage de Gatyazo par un chauffeur du nom de Rwagikanga. Gasana portait un pistolet. Nous avons fait notre jonction avec des hommes qui portaient des feuilles d'eucalyptus dans la forêt en dessous de l'évêché. Cet accoutrement visait à nous distinguer des Tutsi.

Pour éviter d'alerter les réfugiés, Munyakayanza et les autres qui étaient avec lui n'étaient pas autorisés à allumer des cigarettes pendant qu'ils marchaient vers Murambi.

Quand nous sommes allés à Kabeza, Gasana nous a dit de rester calmes si nous entendions des tirs. Nous avons bientôt entendu de nombreux tirs, ceci nous a dit que le massacre venait de commencer. C'était pourquoi Gasana et quelques gendarmes nous ont forcés à nous dépêcher.

David Havugimana a pris sa machette après avoir entendu Sebhura dans les premières heures de la journée du 21 Avril.

Sebhura était avec ses subordonnés, tout comme Bucyibaruta, Semakwavu, Karangwa et Godefie Ndayisigiye, un vétéran. Il parlait avec véhémence : « Tous les hommes doivent se lever ! Nous voulons leur aide pour partir combattre les Tutsi à Murambi ! » Ils ont fait en sorte de nous rencontrer près des boutiques de Kabeza à 3h et ensuite, ils sont partis.

Nous avons immédiatement commencé à nous préparer. Tout le monde a pris une arme traditionnelle, quelle que soit celle qu'il trouvait. Nous nous sommes mis en route à environ 2h. Nous faisons route avec d'autres miliciens de Mudasmowa, Karama et Kinyamakara. Ceux de Mudasmowa étaient dans des vans Daihatsu blancs qui les ont déposés à la barrière de Gatyazo, en dessous de l'évêché. De là, ils ont marché jusqu'à Kabeza. Il y avait une masse d'interahamwe. Les gendarmes de Gikongoro étaient venus avec des armes à feu.

Frédéric Munyemana a dit qu'Havugimana et Nsabiya étaient aussi présents quand Sebhura est venu leur parler.

Nous avons obéi à leurs ordres. Nous avons tous le même objectif. Nous nous sommes arrêtés à Kabeza pour permettre à certains des hommes de chercher des feuilles pour s'en servir comme d'un uniforme.

Laurent Sebagenzi s'est joint aux autres suite aux efforts de Gasana.

Le véhicule de Gasana a sillonné le secteur entier, à ramasser des gens.

Le groupe de Sebagenzi a été rassemblé à minuit. Il a nommé ses autres compagnons.

- Karemera, en détention ;
- Isaïe Mbarushimana, Gatete, Nyandwi et Uwikindi, en exil ;
- Alphonse, décédé ;
- François Muzungu, Phocas, Iyamuremye et Elias Habinshuti, qui sont en liberté ;
- Nkurunziza et Onesphore Kayihura qui ont été libérés de prison.

A Karama, Ayirwanda a dit que « la sensibilisation avait atteint un grand nombre de gens » la seconde fois.

Notre conseiller et les responsables de cellules étaient très actifs. Les deux réservistes sont revenus. Nous sommes allés à Uwakato, un lieu très stratégique pour des gens qui venaient de partout. Les secteurs de Muganza, Kiraro I et Kibirizi ont envoyé beaucoup de gens.

Le conseiller de Muganza et les deux réservistes nous ont ordonné de porter des feuilles d'eucalyptus pour nous différencier des *inyenzi*. Nous sommes partis pour Murambi à 2h le 21 Avril.

Saleh Mbakuriyemo était encore de garde au barrage de Gatyazo le 20 Avril quand il a vu des miliciens de Mudasmwa se diriger vers Murambi.

Il y en avait beaucoup et ils se trouvaient dans les mêmes véhicules. Ils ont commencé à aller vers Murambi le 20 Avril à environ 18h. Les derniers à venir de Mudasmwa sont arrivés autout de 5h le 21 Avril. Certains groupes sont d'abord allés dans la forêt de l'évêché pour se couvrir de feuilles d'eucalyptus. J'étais encore de garde à Gatyazo.

Deux enfants, Gakwandi et Muhire, se sont faufilés hors du camp en coupant une ouverture dans la clôture et ils ont réveillé un ami de leur famille, Claude Singirankabo.

Ils m'ont dit que les gens à Murambi avaient vraiment faim. J'ai donc rassemblé un grand stock de patates douces et de bananes.

Les enfants avaient trop peur de revenir eux mêmes, et Singirankabo a accepté de les accompagner. A Kato, dans la cellule de Nyamifumba, il a vu des gens marcher vers eux avec « des torches enflammées. »

J'ai dit aux enfants de courir ? Ensuite, je suis allé en direction de la lumière et je suis tombé sur un groupe composé de David Karangwa, Frédéric Segatwa, qui est en liberté à Nyamifumba et David Kamenyero, le fils de Segatwa. Karangwa était leur chef. Ils avaient tous des armes. Ils voulaient savoir ce que je faisais là, au milieu de la nuit. J'ai dit que je cherchais des médicaments traditionnels pour ma femme qui était souffrante. Ils m'ont dit que l'annihilation des Tutsi était plus urgente que quoi que ce soit d'autre. Ils m'ont enrôlé dans leur groupe.

La veille des massacres, Marie-Chantal Mukamunana a remarqué que le nombre de gendarmes qui gardaient le camp augmentait.

Le même jour, un gendarme surnommé CDR s'est enivré et il s'est vanté de ce qui allait arriver à aux Tutsi parqués à Murambi.

Les réfugiés partageaient les bâtiments selon les cellules, les secteurs et les communes dont ils venaient. A l'intérieur de ces communautés très unies qu'elles connaissaient si bien, Marie Chantal a dit qu'ils essayaient de se préparer.

Certains des hommes nous ont demandé de garder des piles de pierres le plus près possible. Ils nous ont dit qu'il était impossible de fuir vers le Burundi parce que toutes les routes étaient bloquées.

Consolée a dit que l'un des hommes, Gashumba, a suggéré le 20 Avril qu'ils pourraient aller à Butare.¹⁷ Mais comme l'école était sévèrement gardée jour et nuit, et comme une série de barrages avait été élevée dans le but même de les confiner à Murambi, personne n'a considéré sérieusement cette question.

Eugénie Mushimiyimana ne savait plus s'il fallait croire ce qu'elle entendait.

¹⁷ Sauf dans quelques communes rurales, le génocide n'avait pas encore commencé à Butare, mais il allait commencer officiellement dans les heures qui virent le massacre de Murambi.

Parmi les soldats qui nous gardaient, il y en avait un qui venait de Kibuye. Il a dit à quelqu'un que nous allions être massacrés cette nuit là.

Mais une autre initiative prise le 20 Avril a renforcé ses soupçons.

Comme le bâtiment n'était encore qu'à moitié terminé, des gens avaient trouvé un moyen de connecter quelques lampes pour illuminer leurs lieux de vie. Le 20, ils ont aussi coupé les câbles électriques.

Emmanuel Hangari ne mettait pas en doute les rumeurs selon lesquelles une attaque était imminente.

Il y avait eu plusieurs offensives avortées. Quand ils ont vu qu'on leur était supérieurs en nombre, ils ont battu en retraite pour changer de stratégie pour qu'ils soient en meilleure position quand ils reviendraient. Et cette fois, les équipes de génocidaires nous ont encerclés, tout autour des collines qui entouraient l'école.

Nous étions certains qu'un jour ou l'autre, nous allions être exterminés.

L'heure fatidique est arrivée avant l'aube le 21 Avril.

9

A LA FAVEUR DE LA NUIT

« La Solution Finale A Eté Trouvée le 21 Avril. »

Avant l'aube, le 21 Avril, des équipes d'interahamwe, des paysans locaux et des gendarmes venus de toute la préfecture de Gikongoro ont convergé vers Murambi, certains pour la seconde fois. Ils se sont rassemblés en force à Kabeza, où leurs leaders les ont accueillis et leur ont fait savoir quelles étaient les stratégies à adopter pour le massacre. Ceux qui sont venus pour y participer ce rappellent tout particulièrement les directives données par le bourgmestre de Nyamagabe, Semakwavu. Mais les autres autorités, y compris Bucyibaruta,

Sebuhura et le colonel Simba étaient aussi présents pour surveiller cette besogne.

La milice a utilisé un uniforme fait de feuilles vertes pour que les tueurs puissent se différencier de ceux dont ils devaient prendre les vies. Les gendarmes ont reçu l'ordre d'ouvrir le feu sur le campement, et dans un effort bien calculé pour maximiser l'efficacité du bombardement, les civils équipés d'armes traditionnelles ont reçu l'ordre d'encercler tout le périmètre du camp. Leur rôle était de tuer quiconque essaierait de s'échapper de la colline de Murambi.

Les réfugiés qui se trouvaient dans la grande cour à l'entrée de l'école, surtout des hommes et des garçons, ont été les premiers à ressentir l'impact de l'assaut. Ils ont courageusement essayé de repousser les assaillants, en leur lançant des pierres depuis la cour et les deux grands bâtiments administratifs à deux étages. Mais ils n'étaient pas de taille face aux gendarmes expérimentés et bien armés. La cascade d'obus, de grenades et de tirs d'armes à feu a duré jusqu'au matin. A ce moment, la plus grande partie des 50000 réfugiés gisait, morts.

Les paysans et les miliciens sont entrés sur le terrain de l'école vers 9h. Derrière le bâtiment à deux étages, il y avait une série de baraquements de plain-pied rectangulaires, qui contenaient chacun environ six petites salles, destinées à devenir des salles de classes ou des dortoirs. Beaucoup de réfugiées s'y trouvaient, surtout des femmes et des enfants, qui n'avaient pas été touchés par les explosions. Des machettes, des épées, des haches et des gourdins ont été utilisés contre eux.

Certains ont pu se sortir vivants du massacre, et beaucoup de ces survivants se sont dirigés vers le Nord, vers la Paroisse de Cyanika dans la commune de Karama, qui était, comme Murambi, devenu un refuge pour des milliers de Tutsi. Quand il a semblé ne plus rester personne à tuer à Murambi, les autorités ont remercié et loué la milice. Ils ont distingué les hommes de Mudasomwa pour leur « remarquable performance » et ils leur ont donné comme instruction d'aller aider à éliminer les Tutsi à Cyanika.

« A 3h, Kabeza grouillait d'Interahamwe. »

Le soir du 20 Avril, Karangwa et Havugimana ont dit à Emmanuel Nyirimbuga, que « la fin des Tutsi était prévue pour cette nuit. » « Ceci a été confirmé, a dit Nyirimbuga, « a environ 2h le matin du 21 Avril. » Comme il montait la garde au barrage de Kabeza, il a vu des hommes armés se regrouper autour de son poste.

Des interahamwe de diverses régions nous ont rejoints au barrage pour attendre l'ordre d'envahir Murambi. A 3h, Kabeza grouillait d'interahamwe et il en arrivait sans cesse d'autres. Ensuite des gendarmes sont venus avec des pistolets, des grenades et d'autres armes que je n'avais jamais vues avant.

Nyirimbuga a écouté attentivement l'ordre donné par ceux qui commandaient. A 3h, il faisait une nuit d'encre, et le seul moyen d'identifier quelqu'un était sa voix. Comme ils étaient familiers avec leur bourgmestre, Nyirimbuga, Claude Singirankabo et David Havugimana ont dit qu'ils n'ont eu que peu de difficultés à reconnaître la voix de Semakwavu alors que celui-ci énonçait les tactiques qu'il attendait qu'ils suivent. Singirankabo a restitué l'essence de son discours.

Il nous a dit ceci : « Les Tutsi se caractérisent par une grande trahison. Ils ne veulent pas cohabiter avec les Hutu ; au lieu de ça, ils cherchent des moyens de s'en débarrasser. C'est pourquoi nous avons eu à déplacer la population de Murambi. Mais on ne peut pas autoriser cette situation à perdurer. Les Hutu doivent pouvoir rentrer chez eux ! Mais d'abord, nous devons vaincre nos opposants. »

Havugimana a remarqué la foule massive d'interahamwe à Kabeza qui « attendaient le signal de partir éradiquer les Tutsi. » Ils étaient, tout comme les gendarmes de Gikongoro qui étaient là, tous concentrés sur les instructions données par le bourgmestre.

Il disait : « Vous devez vous préparer à commencer la guerre contre les Tutsi. Vous êtes suffisamment équipés. Pas besoin d'avoir peur ! Mais nous ne voulons pas que certains d'entre vous soient blessés. Alors vous allez porter quelque-chose qui vous distinguera. » Nos uniformes de combat étaient faits de feuilles d'eucalyptus pour les résidents de Nyamagabe et de feuilles venues des haies anti-érosion pour ceux qui venaient de Karama et de quelques autres communes.

Nyirimbuga a entendu les mêmes consignes de « mettre quelque-chose de distinctif au cas où les Tutsi s'insinueraient parmi nous pendant l'attaque. »

Une fois cette précaution prise, Havugimana a dit que quelqu'un d'autre avait donné des consignes supplémentaires.

« Vous allez entourer le camp des Tutsi. Votre travail est d'empêcher les Tutsi qui essaient d'échapper aux armes à feu de sortir. »

« Nous Formions un Mur Impénétrable »

La responsabilité primaire des interahamwe était d'encercler complètement les terrains de l'école et de s'assurer qu'aucun Tutsi n'ait une chance de passer à travers eux. Simultanément, les gendarmes ont reçu le feu vert pour tirer. Les réfugiés qui échappaient à la mort du fait des grenades et des balles étaient confrontés à des barricades de miliciens. Nyirimbuga a monté la garde avec ses acolytes pour bloquer leur fuite.

En portant notre uniforme spécial, nous avons entouré toute l'école pour former un mur impénétrable. Les gendarmes ont ouvert le feu sur le camp. Le son des tirs mélangé avec le bruit des grenades. Cela signifiait la fin pour les Tutsi. Quiconque courait vers nous était « accueilli » avec une

massue, une lance ou n'importe quelle autre arme blanche.

Havugimana a lui aussi pris ses ordres avec sérieux, et il a commenté que « nous avons respecté les instructions que nous avons reçues à Kabeza. » Armé d'une lance, il se tenait sur le chemin de quiconque voulait forcer cette chaîne humaine pour s'enfuir.

Avant que les gendarmes et les soldats n'ouvrent le feu sur Murambi, nous avons marché dans les alentours pour contrôler les mouvements des Tutsi. Nous étions très près les uns des autres pour qu'ils ne puissent pas passer. Quand nous avons commencé à entendre les armes à feu et les grenades, nous avons pris position sur tous les côtés. Un Tutsi qui essayait de s'échapper est immédiatement tombé sur nous. J'étais avec Vincent Habimana, qui vit maintenant en liberté dans la cellule Murambi, quand un réfugié s'est rué vers moi. Vincent l'a frappé d'un coup de massue et j'ai fini le travail avec une lance. Les autres ont été exécutés d'une façon similaire.

Frédéric Munyemana était également présent.

Tous ceux qui étaient là avaient une arme, et je ne faisais pas exception. Nous étions très près les uns des autres pour qu'ils ne puissent pas passer à travers. Quiconque nous approchait était immédiatement tué. J'ai exécuté trois victimes avec une machette et une massue.

Deux soldats qui se tenaient devant Munyemana et ses acolytes utilisaient leurs armes et leurs grenades. Mais ce qui l'a le plus frappé était la force des grands canons qui avaient été positionnés sur une colline au dessus de l'école.

Pour nous, ils ressemblaient à des missiles. Ils étaient des armes d'appui pour paralyser les Tutsi. Et les balles tombaient sur le camp. De l'endroit où j'étais, je ne pouvais pas m'empêcher de regarder comment les Tutsi mourraient. Une seule grenade faisait sauter environ 20 d'entre eux.

L'invasion allait débiter quand Laurent Sebagazi est arrivé. Il est resté devant la salle sans toit à l'entrée du camp.

Nous étions tellement nombreux que les Tutsi ne pouvaient pas résister. Un peu après, les armes ont commencé à résonner à travers le camp. Soudain, les explosifs ont mis le feu à l'intérieur du camp.

« Les cris des gens, mélangés au bruit des armes, avait un son de fin du monde. »

C'était la première fois que j'étais impliqué dans une extermination massive.

La massue était l'arme favorite de Singirankabo.

Les balles et les grenades balayaient tout le camp et il a été en flammes toute la nuit. Tout Tutsi qui essayait de s'enfuir tombait dans notre filet ; personne ne pouvait franchir notre mur. J'en ai tué un qui courait vers moi avec une massue.

Sebagenzi a trouvé l'accoutrement à base de feuilles utile pour sélectionner ses cibles.

Sans ça, nous aurions dû attendre l'aube pour commencer le boulot. L'idée de porter ces uniformes étranges nous a donc été très utile. Il y avait beaucoup de miliciens et ils venaient de plusieurs villages. Par conséquent, ils pouvaient se mélanger.

Je peut admettre avoir tué cinq personnes de mes mains. Je ne les connaissais pas. Je ne me souviens pas de leur visage. Le fait de les tuer revenait pour moi à suivre les ordres donnés par nos chefs.

Gaspard Ayirwanda et ses comparses étaient venus de Karama et ont atteint Murambi vers 4h. A ce moment là, « Murambi était en feu »

Le ciel était devenu rouge à cause des balles et des grenades. Notre groupe a pris position à l'entrée du camp, près d'une maison qui n'avait pas de toit. On nous a dit de massacrer les Tutsi qui essayaient de se frayer un chemin à travers notre mur humain. C'était facile de les distinguer, parce que, contrairement à nous, ils ne portaient rien de spécial. J'ai tué cinq personnes à la massue.

Ce qui donne une idée de l'échelle de cet assaut, d'après Nsabiyeza, est le fait que le bruit des armes résonnait « partout sur les collines de la ville de Gikongoro. »

Le ciel au dessus de Murambi a été transformé en flammes produites par les obus, les pistolets et les fusils, ainsi que par diverses sortes de grenades. Les gens se sont réveillés pour sortir de chez eux et regarder l'horreur en face. Comme tout le monde connaissait d'avance les préparatifs pour l'extermination des Tutsi, personne ne pouvait songer à dormir. La nuit entière, les interahamwe ont couru vers Murambi, en bradissant leurs armes pour aller annihiler ceux qu'ils avaient définis comme les ennemis des Hutu.

« Pas Un Seul Hutu n'est Resté chez Lui »

La puissance de l'offensive a tétanisé les Tutsi du camp. Ils ont eu l'impression, comme beaucoup d'entre eux en ont constamment fait la remarque, que bien des gens de la préfecture de Gikongoro, aussi bien des gens qu'ils connaissaient que des étrangers, s'étaient liés contre eux. Simon Mutangana garde un souvenir vivace de « l'énorme foule de tueurs » qui a marché sur Murambi à 3h.

Ils étaient trois ou quatre fois plus nombreux que nous. C'était comme si tous les Hutu de Gikongoro étaient là. Le carnage a ensuite commencé. D'abord, des grenades et des armes à feu ont été utilisées. Je ne suis pas sûr à propos des types d'armes qu'ils utilisaient pour nous tirer dessus, mais c'était des armes lourdes. Les soldats continuaient à tirer tandis que le reste de la population et les autres miliciens observaient la scène en faisant en sorte que personne ne s'échappe. Il ont fait feu et lancé des grenades toute la nuit jusqu'à 7h. A ce moment là, Beaucoup de Tutsi étaient morts et les autres étaient épuisés d'avoir tenté de résister en jetant des pierres.

Simon a été capable de distinguer quelques visages familiers parmi les agresseurs.

- Le préfet, Laurent Bucyibaruta ;
- Havuga, un sous-préfet qui est encore en exil ;
- François Gasana, alias Bihehe, lui aussi en exil ;
- David Karangwa, un commis judiciaire du tribunal communal de Nyamagabe, il est en exil ;
- Safari, agronome de la commune de Mudasomwa. Il est en exil ;
- Ngoga, en exil ;
- Gakuru ;
- Kaboyi, en prison ;

- Beaucoup d'autres dont je ne me rappelle pas le nom.

« Je ne peux même pas deviner combien il y en avait, » a dit Julienne Umugwaneza.

Ils étaient nombreux : des soldats, la milice et des gens de différentes communes de Gikongoro. D'après ce que j'ai vu de mes propres yeux, Je dirais qu'aucun Hutu n'est resté chez lui. Les visages dont je me souviens sont celles de :

- Louis, détenu ;
- Kaboyi ;
- Ngoga, en exil ;
- Kamodoka, le directeur de l'usine de thé à Kitabi ;
- Gashegu, détenu ;
- Aaron Mbangurika, en prison ;
- Karamage, en exil ;
- Kayijamahe;en prison.

Il y avait beaucoup d'autres gens mais je ne les connaissais pas.

Il y avait tant de gens que Suzanne Nyirasuku pensait qu'il y en avait même qui venaient d'autres préfectures.

C'était comme si tous les résidents de toutes les préfectures étaient venus ensemble. D'après ce que j'ai vu, pas un seul Hutu n'est resté chez lui.

Elle a noté la présence des autorités locales et y a distingué Bucyibaruta, Semakwavu et Havugimana.

En plus de François Gasana, Alphonsine Mukaremera a attiré l'attention sur la présence du colonel Simba à Murambi. Elle s'est rappelé un cri de guerre qui évoquait son nom.

Simba s'est distingué dans tous les massacres. Ils venaient nous exécuter en chantant ces paroles : « Simba nous l'a dit ; si jamais les cafards nous conquièrent , ils dirigeront le pays pour toujours. »

« La Guerre des Pierres Contre les Grenades et les Balles était Impossible »

Les hommes et les garçons qui se trouvaient dans la cour et le bâtiment à deux étages le plus proche de l'entrée principale ont reçu les tirs d'armes à feu et les grenades de plein fouet et ils ont été les premiers à tomber, morts. Bien qu'épuisés par la faim et la soif, et à force d'essayer de repousser les

interahamwe pendant la plus grande partie de la semaine, ils étaient néanmoins déterminés à riposter. Ils ont tenu leur terrain et dans un geste brave mais désespéré, ils ont riposté avec pour seule arme à la main une pile de pierres.

Simon a rendu hommage aux hommes qui ont trouvé le courage d'essayer de les défendre.

Kalisa, Musonera qui avait été gendarme sous le régime Habyarimana, Gataryiha, Muvara, Rukwavu, Nkundiyiye, Hakizumwami et les autres ont organisé notre résistance.

La plupart des femmes et des enfants avaient passé la nuit dans l'un des bâtiments, mais il y en avait trop comparé à l'espace disponible. Grâce Mukantarindwa, 19 ans à l'époque, se trouvait dehors dans la cour avec quelques jeunes de son âge. Comme eux, elle se reposait quand elle a entendu le bruit des tirs et les détonations. Grâce s'est réveillée immédiatement et elle a vu les assaillants s'engouffrer à travers la porte d'entrée. Avec quelques autres femmes et jeunes filles, elle a tenté d'appuyer les hommes en les ravitaillant en pierres. « Ils n'étaient pas de taille face aux gendarmes bien armés et expérimentés. C'était un combat désespéré, » conclut Grâce.

Il y avait un défi, mais pour certains, l'horreur de ces heures ont fait paraître la perspective de la mort bienvenue.

Des réfugiés étaient tellement fous de peur qu'ils ont sauté hors du bâtiment, et sont tombés dans la cour. D'autres ont été vraiment braves, ils nous rassuraient alors qu'ils poursuivaient le combat. Mais ils voyaient qu'il n'y avait aucune échappatoire. Ils nous ont dit de nous allonger pour ne pas être touchés par les balles ou les grenades. Mais comment pouvions nous leur obéir et continuer à jeter des pierres en même temps ? Ces braves hommes ont bien combattu jusqu'à l'extrême fin. Beaucoup de réfugiés qui ont été touchés par des balles ou des grenades n'ont pas été tués tout de suite. Certains avaient perdu des membres, d'autres étaient grièvement blessés.

Jeannette Mukamugema, mère de six enfants, a perdu de vue deux de ses filles, Tuyisenge, sept ans et Ingabire, 10 ans, un peu plus tôt. Elles avaient été ensemble dans l'une des pièces au deuxième étage du grand bâtiment. Jeannette a assisté à la scène qui se déroulait en dessous depuis une fenêtre, en haut.

Les hommes essayaient de riposter avec des pierres, mais en vain. La guerre des pierres contre des grenades et des balles était dérisoire. Beaucoup d'hommes ont perdu la vie dans cette tentative de riposter, et d'autres ont été blessés.

Elle a jeté un oeil sur Emmanuel Hangari, qui se trouvait aussi à l'étage supérieur du bâtiment administratif. Quand la fusillade a commencé à 3h, Emmanuel a ramassé un tas de pierres.

Certains d'entre nous se sont unis et nous avons saisi quelques pierres. Les pierres ne sont rien, cependant, comparées à des balles ou à des grenades. Nous avons été vite épuisés par cette bataille inégale. Dans la pénombre de la nuit nous jetions des pierres sans pouvoir voir les gens sur lesquels nous les jetions. Même dans notre propre groupe, nous ne pouvions pas nous voir les uns les autres à cause de l'obscurité. Nous n'entendions que le fracas des balles, l'explosion d'une grenade et les fusils. Mais nous ne faisons pas trop attention à ça, Nous nous défendions comme nous le pouvions.

La peur s'est inévitablement installée comme un nombre de plus en plus grand de leurs compagnons tombaient sous l'attaque menée à l'aide de grenades et d'armes à feu. Alors qu'ils ne devenaient plus qu'une poignée, « tout le monde a couru pour se sauver, » a ajouté Emmanuel. Comme il se trouvait encore en haut, Emmanuel s'est rapidement caché dans le plafond. Comme il était maçon, il savait comment entrer dans le faux plafond pour se cacher ; il a enlevé les écrous et il a grimpé à l'intérieur. De là, il a suivi le destin des hommes qui avaient été à ses côtés seulement quelques temps avant.

Les braves combattants sont morts de blessures causées par les balles ou les explosions des grenades. Ceux qui n'avaient pas été touchés étaient trempés par le sang des blessés. Certains ont abandonné le combat et ont essayé de s'enfuir pour sauver leurs vies, mais ils ont été lynchés par les interahamwe qui se trouvaient juste à l'extérieur.

D'abord, ils nous ont tiré dessus de loin. Comme nous sommes devenus de plus en plus épuisés et faibles, ils se sont de plus en plus approchés. Des hommes avaient grimpé sur le toit pour lancer leurs pierres avec plus de précision ; leurs corps mutilés par les grenades sont restés là, parmi eux se trouvaient Gasirabo et Ysaïe. Leur sang s'est répandu sur le toit et il a coulé jusqu'au sol.

Déo Nsengiyumva, qui avait 24 ans à l'époque des faits, se trouvait aussi à l'intérieur du bâtiment à étages. Il a entendu les sifflets et les attaquants crier : « Sauvez vous, les Tutsi arrivent pour vous tuer et voler vos biens ! » Les réfugiés de garde lui ont demandé, à lui et aux autres, de venir se joindre au combat, en les suppliant « d'avoir le courage de résister pour que nous ne mourions pas comme des lâches. » Il a rendu un hommage vibrant à ces collègues, y compris à Emmanuel Hangari, Emmanuel Ntambovura et Semvumba, qui ont fait de leur mieux pour coordonner la résistance en dépit de l'obscurité, de la nature implacable de l'attaque et du manque d'armes comparables à celles de leurs adversaires.

Nous nous sommes rendus après une bataille frénétique parce que nous étions à bout. Nous lançions une pierre et la réponse était mille fois plus forte ; une grenade tuait plus de trois personnes en même temps et en blessait sérieusement beaucoup d'autres. Quelle misère et quel découragement face à une mort certaine ! Cependant, nos hommes n'ont pas perdu espoir. Nous, les jeunes garçons, nous transportions les pierres sous les ordres des hommes plus âgés par ce que nous étions si effrayés que nous ne voulions pas rester dans la zone de combat. Les femmes priaient.

Déo a vu son père et beaucoup d'autres hommes succomber à l'explosion de la première grenade.

Ils ne sont pas morts sur le coup ; ils sont restés ici, ils respiraient à peine. Tout le monde était engagé dans le combat. Et comme il y avait un si grand nombre d'attaquants, nous ne pouvions même pas les écarter des grenades et des balles qui tombaient comme de la pluie. J'ai entendu toutes sortes de bruits : des cris de douleur des mourants, des femmes qui priaient, des enfants qui hurlaient, des hommes blessés qui nous demandaient de ne pas mourir sans combattre et, bien sûr, des tirs d'armes à feu.

Lorsqu'ils ont atteint Murambi, le mari d'Hildegarde Kabagwira avait déjà une blessure causée par une grenade et avait été sévèrement passé à tabac par les gendarmes, il ne pouvait donc pas l'aider à sauver leurs enfants. Étant donné l'importance des forces auxquelles ils faisaient face, elle est reconnaissante envers les hommes qui ont tenu tête à leurs bourreaux aussi longtemps qu'ils l'ont fait.

Les tirs et les explosions avaient blessé beaucoup de ces hommes. Certains sont morts instantanément, d'autres sont morts après avoir enduré une douleur indescriptible.

Suzanne était dans une des salles de classe avec ses huit enfants. Elle ne sait pas exactement comment son mari est mort étant donné qu'il était dehors, à tenter de repousser les attaquants en leur lançant des pierres.

« La solution finale a été trouvée le 21 Avril, à environ 3h du matin. »

Les Tutsi de Murambi ont été tués avec une extrême cruauté, mais ils ont vraiment été très braves, car ils se sont battus contre toute la préfecture.

« Aucune Idée d'un Endroit où Aller »

L'utilisation de grenades et d'armes à feu s'est poursuivie vigoureusement jusqu'au petit matin. Des réfugiés se sont rués dans différentes directions et d'autres se sont sentis confinés dans leur position à cause du feu nourri. Le sentiment le plus pénétrant était celui de n'avoir « aucune idée d'un endroit où aller. »

Marie Mujawimana était de l'autre côté du bâtiment à deux étages, dans une des structures rectangulaires. Elle est allée dehors, mais elle a ensuite trouvé qu'elle ne pouvait pas bouger.

Nous ne savions pas quoi faire. Nous nous sommes confrontés à un désordre total dans la cour. Les blessés titubaient autour de nous, en hurlant. Ils suppliaient souvent qu'on leur donne de l'eau à boire, mais qui pouvait écouter ? Et si quelqu'un prêtait attention à leurs cris, où aller chercher l'eau ? Ils étaient condamnés à mort, la mort que nous autres attendions autant.

Marie a vu des gens tomber du balcon du bâtiment à deux étages où aucune balustrade n'avait encore été installée.

Nous nous sommes dispersés comme les gens essayaient de courir hors de portée des grenades et des armes à feu. Il y avait des cadavres et des réfugiés blessés qui tombaient d'en haut et qui s'écrasaient dans la cour. Il y en avait même qui n'avaient pas été touchés et qui sautaient dans le vide parce qu'ils étaient complètement pétrifiés.

La pluie de balles et de grenades a duré jusqu'au matin. Nous ne pouvions pas nous frayer un passage. Pire encore, les interahamwe et les paysans continuaient à monter la garde. La perspective d'être frappé à coups de machette semblait même pire que les balles.

Quand elle a vu tous ceux qui étaient venus les combattre, Alphonsine n'a pas arrêté de penser. Elle a réagi instantanément et elle s'est mise à courir de manière confuse.

J'avais l'impression qu'aucun Hutu n'était resté chez lui. Le son des tirs nous a tous fait sursauter. J'ai immédiatement mis mon bébé sur le dos et j'ai couru. Mais vers où ? Je ne savais pas. D'autres réfugiés ont essayé de me stopper, mais j'ai refusé de les écouter. J'ai couru et couru, mais je n'ai pas quitté le terrain de l'école. J'avais quitté un endroit, et sans m'en rendre compte, j'étais retournée au même endroit.

Les grenades et les balles volaient tout autour. Je ne savais pas comment m'en préserver. D'un côté c'était la tête de quelqu'un qui avait été pulvérisée et de l'autre, la jambe ou le bras de quelqu'un d'autre. Tout le monde était en mouvement. C'était une confusion totale. Avec tout ce mouvement, je n'ai pas vu qui était mort d'une explosion de grenade ou d'une balle, mais j'ai entendu leurs appels à l'aide.

Abasourdie, Julienne Umugwaneza s'est précipitée dehors pour éviter de voir sa famille et ses amis mourir devant elle.

Toute ma famille était à Murambi. J'étais avec eux et nos amis quand j'ai entendu le bruit des armes à

feu. J'ai quitté le bâtiment dans lequel nous nous trouvions pour ne pas voir les gens que je connaissais mourir. J'étais dans un tel état de panique que je ne tenais pas en place. J'ai fait des allées et venues entre la cour et les bâtiments en courant.

Sa famille est morte en son absence.

Ils ont tous été massacrés sauf mes deux sœurs cadettes qui n'étaient pas avec nous.

Pendant qu'Alphonsine et Julienne couraient dans les alentours, Hildegarde est restée « immobile et complètement silencieuse » dans le bâtiment scolaire où elle était. Elle retenait ses larmes quand elle a raconté comment ses trois enfants étaient morts.

A L'aube, mes enfants qui étaient avec moi ont été gravement blessés par une grenade. J'ai aussi été blessée, mais seulement légèrement. Je ne pouvais rien faire pour eux. A cause des balles et des grenades, il était hors de question de bouger. Je suis restée à côté de mes enfants tandis qu'ils perdaient une grande quantité de sang. J'ai pensé à leur souffrance avant de les voir mourir un par un ce matin là.

Emmanuel a eu la chance de trouver un endroit sûr dans le faux plafond, et il « est resté là immobilisé par la peur. »

Les appels à l'aide m'ont terriblement affecté, mais je ne pouvais rien faire pour eux. Je frissonnais de peur car je m'imaginai en train de subir tout ça si j'étais capturé. »

Les tirs ont atteint la salle où était Consolée Mujawamaliya à environ 7h. A ce moment là, ceux qui se trouvaient dans le bâtiment à deux étages et dans la cour « avaient déjà été éliminés. »

Je suis sorti juste après qu'on nous ait jeté la première grenade, par dans un réflexe de fuite, mais simplement pour éviter de voir tous les corps déchiquetés par la grenade. Beaucoup de sang coulait. Un jeune garçon, blessé par une grenade, essayait de sortir avec les autres. Il avait perdu beaucoup de sang et il n'a pas pu franchir le hall d'entrée. Partout, les blessés hurlaient de douleur, mais vous ne pouviez pas comprendre ce qu'ils disaient.

Avant le 21 Avril, Bernadette Mukamugenzi avait l'habitude de quitter le camp pour aller chercher de la nourriture ; son mari et d'autres réfugiés la rencontraient à son retour à un endroit précis et à une heure fixée d'avance. La nuit du 20 au 21 Avril, leur rendez vous avait été fixé à 3h. Surprise que personne ne vienne, elle a bientôt compris pourquoi comme elle restait sans bouger, en essayant de donner un sens aux sons assourdissants qui venaient de l'école. En portant son plus jeune enfant sur le dos, elle a entendu quelqu'un qui se trouvait au barrage faire ce commentaire : » Ces fils de pute vont voir notre force, cette fois. »

Tout ce que j'entendais, c'était des tirs qui venaient de partout et des hurlements indiscernables de tous les côtés. Malgré tout, je n'ai jamais imaginé que mes enfants mourraient, juste comme les adultes.

Félicité Mukamuganga, dont la propre maison était virtuellement à côté de l'école, a surmonté la panique qui la conduisait à vouloir sortir en courant au premier tir d'arme à feu. Elle est restée où elle était avec les autres femmes et les enfants. Avec les premières lueurs de l'aube, elle a pu voir combien de gendarmes, de miliciens et de civils étaient descendus sur Murambi. La lumière lui a aussi donné l'occasion de voir des visages qu'elle connaissait parmi eux.

J'ai vu Kiromba, Nyirimbuga, Nsabiyera et Barame qui sont tous en prison, tout comme Havugimana et David, qui ont fui le pays, et beaucoup, beaucoup d'autres.

Les corps d'hommes, de femmes et d'enfants jonchait entièrement cet endroit. En partant, J'ai vu quelqu'un qui s'appelle Eugène tuer des gens à coups de pierre. J'ai eu envie que mon esprit me quitte et je n'ai plus su quoi faire. Je suis retournée vers ma maison et je me suis cachée dans un champ de sorgho où j'ai passé de nombreuses heures. Mbonimana et d'autres étaient penchés sur des flaques d'eau, à essayer de rincer des vêtements tachés de sang. Les vêtements avaient été pris aux victimes du massacre.

« A 6h, C'est Devenu une Bataille Rangée. »

Il y avait tant de gens dans la camp que les munitions disponibles n'étaient pas suffisantes pour les tuer tous. Quand elles ont été épuisées, vers 6h, les réfugiés ont profité des vingt minutes qui se sont écoulées avant que les stocks ne soient réapprovisionnés pour créer un couloir de sécurité. Pendant peu de temps, selon Emmanuel Nyirimbuga, le massacre s'est changé en une bataille de pierres.

Les réfugiés et nos miliciens ont commencé à se jeter des pierres les uns sur les autres et ça s'est transformé en une bataille rangée. Comme ils voyaient les corps de leurs amis s'empiler sur le sol, les Tutsi ont combattu furieusement pour se frayer un chemin et s'enfuir. Ils nous ont forcés à battre en retraite. Pour les maintenir emprisonnés dans le camp, nos chefs nous ont ordonné de ne pas jeter de pierres, mais de maintenir notre position en formant un cercle autour des Tutsi. Ils nous ont dit que le premier qui oserait reculer serait abattu sur place.

Havugimana a donné les raisons pour lesquelles les miliciens ont reçu l'ordre de cesser de jeter des pierres.

Ils nous ont repoussés de quelques mètres. Quand ils ont remarqué que certains commençaient à dégager un chemin qui leur permettrait de sortir, nos chefs nous ont dit de laisser tomber les pierres parce que les réfugiés utilisaient celles que nous jetions pour se défendre.

Il a fallu « moins de vingt minutes, » d'après Havugimana, pour réapprovisionner le stock de munitions.

Ils ont envoyé un certain Mureramanzi chercher des munitions supplémentaires au camp de la police. Ils sont partis dans le van Peugeot qui appartenait à un certain Musonera ; il est en exil. Mureramanzi était un excellent chauffeur. Il a mis moins de 20 minutes pour revenir.

A son poste au mur de miliciens, Nyirimbuga a vu Mureramanzi retourner à Murami « avec des policiers qui portaient des caisses pleines de grenades, de pistolets et d'autres munitions. » il a observé le massacre qui recommençait.

« Entre 7h et 8h30, nous avons été témoins du carnage le plus terrible. »

Ils ont utilisé leur puissance de feu contre tous les groupes de Tutsi, pendant que les autres jetaient des grenades sur leur passage.

Dans le soleil de matin, les gendarmes ont enlevé leur uniforme militaires, dit Nyirimbuga, « pour que les satellites ne les voient pas. » la vitesse à laquelle les réfugiés étaient exterminés a augmenté s'est accrue comme la visibilité est devenue meilleure. Havugimana, comme les autres, a trouvé que l'aube était d'une grande aide pour « voir clairement la cible. »

Beaucoup d'entre eux sont morts pendant la reprise des tirs et des jets de grenades. Une grenade faisait sauter environ 30 personnes. Certains d'entre nous chassaient ceux qui s'enfuyaient en courant du camp.

« Aucun de Nous, les Interahamwe, n'avait le Droit de Rebrousser Chemin. »

En plus d'apporter de nouvelles munitions, les leaders se sont aussi focalisés sur leurs ressources humaines, qu'ils ont cherché à maintenir et à augmenter en forçant ceux qui étaient là de rester monter la garde, et en amenant de nouveaux hommes.

Gaspard Ayirwanda s'est senti obligé de rester en dépit de la peur qui l'oppressait de plus en plus.

Tant de Tutsi tombaient. La détonation des armes à feu me faisait peur, aussi. Mais aucun de nous, les interahamwe, n'avait le droit de rebrousser chemin.

Juvénal Munyakayanza et un collègue, Félicien, est allé à Murambi à un moment où le massacre était déjà « féroce ». Il a dit qu'il s'est mélangé au miliciens qui chassaient les Tutsi pour se donner un prétexte de sortir de Murambi. Il a vite été forcé de revenir en haut de la colline, vers l'école.

Nous sommes allés aux boutiques à Kabeza. Nous avons découvert que Karangwa et Havugimana y avaient mis un groupe d'hommes chargés de surveiller l'endroit pour lutter contre les déserteurs. Nous sommes donc retournés à Murambi.

A ce moment même, un véhicule a apporté des munitions. Les gendarmes les ont livrés. Giharage de notre secteur a reçu un pistolet et deux grenades ; il a fini en prison. Je me tenais derrière les autres ; je voyais ce qui se passait. Les Tutsi ont commencé à mourir en masse. Ils tombaient les uns sur les autres. Certains se ruaient dans les chambres. Les gendarmes les poursuivaient jusque là et ils jetaient des grenades à travers les fenêtres. Nous les avons suivis et nous avons utilisé nos lances et nos machettes contre quiconque montrait un signe de vie.

Mais quand une grenade a explosé dans les mains d'un milicien qui se tenait devant lui, Munyakayanza a dit qu'il a encore tenté de prendre ses distances avec le site du massacre.

Je n'ai pas eu le temps de découvrir ce qui lui est arrivé. J'ai sauté par dessus plusieurs victimes avant de disparaître dans la forêt. J'ai évité la route car je ne voulais pas être arrêté par les autorités qui nous attendaient à l'entrée du camp.

En route vers son domicile, Munyakayanza a vu des interahamwe partout qui cherchaient des Tutsi et il a décidé de les aider.

Tout ce que je venais de vivre à Murambi ma mis dans le camp des assassins, où je n'avais plus aucune pitié pour un Tutsi. Je me suis donc joint à la bande sans même savoir où ces hommes allaient. Nous avons capturé deux Tutsi près de chez moi, Cassien Murekezi et Muhire. J'admets avoir aidé à tuer Murekezi.

Comme Munyakayanza, Singirankabo a commencé à avoir peur quand une grenade a fait sauter quelqu'un qu'il connaissait.

Je n'ai pas voulu rester jusqu'à la fin après que Célestin Rwandiga, alias Saruhara, le responsable de la cellule Gitwa, a eu un accident mortel. Il avait ramassé une grenade pour la jeter à un groupe de Tutsi qui essayaient de forcer notre position. Mais ça lui a coûté la vie.

J'ai quitté la ligne mon gourdin en main. Un des miliciens m'a questionné. Je me suis défendu en disant que je suivais un Tutsi. Il ne pouvait pas me confondre avec eux parce que je portais mes feuilles de bananier.

De plus, des véhicules ont été envoyés pour chercher de nouvelles recrues. Jean-Pierre

Sindikubwabo avait entendu depuis sa maison dans la cellule Kabacuzi le son des armes lourdes employées à Murambi. Dans la matinée, il a marché dans la ville de Gikongoro pour savoir ce qui s'était passé et il a rencontré des interahamwe en chemin.

Les interahamwe étaient dans le quatre-quatre Toyota de Sebhura. A chaque fois qu'ils rencontraient quelqu'un, ils arrêtaient la voiture et le faisaient monter dedans. Quand ils m'ont trouvé à la station essence Pétrorwanda, l'un d'eux m'a dit : « Dépêche toi, tu dois aider les autres à Murambi. Tu peux t'approprier ce que les Tutsi possédaient. » Je suis parti avec une machette.

Nsabiyeza a dit qu'il rentrait chez lui vers 7h quand deux hommes armés en uniforme militaire l'ont arrêté et obligé à retourner à Murambi.

Ils étaient avec David Karangwa. Ils portaient deux sacs de ciment. J'ai l'impression qu'ils venaient de les prendre à Murambi où il y avait beaucoup de matériaux de construction. Ils les ont mis par terre et ils m'ont dit qu'ils cherchaient des gens pour aller sur le front. Ils m'ont ordonné de partir leur donner un coup de main. J'ai pris une machette.

« Le Tour des Paysans qui Utilisent des Armes Traditionnelles »

Comme les miliciens ont une fois encore commencé à épuiser leurs munitions, Murambi a semblé devenir plus calme. Cette fois, il n'y a pas eu besoin de recharger les pistolets ni d'apporter des stocks de grenades. La plupart des réfugiés étaient morts. Les autres étaient gravement blessés. Havugimana a noté que « A 9h30, seule une poignée de Tutsi étaient encore vivants. »

Les hommes qui avaient utilisé des armes à feu se sont retirés et ils nous ont donné, à nous qui avions des armes traditionnelles, la chance d'entrer dans le camp pour terminer le massacre. Certains d'entre nous sont allés à l'intérieur des bâtiments et ils se sont occupés des mourants qui se trouvaient en haut des piles de cadavres.

Comme Nsabiyeza l'a confirmé, le calme était trompeur.

Autour de 9h, il ne restait que des blessés qui avaient été poussés dans les bâtiments, et d'autres qui agonisaient sous les piles de cadavres. Ils ont été tués silencieusement avec des machettes, des massues et des lances sous la direction de Bucyibaruta, Semakwavu et Sebhura.

Comme il avait fait partie d'une équipe envoyée pour apporter des forces supplémentaires, quand Sylvestre Maniraho est allé à Murambi, « le massacre faisait rage. » Il est venu « avec un important groupe d'interahamwe. » Parmi eux, Faustin Kanyeshyamba, un ancien bourgmestre de Mudusomwa¹⁸ et Rwakayonza qui, a dit Maniraho ; lui avait appris, ainsi qu'à ses collègues à manipuler des pistolets.

Il n'y avait pas de temps pour utiliser des armes. Des milliers et des milliers de cadavres de Tutsi étaient allongés sur le sol. Nous avons utilisé nos massues, nos machettes et nos lances. Ceux qui n'avaient pas encore été tués étaient déjà morts de peur. Ils ne criaient pas comme ils étaient frappés à coups de massue. Ils laissaient simplement échapper un petit sanglot avant de rendre l'âme.

« Certains exigeaient même d'être tués. Ils étaient traumatisés. La survie ne signifiait plus rien pour eux. »

Maniraho a dit qu'il a pris la vie de dix Tutsi qui étaient de parfaits inconnus pour lui. « Plus de

¹⁸ Faustin Kanyeshyamba a été libéré après avoir purgé une peine de sept ans de prison.

cinq » sont tombés sous les coups de Nyirimbuga pendant cette phase finale du massacre.

Je sais que j'ai tué plus de cinq personnes avec ma massue et ma machette. Les tueries finales ont eu lieu dans le bâtiment qui se trouve juste à l'entrée du camp. Quelques Tutsi ont été abattus là par un homme nommé Sylvestre Bimenyimana, un maçon qui vit à Nyarusange, dans la ville de Gikongoro. Jusqu'à présent, il n'a pas été puni pour les crimes qu'il a commis à Murambi.

Les survivants retenaient leur respiration alors qu'ils suivaient du regard Nyirimbuga et les autres miliciens du regard. Alphonsine est restée immobile tandis qu'ils s'approchaient d'elle.

Les paysans mutilaient les blessés avec des machettes, des lances, des gourdins etc...

Le premier groupe qui a vu Suzanne lui a arraché ses vêtements. Le deuxième groupe a assassiné ses enfants sous ses yeux.

Tous mes enfants ont été tués devant moi à la machette. Je les ai vus mourir de la façon la plus atroce. J'avais perdu l'esprit à un point tel que je ne voyais même pas qui les tuait. Mes enfants s'appelaient :

- Espérance Dushimimana, née en 1979,
- Christine Uwamahoro, née en 1981,
- Cyprien Ngirinshuti, né en 1982,
- Jean-Bosco Nkurunziza, né en 1984,
- Claude Uwineza, né en 1986,
- Claudine Uwizeye, née en 1988,
- Samuel Munyaneza, né en 1990
- Paul Rukundo, né en 1992.

On m'a enlevé le plus jeune du dos et on l'a exécuté devant moi... Le carnage est indescriptible... Le sang coulait comme une rivière. Je n'ai pas fait très attention à ça parce que je me sentais moi même morte. Je n'étais plus de ce monde.

Incapable de continuer, Suzanne a éclaté en sanglots.

Comme des gourdins et des bâtons étaient utilisés tout autour d'elle, Annonciata Muhayimana « ne voyait que du sang et des corps. » Comme Annonciata, Déo Nsengyiumva a simulé la mort pour préserver sa vie.

J'ai trouvé un coin où il y avait beaucoup de corps morts et je me suis allongé à côté d'eux. Au même moment, les cris des blessés m'ont perturbé. Certains appelaient à l'aide, d'autres demandaient aux interahamwe d'abrèger leurs souffrance. D'autres, encore, incapables de supporter la douleur, cherchaient à faire enrager les agresseurs pour qu'ils les tuent. Ils leur disaient : « Vous, fils de chiens, vous n'avez rien fait... » Il y avait des mares de sang partout, des gens démembrés et d'autres blessures atroces. Je n'ai pas voulu ouvrir les yeux pour regarder.

Dans la forêt et les buissons autour de l'école, il y avait beaucoup de gens qui avaient été blessés, surtout aux jambes ; ils avaient essayé de s'enfuir et ils avaient été stoppés. J'ai vu une foule d'homme les rouer de coups. Les gens à côté de moi ont été massacrés devant mes yeux. Comme j'étais affamé et effrayé, il m'était très facile de faire semblant d'être mort.

Dans un des petits bâtiments en retrait, Didacienne, 11 ans, se terrait avec ses jeunes frères et ses grands parents. Sa mère était dans une autre chambre proche. L'intensité des tirs dehors avait suffi à les piéger à l'intérieur jusqu'au petit matin.

Nous étions figés, littéralement pétrifiés, alors que nous attendions notre tour. La mort nous fixait en pleine face alors que nous entendions des bruits indiscernables_ Les hurlements des tueurs et les cris des blessés et des mourants.

Ils sont finalement tombés nez à nez avec des hommes qui portaient toutes sortes d'armes.

Ils nous ont d'abord ordonné d'ouvrir la porte, qui n'était pas bien fermée. Personne n'a bougé. Au niveau supérieur, il y avait quelques cadres de fenêtres, mais aucun d'entre eux n'avait plus de vitre. Les paysans et les interahamwe ont ensuite forcé la porte et ils sont entrés. Ils se sont tout de suite tournés vers ma grand mère et ils l'ont frappée sur le front avec une machette. Elle est immédiatement tombée par terre. Il y avait presque 40 personnes dans la pièce. Ils ont tailladé les gens aveuglement avec leurs machettes sur toutes les parties du corps, sans faire de distinction.

Didacienne a décrit les tueries comme menées de façon collégiale, « Il y avait au moins quatre hommes occupés à frapper chaque victime. »

Ils ont cassé le crâne de mon frère avec une pierre. Il a commencé à saigner énormément. Il n'a pas mort tout de suite. Ma tante paternelle, qui avait regardé toute la scène, était complètement terrifiée. Elle les a suppliés de l'épargner et elle leur a promis de leur donner de l'argent. Ils ne se sont même pas donné la peine de l'écouter, Mais ils l'ont immédiatement battue à mort avec leurs bâtons. Aucune des personnes qui était avec moi n'a eu la chance d'être tué par balles.

Ce qui l'a sauvée est le fait qu'elle était couverte de sang.

Je m'étais allongée sur le sol depuis le début et j'avais fait semblant d'être morte. J'étais couverte du sang des blessés et des morts qui jonchaient toute la salle autour de moi. Certains d'entre eux n'étaient pas encore complètement morts. Ils étaient lourds et je me sentais comme si je suffoquais. J'étais couverte de plus de sang que les blessés. Les meurtriers n'ont pas quitté le bâtiment, même après avoir vu que personne ne bougeait. Ils voulaient être certain que nous avions tous été achevés. Ils sont donc revenus pour donner le coup de grâce aux mourants.

Quand Didacienne a été découverte, elle a levé la main et elle a dit : « Je suis Hutu ! »

Soudainement, j'ai senti une machette m'entailler le bras. Par chance, ils ne se sont pas attardés sur moi. Ils ont continué à tuer les autres et à ajouter plus de corps à la pile de cadavres. Quand je n'ai plus entendu leurs pas, je me suis glissée entre hors du tas de cadavres pour voir ce qui se passait parce que j'entendais des hurlements. J'ai vu des moribonds et beaucoup de corps morts. Il semblait n'y avoir personne d'intact à part moi. Mon petit frère avait des blessures sur tout le corps. Pendant que je pensais encore, un autre groupe d'hommes a fait irruption dans la salle. Ils ont crié le plus fort possible pour rameuter leurs comparses et leur dire qu'il y avait encore quelques survivants.

Elle a identifié le berger de sa famille parmi les assaillants et elle a prié pour qu'il la sauve.

J'ai dit que ma mère Tutsi m'avait amenée ici à l'insu de mon père. J'ai ajouté que j'avais vu mon père parmi les miliciens, mais que je n'avais pas pu lui parler parce qu'il était pressé de partir donner un coup de main à Cyanika. Notre berger a confirmé mes dires. J'ai eu la surprise d'entendre les voix de mon frère et de ma petite sœur car je pensais qu'ils avaient déjà été tués. L'un d'eux a dit qu'il était mon frère et l'autre a dit qu'elle était ma sœur. Elle était en train de mourir ; son estomac avait été ouvert et ses intestins étaient sortis de son ventre. Un des hommes l'a achevée avec une machette. Nos vêtements et notre peau étaient trempés de sang.

Les hommes lui ont donné des vêtements pris aux réfugiés, à elle et à son frère. L'un d'eux a offert un avocat à Didacienne et à son frère. « Ils étaient très heureux d'avoir sauvé « l'une des leurs, » a-t-elle ajouté.

Elle ne voyait aucune issue, alors Bélie Mukandamage est restée dans la chambre qu'elle occupait.

Des civils sont entrés avec des vieilles houes, des machettes et des gourdins cloutés et elle n'a pu que regarder ces gens infliger de terribles blessures sur ceux qui se trouvaient autour d'elle. Parmi ces civils armés, elle a reconnu des enfants et beaucoup de vieux amis et de vieilles connaissances.

Les enfants avaient des pierres et ils les utilisaient pour me frapper. Je criais à peine. Je me demandais juste ce que nous étions devenues et ça me torturait vraiment moralement.

« Quelqu'un qui s'était penché sur vous pour vous offrir une main secourable avant le génocide était à présent celui qui vous déshonorait de la façon la plus cruelle possible. »
Un des tueurs influents a fait que les enfants arrêtent de me battre, en disant que j'étais maintenant livrée à moi-même et que je n'étais plus menaçante. Beaucoup des génocidaires marchaient autour des corps pour vérifier qu'aucun d'eux ne respirait encore.

Deux de ses fils, Zabulon Karangwa et Nafar Ndibwami, sa fille, Félicité Mukashyaka, et deux de ses petits enfants, Emmanuel Rukundo et Ingabire, ont été tués alors qu'ils essayaient de s'enfuir. Il y avait tant d'assassins, d'après Bélie, qu'il était difficile de reconnaître des individus.

Quand nous en croisions un, nous n'osions pas regarder. Certains d'entre eux étaient déguisés, portant des feuilles de bananiers. Néanmoins, J'en voyais quelques-uns, y compris Murwanashyka, qui a été emprisonné mais relâché ensuite, et Mutabazi qui est mort. Il y avait aussi des personnalités de l'armée.

Consolée a décidé de quitter le terrain de l'école entre 7h30 et 8h00 quand elle a entendu Nsabiya dire à ses collègues d'approcher de leurs futures victimes.

Pendant 30 ou 40 minutes, j'ai été pétrifiée de peur et je suis restée immobile, comme une morte. Mes enfants étaient encore avec moi. Je suis partie avec d'autres femmes et des enfants mais après quelques mètres, nous nous sommes séparés.

Les enfants de Consolée, Ariane, Grâce et Viviane, couraient devant elle et elle les voyait encore quand leurs vies leur ont été ôtées.

Ils ont été exécutés à la machette juste devant moi. J'ai entendu leurs cris mais je n'ai pas osé regarder. Nous nous trouvions encore près du lieu du massacre, et je me suis jetée à terre. C'était près d'un petit buisson. Je suis restée là, incapable de bouger.

Eugénie Mushimiyimana était dans un des bâtiments les plus éloignés de l'entrée du site et elle ne pouvait voir clairement ni les hommes qui leur tiraient dessus, ni les réfugiés qui ripostaient avec des pierres. Quand elle s'est brusquement réveillée, elle n'a eu aucune idée de l'endroit où ses proches se trouvaient et elle a été entourée d'inconnus au milieu du chaos et des bruits assourdissants. Sauter sur des gens qui étaient si gravement blessés que « vous ne pouviez même pas vous forcer à les regarder. » et devoir ignorer leurs plaintes est un des terribles souvenirs qui restent dans son esprit.

Depuis la fenêtre d'une chambre du rez de chaussée du bâtiment à deux étages, Marie-Chantal Mukamunana avait observé les hommes dans la cour alors qu'ils essayaient de faire l'impossible_ monter une riposte efficace. Les miliciens ont atteint la pièce où elle se trouvait vers 5h.

Nous n'aurions rien pu faire pour qui que ce soit à part mourir avec eux. Les cris se sont intensifiés le matin quand les interahamwe et les paysans sont entrés en force. Ils frappaient une fois une personne et ensuite ils passaient à l'autre, mais chaque victimes recevait les coups d'au moins trois ou quatre assassins.

La jeune Francine Mutuyimana, 11ans, a commencé à se ruer dehors sans destination particulière à

l'esprit à 6h.

Je voulais quitter le bâtiment à étages mais je suis ensuite retournée voir si quelqu'un avait survécu. Je n'ai pas arrêté de trébucher sur des corps de gens que je connaissais. Je suis devenue engourdie. Je les ai regardés sans réagir, mais la peur me rongait.

Elle a rampé hors de l'école autour de 7h.

Je venais de voir des gens que je connaissais mourir de la mort la plus horrible. Mon grand père maternel, Rwabukwisi, a été tué par une grenade. Les morts et les mourants remplissaient la cour et les bâtiments. Le mari de Bernadette, Anastase Ruzindana, avait été blessé par balle. Il râlait et il suppliait qu'on lui donne de l'eau à boire. Il est mort lentement, le matin. Il y avait aussi une femme qui s'appelait Daphrose qui avait donné naissance à des jumeaux cette nuit là. Elle ne pouvait pas bouger et elle a été tuée d'un coup de machette. Les gens ont été malmenés et torturés de tant de manières différentes. Le sang coulait comme une rivière. A tout ça venait s'ajouter les bruits. Je n'ai vu que deux enfants dans la cour et je leur ai demandé de venir avec moi, mais ils ont refusé.

Comme détaillé plus haut, Bernadette, qui était retournée chez elle dans la commune de Karama chercher de la nourriture, est retournée à Murambi au moment même où le massacre avait lieu. Elle est entrée dans l'école quand elle n'a plus entendu de tirs et Euphrasie, une femme de sa belle-famille, que son mari et ses enfants étaient parmi les morts. Euphrasie elle-même, bien qu'elle n'ait pas été touchée, était en état de choc.

Nous avons vu un soldat, Euphrasie l'a supplié de nous abattre parce qu'elle avait trop peur d'être coupée à la machette. Il a répondu : « Je ne veux pas gâcher mes balles. L'une de vousdeux devrait étrangler l'autre maintenant. » Elle avait beaucoup d'argent et elle l'a offert au soldat pour qu'il la tue avec son fusil. Quand il a vu l'argent, il lui a demandé : « Comment puis-je te tuer avec tout cet argent ? » Il a refusé, donc nous avons pris différentes directions. J'ai découvert plus tard qu'elle était morte, non loin de Murambi.

Bernadette marché vers la salle où elle avait vu ses enfants pour la dernière fois, et elle y est entrée.

Je n'ai pas trouvé un seul enfant, ni les corps de mes enfants dans cette pièce. J'ai bien vu les cadavres de plusieurs connaissances et de gens qui vivaient à côté de chez nous. Mais certains avaient été si défigurés par les grenades qu'ils étaient impossibles à identifier. Je n'ai pas eu de réponse à ce que je venais de voir ; je n'éprouvais aucun sentiment.

« Le Préfet a Remercié Tout le Monde, Surtout les Interahamwe de Mudasomwa »

Le massacre a pris fin vers 10h30, quand la plupart des réfugiés avaient été massacrés. Bucyibaruta, Semakwavu, Simba et Sebhura se tenaient debout autour du camp avec les miliciens. Ils ont offert des félicitations et ils les ont encouragés à sentir en eux la fierté du devoir accompli, mais ils leur ont aussi indiqué que le travail n'était pas fini. Nsabiyaera, qui avait apporté sa propre contribution, a entendu le discours de Bucyibaruta.

Le préfet a remercié tout le monde, surtout les interahamwe de Mudasomwa, pour ce qui avait été réussi. Des voitures ont été mises à la disposition des plus braves pour qu'ils puissent partir donner un coup de main au miliciens de Karama qui avaient eux aussi commencé à exterminer les milliers de Tutsi réfugiés à Cyanika.

Nyirimbuga se trouvait aussi dans l'auditoire.

J'ai réalisé que nous étions soutenus par toutes les autorités. Bucyibaruta, Semakwavu et Sebhura

nous ont félicités chaudement, surtout les interahamwe qui étaient venus de Mudasmwa. On leur a demandé de traquer les Tutsi qui nous avaient échappé et qui avaient réussi à aller à Cyanika. Ils sont partis dans les vans DAIHATSU de l'usine de thé Kitabi. Ils avaient utilisé ces véhicules toute la nuit. Les miliciens de Mudasmwa ont reçu la promesse d'être autorisés à piller complètement les boutiques de la ville de Gikongoro dès que le massacre de Cyanika serait terminé.

Ayirwanda a confirmé cet honneur spécial accordé à la milice de Mudasmwa, et elle a rappelé la phrase que Bucyibaruta a utilisée pour résumer tout ce qui avait été réussi.

Le préfet nous a remerciés avec ces mots : « Ce que vous venez de faire est très important ; l'ennemi a maintenant été vaincu. »

La présence et les discours des représentants du gouvernement ont tellement inspiré la milice venue de Mudasmwa, a dit Havugimana, qu'ils se sont mis à chanter.

Ils chantaient : « Où est Rwigema, leader des *inyenzi* , qui avait décidé de conquérir l'Umutara ? En ce moment, les *inkotanyi* sont impuissants en face de nous, qui sommes forts comme des chars. »

Les autorités ont présenté l'occasion de prendre la vie des Tutsi à Cyanika comme une opportunité exclusivement réservée à la délégation la plus exceptionnelle, a commenté Sylvestre Maniraho.

Il y avait beaucoup d'officiels ici. Ceux dont je me souviens sont Semakwavu, Bucyibaruta et Sebhura. Ils ne voulaient pas que le pillage commence avant qu'on se soit occupé des Tutsi réfugiés dans la Paroisse de Cyanika. La milice de Mudasmwa a été choisie à cause de sa performance remarquable à Murambi.

Après s'être assurés que les magasins possédés par les Tutsi de la ville leur reviendraient de droit après qu'ils aient terminé la nouvelle tâche qu'on leur avait assignée, les hommes de Mudasmwa sont montés dans les véhicules qui les avaient amenés à Murambi et ils ont pris le chemin de Cyanika.

« ENTASSES COMME DES PILES D'INSECTES A CYANIKA »

A partir du Dimanche 10 Avril, des réfugiés venus des communes de Karama, Rukondo et Kinyamakara, avec d'autres venus de la sous-préfecture de Karaba, ont commencé leur marche vers la Paroisse de Cyanika, située dans la cellule Nyanza I, secteur Cyanika à Karama. Ils ont rempli tous les bâtiments paroissiaux, y compris l'église et sa cour adjacente, tout comme le centre de santé et l'école primaire qui ne se trouvent qu'à quelques mètres de là.

Le sous-préfet de la sous-préfecture de Karaba, Joseph Ntegeyintwali, et le conseiller de Cyanika, Callixte Munyankindi¹⁹, ont convoqué les résidents locaux à une réunion le 17 Avril. Le lendemain, une tentative d'assaut sur la paroisse a révélé aux miliciens et à leurs leaders que les Tutsi qui s'y trouvaient n'auraient que peu de moyens de résistance quand le temps d'un assaut à grande échelle serait venu.

Trois jours plus tard, Les Tutsi qui fuyaient la mort à Murambi se sont groupés avec les réfugiés dans la paroisse de Cyanika. Certains des hommes qui avaient transformé l'école technique en décharge humaine seulement quelques heures auparavant ont suivi leurs traces et ils ont aidé la milice de Karama à se confronter à ceux qui se terraient à Cyanika.

Le prêtre de la paroisse, le Père Joseph Niyomugabo, est resté avec les réfugiés jusqu'à leurs dernières heures, il a pris d'énormes risques personnels en le faisant. Comme c'était un Tutsi éduqué, et comme il s'était élevé franchement et courageusement contre la politique officielle du gouvernement, il correspondait exactement au profil que les forces génocidaires visaient. Il a fait ce qu'il a pu pour obtenir du ravitaillement pour les réfugiés qui étaient sous sa protection, garder le danger à distance, s'occuper des blessés et des malades, tout en entretenant leur espoirs et en les soutenant moralement par la prière. Il a été amené en lieu sûr pendant l'assaut le plus important, mais la mort l'a rattrapé seulement quelques jours plus tard.

« Pour Dire la Vérité »

Peu des hommes qui ont organisé le bombardement de la paroisse ont été disposés à révéler des informations, ce qui limite nos connaissances sur la nature précise de la planification et de l'exécution du massacre de Cyanika. En particulier, Joseph Ntegeyintwali, qui a été identifié comme

¹⁹ On dit de Munyankindi qu'il est décédé à Bukavu.

en étant le principal architecte, a obstinément refusé d'accepter sa responsabilité et il est donc réticent à parler ouvertement et honnêtement de ce qui s'est passé à Cyanika.

Etienne Urinzwenimana a été arrêté le 9 Octobre 1994 à l'âge de 19 ans. Comme il avait confiance dans le fait que personne « n'oserait parler de la catastrophe sans précédent qui avait frappé les Tutsi dans notre région, » il n'a pas, pendant longtemps, admis les crimes qu'il avait commis.

Je reconnais maintenant ma participation au génocide des Tutsi dans la Paroisse de Cyanika. Avant, j'hésitais à le faire. Je pensais que si personne d'autre ne parlait, il serait alors dans mon intérêt de garder le silence.

Juvénal Mudenge a gardé le silence de façon similaire. Il a tiré la force de le faire à cause des détenus de la prison centrale de Gikongoro, qui, accusés des crimes en relation avec Cyanika, avaient apparemment convenu un accord selon lequel ils nieraient collectivement toutes les accusations dont ils faisaient l'objet. Leur raisonnement, selon lui, est que s'ils ne se montrent pas du doigt entre eux, il n'y aurait pas assez de preuves pour condamner le moindre d'entre eux. Il a décidé de prendre la parole, « et d'aider le public » après avoir été condamné à la prison à vie et avoir réalisé « qu'il n'avait rien à cacher. »

Mudenge a d'abord été soldat, il est ensuite devenu douanier, avant de devenir policier communal à Karama, mais il était au chômage en 1994, à 44 ans. Avant de donner un témoignage long et détaillé, il a exprimé ses regrets de ne l'avoir fait qu'une décennie après sa première arrestation.

J'ai suivi tout ce qui s'est passé à Cyanika du début à la fin étant donné que ma maison se trouve près de la paroisse. En raison de ma contribution au génocide, je suis absolument déterminé à dire la vérité sur les massacres de Cyanika qui ont coûté la vie à plus de 10000 victimes. C'est une histoire que je n'oublierai jamais.

Mudenge a identifié Sebhura, le bourgmestre, Désiré Ngezahayo et Joseph Ntegeyintwali, le sous-préfet, comme étant le trio qui a orchestré le massacre du 21 Avril à Cyanika. Il a ajouté que Ntegeyintwali s'est donné du mal pour effacer ses traces.

Ntegeyintwali et les policiers étaient responsables, sous le commandement de Sebhura. Ils sont ceux qui sont vraiment responsables de la mort de milliers de Tutsi à Cyanika. Ntegeyintwali se cramponnait à son pistolet. Je suis surpris qu'il refuse d'avouer, même jusqu'aujourd'hui. Il pensait que personne ne ferait la lumière sur ce qui s'est passé. C'est pourquoi il a adopté une stratégie qui consiste à se rapprocher de tous les prisonniers impliqués dans les crimes commis à Cyanika, pour les intimider et les empêcher d'avouer et de révéler ce qu'il a lui même fait.

Ntegeyintwali rejette toutes les accusations portées contre lui, même celle d'avoir participé à la réunion avec Sindikubwabo le 19 Avril. Ntegeyintwali, âgé maintenant de 57 ans, est père de cinq enfants et il est originaire de Nkumbure, à Mudasomwa. Dans une interview menée par *African Rights*, il a prétendu que le 21, il était sur le chemin de son bureau communal de Rukondo quand il est tombé sur une foule énorme qui se dirigeait vers Cyanika, après quoi il a attendu des coups de feu. Il ne savait pas, a-t-il dit, « qui avait rallié cette foule. »

En tant que dépositaire de l'autorité dans cette région, je me suis immédiatement rendu à la paroisse pour établir les faits. Je suis allé dans une maison près de la paroisse d'où je pouvais suivre la tuerie de près. N'étant armé que du pistolet que j'avais en main, je ne pouvais rien faire pour les Tutsi. Ni faire quoi que ce soit pour stopper les interahamwe qui se comportaient comme des chiens enragés et qui étaient soutenus par des gendarmes venus de la ville de Gikongoro. Je me suis rendu compte qu'un officiel important les avait envoyés et qu'ils avaient une mission à remplir.

Il a confirmé que le massacre avait duré de 7h à 17h.

A la fin, j'ai remarqué que Cyanika n'avait pas seulement été envahi par les gens de Karaba, appuyés par les gendarmes. J'ai aussi vu beaucoup d'interahamwe de Mudasomwa. Ils étaient dans les véhicules de l'usine de thé Kitabi. Il était évident qu'ils étaient bien entraînés. Ils avaient des ordres de leurs chefs et ils se connaissaient. Ils sont allés même là où la population locale hésitait à s'aventurer.

En blâmant le préfet, Bucyibaruta, et les gendarmes, il a conclu par ce commentaire : « les vies des réfugiés étaient entre leurs mains. »

Le témoignage du bourgmestre de Karama, Désiré Ngezahayo, va lui aussi à contre-courant des accusations qui pèsent sur lui. Malgré sa fonction, il a soutenu que son influence était limitée et qu'il avait été réduit à n'être qu'un observateur passif des massacres.

Quand beaucoup de Tutsi sont venus à la paroisse de Cyanika, le prêtre de la paroisse, le Père Niyomugabo, m'a demandé d'intervenir. Nous sommes partis ensemble trouver le sous-préfet, Joseph Ntegeyintwali. Il aurait dû prendre la décision de distribuer de la nourriture aux réfugiés. Nous avons un ravitaillement d'urgence pour la commune. La nourriture était insignifiante pour la multitude de Tutsi à Cyanika. Nous avons compté plus de 5000 personnes le 12 Avril, mais leur nombre n'a pas cessé de grandir jusqu'à ce qu'elles soient tuées.

Ngezahayo admet n'avoir « rien fait à propos des tueries à Cyanika. » Il prétend que Fausitin Nsabikunze, le président de son parti, le Parti Social Démocrate (PSD), l'a conseillé de ne pas interférer pour « éviter des conflits avec Joseph Ntegeyintwali, la tête pensante du massacre. »

Les réfugiés sont morts sans aucune intervention des autorités. En ce qui me concerne, j'ai fermé les yeux sur ce qui était en train de se passer, pendant que d'autres ont donné une aide décisive aux meurtriers. Ntegeyintwali avait un micro qu'il a utilisé pour diriger le massacre. Il était également présent à la réunion avec Sindikubwabo. La tuerie a duré toute la journée, de 7h à 17h. A la fin, les miliciens se sont vus accorder l'occasion de détrousser les cadavres des victimes, et de piller la paroisse elle-même.

« Le Père Niyomugabo Nous a Demandé de prier Dieu Tout Puissant, Mais avec Ferveur »

Emmanuel Gakwandi se souvient de la paroisse de Cyanika comme l'endroit qui l'a abrité, lui et ses parents, en 1959. Il avait quatre ans à l'époque. En 1994, il occupait un emploi de veilleur dans un projet de réparation de routes appelé PSD HIMO. Le 15 Avril, quand « la tension augmentait et que nos voisins Hutu voulaient ne plus rien avoir à faire avec nous », Emmanuel a quitté sa maison dans la cellule de Rwamagana, secteur Cyanika et il est retourné à la Paroisse avec sa femme et ses enfants, car il espérait, une fois encore, qu'elle lui offrirait un refuge sûr.

Nous avons rencontré beaucoup d'autres réfugiés Tutsi. Chaque jour, le bourgmestre, Ngezahayo, et certains membres de son équipe, recensaient les réfugiés qui étaient présents à la paroisse. Plus tard, ils ont envoyé des gendarmes, en prétendant que c'était pour notre sécurité. Deux resteraient pendant la journée, et deux autres pendant la nuit. Le prêtre de la paroisse, le Père Joseph Niyomugabo, croyait vraiment qu'ils étaient venus pour préserver la paix. Il était heureux et il a offert à chacun d'eux deux caisses de bière Primus pour leur plaire et leur donner la motivation requise pour bien s'occuper des réfugiés.

De la même façon, Marianne Nikuze, 12 ans à l'époque, et ses jeunes frères et sœurs sont sortis de

leur maison située dans la cellule de Birambo, secteur Cyanika, l'après midi du 7 Avril après avoir vu des hommes mettre le feu à des maisons. Alors qu'ils se dirigeaient vers la paroisse, ils sont tombés sur Ngezahayo.

Il y avait beaucoup de gens. Nous lui avons demandé ce qui se passait et il nous a répondu : « Attendez. Vous allez voir. Votre heure et venue. »

Ils ont atteint en endroit appelé Gatyazo et ils ont fait une autre rencontre déstabilisante.

Il y avait beaucoup d'hommes armés sur la route et ils nous ont demandé : « Vous pensez que vous allez dans un sanctuaire où nous ne pouvons pas entrer ? Ne vous trompez pas, on vous suivra et on vous tuera. »

Elle et ses frères et sœurs ont réussi à atteindre la paroisse. Quelques jours plus tard, la belle mère de Marianne, son oncle et sa grand-mère les y ont rencontrés. Son père, qui avait amené son bétail, est resté hors de la paroisse avec les autres hommes pour surveiller leurs animaux d'élevage. Mais deux jours plus tard, ils sont entrés à l'intérieur, eux aussi, et ils ont été logés dans les maisons des prêtres.

Ils se sont rendu compte que les choses s'aggravaient.

Xavérine Mukansoro est devenue veuve en 1994 à l'âge de 41 ans quand son mari est mort empoisonné. Une semaine plus tard, un Lundi matin, elle a abandonné son domicile situés dans le secteur de Gikoni, commune Rukondo, et elle est venue à Cyanika dans un groupe d'environ 1é personnes, parmi lesquelles ses enfants et sa belle mère. A ce moment là, le Père Niyomugabo commençait à perdre confiance.

Nous sommes allés à la paroisse de Cyanika dans la matinée. Le prêtre nous a demandé : « Où allez vous aller ? C'est grave, cette fois. Certaines personnes avaient eu leurs bras coupés, d'autres avaient des blessures de toutes sortes. Le Père Niyomugabo nous a demandé de prier Dieu Tout Puissant, mais avec ferveur. Le Lundi et le Mardi, on nous a apporté de la nourriture. Mais dès le Mercredi, nous étions si nombreux que toute la nourriture a été réservée aux petits enfants.

Même si les réfugiés ressentaient de l'appréhension à propos de l'avenir, ils ont vécu dans un calme relatif pendant la première semaine. Mudenge les a observés pendant qu'ils rentraient dans l'église.

Nous, les gens qui vivaient dans le voisinage, nous les avons laissés en paix.

Juvénil Gasarira travaillait pour la paroisse en tant que chauffeur au centre de santé et il était au courant de la situation. Tout ceux qui se dirigeaient vers la paroisse n'ont pas forcément réussi à y entrer, a-t-il dit.

Il y avait un barrage très près de la maison du sous-préfet, Ntegeyintwali, où beaucoup de Tutsi qui se rendaient à la paroisse ont été tués.

Il a vu les dépositaires de l'autorité qui visitaient régulièrement la paroisse.

Même avant le massacre du 21 Avril, le capitaine Sebhura et Ntegeyintwali venaient souvent voir les réfugiés à la paroisse.

« Nous Devions nous Montrer plus Malins qu'Eux en Les Exterminant »

Une réunion de résidents le 17 Avril, à l'initiative de Ntegeyintwali et du conseiller, Munyankindi, concomitante avec la mort du premier réfugié ce jour là, a fait comprendre que les choses allaient changer. Etienne Urinzwenimana y a assisté et il s'est souvenu que le personnel des bureaux de la commune et de la sous-préfecture étaient parmi ceux qui affluaient vers le stade de foot de Cyanika, à environ 500 mètres de la paroisse. Ntegeyintwali et Munyankindi ont parlé pendant quelques minutes en privé et ensuite Ntegeyintwali est parti. Munyankindi a ensuite mené la discussion. Urinzwenimana a résumé l'essentiel de son intervention.

Munyankindi nous a dit que ses mots venaient de la hiérarchie officielle, c'est à dire du sous-préfet et du bourgmestre.

Il nous a dit que la population était galvanisée pour se soulever contre les Tutsi. Il a dit qu'aucune distinction ne devait être faite entre les Tutsi et les *inkotanyi* parce qu'ils étaient pareils. En résumé, ils étaient les ennemis des Hutu. Pour nous rendre encore plus déterminés à nous soulever contre eux, il a révélé que les Tutsi avaient mis au point un plan contre les Hutu. Selon lui, nous devons nous montrer plus rusés qu'eux en les exterminant les premiers.

A la fin, le conseiller a donné une grenade à Urinzwenimana.

Quand je lui ai demandé d'où elle venait, il m'a dit que le colonel Simba s'était engagé à travailler avec la population pour fournir les armes nécessaires. Finalement, j'ai découvert que Simba distribuait des grenades et des armes par l'intermédiaire des fils d'Albert, Mbagaga et Charles. La femme de Simba était de mèche avec eux. On m'a donné la grenade parce que j'avais suivi un entraînement militaire.

Le même jour, Godefroid Ntezimana, un catéchiste qui avait fait partie du premier groupe arrivé à la paroisse, a été assassiné près de l'endroit où se tenait Mudenge.

Il était parti s'acheter une boisson dans le bar tenu par Gahamanyi. J'étais près du bâtiment et je l'ai vu mourir après avoir été attaqué par un groupe d'hommes du voisinage, dont faisait partie un certain Anselme. Je suis tombé sur eux au moment où Anselme était en train de le frapper à coups de machette. Ils ont jeté son corps dans des latrines.

Le Père Niyomugabo est venu rapidement pour enquêter sur ce qui s'était passé. Mais Gahamanyi, le propriétaire du bar, l'a mis en garde pour qu'il n'intervienne pas et il lui a révélé la complicité des autorités locales. En effet, pour Mudenge, c'était évident. Plusieurs officiels se tenaient près de lui pendant que Godefroid était battu à mort.

La victime a été tuée devant Ngezahayo, le bourgmestre ; Munyankindi, le conseiller de Cyanika ; et Marc Hanyurwimfura, un ancien bourgmestre qui est devenu plus tard un membre du Parlement.²⁰ Bien qu'ils aient été là à ce moment, ils ont nié toute responsabilité et ils ont ajouté que c'était le travail d'un groupe de jeunes.

Mais le Père Niyomugabo a ignoré le conseil de prudence qu'il avait reçu.

J'étais là quand le Père Niyomugabo s'est adressé au public pour établir l'identité exacte des meurtriers. Je me souviens que c'était le 17 Avril. Je me rappelle aussi qu'un gendarme qui l'avait accompagné avait tiré en l'air. Je ne sais pas pourquoi il a fait ça, peut être pour montrer au prêtre qu'il était désolé de ce qui s'était passé.

« En réalité, cependant, les gendarmes allaient souvent voir secrètement la population locale pour leur dire que l'heure des Tutsi n'était pas encore venue. »

²⁰ On dit que Marc Hanyurwimfura vit dans le Masisi, dans l'est de la RDC.

« Notre But Etait de Tester les Réfugiés », le 18 Avril

Pendant que les tactiques qui permettraient d'éliminer les Tutsi à la paroisse étaient en cours de mise au point, une milice a été formée et on lui a donné pour mission de lancer une attaque d'essai sur la paroisse le 18 Avril pour juger de la force des réfugiés et pour déterminer comment ils réagiraient à l'attaque massive en préparation. Urinzwenimana a expliqué la logique de cette pratique.

Notre but était de tester les réfugiés. C'était une façon de les évaluer pour savoir s'ils riposteraient ou pas quand nous lancerions un assaut à grande échelle.

Armé de la grenade que le conseiller lui avait donnée, il s'est engagé dans cette milice.

Le conseiller m'a demandé de partir et de prêter main forte à la milice qui venait d'être levée et qui comprenait :

- Vianney Kabera ; il est en prison à Gikongoro mais il a refusé d'avouer ;
- Callixte Gahamanyi, en prison à Gikongoro ;
- Joseph Mbonera, décédé
- Bizimana Munyu, tué par Gahamanyi lors d'une dispute à propos de biens volés.

Mudenge a aussi rejoint le groupe alors qu'il passait devant lui.

Quand ils m'ont dit que l'ordre de frapper les Tutsi avait été donné par les officiels de la région, je n'ai pas hésité à répondre à leur appel. J'étais, avant tout, motivé par le désir de m'emparer des vaches des Tutsi.

Les hommes se sont divisés en équipe et ils ont partagé les tâches, comme Urinzwenimana l'a clairement indiqué.

Une équipe est venue avec moi pour lancer la grenade dans le camp. Les autres ont pris position à la sortie pour faire échouer toutes les tentatives de s'échapper que pourraient faire les réfugiés. Je suis grimpé sur le mur pour ne pas rater ma cible. J'ai jeté la grenade sur un groupe de réfugiés d'une manière bien calculée, ce qui veut dire que je voulais être sûr de les tuer. Et ça a marché. Je ne sais pas combien j'en ai tués, je dirais environ 30 personnes.

Le coût humain de ce fait, confirmé par les réfugiés, était de 17 morts et d'environ 30 blessés. Mudenge a dit que Mbonera et Munyu ont aidé Urinzwenimana avec la grenade. Mudenge lui-même était dans l'autre groupe, qui montait la garde à la périphérie de la paroisse, armé de machettes et de massues.

Comme nous pensions que la grenade ferait se disperser les réfugiés et qu'ils allaient se ruer dehors, nous avons placé des hommes armés avec des armes traditionnelles à l'entrée pour les faucher. Nous étions nombreux et nous étions prêts à écraser nos adversaires. J'étais dans ce groupe. Les autres incluaient : Vianney Kabera ; Callixte Gahamanyi ; Maurice, le fils de Ngendo et Damascène Gatari, qui sont tous en prison et qui ont été condamnés à vie.

Mais aucun réfugié n'a tenté de sortir de la paroisse, ce qui n'a laissé que peu de travail à Mudenge et ses comparses.

Nous avons abandonné notre position d'embuscade environ une heure après que la grenade ait explosé, quand nous avons réalisé que les réfugiés étaient déterminés à mourir ensemble.

Tous les soupçons selon lesquels les réfugiés étaient bien armés ont été écartés. Urinzwenimana a lui aussi quitté la paroisse, « certain qu'ils ne rencontreraient aucune résistance à l'avenir. »

Pour les réfugiés, la grenade a brisé tout espoir restant selon lequel ils quitteraient Cyanika vivants. Emmanuel a réalisé ce qui se préparait pour eux quand il a vu la réaction des gendarmes qui étaient supposés être de leur côté.

Les gendarmes étaient ouvertement heureux, comme ils étaient opposés à faire quoi que ce soit pour nous. C'était le moment où nous avons commencé à avoir des doutes. Nous sommes devenus fous parce que nous savions ce qui allait se passer ensuite. Les Tutsi qui sont morts ce jour là ont été enterrés dans un charnier, et ils ont été ré-enterrés avec dignité après le génocide.

Les morts qui se sont produites en présence des gendarmes étaient aussi un signal d'alerte pour Xavérine.

J'ai vu des gens tomber. J'ai entendu quelqu'un me conseiller de m'allonger. Je me suis immédiatement jetée au sol et je me suis allongée sur le ventre, avec mon enfant sur le dos. Le père Niyomugabo a emmené les corps à l'écart plus tard et il a dit que nous les enterrerions le lendemain. Les gendarmes ont continué à nous dire de ne pas nous en faire à propos de notre bien-être, mais le lendemain, les interahamwe ont tué des gens et ils ont coupé nos canalisations d'eau.

Concerné plus que quiconque par le désir de regrouper le plus grand nombre de Tutsi au même endroit, Mudenge a dit que les officiels, en dépit du succès de leur répétition générale, ont pris des mesures supplémentaires pour éviter une panique parmi les réfugiés et un départ prématuré.

Les autorités locales étaient encore en train de tenter de forcer les Tutsi à quitter leurs foyers et à les emmener tous ensemble sous un seul toit à ce stade. Je me suis rendu compte à quel point ils étaient sérieux à ce propos quand Ntegeyintwali a abattu Masabo au pistolet juste derrière ma maison. Il a fait ça car Masabo, originaire de Kibungo, volait les biens des Tutsi qui essayaient de rejoindre la paroisse. D'abord, j'ai pensé que le sous-préfet voulait les aider. Cependant, mes contacts étroits avec les interahamwe m'ont fait me rendre compte qu'il avait un autre but. Ntegeyintwali ne voulait pas qu'un mauvais déplacement de certains interahamwe, décidé simplement pour le profit personnel, devienne une mise en garde pour certains Tutsi, en leur permettant de se douter qu'ils ne seraient pas en sécurité dans la paroisse et en les convaincant de fuir.

Mudenge se rappelle aussi que le 19 Avril, Ntegeyintwali et Ngezahayo ont assisté à une conférence dans la ville de Gikongoro. Leur attitude à leur retour n'augurait rien de bon pour ceux qui remplissaient la paroisse de Cyanika.

Ils étaient en colère et ils avaient l'air d'avoir déjà tout décidé à leur propos. Ils sont directement allés à la paroisse. Ntegeyintwali a dit aux réfugiés qu'il ne voulait pas les voir hors des murs des bâtiments de la paroisse. J'étais là quand il leur a dit ça.

Théodore Sindikubwabo a mené ce sommet dans la ville de Gikongoro. Ntegeyintwali et Ngezahayo niest tous les deux leur présence à cet endroit mais ils confirment avoir entendu de la bouche d'autres personnes qui y ont assisté que son but était d'exhorter les officiels à commencer le massacre des Tutsi à Murambi et à Cyanika. On sait que Sebhura était là. Mudenge l'a rencontré le lendemain, et il l'a décrit comme ayant un air résolu.

Le 20 Avril, à la veille des massacres, le capitaine Sebhura est allé voir le sous-préfet. Il était environ 14 h. Il était dans une Toyota Hilux rouge. Sur le chemin du retour, à environ 15h30, il m'a trouvé assis près du Groupe Scolaire de Cyanika, à un endroit appelé *Mabuye*. J'étais avec François, qui est mort en RDC, et d'autres miliciens. Il s'est arrêté à notre hauteur pour s'assurer que nous n'étions pas Tutsi. Quand il a pu être sûr que nous ne l'étions pas, il nous a dit : « Soyez courageux, nous sommes derrière vous. Aucun Tutsi ne doit s'enfuir. »

« Il y avait Peu de Raisons de Douter que Murambi était Sous le Feu »

Des bruits assourdissants qui venaient de la direction de Murambi ont empêché Mudenge de dormir dans les premières heures du 21 Avril. Il a marché quelques kilomètres jusqu'à ce qu'il atteigne une position élevée d'où il pouvait voir le ciel au dessus de la ville de Gikongoro. A en juger de ce qu'il a vu, il « n'a eu que peu de doutes sur le fait que Murambi était sous le feu. »

Bellancille²¹, qui travaillait à la paroisse et vivait à proximité, était venue à la même conclusion.

Nous avons entendu des sons qui ressemblaient au tonnerre toute la nuit. J'ai trouvé ça choquant car je n'avais jamais entendu un coup de feu avant. Nous savions qu'ils avaient commencé à massacrer les Tutsi à Murambi. Au fil des heures, les tirs ont semblé se rapprocher de plus en plus de nous. Un peu après 3h, tous les réfugiés de Cyanika sont rentrés. Nous avons rapidement découvert que certains jeunes gens étaient venus à Cyanika depuis Murambi, y compris le mari d'Aline Ntirushwa, et ils ont dit à ceux qui se trouvaient à Cyanika ce qui se passait.

Dans la paroisse, les soldats ont dit à Xavérine et aux autres d'écouter attentivement les bruits qui venaient de Murambi.

Ils nous ont dit que notre heure était venue et ils ont dit aussi : « Dans un instant, vous allez entendre ce qui se passe à Murambi. » Et nous avons entendu des tirs peu de temps après. Très tôt le matin, nous avons commencé à recevoir des gens venus de Murambi, mais ils étaient gravement blessés.

Marianne a aussi parlé aux survivants de Murambi et elle a été alarmée par leurs récits. Ils avaient été capables d'entrer dans la paroisse, selon elle, « parce que cette nuit là, « tous les interahamwe étaient allés à Murambi. » Certains réfugiés ont profité de leur absence pendant quelques heures.

Nous avons réalisé que le même destin nous attendait, alors les gens ont commencé à quitter Cyanika. Même les hommes qui nous protégeaient ont fui.

Spécieuse Mukangenzi, qui tient actuellement un petit kiosque au centre de santé de Cyanika, a trouvé qu'il était insupportable de regarder les gens qui venaient de Murambi.

Certains avaient des bras amputés ; d'autres étaient tout rouges de sang et saignaient encore.

Grâce Mukantarindwa était dans la foule qui courait de Murambi vers Cyanika. Une pensée occupait tout son esprit.

Il y avait beaucoup de réfugiés à Cyanika. Nous voulions les mettre au courant des tueries qui venaient d'avoir lieu à Murambi et leur dire de venir avec nous au Burundi. Nous pensions qu'il était peut être possible de partir en masse. Bien sûr nous savions que certains d'entre nous seraient tués sur la route, mais nous espérions aussi que le reste serait sauvé.

Mais cet espoir, a-t-elle dit, s'est révélé être « une illusion, », d'abord parce que si peu de survivants de Murambi ont effectivement atteint Cyanika que ça n'aurait rien changé, ensuite parce que des soldats et des interahamwe les ont précédés à la paroisse. Marie-Chantal Mukamunana avait aussi marché de Murambi à Cyanika.

« Environ 1500 d'entre nous ont quitté Murambi, je dirais, mais il n'y en a pas plus de 200 qui ont atteint Cyanika, en réalité. Beaucoup ont été massacrés le long de la route et d'autres se sont noyés dans la rivière qui avait quitté son lit à cause des pluies récentes. »

J'ai failli me noyer, mais l'eau m'a projetée sur la berge opposée.

Quand il est revenu pour son travail à la paroisse très tôt le matin, Gasarira a vu les survivants de

²¹ Un pseudonyme.

Murambi.

Ils ont dit au gens regroupés à Cyanika de partir avec eux. Etant donné ce qu'ils venaient de vivre à Murambi, ils n'avaient peu de doutes sur le fait qu'ils allaient se retrouver sous le feu à Cyanika. Mais ceux qui se trouvaient déjà à Cyanika gardaient encore espoir parce qu'ils étaient encore avec le Père Niyomugabo.

Certains ont néanmoins été assez courageux pour tenter une fuite pour ça, mais je ne sais pas à quelle distance de la paroisse ils sont arrivés avant d'être tués.

« Le Pire est arrivé le 21 Avril »

La milice a commencé à se regrouper à la paroisse le matin du 21 Avril. Mudenge voyait un groupe se former au bureau de la sous-préfecture.

Ntegeyintwali a commencé à transporter des interahamwe venus de tous les coins de la région. Ils se sont rassemblés à Miko. Il les a emmenés de là à son bureau, à moins d'un kilomètre de la paroisse. Ce processus a commencé très tôt le matin parce qu'à 8h, Sebhura est venu pour s'assurer que toutes les conditions étaient réunies pour commencer le « travail ». Il était accompagné d'une vingtaine de gendarmes bien armés.

Mudenge faisait partie d'une masse humaine regroupés au terrain de foot, plus bas que le bureau de Ntegeyintwali sur la route. Leur nombre a augmenté sans cesse, et ils attendaient encore d'autres tueurs. Sebhura s'est adressé à eux.

Il avait l'air d'un homme prêt à engager une bataille. Il nous a signifié notre mission en nous disant : « Nous avons déjà commencé la guerre à Murambi. Des *inyenzi* nous ont échappé et ils sont venus de cette manière. Ils sont en route. Dites à vos proches de garder leurs enfants chez eux, sans quoi nous ne ferons aucune distinction. »

Tandis qu'il bavardait avec les autres hommes, Mudenge a vu « une ligne de Tutsi venir de Murambi. »

Il semblaient vraiment effrayés, mais prêts à se défendre. Ils étaient en deux groupes. Un groupe, d'environ 100 personnes, était sur la route de Kibingo, près du cimetière. Un autre groupe est tombé dans le piège que nous avons tendu. J'ai tué un homme sur place avec une massue. Ensuite un gendarme nous a dit : « Laissez les rejoindre leurs frères dans le camp. Ils ne vous échapperont pas. Assurez vous juste qu'ils ne se dispersent pas. » On les a donc suivis jusqu'à l'entrée.

Les gendarmes nous ont stoppés pour que nous ne commençons pas l'offensive tout de suite, jusqu'à ce que les autres miliciens nous aient atteints. Nous étions environ 1000. Tout le monde avait une arme. Nous étions prêts à nous occuper des réfugiés.

Un contingent est ensuite arrivé en provenance de la commune de Rukondo, conduit par Ntegeyintwali dans son pick-up Toyota blanc, en plus des miliciens qui avaient été déposés à son bureau. Cependant, les hommes qui étaient attendus avec le plus d'impatience, et dont l'arrivée aurait le plus grand impact, étaient les miliciens de Mudasomwa.

L'ordre de passer à l'action a été donné quand les interahamwe de Mudasomwa sont arrivés. Ils se comportaient comme des loups prêts à dévorer des agneaux. Ils portaient des feuilles d'eucalyptus. Certains brandissaient leurs armes en l'air. Emmanuel Ngoga, François Gakuru, le chef de la milice de Mudasomwa, et Louis Hategekimana qui est détenu ici et qui était venu dans un Daihatsu jaune, semblaient être leurs leaders. Ngoga conduisait le Daihatsu bleu de l'usine de thé de Kitabi. Ils ont amené beaucoup de miliciens avec eux. Le Daihatsu bleu a fait plusieurs voyages et ils ont aussi utilisé un autre véhicule fourni par le capitaine Sebhura pour transporter les miliciens de Mudasomwa directement à partir de Murambi.

Les hommes de Mudasmwa sont venus avec des pistolets, des grenades et des machettes. C'était le Toyota Hilux rouge du capitaine Sebhura qui apportait les armes aux équipes venues de Mudasmwa. Ils ont dit qu'ils étaient venus aider. Environ 160 miliciens sont venus de Mudasmwa en voiture et beaucoup, beaucoup plus étaient venus à Cyanika à pied. Il y avait même des femmes, environ une douzaine, qui ont pris activement part aux tueries à Cyanika.

Quand vous regardez ce que Ntegeyintwali a fait pour regrouper les forces génocidaires pour attaquer Cyanika, et l'assistance qu'il a eue de la milice de Mudasmwa, je suis convaincu qu'il y a certainement eu des contacts entre lui et le bourgmestre de Mudasmwa, Emmanuel Nteziryayo.

Un groupe de gendarmes à ensuite approché Mudenge et ses acolytes pour discuter sur la capacité d'autodéfense des réfugiés.

Ils sont venus dans un véhicule qu'ils avaient saisi au Père Niyomugabo.

« Nous avons toutes sortes d'armes traditionnelles et le soutien des gendarmes avec des armes à feu qui avaient des balles qui se balançaient sur leurs cous comme un rosaire. »

Nous n'étions donc pas inquiets de nous attaquer à une foule de plus de 10000 personnes. Ils ne valaient rien. Les grenades et les armes à feu les réduiraient en poussière. Et Ntegeyintwali continuait à amener des hommes pour augmenter notre force, en utilisant sa voiture et le Toyota rouge.

Bellancille, qui serait partie à la paroisse si elle n'avait pas fait confiance à son mari Hutu, a observé les préparatifs depuis sa maison avec une vive inquiétude.

Tôt le matin, trois véhicules remplis de tueurs se sont garés près de la paroisse. La quatrième voiture était celle de Ntegeyintwali. Ils étaient tous habillés de feuilles de bananiers et ils portaient des machettes, des massues, et un grand éventail d'autres instruments. Ntegeyintwali avait un pistolet. Je l'ai vu de mes propres yeux.

Selon Mudenge, Ntegeyintwali a donné le feu vert après avoir passé une demi heure à se concerter avec les hommes de Mudasmwa.

Urinzwanimana a atteint la scène de crime juste avant que le massacre commence. Sebhura était déjà là, « accompagné de plus de 100 gendarmes, tous équipés de grenades et d'armes à feu. »

Je me suis joint à une foule d'interahamwe qui portaient des uniformes étranges. Certains étaient couverts avec des feuilles d'eucalyptus, d'autres portaient des feuilles de caféiers. J'ai aussi remarqué la présence d'interahamwe de Mudasmwa et de Nyamagabe. Ils sont venus dans des véhicules de marque Daihatsu. Les gendarmes venaient d'ordonner aux interahamwe de faire mouvement vers le camp.

J'ai immédiatement reçu des pistolets de notre bourgmestre, Ngezahayo, bien qu'il prétende qu'il n'était pas là ce jour là. C'est lui qui a dit à Cyprien Niyonsaba, un policier communal, de les apporter. Avant d'ouvrir le feu sur le camp, j'ai vu le sous-préfet avec un pistolet. À côté de lui se trouvait un policier qui portait aussi des pistolets.

Pour semer la confusion chez les réfugiés, nous avons pris position tout autour de l'enceinte du camp. Ceux d'entre nous qui portaient des armes à feu ont commencé les destructions et ils ont convergé sur le camp. Des armes lourdes, comme des bombes, ajoutaient leur bruit à ceux des explosions de grenades. La fusillade a commencé aux alentours de 9h30.

Mudenge était avec la milice qui avait reçu pour instruction d'encercler la paroisse et de se préparer à abattre les réfugiés qui s'enfuiraient.

Les balles fusaient de toutes les directions. La plupart des réfugiés ont été tués par les grenades et les balles.

Alors qu'il observait « l'énorme expédition » qui avait commencé, Gasarira a observé que les assaillants étaient armés jusqu'aux dents. »

Il y avait des soldats avec des pistolets et des paysans avec des armes traditionnelles. Ils ont tué jusqu'à environ 17h15.

Il n'y avait, a ajouté Mudenge, pas grand chose à faire pour lui et ses comparses.

Il s'agissait juste d'achever quelques personnes sur le point de mourir, qui se trouvaient sous les cadavres de leurs frères. Il y en avait aussi d'autres qui, abasourdis par le bruit de foudre des armes à feu, ne savaient pas quelle direction prendre et qui ont couru vers nous.

Parmi les personnes que j'ai tuées, que ce soit personnellement ou avec les autres, la seule personne que je pourrais identifier est Bakotanyi, le fils d'Isaïe, de Kibingo. Il était un de ceux qui avait survécu à Murambi.

Je n'ai pas pensé au fait que je le connaissais. Je l'ai tué parce que j'ai vu que ça devait être comme ça. Je n'avais pas de pitié pour les Tutsi une fois que j'avais pris la décision de participer aux massacres.

A environ 13h, Urinzwenimana et les autres miliciens ont vu que le travail se terminait.

Nous nous sommes rendu compte que les corps des réfugiés étaient entassés comme des empilements d'insectes. Nous sommes entrés à l'intérieur du camp pour nous occuper de ceux qui étaient presque morts.

Gasarira voyait des cadavres partout dans la cour et à l'intérieur des bâtiments.

Ntegeyintwali et le capitaine Sebhura ont été particulièrement actifs dans les tueries.

Pendant qu'Urinzwenimana et d'autres s'affairaient avec les mourants, un appel urgent a été fait aux miliciens pour qu'ils suivent la piste des réfugiés qui avaient réussi à fuir jusqu'à Kinyamakara et Rukondo. Urinzwenimana s'est porté volontaire pour poursuivre ceux qui avaient couru vers Kinyamakara.

Nous les avons poursuivis aussi loin que la limite avec Kinyamakara. Nous n'avons pas pris la peine de poursuivre notre voyage comme la population locale avait reçu toutes les instructions sur ce qu'ils avaient à faire.

Comme beaucoup de pillards descendaient vers l'église où les massacres touchaient à leur fin, Mudenge s'est dépêché de voler les objets de valeur au centre de santé.

J'ai trouvé deux autres interahamwe à cet endroit, qui étaient venus pour la même raison que moi, Nkuriza et Kabera, tous deux en prison. Nous nous en sommes d'abord pris aux Tutsi qui étaient hospitalisés. Nous devons le faire parce que Sebhura nous avait dit de nous assurer qu'il ne restait

plus de Tutsi avant que nous commencions à fouiller l'endroit à la recherche d'objets de valeur.

« Nous sommes allés dans les salles d'hôpital pour sélectionner les gens de la race à éliminer. »

Nous avons identifié la femme de Pierre Karerangabo et ses deux enfants. Elle était très malade. Nkuriza l'a frappée à la machette et il a coupé ses deux enfants comme si c'était des choux. Nous sommes ensuite entrés dans la salle de maternité. Nous avons capturé Mukamutara, la fille de Lucie. Elle était enceinte. Kabera l'a éventrée avec une épée. Elle est morte sur-le-champ. Il a saisi ses jumeaux et il les a jetés en l'air. Dans la même chambre, nous avons trouvé la femme de Jean Bicamarega ; elle était avec sa mère. Nous les avons tués avec une massue et une machette.

En quittant la maternité, Mudenge et deux de ses complices, Onésphore Mageza et Alphonse Bukeye, sont retournés au centre de santé avec plusieurs hommes qui étaient venus brûler une des chambres dans laquelle des Tutsi s'étaient barricadés.

Ces hommes étaient entre autres Cyprien Niyonsaba, Hishamunda et un policier de Rukondo. Ils ont enfoncé la porte et ils ont ouvert le feu sur les réfugiés. Personne n'a survécu. Il y a eu plus de 30 victimes.

Mudenge espérait une récompense substantielle mais les hommes de Mudasmwa, qui était venus en renfort de Murambi et qui avait été « de service » deux fois ce jour là, ont reçu le butin en priorité.

Nous avons eu des ustensiles d'entretien de la maison. Les objets de valeur, comme une télévision, un véhicule Mitsubishi et une moto, ont été offerts en cadeau à la milice de Mudasmwa pour leurs efforts, qui étaient très apparents depuis Murambi. Louis et Ngoga ont transporté ces choses.

Urinzwenimana a été tout aussi déçu.

Malheureusement, les interahamwe de Mudasmwa étaient plus forts que nous. Ils ne nous ont pas autorisés à prendre la moindre chose utile.

Les raisons de récompenser la milice de Mudasmwa si généreusement sont claires pour Mudenge.

La contribution des hommes de Mudasmwa, et le soutien qu'ils ont fourni aux autres, était vraiment évidente. En fait, s'ils n'étaient pas venus à Cyanika, je crois que le massacre n'aurait pas été aussi grand qu'il l'a été. Ils étaient ses meneurs et ils se sont imposés très efficacement comme commandants. Le Capitaine Sebhura est resté jusqu'à la fin du massacre qui a fait environ 10000 morts. Après, les miliciens ont commencé le pillage.

« Replongés dans l'Horreur »

Les rares personnes qui étaient revenues de Murambi, comme Grâce, ont essuyé les tirs des armes à feu. Cette dernière a réussi à se réfugier derrière les portes de l'église juste avant la pluie de balles à environ 11h.

Nous avons trouvé un grand nombre de réfugiés là, même s'il n'y en avait pas autant qu'à Murambi. Nous avons été reçus avec des coups de feu et des explosions de grenades. Nous avons essayé de rebrousser chemin, mais ils nous avaient encerclés et ils nous ont forcés à entrer dans la cour du presbytère. Ils nous ont jetés des pierres, et quiconque tentait de s'enfuir était immédiatement abattu.

Cyanika lui était très familière. Elle n'y a pas seulement reconnu certains des tueurs, mais elle a aussi trouvé l'organisation de l'attaque et les techniques d'extermination bien trop prévisibles.

Des soldats qui étaient venus de Murambi étaient là dans un véhicule Suzuki. Je les avais vus à Murambi, mais je en savais pas qui ils étaient.

Le massacre de Cyanika a été perpétré exactement selon le même schéma que celui de Murambi, il a commencé par la fusillade et les jets de grenades. Ils ont utilisés des armes à feu longtemps. Cette fois-ci, j'étais terriblement effrayée ; je n'arrêtais pas de penser à ce que je venais de vivre à Murambi. Au moment même où je pensais que je m'en étais sortie, j'ai été replongée dans l'horreur. J'étais avec une femme qui portait un bébé dans les bras. Une grenade a explosé, blessant sévèrement la tête du bébé et la main de sa mère comme elle essayait de protéger son enfant. Je les ai regardés, clouée au sol par la terreur et désorientée par ce qui se passait.

Grâce est entrée dans une chambre où elle a trouvé d'autres personnes qui attendaient la mort. En quelques heures, la seconde phase a commencé.

Ils nous ont trouvés et ils ont commencé à nous frapper à la machette. J'ai reçu un coup de machette au visage, sur le côté gauche.

Comme elle a immédiatement perdu connaissance, ses souvenirs d'avoir été frappée et d'être tombée sont flous. Elle ne se souvient ni de son visage ni de ses traits, elle se rappelle seulement que l'homme qui l'a frappée lui a d'abord demandé de l'argent. Au alentours de 15h, Grâce a ouvert les yeux et elle a trouvé quatre autres personnes encore vivantes dans la pièce.

L'une d'elles criait beaucoup ; c'était un homme à l'agonie à cause de ses blessures et il avait soif. J'ai mis mes mains en coupe pour collecter les gouttes d'eau qui tombaient du toit en tôle ondulée et je lui ai donné à boire. Et toujours trop souvent, j'entendais des hommes venir pour vérifier si quelqu'un respirait encore. Quand je les voyais venir, je me recouchais par terre et je faisais semblant d'être morte.

Grâce était dans un état second. Au moment où elle était encore consciente de ce qui l'entourait, les enterrements avaient commencé.

Ils jetaient encore les corps dans des fossés et ils donnaient le coup de grâce aux blessés. Certains étaient enterrés vivants, surtout ceux qui avaient perdu leurs jambes et qui ne pouvaient plus bouger. Je n'ai pas entendu un son de ces réfugiés qui se faisaient tuer, sauf les hurlements de ceux qui avaient été déchiquetés par des grenades.

Quand le temps de piller est arrivé, le nombre de gens qui se déplaçaient autour des corps a augmenté, mais Grâce a continué à feindre la mort.

Après un certain temps, il y en a eu beaucoup, même des fillettes, des femmes et des vieilles. Ils venaient pour voler les vêtements, les montres, les bijoux, et d'autres choses qui appartenaient aux morts. J'ai commencé à me mouvoir vers la porte de la chambre, en m'allongeant à nouveau dès que j'entendais des pas. Ils m'ont regardée, en disant : « Quelque soit le gars qui a frappé cette fille, il a fait un beau travail, il mérite une récompense. Un d'aux m'a donné un coup de pied dans les côtes pour vérifier que j'étais vraiment morte. Je n'ai pas bougé et son acolyte a dit : « Ne joue pas avec les cadavres, il ont passé pas mal de temps ici, et pas un seul d'entre eux ne pourrait avoir survécu aussi longtemps. »

Mais Grâce a tenu bon envers et contre tout. Il est encore plus étonnant de l'entendre au sujet d'un jeune garçon.

Quand j'ai vu les blessures des autres, les miennes m'ont semblé mineures. J'étais avec un petit garçon qui avait reçu un coup de machette à la tête. Il continuait d'appeler sa sœur aînée pour qu'elle lui apporte un peu d'eau, mais elle était morte. Elle était étendue sur le sol juste à côté de lui et il ne

savait pas qu'elle était morte.

Malheureusement, l'enfant et un autre petit garçon blessé n'ont pas pu rester en vie bien longtemps.

Leurs corps ont été entassés sur moi et nous étions cachés par une armoire. Au moment même où je me demandais comment sortir d'ici, des hommes sont entrés dans la chambre. Ils ont dit qu'il y avait des gens dans l'armoire et ils l'ont retournée. Ils nous ont tapés avec des bâtons pour vérifier que nous étions morts et ils sont repartis.

Quand la voie a été libre, Grâce s'est faufilée dehors et elle a disparu dans quelques buissons à proximité.

Heureusement pour Marie Chantal Mukamunana, qui était épuisée et qui se traînait derrière les autres survivants de Murambi qui marchaient vers Cyanika, le massacre était déjà en cours quand elle y est arrivée, elle n'a donc pas pu entrer dans la paroisse. Elle était encore plus découragée quand elle a vu des génocidaires qui venaient de terminer des massacres dans la Paroisse de Kaduha à Karambo, arriver pour « aider » au même « travail » à Cyanika.

Nous nous sommes dispersés à nouveau. Certains sont retournés dans la ville de Gikongoro, d'autres sont allés dans différentes directions. Je mourais de faim et je me sentais si déshydratée que je en pouvais plus marcher.

Elle s'est assise dans la forêt près de l'église, d'où elle pouvait entendre « les tirs, les grenades, les cris et les miliciens qui s'apostrophaient. »

Ils ont terminé de tuer vers 16h ou 17h. Fatigués de leur travail macabre, ils ont quitté l'endroit, ont pris ce qu'ils pouvaient et sont partis boire une bière.

Marie Chantal a rampé jusqu'à une flaque d'eau et a bu de cette eau boueuse. Elle n'a pas pu regagner assez de forces et la présence d'esprit nécessaire pour échafauder un plan avant minuit.

J'avais l'intention de retourner à Nzega d'où j'étais originaire. Mais il m'a fallu deux jours pour aller simplement de la paroisse de Cyanika à la ville de Gikongoro ! Quand je me suis traînée en ville, il faisait jour. Je devais m'arrêter. Je suis donc allée chez des amis chez lesquels j'ai vécu jusqu'au 20 Mai.

« J'ai Pensé que c'était Ma Dernière Minute de Vie »

Les réfugiés qui avaient été à la paroisse pour quelques temps, comme Emmanuel, étaient alertés et sur le qui-vive le moment où ils ont entendu les détonations en provenance de Murambi.

Très tôt le matin, des soldats sont venus avec des paysans qui portaient des feuilles de bananier séchées. Les gendarmes qui nous gardaient ont dit qu'il y avait des hommes armés de grenades qui voulaient nous tuer. Ils nous ont demandé de sortir dans la cour pour pouvoir mieux nous défendre. Nous étions nombreux à ne même pas savoir ce qu'était une grenade, nous avons donc aveuglément suivi leurs ordres.

Emmanuel est allé dans la cour, où » beaucoup de paysans avec des machettes et d'autres armes traditionnelles nous ont entourés. »

Les gendarmes ont commencé à nous tirer dessus et nous nous sommes dispersés. Chacun a couru dans sa propre direction et les paysans ont lynché quiconque sortait des bâtiments. Dans la cour, les cadavres ont parsemé le sol, et parmi les morts, on trouvait des enfants, des jeunes, filles et garçons, des hommes âgés et des femmes. Les cadavres étaient allongés sur des gens qui n'étaient pas encore

morts. Personne ne voulait plus vivre, mais l'esprit humain ne voulait pas nous laisser mourir sans faire quelque chose. Vous voyiez un parent qui venait d'assister à la mort de tous ses enfants, sous ses yeux. Quelle sorte de vie voudrait-il encore mener ?

Les quatre enfants d'Emmanuel sont tous morts à Cyanika. Ses deux plus jeunes ont été massacrés à la machette devant lui.

Ils ont chacun reçu deux coups sur leur cou et c'était fini. Beaucoup de gens agonisaient parmi les corps. Certains avaient perdu leurs jambes, d'autres leurs bras, d'autres encore étaient gravement blessés. Vous entendiez des gens demander de l'eau ou supplier les génocidaires de venir les achever. Mais ceux qui demandaient à être tués étaient encore plus torturés. Les plus chanceux sont morts dans les explosions des grenades, ou par balles.

Emmanuel a quitté la paroisse avec les quelques personnes qui « -étaient autour de lui et qui étaient encore assez fortes pour se lever et bouger.

Nous pensions qu'ils allaient nous tirer dessus quand ils nous verraient courir. J'étais avec Habimana qui vivait dans le secteur Rwamagana et quelques autres. Quand nous sommes arrivés à la clôture extérieure des bâtiments de la paroisse, ils nous ont poursuivis. Je me suis immédiatement jeté dans un fossé anti-érosion et je me suis glissé sous les corps qui s'y trouvaient. J'ai appris plus tard qu' Habimana avait aussi survécu ce jour là et qu'il avait ensuite été tué de retour dans sa cellule d'origine. Au milieu de la nuit, je me suis extrait de ma cachette sous les cadavres.

A une courte distance de la paroisse, Emmanuel a entendu des hommes abattre une vache sur la route. N'étant pas capable de passer près d'eux sans se faire remarquer, il s'est assis sur le côté de la route. Par malheur, un des hommes est passé juste à côté, a vu Emmanuel et il a alerté les autres.

Il leur a dit qu'ils n'avaient pas fait leur travail parce qu'il venait de voir un Tutsi. Ils ont entouré le buisson où je me trouvais. J'ai pensé vivre ma dernière minute de vie. Je pensais qu'ils allaient me trouver et me tuer après m'avoir torturé. Je me suis enfui en courant et ils ont vite été sur mes talons. Quand je suis arrivé à la route, je me suis à nouveau enfui et je me suis caché dans la forêt. Ils n'ont pas su où j'étais allé. Il y avait également de nombreux cadavres dans la forêt.

Il est allé voir ses beaux-frères Hutu à Gikongoro, où il a retrouvé sa femme. Ils sont resté là ensemble jusqu'à la fin du génocide.

Assourdie par les coups sur la porte et la cacophonie, Marianne a présumé que les interahamwe avaient jeté des grenades quand elle a vu des gens tomber sur le sol.

Mais il n'y avait pas de grenades. Il y avait un policier dans un arbre derrière la maison. Il avait un pistolet qu'il utilisait pour faucher un à un les gens. Nous ne l'avons remarqué qu'après.

Depuis son point de vue dans la salle de conférence, elle voyait la milice couper la moustiquaire sur les fenêtres pour créer une ouverture. Tout le monde s'est rué hors de la salle et a passé la porte, en dépit du conseil de rester à l'intérieur.

Les tirs nous touchaient de toutes les directions et des gens mouraient partout. Les choses ont empiré dans la seconde. Tout le monde cherchait une sortie. J'ai été séparée de ma famille, pour toujours.

Les interahamwe, accoutrés de feuilles de bananier, ont continué à tirer et à lancer des grenades, même dans la salle où nous avions été. Les adultes et les enfants tombaient morts ensemble. Des enfants ont été piétinés par des adultes qui couraient ça et là. C' était vraiment catastrophique.

Marianne et son amie, Marie-Claire, ont grimpé dans le plafond. Mais après dix minutes, elle s'en sont extraites, convaincues qu'elles allaient être découvertes. Marianne a dit qu'elle préférait trouver

les autres « pour que nous puissions mourir avec eux. »

Quelques temps plus tard, Marie-Claire a été touchée par une grenade et elle est tombée.

La seule issue à laquelle Marianne arrivait à penser était le suicide.

Dieu seul sait pourquoi je n'ai pas mis fin à ma vie.

Les vies de ses proches étaient arrivées à leur fin.

Les interahamwe sont entrés là où ma grand mère, mes deux oncles paternels et mon petit frère se trouvaient. Ils les ont frappés avec des bâtons. Un de mes oncles était handicapé physiquement et ils ont utilisé ses propres béquilles. J'ai en fait assisté à la mort de mes proches.

Elle est entrée dans une cuisine et elle est tombée sur son père.

Il m'a demandé : « Tu es toujours vivante ? Tu as vu les autres ? » Je lui ai raconté ce qui s'était passé. Il n'a rien dit. Il m'a montré une cachette où j'ai pu rester. Quand ils ont terminé de tuer tous les Tutsi qui se trouvaient là, et il y en avait beaucoup, ils sont venus vers nous. Ils ont commencé à tirer. Mon père, qui se trouvait à l'entrée, a été touché le premier. Il n'est pas mort sur le coup, même si je l'ai pensé.

J'ai essayé de me sauver. Je me suis ruée vers le milieu d'une petite salle pleine à craquer de gens. C'était vers 17h. Il y avait tant de gens que vous auriez aisément pu piétiner une personne à mort. Tous ceux qui étaient là avaient été tués. Il y avait une autre petite maison juste à côté, beaucoup de Tutsi y sont morts, aussi.

Plus tôt, Mudenge s'était référé à une pièce du centre de santé qui a été incendiée. Marianne, qui était entrée dans le bâtiment alors qu'elle allait d'une partie de la paroisse à l'autre, est une des personnes qu'ils ont essayé de brûler vive.

Ils ont apporté du gasoil qu'ils ont versé sur tous les gens qu'ils avaient tués pour les brûler. Pour ceux qui étaient au fond de la pièce, ils ont apporté un tambour imbibé de gasoil. Ils ont ensuite allumé le feu pour nous brûler.

Marianne avait des réticences à quitter la salle car elle pensait qu'elle était la seule survivante.

Plus tard, j'ai vu quelqu'un sauter hors du feu. Quelques minutes plus tard, une deuxième personne, ensuite une troisième. J'ai aussi eu le courage de partir.

De concert avec un garçon, une autre jeune fille, et trois hommes adultes, ils sont entrés dans la salle de conférence. Les jeunes se sont abrités dans le plafond, à l'aide des tambours.

A environ 3h, les adultes nous ont appelés et nous avons quitté le plafond. Nous avons sauté la clôture. Derrière celle-ci, nous avons vu beaucoup de cadavres ; évidemment ceux qui avaient tenté de sauter par dessus la clôture n'y étaient pas arrivés. Nous avons continué. Nous n'avions plus peur, mais nous avons vraiment conscience de la mort que nous avons laissée derrière nous.

Speciose Mukangenzi a décidé que le centre de santé était l'endroit le plus sûr. En chemin, elle a vu Gasarira emmener le Père Niyomugabo vers la pharmacie.

A cet instant là, quelqu'un m'a frappée à la machette, et je suis tombée par terre,, inconsciente. Je ne sais pas ce qui s'est passé après ça. Je me suis réveillée la nuit et j'ai compris que j'étais dans le laboratoire. J'y suis restée, terrifiée. Presque tout le monde était déjà mort à la paroisse.

Spéciose a quitté le laboratoire trois jours plus tard et elle s'est déplacée de buisson en buisson jusqu'à la fin du génocide.

« Mettez Vous Entre les Mains de Dieu »

Xavérine était dans la résidence du Père Niyomugabo quand les balles et les grenades ont plu sur les réfugiés dehors, dans la cour. Parmi les derniers à être tombés dans l'embuscade, son tour est venu en fin de journée après que ceux qui se trouvaient dans l'école primaire près de l'église soient tous morts.

Le Père Niyomugabo nous a dit : « Continuez à prier, dites la prière du Seigneur, mettez vous entre les mains de Dieu et ne criez pas. » Après quelques minutes, les interahamwe ont commencé à hurler :

« Que le sang qui va couler soit une malédiction pour les Tutsi et leurs enfants. »

Ils ont donc commencé à nous tirer dessus. Nous n'avions rien d'autre que des briques comme armes. Ils ont enfoncé les portes avec leurs fusils.

Quand ils sont entrés, ils nous ont forcés à nous allonger sur le sol et ils ont commencé à nous tuer avec leurs machettes. Je n'ai pas pu les identifier. J'étais presque à bout. J'avais huit enfants et je ne voyais pas comment les défendre.

Ils ont commencé à couper ceux qui se trouvaient le plus près des portes. Xavérine était couchée sur le ventre avec le plus jeune de ses enfants attaché sur le dos.

J'ai vu son sang et j'ai su soudainement qu'il était mort. La tête de l'autre enfant qui avait été près de moi n'était plus là. Tous mes enfants étaient morts. Les interahamwe ont jeté des cadavres sur moi ils pensaient que j'étais morte, moi aussi. Je me suis demandé ce qu'il adviendrait de moi sans mes enfants, et avec des blessures sur tout le corps. C'est là que j'ai commencé à souhaiter être morte.

Xavérine a reconnu Didace Hategekimana, le bourgmestre de la commune de Rukondo, Joël Munyandinda, un professeur, et un autre homme nommé Gasurira parmi les assassins. Parmi les jeunes qui sont sortis à temps, a ajouté Xavérine, « la plupart ont été tués à Kinyamakara. » Elle a elle même passé la nuit sous une pile de cadavres.

Le lendemain, Ngezahayo et Ntegeyintwali sont revenus. Les gens qui les accompagnaient ont dit : « Quel scandale ! Le sang que nous avons versé va nous coûter très cher un jour. » Soudain le sous-préfet leur a dit de se débarrasser de quiconque respirait encore. Il a dit : « Allez dans la campagne et éradiquez les. Ces serpents ont besoin d'être écrasés pour qu'un jour les enfants Hutu se demandent à quoi ressemblaient les Tutsi. »

J'étais désespérée, affamée et du sang coulait sur tout mon corps. J'étais blessée à la tête et au dos. Ils m'avaient frappée partout, même mes genoux me faisaient mal. J'ai supplié un homme de me tuer d'un coup sur la tête. « Tais toi » Il a répondu : « Ne parle plus, je te tuerai moi même. » Il s'est approché et il a essayé de m'allonger pour que j'aie l'air d'une morte. Ses acolytes lui ont demandé si j'étais en vie, mais il a répondu que je n'étais plus qu'un cadavre. Après s'être assuré que plus personne n'était en vie, ils sont partis.

« Son Corps a été Etendu sur la Route » : L' Assassinat du Père Joseph Niyomugabo, le 24 Avril.

Bien que ses actes n'aient été finalement à même de modifier le destin des réfugiés de la paroisse de Cyanika, les survivants du massacre n'oublieront jamais le Père Niyomugabo en raison de sa présence réconfortante et son refus de les laisser seuls face aux miliciens. Rémy Kamugire avait 15 ans en 1994. Sa famille vivait derrière la paroisse et ils y sont allés le 15 Avril. Il a rendu un vibrant hommage au Père Niyomugabo.

J'étais encore jeune, mais j'ai suivi tout ce qui nous arrivait. Le Père Niyomugabo était la seule personne qui s'assurait que les blessés recevaient les soins dont ils avaient besoin. Il venait tout le temps voir comment nous nous portions et il nous remontait le moral. Nous étions vraiment frappés par son courage. Montrer de la bravoure dans ce genre de circonstances n'est pas à la portée de tout le monde. Il a eu tant d'occasions de sauver sa peau, mais il savait à quel point nous comptions sur lui. C'est grâce à lui que nous avons eu de la nourriture et un endroit où nous pouvions rester. C'était la seule personne qui se souciait de nous. Et il resté même s'il savait qu'il restait abandonné avec des Tutsi qui allaient être rayés de la carte. Il était tout pour nous pendant que nous étions à Cyanika.

Le prêtre était lui même sous la menace constante de la milice, mais il était déterminé et il se trouvait encore à la paroisse le 21 Avril. Il n'a cherché à se protéger qu'après le début de l'attaque à l'arme à feu, avec l'aide du chauffeur de l'hôpital, Gasarira.

Gasarira l'a emmené dans une chambre du centre de santé, très près de la paroisse. Gasarira est resté avec lui, en disant aux gens qu'il était là pour garder un oeil sur les médicaments. Il ne voulait pas que ses collègues sachent que le prêtre était là. Plus tard, ils se sont demandé pourquoi Gasarira n'avait jamais quitté cet endroit.

En plus du Père Niyomugabo, Gasarira a dit qu'il avait caché trois autres prêtres, y compris le Père Aloys Musoni, qui était venu à la paroisse pour les vacances de Pâques.

Je les ai mis dans la pharmacie et je leur apportais de la nourriture la nuit. Ils sont resté là trois jours. Le 24 Avril, les prisonniers ramassaient encore les cadavres. L'un d'eux est passé derrière la pharmacie et il a ouvert la fenêtre de force. Ils les a trouvés à l'intérieur et il a commencé à crier pour alerter les autres. Les gens avaient commencé à soupçonner qu'ils étaient là parce que j'y étais tout le temps moi aussi. Le sous-préfet est venu aussi.

Comme il était une des victimes les plus recherchées, il était hors de question d'épargner le Père Niyomugabo.

Ils ont coupé le Père Niyomugabo et un des autres prêtres avec des machettes. Le prêtre était complètement nu : le prisonnier qui l'avait trouvé le premier l'avait déshabillé. Ils ont aussi assassiné deux filles qu'ils ont trouvées près de la paroisse. Le Père Musoni a été emmené à l'évêché de Gikongoro et il a été tué plus tard. L'autre homme d'église est allé avec lui et il a survécu.

Mudenge a admis que c'est son neveu qui a découvert le prêtre.

Mon neveu, Jean de Dieu Kayigamba, a révélé les déplacements du Père Niyomugabo. Ses vêtements ont été arrachés et son corps nu a été étendu sur la route, devant Ntegeyintwali, qui a ensuite pris tous les médicaments pour les emmener chez lui.

Ceux qui ont déshabillé le Père Niyomugabo et l'ont ensuite tué sont « ceux là mêmes auquelq il

avait donné de la nourriture et des vêtements. », a dit Spéciose. Ils étaient venus se débarrasser des cadavres à la paroisse. En effet, Niyomugabo est mort le jour où ceux dont il avait tenté de sauver les vies étaient hâtivement enterrés.

« TOUT LE MONDE ETAIT SATISFAIT DES MASSACRES DE MASSE »

L'accès aux propriétés et aux richesses des Tutsi a été utilisé pour encourager et récompenser la participation aux tueries. Bucyibaruta avait assuré aux hommes de Mudasomwa qui ont voyagé jusqu'à Cyanika que les commerces Tutsi de la ville de Gikongoro seraient à eux une fois qu'ils auraient rempli leur mission. Revenus à Murambi, les miliciens restants ont immédiatement posé les yeux sur les possessions des victimes qui gisaient tout autour d'eux, et aussi dans la ville de Gikongoro. Les terres, les vaches et l'argent étaient parmi les trésors les plus recherchés à être trouvés et réclamés. Mais même les vêtements tâchés de sang, les matelas et les ustensiles de cuisine étaient considérés comme des prix de bienvenue par les tueurs et par les riverains qui montaient vers la colline pour fouiller les corps dans tout le camp.

« Nous Sommes Retournés au Camp pour Piller. »

Quand les amis de Sylvestre Maniraho de Mudasomwa sont montés dans les véhicules qui devaient les emmener à Cyanika, il s'est éclipsé.

Je suis resté hors de vue pour pouvoir prendre ce que je voulais dans le quartier commercial en ville. Beaucoup d'autres, surtout ceux qui vivaient à Nyamagabe, ont eu la même idée. Ils savaient ce que les Tutsi possédaient. Les boutiques qui appartenaient aux Hutu qui n'avaient pas pris part aux massacres n'étaient pas épargnées non plus. Je suis revenu avec une radio et un réfrigérateur.

Frédéric Munyemana a même ignoré les convocations du préfet au meeting tenu à la fin du massacre pour pouvoir garder les autres à distance de la salle qu'il avait décrété comme étant la « sienne. »

Il y avait des matelas et d'autres objets de maison. Je suis resté là pour les garder pour en faire bénéficier ma famille. Il y avait aussi quelques corps. Je n'ai pas eu le temps de les regarder. Je n'ai fait que fixer des yeux les objets de valeur.

« Quand les autorités sont parties, » a dit David Havugimana, « nous sommes revenus au camp pour tout nettoyer. »

Il y avait des cadavres ensanglantés partout. Cela ne nous a pas arrêté dans notre volonté de dépouiller ces mêmes corps de leur argent liquide et de leurs bijoux. Il y a eu des disputes à propos des vaches et des objets d'intérieur.

Les matériaux de construction qui avaient été apportés pour la construction de l'école, un bâtiment public, ont aussi disparu.

Après, J'ai eu du temps pour réfléchir sur l'atrocité que nous venions de commettre à Murambi : certaines victimes avaient encore des lances dans le corps et d'autres avaient d'affreuses blessures par arme à feu. D'autres avaient même le crâne fracassé.

Juvénal Munyakayanza a dit avoir déserté la milice après avoir vu un de ses acolytes mourir. Mais quand les choses en sont venues à se réduire au pillage, il « n'a pas eu peur d'aller dans cet enfer où des milliers de gens avaient été abattus comme du bétail. »

Partout où j'allais, ils volaient les affaires des morts et se salissaient de leur sang en chemin. Je suis tombé sur un groupe de gens qui se querellaient à propos d'un troupeau de bétail. Il devait y avoir 500 vaches. J'en voulais une, mais elles avaient toutes été données à d'autres gens.

Quand Jean-Pierre Sindikubwabo est venu voir ce qu'il pouvait prendre, les leaders étaient encore focalisés sur leurs cibles.

« Des représentants des autorités et des commerçants marchaient parmi les cadavres pour identifier les hommes recherchés. »

Parmi eux, il y avait :

- Sebhura ;
- Félicien Semakwavu ;
- Vincent de Paul Nsabiyera ;
- Denis Kamodoka ;
- David Karangwa ;
- Ayurugari, le directeur d'Electrogaz ;
- Félicien Munyengoga ; un policier communal.

Sindikubwabo s'est emparé de ce qu'il a pu.

J'ai réussi à prendre un matelas ensanglanté. Je n'étais pas gêné de le porter sur la tête. Le sang formait une trace derrière moi. Je l'ai lavé au camp de la police. Il n'y avait pas de barrage pour nous arrêter. Tout le monde était satisfait des tueries de masse. Nous étions tous devenus des criminels. »

Après avoir fouillé l'école, Sindikubwabo et d'autres « sont allés mettre la ville à sac. »

Les boutiques Tutsi étaient ciblées, notamment celles que possédaient :

- Bwenge
- Kawasaki, qui est mort après le génocide ;
- Appolinaire, qui possède maintenant une boutique à Taba.

Déo se trouvait parmi les réfugiés qui ont vu cet épisode depuis les buissons près de l'école.

Ils déshabillaient les cadavres et prenaient des objets ayant appartenu aux victimes : les montres, les bijoux, les vaches... Les femmes et les filles déshabillaient les autres femmes et les autres filles pour voir, comme elle le disaient, si le sexe des femmes Tutsi était le même que celui des femmes Hutu. Elles semblaient trouver une réelle satisfaction à humilier les femmes Tutsi. J'entendais encore les blessés crier d'angoisse et les enfants sanloter à côté de leurs mères décédées.

Il a vu les visages de plusieurs de ses connaissances et il les a nommées.

J'ai vu Semabinga, Nyabutama et Rwamukwaya, tous détenus à la prison centrale de Gikongro, et beaucoup d'autres dont je ne me rappelle pas les noms.

Déo a quitté cet endroit quand la nuit est tombée et il est allé à Kabeza.

Les gens faisaient griller de la viande et ils se disaient : « Soyons rapides, les Tutsi peuvent ressusciter et s'abattre sur nous. » Je suis allé vers Taba où je vivais avant le génocide. En chemin, j'ai encore entendu Semakwavu dire aux Hutu de tuer d'abord parce que les objets de leurs victimes seraient à eux comme personne ne les réclamerait. Il était avec Bucyana qui travaillait au PDAG (Projet de Développement Agricole de Gikongoro).

Julienne était dans une bananeraie. Comme Déo, elle a insisté sur le fait que les femmes et les enfants aimaient bénéficier du massacre que leurs pères, leurs frères et/ou leurs maris avaient mené.

J'ai vu des gens vérifier si quelqu'un était en vie, et des femmes et des jeunes filles prendre des vêtements et d'autres objets aux morts.

Les officiels ont aussi distribué personnellement des récompenses et des bonnes appréciations. Ngezahayo de Karama, a reconnu que des hommes de sa commune ont joué leur rôle à Murambi et il a dit que Frédéric Kabera, conseiller du secteur de Muganza, qui est limitrophe de Murambi, les avait menés là. Certains de ces hommes ont reçu des remerciements officiels.

J'ai découvert que Lindiro, un de mes officiers de police de la cellule Kiraro, secteur Muganza, a reçu une vache de la part de la gendarmerie et du bureau de la préfecture parce qu'il avait tué par balles énormément de Tutsi.

Nyirimbuga et d'autres hommes qui vivaient autour de Murambi et qui n'ont pas poursuivi la tuerie à Cyanika sont allés chercher leurs familles à l'école secondaire de l'ACEPER, là où elles avaient été relogées juste avant le massacre. Leur contribution a aussi été reconnue.

Mais avant de rentrer chez elle, chaque famille a reçu quelques kilos de riz. La quantité de riz reçue dépendait de la taille de la famille ; celles avec quatre enfants recevaient environ 20 kilos. Les véhicules qui ont apporté les sacs de riz qui nous étaient destinés venaient du bureau de Bucyibaruta. J'ai entendu des gens dire que la nourriture venait de Caritas.

Plus tard, les officiels ont tourné leur attention vers la vente des terres qui appartenaient aux Tutsi, qui constituaient les récompenses les plus désirées par une population composée principalement de paysans et de fermiers. A Nyamagabe, Semakwavu a pris en charge cette tâche personnellement. Laurent Sebagenzi a dit l'avoir vu dans son secteur de Kamegeri.

Après l'épreuve de force à Murambi, Semakwavu est venu dans mon secteur avec Gasana pour superviser la distribution des terres des Tutsi aux Hutu. Tout le monde recevait une part en échange d'argent versé à la commune.

Même la production qui n'avait pas encore été moissonnée étaient disponible à l'achat. Innocent Basomingera, un prisonnier qui est aussi de Nyamagabe, a dit que Semakwavu a visité sa cellule, Kitazigurwa dans le secteur de Ngiryi.

Il était avec notre conseiller, Munyampundu. Ils ont participé à la vente des récoltes qui étaient encore dans les champs. Les gens recevaient des recettes qui correspondaient à la valeur de ces marchandises.

« LA POPULATION LOCALE DEVAIT ENTERRER LES CORPS »

Que ce soit à Murambi ou à Cyanika, l'enterrement des corps des victimes a commencé presque immédiatement. La préoccupation à propos de l'apparition d'éventuelles épidémies ajoutée à un désir de camoufler rapidement les preuves a conduit le bureau préfectoral à initier le processus sans délai. Ils ont fourni deux bulldozers, dont un qui appartenait à une entreprise privée, l'EMUJECO, et aussi un camion Nissan, pour expédier le travail qui a été assigné aux résidents qui vivaient dans les zones affectées. Mais comme beaucoup d'entre eux y étaient réticents, le préfet a fait appel aux prisonniers de la prison de Gikongoro pour faire le plus gros du travail. Les bourgmestres de Murambi et de Cyanika, Semakwavu et Ngezehayo, ont supervisé les travaux et ont offert des rafraîchissements à ceux qui transportaient les corps et les jetaient dans des fosses. Quelques survivants, qui observaient cette scène depuis des buissons proches, ont vu les cadavres être recouverts de terre. Avec des milliers de victimes dans les deux sites, l'enterrement s'est déroulé sur plus de quatre jours. Ensuite, les riverains ont recommencé à utiliser, une fois de plus, et sur ordre de la gendarmerie, les armes qu'ils avaient collectées à Murambi, pour s'en prendre aux Tutsi incarcérés dans la prison centrale.

« L'Enterrement N'était pas Organisé comme un Geste de Respect »

Callixte Hategekimana a été transféré de Kigali à Gikongoro en Novembre 1993 par le Ministère des Travaux Publics. Agé à l'époque de 28 ans, Callixte travaillait aux Ponts et Chaussées et il les représentait dans la préfecture. Le lendemain du massacre de Murambi, il a reçu un ordre du préfet, qui lui a donné comme instruction de « mettre à disposition des bulldozers pour enterrer les victimes. »

J'ai fourni un camion Nissan pour transporter les prisonniers et un bulldozer pour ramasser les corps. J'ai choisi Ntawukuriryayo, qui travaillait à l'usine de thé Mata, pour conduire ce camion. Le bureau préfectoral et la commune ont payé l'essence. Comme le nombre de victimes à Murambi était énorme, Il est devenu nécessaire d'amener plus d'équipement. La préfecture a donc contacté l'EMUJECO, une entreprise qui construisait une route à Mudasomwa, et ils ont fourni un second bulldozer.

Il a dit que ces machines ont été utilisées à la fois à Murambi et à Cyanika, mais qu'il a fallu un jour pour enterrer les cadavres à Cyanika alors qu'il en a fallu quatre pour enterrer ceux de Murambi. Alors qu' Hategekimana a reconnu que l'enterrement « manquait complètement de dignité », pour lui, « la décision du préfet était idéale. »

Les victimes qui gisaient partout était un gros casse-tête environnemental. La maladie pouvait affecter toute la région et nous décimer tous. Il est vrai que les autorités de la préfecture ont joué un rôle central, directement ou indirectement, dans l'extermination des Tutsi. Néanmoins, elles avaient pour responsabilité de prendre en compte la santé de la population. La vie devait continuer. Les résidents locaux ne pouvaient pas retourner à leur activités normales jusqu'à ce que les victimes aient été enterrées.

Nous ne pouvions pas construire des tombes et les embellir pour des milliers de victimes. Cela aurait pris beaucoup de temps, et la préfecture n'avait pas le temps.

« De toute façon , ces gens étaient considérés comme un ennemi. L'enterrement n'était pas organisé comme un geste de respect pour eux. C'était plutôt une façon d'épargner à la population l'émergence d'une épidémie. »

Joseph Ntegeyintwali, le sous-préfet de Cyanika, a justifié de la même façon le caractère hâtif des enterrements ici.

L'enterrement manquait de respect, mais il était nécessaire d'en finir rapidement, sinon toute la région aurait été sans doute exposée à toutes sortes de maladies.

La possibilité de contracter une maladie due aux corps en décomposition a rendu ceux qui résidaient près des sites de massacre très réticents à être impliqués dans l'enterrement. Nyirimbuga a dit ne pas du tout vouloir participer à ce « nettoyage », en dépit du fait même que certains de ceux qui ont perdu la vie à Murambi ont été tués de ses propres mains.

Bucyibaruta et Semakwavu ont envoyé David Karangwa et Havugimana nous dire que la population locale devait enterrer les corps. Nous avons refusé parce qu'il y en avait des milliers qui gisaient partout.

De même, à Cyanika, la population locale a ignoré l'appel de ses officiels. Les autorités, comme Nzegahayo, ont donc été obligées de se tourner vers les prisonniers pour trouver l'aide nécessaire.

Le lendemain du massacre, j'ai reçu une lettre du préfet. Il m'a dit d'enterrer les victimes. Il m'a dit aussi de les mettre loin de la route, hors de la vue des gens. Il voulait occulter les signes de l'horreur qui venait d'avoir lieu. Je lui ai téléphoné pour dire que je ne trouvais pas de gens désireux de se charger de ce travail. Il a donc pris la décision d'envoyer des prisonniers et un bulldozer pour accélérer les choses.

Jean de Dieu Habinshuti, âgé de 21 ans à l'époque, faisait partie des prisonniers auquel il avait été fait appel pour enterrer les cadavres. Pendant que certains sont allés à Cyanika, lui, natif de Nyamagabe, a été envoyé à Murambi. Recruté comme soldat en 1991, il a été emprisonné en Janvier 1994 pour désertion. Pendant qu'ils étaient en prison, les détenus, selon lui, avaient suivi les actualités sur le génocide et avaient entendu les explosions qui venaient de Murambi le 21 Avril. En tant que chef de la sécurité dans la prison, il avait la responsabilité de sélectionner les hommes qui devaient terminer les enterrements.

Nous étions environ 80. Nous nous sommes arrêtés au camp de la gendarmerie et nous y avons trouvé Bucyibaruta et Sebhura. Ils nous ont dit de nous occuper des corps à Murambi aussi vite que possible. Ils nous ont promis des récompenses pour que ça en vaille la peine. Quand nous avons atteint Murambi, Semakwavu y était déjà, avec deux policiers communaux. Ils nous ont fait commencer tout de suite.

La scène qu'Habinshuti a rencontrée lui a donné une bonne indication de l'échelle du massacre, et de la façon dont les événements s'étaient déroulés à cet endroit.

C'était vraiment horrible de voir tant de victimes nues. Les enfants, les femmes, les hommes, elles étaient toutes complètement nues. Toutes les chambres étaient remplies de piles de cadavres. Il était aussi étonnant de voir l'énorme nombre de cadavres qui se trouvaient hors des pièces, aux portes

d'entrée. Ceci nous a montré qu'ils avaient été tués en essayant de gagner l'entrée des salles. Il y avait aussi des cadavres répandus dehors, sur toute la cour.

Il a encadré ces procédures, sous la direction du bourgmestre.

« J'ai Entendu Beaucoup de Cris Etouffés. »

Quelques survivants étaient assez loin pour éviter d'attirer l'attention, mais assez près pour regarder comment ces choses se déroulaient. Consolée s'était effondrée dans un buisson proche de l'école et elle a vu beaucoup de réfugiés être massacrés autour d'elle. Elle a pris peur quand un bulldozer a commencé à creuser une fosse près de l'endroit où elle se trouvait, mais elle ne pouvait pas s'enfuir sans faire savoir aux tueurs qu'elle était encore vivante.

Je ne pouvais pas bouger parce que je voyais ce qu'ils étaient en train de faire aux mourants et aux survivants. J'ai entendu beaucoup de cris étouffés.

Elle a quitté le buisson à minuit. Comme les résidents de Murambi n'étaient pas encore rentrés chez eux, elle n'a rencontré personne sur la route, sauf des chiens qui rôdaient autour des corps. Elle a réussi à atteindre sa cellule de Gasaka où une vieille femme, dont le mari et les fils étaient eux même des interahamwe, l'a laissée rester dans son dépotoir.

Depuis une bananeraie, Julienne a aussi vu les charniers être creusés et remplis.

J'ai vu un bulldozer qui avait été amené pour creuser les fosses communes. Ils ont passé toute la journée à creuser les fosses. Ils sont revenus le lendemain matin et ils ont passé deux jours à jeter les cadavres dans les trous.

Julienne est sortie la nuit et elle a choisi de rester un certain temps dans une forêt près de l'évêché de Gikongoro. De là, elle est allée chez sa cousine, mariée à un Hutu, et elle y a vécu jusqu'à la fin du génocide.

A Cyanika, Grâce avait une vue dégagée depuis les haies.

Les prisonniers chargeaient les corps dans des camions. Je ne sais pas où ils les ont jetés.

Elle a finalement réussi à atteindre la maison d'une des filleules de sa mère à Kibingo, Karama, et elle est retournée à Murambi quand elle a appris que cette localité était sous la protection de soldats français.

« Il y a des Tutsi Parmi vous, Prisonniers »

Sur leur chemin du retour de Murambi vers la prison, Habinshuti et ses collègues sont passés devant le camp de la gendarmerie où ils ont reçu de nouveaux ordres.

Un des gendarmes nous a dit : « Merci pour le travail que vous avez accompli. Il ne reste qu'une chose à faire : Il y a des Tutsi parmi vous, prisonniers. Vous devez les identifier et les tuer. »

Ils sont partis pour la prison dans un camion, accompagnés de deux gendarmes et de deux gardiens de prison.

Les gendarmes ont parlé au chef des gardes, en lui disant :

« Votre prison est le seul endroit qui abrite des Tutsi dans la préfecture. Vous devez vous en débarrasser. »

Les policiers sont revenus dans leur véhicule.

Dans la soirée, Uwiragiye, de la commune Kivu, un des chefs de la prison, m'a donné une liste de prisonniers à chercher. Le chef des gardes venait de lui donner cette liste. Le nouveau directeur, Vénant Nkurunziza, et son adjoint, Kalisa, ont compilé les noms. Kanusu, l'ancien directeur, avait fui parce qu'il était Tutsi et il a été assassiné à Butare.

Habinshuti est passé dans les blocs de la prison pour identifier et séparer tous les Tutsi qui figuraient sur la liste. Les détenus les ont pris devant les petites cellules de la prison.

Nous avons tué environ 80 prisonniers avec les armes que nous avons ramassées à Murambi. Les cadavres ont été laissés à l'intérieur de la prison pendant la nuit. Très tôt le matin, le camion qui nous avait emmené à Murambi est revenu, avec le même chauffeur. Nous avons envoyé environ 20 prisonniers pour les enterrer à Murambi. Les autres ont été enterrés parmi les caféiers en dessous de la prison.

Un soir, quelques jours plus tard, Les gendarmes ont amené trois prêtres Catholiques de l'évêché à la prison, dont les noms suivent :

- Le Père Aloys Musoni de Rutobwe, dans la préfecture de Gitarama, il travaillait dans la paroisse de Cyanika. Comme mentionné plus tôt, Il était avec le Père Niyomugabo à la pharmacie quand les miliciens l'ont découvert le 24 Avril.
- Le Père Iréné Nyamwasa venait du secteur de Karama dans la commune de Mubuga et il travaillait à la paroisse de Mubuga. Il s'est réfugié à la Paroisse de Gikongoro le 8 Avril.
- Le Père Pierre Canisius Mulinzi venait de Cyumba dans la commune de Muganza, à Butare. Il est devenu prêtre dans le diocèse de Gikongoro en 1992 et il vivait avec le Père Iréné dans la Paroisse de Mubuga et il l'a suivi jusqu'à Gikongoro, ce qui l'a fait arriver à l'évêché le 9 Avril.

Ils ont été assassinés le 14 Mai dans la prison par Habinshuti et d'autres.

Nous avons enlevé leurs vêtements devant les prisonniers. Nous les avons torturés en leur enfonçant la tête dans de l'eau, avant de les battre avec des gourdins. Les prisonniers qui sont les principaux responsables de ça sont :

- Emmanuel Nizeyimana, alias Procureur,
- Nzayisenga,
- Gafaru, de Bunyambiriri.

Tous les prisonniers restants ont été libérés le 26 Mai 1994.

Les trois prêtres ont été enterrés dans une plantation de café près de la prison, mais pendant 11 ans, leur tombe est restée inconnue. Depuis, leurs corps ont été exhumés et enterrés dignement sur la colline où se trouve la cathédrale de Gikongoro. Un mémorial s'y trouve maintenant, qui a été érigé en leur nom.

13

« LA MORT N'ETAIT PAS PRETE POUR MOI » La Traque des Survivants

Ceux qui avaient eu la bonne fortune de quitter Murambi et Cyanika sans blessure ou avec des blessures légères ont fait face à un danger immédiat et continuels dehors, étant donné que les miliciens continuaient à traquer les survivants. Les familles ont été inévitablement séparées car ceux qui vivaient encore ont marché dans des directions différentes. Parfois, des proches tombant par hasard les uns sur les autres, uniquement pour se séparer à nouveau. Dans la quête insaisissable de la paix, ces survivants se trouvaient parfois pris dans d'autres massacres, ailleurs, soit à Gikongoro, soit à Butare. Et les femmes faisaient face à la possibilité d'être violées, parfois par toute une bande à mesure qu'elles erraient d'un buisson à l'autre.

Julienne était allée à Murambi avec la quasi-totalité de sa famille, mais elle s'est retrouvée livrée à elle-même suite au massacre. « Avec des habitants de la région qui nous attendaient partout, il n'était pas facile, selon elle, « de trouver un chemin qui menait hors du carnage. »

Depuis l'endroit où elle se tenait accroupie dans la brousse, Consolée a dit qu'elle voyait que « les Tutsi étaient massacrés à la machette, au gourdin ou avec d'autres armes. « certains d'entre eux sautaient en l'enjambant pendant qu'ils couraient.

Un certain John disait aux autres où les réfugiés étaient passés.

L'interahamwe qui a frappé Jeannette avec une machette et une épée n'avait pas l'intention de la laisser vivre. En sautant par dessus les cadavres, elle a quitté Murambi avant 7h, quand les paysans se sont rués là avec leurs armes traditionnelles. Depuis une bananeraie, elle a entendu des ordres qui la concernaient tout particulièrement, comme elle était la mère de six enfants.

Ils disaient : « Souvenez-vous que Kagame était encore un enfant quand il a quitté le Rwanda. N'épargnez aucun enfant, même pas les nouveaux-nés. Ils ont beaucoup d'enfants, ces Tutsi. »

Face à l'impensable, il n'est pas étonnant que les hommes et les femmes qui sont encore vivants pour témoigner attribuent leur survie à une chance incroyable. Cette chance a trouvé son origine dans la gentillesse de certains amis ou certaines connaissances Hutu, mais également dans le fait que certains de leurs bourreaux étaient très pressés, peut-être pour pourchasser quelqu'un d'autre, ou pour partager le butin du génocide. Mais il y avait aussi ceux et celles qui, surtout les personnes âgées ou les parents qui avaient perdu tous leurs enfants, ont été délibérément laissés en vie pour, comme la milice le disait si souvent, « mourir de chagrin. »

« Je suis allée chez une Amie Hutu »

Malgré la campagne ininterrompue qui visait à présenter le génocide comme une guerre se résumant à « c'est eux ou nous », et irrespectueux de l'intimidation qui était essentielle à la stratégie qui visait à entraîner la population Hutu tout entière dans le génocide, certains Hutu ont offert une aide à des amis Tutsi, à des proches et même à des étrangers, en les accueillant chez eux, en soignant leurs blessures et en les aidant à chercher une façon de rester en vie. Etant donné que porter secours à un Tutsi faisait courir le risque d'une punition sévère, il a fallu un courage considérable pour agir au delà de la division ethnique. Dans leur fuite, les Tutsi étaient, le plus souvent, rejetés, il se voyaient claquer la porte au nez par une personne qu'ils connaissaient bien. En cette époque de désolation, un geste de bonne volonté d'une seule personne était souvent la différence entre la vie et la mort.

En s'enfuyant, Colette²² est tombée sur son beau-frère. Il n'avait pas de nouvelles de son mari. Quand elle a atteint le fond de la vallée, elle s'est allongée sur un lit de roseaux et elle y est restée pendant trois jours.

Les meurtriers n'arrêtaient pas de retourner à Murambi pour être sûrs qu'il ne restait aucun survivant. Je les voyais entrer à maintes reprises dans la forêt, armés de machettes et de bâtons.

La troisième nuit, elle a décidé de se supprimer.

A environ 22h, je me suis levée pour me suicider parce que je ne supportais pas l'idée d'être tuée à la machette. Je n'arrivais pas à oublier l'image des gens à Murambi qui avaient été découpés à la machette.

« Je me suis jetée dans une petite rivière voisine, mais je ne suis pas morte. Je me suis dit que la mort n'était pas prête pour moi. »

Colette a ensuite pris le chemin de Cyanika, quelques jours après le massacre qui y avait eu lieu le 21 Avril.

J'ai été accueillie par des montagnes de cadavres en décomposition, qui exhalaient une odeur très forte et nauséabonde. Il y avait même des cadavres sur la route et il y avait du sang coagulé partout.

Elle a marché jusque chez Triphonie, une vieille dame qui avait aidé la fille de Colette à trouver du travail à Butare et qui n'était pas au courant du fait que Colette venait d'une famille Tutsi.

²² Un pseudonyme. Les noms dans cette section du témoignage ont été changés pour protéger la vie privée de ce témoin qui a été violé.

Je l'ai trouvée dans son champ de patates douces. Je lui ai expliqué que je venais de Murambi. Surprise, elle m'a demandé si j'étais une Tutsi. J'ai répondu oui. Je l'ai suppliée de me laisser rester avec elle pendant la journée, en lui disant que je partirais la nuit pour que les interahamwe ne me voient pas.

La requête de Colette a placé Triphonie dans une situation difficile, car son propre fils était soldat. Elle lui a donné des vêtements et de la nourriture et elle lui a ensuite proposé de rester et d'attendre la réaction de son fils.

Il ne m'a rien fait. Il m'a demandé en réalité de ne pas quitter la maison pour que personne ne me voie.

La décision de Triphonie de laisser Colette travailler dans ses champs l'a exposée au danger. Marc, un homme qui la connaissait, a alerté le responsable de la cellule et a insisté pour qu'il examine sa carte d'identité, qu'elle n'avait pas sur elle. Marc est revenu le lendemain, avec le responsable et un groupe d'autres hommes.

L'un d'eux, qui venait de chez moi, m'a identifiée. Il a dit qu'il connaissait aussi mon mari et il a insisté sur le fait que j'étais bien Tutsi. Il a ajouté : « allez chercher son mari, il doit être ici, lui aussi. » Quand je lui ai dit qu'il était mort à Murambi, il m'a giflée.

Elle a été emmenée chez le conseiller pour qu'il puisse décider de son sort. Il a à son tour ordonné qu'elle soit conduite à un barrage. Comme c'était un jour de marché, elle s'est mêlée à la grande foule de gens qui s'y trouvait et elle n'a pas attiré l'attention.

Marc m'a forcée à m'asseoir pour attendre que Gaspard Karimutumye, alias Burundu, vienne et me tue. Gaspard, le chef des interahamwe dans notre secteur, payait des gens qui avaient capturé un Tutsi qui avait été recherché pendant un certain temps. Nous l'avons attendu, mais il n'est jamais venu. Alors Marc m'a entraînée dans la forêt, il m'a battue, a déchiré mes vêtements avant de me violer et de me laisser là. Je suis restée là nue de 11h jusqu'au soir. Je suis partie quand il a commencé à y avoir de la bruine et je suis revenue chez Triphonie.

Triphonie, a dit Colette, a été stupéfaite quand elle a frappé à sa porte. Elle est restée chez elle jusqu'à la fin du génocide.

Simon Mutangana et sa femme, Annonciata Muhayimana, se sont perdus de vue dans leur commune de Mudasomwa, et il se sont retrouvés à Murambi. Laissant derrière lui les corps de ses deux filles, âgées de six ans et quatre ans, et ses deux frères, Simon a quitté Murambi à environ 9h, après avoir été touché par une pierre. Affaibli par la faim après trois jours passés dans la brousse, il est allé dans une maison de Kamegeri, à Nyamagabe.

C'était chez un Hutu qui s'appelait Semahembe. Il était le mari de ma cousine.

Il a été fou de joie de trouver Annonciata qui était là aussi, avec leur plus jeune enfant qui avait été attaché sur son dos à Murambi. Forcés à sortir par des voisins suspicieux après deux semaines, Simon et Annonciata, une fois de plus, ont dû se séparer. Ayant épuisé toutes les options qui s'offraient à lui, Simon est retourné à Mudasomwa, chez un ami.

Isaac Mujegando a été très surpris de voir que j'étais encore vivant. Je n'ai passé qu'une nuit chez lui étant donné que son propre fils était un interahamwe. Il a dit aussi que des instructions pour tuer tous les Tutsi avaient été données. Et il y avait beaucoup de chances que les paysans des alentours le dénoncent. Je suis donc allé dans la brousse. Et ensuite je suis allé chez Pascal Habimana. Il a gardé son sang froid et en dépit des rumeurs qui prétendaient qu'il veillait sur quelqu'un, il l'a nié. Une fois, il a été très sévèrement intimidé et pour cette semaine là, il m'a emmené dans la brousse et il m'a apporté de la nourriture la nuit, après quoi je suis retourné chez lui jusqu'à ce que j'entende qu'il y avait des soldats Français à Gikongoro.

Comme elle ne voulait pas abandonner les cadavres de ses trois enfants, ni son mari, Hildegarde, qui était enceinte de quatre mois, est restée près de ses enfants toute la journée du 21 Avril, jusqu'à ce qu'elle voie la milice revenir dans la soirée. Elle s'est dirigée vers la ville de Butare, qui venait juste de déchaîner son propre génocide. Quand les tueries ont commencé à l'Hôpital Universitaire de Butare, le 22 Avril, elle est allée vers une maison située dans le secteur de Cyarwa, dans la commune de Ngoma, où elle attendait la sympathie et une main secourable de la part du propriétaire.

Je pensais que c'était un ami de la famille. Je lui ai dit tout ce qui m'était arrivé. Il m'a jetée dehors, en disant qu'il ne pouvait pas avoir un *cafard* chez lui.

Sans aucun endroit où aller, Hildegarde est retournée à l'hôpital, mais elle est devenue nerveuse quand des Hutu qu'elle avait connus à Gikongoro ont exprimé leur surprise de ne pas « avoir vu son cadavre à Murambi. » Elle a trouvé des membres de sa famille éloignée qui étaient encore chez eux, près du bureau de Caritas, en ville. Il ne s'est écoulé que quelques heures entre le moment où elle est allée chez eux et celui où ils ont été véritablement assiégés.

Ils ont été exécutés près du Groupe Scolaire Officiel de Butare. J'ai été épargnée parce qu'ils ne me connaissaient pas, ils recherchaient spécifiquement les gens qui vivaient dans cette maison.

Comme elle se sentait de plus en plus menacée à Butare, Hildegarde a décidé de retourner à Gikongoro, en utilisant une carte d'identité Hutu qu'elle a obtenue à Butare. Pour moins attirer l'attention sur elle, elle s'est mêlée aux Zairois qui quittaient le Rwanda pour retourner dans leur pays.

Aux barrages, ils ont parlé de moi, mais comme ils ne me connaissaient pas, ils m'ont laissé passer. Les Zairois m'ont aussi aidé parce qu'ils ont attendu jusqu'à ce que je sois relâchée.

Il est apparu très clairement à Hildegarde, lorsqu'elle a atteint la limite entre Butare et Gikongoro, que sa carte d'identité Hutu « n'était d'aucune valeur une fois que je retournais dans le milieu où j'étais connue. » Elle a dit à ses compagnons d'infortune Zairois de continuer leur chemin sans elle pendant qu'elle réfléchissait sur les différentes possibilités qui s'offraient à elle. A Kinyamakara, elle a appris le destin des Tutsi de cette commune d'une jeune fille qui mettait du linge à sécher près d'une fontaine.

Elle m'a dit que presque tous les Tutsi avaient été tués et que leurs maisons avaient été réduites en cendres et qu'en plus les survivants étaient toujours pouchassés.

Comme elle s'inquiétait que cette jeune fille puisse alerter ses parents, Hildegarde l'a rassurée en lui disant qu'elle n'était pas une Tutsi et qu'elle était venue de Butare où elle avait été hospitalisée longtemps. Elle est restée près de la fontaine pendant qu'elle attendait la tombée de la nuit, et quand le crépuscule est venu, elle a commencé à se diriger vers Karambi. En chemin, elle a rencontré un jeune garçon qui, a-t-elle dit, « savait très bien que j'étais une Tutsi. » Il l'a dissuadée d'aller à Karambi, en disant que le barrage dressé près du centre commercial qui s'y trouvait était

particulièrement dangereux, et il l'a guidée vers ce qu'il considérait comme un buisson où elle pourrait bien se cacher. Vaincue par la fatigue, elle est tombée dans un sommeil profond et c'est une pluie torrentielle qui l'a réveillée à minuit.

J'ai décidé d'aller chez le directeur du Centre de Formation des Jeunes (CFJ) de Mwogo, à Nyamagabe. J'y suis arrivée à environ 3h. J'ai frappé à la fenêtre de leur chambre. Ils m'ont laissée entrer et ils m'ont permis de rester avec eux jusqu'à la fin du génocide.

En ce qui concerne la gentillesse que Bélie s'attendait à recevoir d'un proche, elle l'a trouvée chez de simples connaissances. Bélie, âgée à l'époque de 51 ans, était dans une forêt à Remera quand, à environ 19h, le 21 Avril, elle a été trouvée quand un homme qui s'occupait de son troupeau l'a appelée par son nom. Il l'a accompagnée jusque chez sa nièce, mariée à un Hutu.

Après quelques jours, le beau père de ma nièce m'a jetée dehors pendant la nuit. Ma nièce a négocié avec lui pour qu'il me laisse au moins rester pour la nuit.

Bélie est partie le lendemain matin, et elle a trouvé refuge chez un autre Hutu chez lequel elle a vécu jusqu'à la fin du génocide.

Jeannette n'est pas allée très loin quand elle a été capturée par deux hommes dans une bananeraie près du terrain de l'école.

Ils m'ont frappée au cou cinq fois avec des machettes et ils ont plongé une épée dans mon épaule. Je suis tombée par terre. Quand j'ai repris conscience, Je me suis retrouvée nue, à part mon linge de corps. J'avais du sang partout sur la peau et je tremblais de peur.

Sa peur n'a fait qu'augmenter quand elle a vu un véhicule rempli de miliciens prendre la direction de Cyanika.

Mais d'autres sont restés derrière pour tabasser ceux qui n'étaient pas complètement morts. Les femmes et les enfants enlevaient les vêtements des cadavres et des mourants. Je n'ai pas entendu une seule des victimes crier, seulement les râles des mourants. Mais les assassins criaient et sifflaient. Et il y en avait beaucoup.

Un Hutu qu'elle connaissait l'a emmenée à l'écart, et il a ensuite dit une série de mensonges pour lui faire passer les barrages. A Kabeza, on lui a demandé « où il emmenait ce serpent. »

Il leur a dit que j'étais sa sœur qui avait épousé un Tutsi. A un endroit communément appelé *ku ironderi* (Rond-Point), ils nous ont dit de montrer nos cartes d'identité. Il a répondu que la mienne avait été prise avec mes vêtements, et ils nous ont laissés passer

Jeannette est ensuite allée au centre de santé de Nyamagabe où elle connaissait un aide soignant. Elle a été soignée pour ses blessures, mais elle regardait tout le temps par dessus son épaule parce que les Tutsi blessés étaient emmenés hors de l'hôpital. Quand ses cicatrices ont commencé à guérir, elle a demandé à une amie Hutu de la recueillir, et elle est restée avec elle jusqu'à Juillet.

Bernadette a quitté le terrain de l'école après avoir appris que son mari et ses enfants étaient morts.

Elle s'est cachée derrière une pile de briques cuites. Sa belle-soeur, Marie, l'a rejointe plus tard. Très angoissée à l'idée de quitter Murambi, Marie est allée demander de l'aide à des amis de sa famille, et elle a été assassinée plus tard. Bernadette est restée dans une plantation de caféiers un certain temps et elle est ensuite allée chez son père.

Il était toujours vivant, mais la maison avait été saccagée. Les gens qui vivaient tout autour de nous l'accusaient d'être un complice des *cafards*, en disant que les proches de sa femme étaient dans sa maison. Je suis restée avec lui, dans des conditions de vie déplorables.

Mais c'est l'attitude des gens qui a conduit Bernadette à sentir le poids du génocide.

Tous les voisins m'isolaient à un point tel que personne n'aurait même serré la main. Les gens se partageaient nos biens entre eux en ma présence.

Bernadette est restée dans la maison de son père jusqu'à la fin du génocide.

« Nous Avons Menti en Affirmant que Nous Etions Hutu »

Pour rester en vie, pendant qu'ils s'enfuyaient, les Tutsi ont dû s'appuyer sur l'aide fournie par d'autres personnes, mais ils ont aussi fait preuve_ comme les gens dont la vie est en jeu doivent le faire_ d'une capacité individuelle extraordinaire de survie et d'une force mentale pour gérer et survivre à une série de rencontres potentiellement mortelles. Pour Yvette et Didacienne, leur première action instinctive a été de tromper les interahamwe qui les approchaient en disant qu'elles étaient Hutu.

Focalisée sur le besoin d'aider les hommes qui essayaient de les défendre, Yvette²³ avait laissé ses deux filles aînées sous la protection de ses proches dans le camp, et elle n'a pas vu comment elles sont mortes. Elle ne savait pas plus à l'époque que son mari avait survécu. En portant son plus jeune enfant sur le dos, elle s'est cachée avec d'autres dans une bananeraie qui appartenait à un homme qu'elles connaissaient, Munyankiza. Les interahamwe ont vite été sur leurs talons.

Nous leur avons dit que nous étions des Hutu qui avaient fui avec les Tutsi parce que nous ne savions pas qui tuait qui.

Les miliciens n'étaient pas convaincus, ils leurs ont dit que leur « nez n'étaient pas des nez de Hutu. » Ils ont néanmoins laissé leur destin être scellé par d'autres. Ils sont partis et un autre groupe leur a succédé. Yvette et ses compagnons d'infortune ont à nouveau tenté leur chance, en racontant la même histoire. Ils ont encore dû faire face au scepticisme.

Ils nous ont demandé de trouver quelqu'un qui pourrait vérifier cette histoire. Je leur ai parlé de Munyanziza. Heureusement, lorsqu'ils lui ont demandé si nous étions Hutu, il leur a dit que nous l'étions et ils nous ont laissés tranquille. Nous avons passé la journée (du 21 Avril) dans la bananeraie. A environ 21h, Munyanziza est venu pour nous sortir de là, mais il nous a dit que nous ne pouvions pas rester dans sa maison. Nous étions quatre, y compris ma fille. Nous sommes parties dans des directions différentes.

²³ Un pseudonyme.

Quand Yvette et sa fille ont atteint le secteur Gasaka, sa tente maternelle, qui était mariée à un Hutu, leur a donné à manger et les a ensuite envoyés chez le cousin de son mari, à Kamegeri. Après deux nuits, il leur a demandé de partir, mais sans aucune certitude à propos d'un endroit où aller, elle y est retournée pour y rester quelques temps. C'était une existence précaire.

Il sont venus fouiller leur maison régulièrement, et ils nous en ont chassés à nouveau. Je suis partie sans savoir où aller. Des enfants, des adultes et des chiens m'ont poursuivie avec des épées, des machettes et des gourdins.

D'anciens clients qu'elle a rencontrés sur la route l'ont hébergée chez eux, mais c'était un répit temporaire.

Le lendemain, je suis tombée sur un ancien soldat. Il était avec trois de ses amis qui l'ont aidé à me forcer à aller dans sa maison. C'était aux alentours du 25 Mai. Mon enfant est restée en arrière avec la famille. J'ai vécu avec lui pendant beaucoup de temps et je suis devenue comme sa femme. C'était une véritable torture pour moi, cela aurait été mieux si j'étais morte avec les autres.

Après un mois, environ, Yvette est allée chercher son enfant et elle a décidé de s'enfuir. Mais les boutiquiers locaux ont refusé de lui trouver un moyen de transport.

Ils ont dit que cet homme les écraserait s'il découvrait qu'ils m'avaient aidée à lui échapper. Le soir, une vieille femme de la famille où j'étais restée avant m'a présentée à ses deux domestiques qui m'ont accompagnée aussi loin qu'à Murambi.

Didacienne avait vu le berger de sa famille parmi la milice à l'école et bien qu'il n'ait eu aucun doute sur leur appartenance ethnique, il a soutenu leur histoire selon laquelle elle et ses proches étaient Hutu. Certains des hommes leur ont donné des vêtements de rechange et ils leur ont ensuite demandé de désigner leur maison à Gasaka. Leur histoire a commencé à se compliquer au barrage de Nzega.

Là, nous avons rencontré quelqu'un qui nous connaissait très bien. Nous avons donné le nom de Kazitunga comme fausse identité pour notre père, mais il a mentionné le vrai nom de notre père. Nous avons nié que Mbaraga était notre père. Il nous a laissé partir. Comme une idiote que j'étais, je les ai emmenés jusqu'à notre maison.

L'état dans lequel elles ont trouvé la maison les a immédiatement identifiées comme étant des Tutsi.

Elle avait été complètement démolie. Je ne savais pas quoi dire. Les gens près de là sont tous venus pour se moquer de nous. Nous sommes juste restées là, immobiles.

Heureusement, deux personnes qui vivaient dans le voisinage sont venues et les ont emmenées à l'hôpital de Kigeme où leurs blessures ont été soignées.

Je n'ai aucune idée du jour où ça s'est passé et je ne pourrais pas vous dire combien de temps nous y sommes restés.

Le frère et le grand père de Didacienne ont été assassinés à l'hôpital. Elle est retournée à Murambi avec quelques autres survivants et elle a passé les derniers jours du génocide à Butare.

« Ne Tuez pas Celui-ci. »

Les histoires qui traitent de ce qui s'est passé au Rwanda en 1994 n'illustrent pas seulement la cruauté et la trahison et, à un degré bien moindre, le courage et la gentillesse, mais elles font aussi apparaître des contradictions et une ambiguïté morale. Il n'est pas inhabituel de découvrir que même les planificateurs les plus engagés, et les interahamwe les plus impitoyables, ont fait de leur mieux pour épargner un vieil ami ou une connaissance. Certains de ceux qui ont pris les vêtements d'une personne blessée les ont occasionnellement laissés en vie. D'autres ont stoppé une tuerie pour obtenir une esclave sexuelle ou du travail gratuit chez eux. Murambi n'était en rien différent de ça, comme les détails des récits écrits plus bas en fournissent des exemples.

En utilisant son bagage technique de maçon, Emmanuel Hangari a trouvé une cachette sûre sous les combles du plafond. Mais ses mouvements ont trahi ses allées et venues et il a vite entendu les son des tuiles qu'on brisait et jetait. Il a été sorti de sous le plafond, et on lui a ensuite dit d'enlever ses vêtements.

Chacun de ceux qui m'avaient découvert voulait prendre mes vêtements et tout le monde voulait être celui qui me verrait mourir sous les coups de sa propre machette. L'un d'eux a réalisé qu'il me connaissait et il les a empêchés de me tuer. Il m'a emmené avec lui et m'a mené à la maison de ma grand mère. Elle avait 90 ans et elle avait été abandonnée dans une maison vide pour mourir de chagrin et de solitude.

Après s'être faufilée frénétiquement à travers les cadavres, Francine Mutuyimana a atteint l'autre bout du complexe scolaire. Elle n'avait parcouru qu'une toute petite distance quand elle est tombée dans un grand fossé. A 11 ans, elle n'avait tout simplement pas la force de s'extirper elle-même de là.

J'ai appelé à l'aide ceux qui couraient près de moi, mais personne n'a répondu. Tout le monde essayait d'éviter de se faire couper à la machette. Par malheur, beaucoup ont trouvé la mort à seulement quelques mètres de l'école. Tout ce que j'entendais, c'était les cris des mourants qui étaient frappés à coups de machette. Finalement, je me suis sortie de là seule.

Au moment où elle est sortie de la cavité, elle a aperçu son cousin Isaïe avec son ami Gakwavu, tous les deux blessés par balles. Ils l'ont prise avec elle et chemin faisant, ils se sont liés à d'autres survivants. Avec la milice qui ne se trouvait jamais très loin, beaucoup sont tombés le long du chemin. Francine était petite et elle pouvait se glisser entre les jambes de ceux qui voulaient la tuer.

J'ai continué à courir. A un moment, je me suis retrouvée avec la femme d'Isaïe et une enfant que je en connaissais pas. La femme a été prise plus tard. Quand ils capturaient quelqu'un, ils forçait parfois cette personne à s'asseoir par terre et lui ordonnaient de ne pas crier avant que les machettes, les haches et les massues ne s'abattent sur sa tête. Quelques victimes refusaient de s'asseoir et demandaient pourquoi on les tuait sans raison.

Quand elle et sa jeune compagne d'infortune se sont trouvées dans un endroit qui ne leur était pas familier, Francine a proposé qu'ils arrêtent de courir.

Nous nous sommes cachés derrière un gros tas de pierres et nous sommes restés là jusqu'à 18h, quand nous avons entendu passer près de nous une foule d'assassins.

Tout à coup, l'enfant s'est précipitée dehors et s'est trouvée confrontée à eux.

Elle les a suppliés de la tuer.

Francine est aussi sortie de derrière la pile de pierres.

La petite fille est morte sur le coup et sur place, frappée à la machette. Un des hommes, un étranger pour moi, a dit aux autres : « Ne tuez pas celle-là, je vais la prendre avec moi pour qu'elle puisse engraisser mes cochons. »

Il l'a emmenée chez lui et le lendemain, il l'a envoyée dehors pour acheter du tabac. Francine a rencontré un groupe d'interahamwe en chemin.

Ils m'ont dit de m'asseoir par terre. Je me suis assise et j'ai fermé les yeux, en attendant le coup fatal. J'ai immédiatement senti la massue me frapper dans le dos deux fois, et ensuite sur les épaules.

« Je me suis écroulée sur le sol, moins à cause des coupures qu'en raison de la peur totale qui m'a conduite à croire que j'étais morte. »

J'ai ensuite entendu une voix dire : « Laissez là, elle est morte. » Ils sont partis. Après qu'ils se soient dispersés, je me suis levée et je suis allée chercher le tabac. Quand je suis revenue, l'homme m'a dit de ne plus sortir.

Après une semaine dans la maison, elle a commencé son travail qui consistait à nourrir les cochons. Elle est restée chez cet homme environ un mois.

Suzanne a quitté Murambi à environ 10h le 21 Avril, elle portait juste ses sous-vêtements et elle a laissé derrière elle les corps de ses huit enfants et son mari. Comme elle était convaincue que son plus jeune enfant, qui était sur son dos, était encore vivant, Suzanne a négocié avec Juvénal Munyakyanza, qu'elle a rencontré devant les bâtiments de SOS Villages d'Enfants, pour qu'il retourne à Murambi et le lui rende. Munyakyanza, accusé d'avoir contribué au terrible bilan du massacre de Murambi, a fait un résumé de leur conversation.

Elle était suivie d'Hamani et de Gidéon. Deux Twas étaient derrière eux et voulaient connaître son ethnité. Ils venaient de tuer l'enfant qu'elle portait sur son dos. Hamani et Gidéon ont menti, en disant qu'elle était la femme d'Hamani. Ils ont donné aux Twas 2000 francs pour retourner à la maison.

Elle m'a dit que son enfant s'était trouvé dans le bâtiment à deux étages. Elle semblait traumatisée. J'ai promis de revenir quand les massacres seraient terminés, mais je ne croyais pas que l'enfant pouvait être encore vivant. Nous l'avons emmenée dans notre secteur. Il était environ 6h. La plupart des hommes étaient à Murambi. Tout ce qu'elle portait, c'était ses sous-vêtements. Ma femme lui a donné un pagne et une chemise et elle est allée vivre avec son beau-frère Hutu.

Suzanne est en effet allée chez sa sœur cadette qui était mariée à un Hutu.

Gasana, le chef de la milice, est venu, une fois, me dire que je serais exécutée après les funérailles d'Habyarimana.²⁴

²⁴ On disait souvent aux femmes Tutsi mariées à des Hutu qu'elles seraient tuées après les cérémonies d'enterrement du Président Habyarimana, prévues le 5 Juillet, date anniversaire du coup d'état qui l'a amené au pouvoir.

Munyakayanza est retourné à Murambi vers 11h, mais seulement pour voler, pas pour chercher l'enfant de Suzanne. Mais il a dit, toutefois, « La pensée à propos de l'enfant m'est aussi venue à l'esprit. » Cette pensée est restée en lui et, il a ajouté qu'il « n'avait pas pu dormir cette nuit là, que la pensée à propos de cet enfant l'avait hanté. »

Il est retourné à Murambi le lendemain et a observé les prisonniers mettre des milliers de cadavres en tas pour faciliter la tâche des bulldozers. Ils venaient seulement de commencer leur travail, et il a dit qu'il ne pouvait pas s'empêcher de penser ceci : « Ils n'avaient aucune idée de la quantité de travail macabre qu'il restait à faire. » Il a voulu partir, mais il « se sentait anxieux à propos de quelque chose. »

J'ai décidé de faire le tour du camp en marchant. J'ai vu un spectacle consternant : un énorme monticule de cadavres de femmes nus. Je ne pouvais pas regarder ailleurs. Au moment où je m'apprêtais à partir, j'ai vu un enfant sous le corps d'une femme. Il se cramponnait à sa poitrine. Je n'ai pas su si c'était sa mère. A ce moment là, une masse de pensées me sont venues à l'esprit. J'ai d'abord voulu le tuer. Ensuite, j'ai pensé que je laisserais les prisonniers décider de son sort.

« Je suis resté là, pétrifié, devant cette montagne de cadavres et cet unique enfant encore en vie. C'est là que j'ai décidé de sauver ce garçon. »

Il a finalement emmené l'enfant à l'écart, en le maintenant hors de la vue des prisonniers, et en évitant les barrages de Gatyazo et Gasaka où les miliciens montaient encore la garde pour rechercher des « membres des forces hostiles. »

Dès que j'ai emmené le garçon chez moi, les interahamwe n'ont pas arrêté de me harceler, surtout Haruna.²⁵ Haruna disait que sa lance ne devait pas passer une nuit sans être tachée de sang. J'ai laissé l'enfant avec une musulmane pauvre nommée Madina. Elle vivait à Gitantu. Madina parlait très peu, ce qui a aidé à maintenir l'enfant en vie. Il a été appelé Masudi Nzabaregerimana. Son nom de famille signifie « Je me plaindrai à Dieu. » Il exprime la souffrance qu'il a surmontée, sans même en avoir conscience. Madina a reçu plus tard une maison pour s'occuper de l'enfant. Masuda y a vécu jusqu'à la mort de Madina. Il vit maintenant avec les autres enfants au lotissement SOS Villages d'Enfants à Gikongoro.

A demi nue quand elle a quitté l'école, Alphonsine a gardé la tête haute et elle a continué à avancer pour ne pas voir de personnes qu'elle avait aimées ou connues parmi les corps qu'elle devait enjamber. Elle a pris la même route que les hommes qu'elle avait vu voler des effets personnels des victimes au camp.

Ils ont vu que je venais de Murambi, mais ils m'ont laissé continuer mon chemin. J'étais pratiquement nue et complètement méconnaissable.

Elle a passé de multiples barrages et elle se rappelle de ceux de Kabeza et de Gatyazo. Elle se remémore cette période comme d'une époque où elle « ressemblait à une folle. »

Je suis allé voir nos amis Hutu à Nyagisenyi²⁶ où j'ai passé quatre jours pendant lesquels je me suis sentie extrêmement mal à l'aise ; Je suis bientôt allée à Nzega où je suis restée jusqu'à la fin.

Alphonsine a décidé de ne pas aller à Murambi quand l'armée française en a pris le contrôle, disant qu'elle « n'avait pas le courage d'y retourner après avoir vu des gens enterrer les morts dans de

²⁵ Haruna est accusé, en particulier, d'avoir assassiné de nombreux enfants.

²⁶ Situé dans la cellule de Nyamugari, secteur Gikongoro, dans la ville de Gikongoro.

grandes cavités sur les versants de la colline. »

Eugénie Mushiylimana est restée près d'une poignée de gens quand elle s'est éloignée en marchant de Murambi.

Nous ne savions pas quelle direction prendre. Je ne faisais que suivre les autres. Mais vers où ? Je n'en avais pas la moindre idée. Tout au long de la route, de tous les côtés, il y avait des paysans avec des machettes, des massues et des gourdins et ils les ont utilisées pour frapper à mort beaucoup de gens qui avaient survécu au massacre. J'ai vu beaucoup de réfugiés que je connaissais mourir dans le voisinage de l'école ou dans les buissons et les routes autour de cet endroit.

Quand elle n'a plus réussi à marcher, Eugénie a elle-même été frappée avec un gros gourdin et elle est tombée dans un torrent, le Muzirankwavu. Elle s'est ensuite cachée dans une forêt et puis elle a marché vers Kishaba à Nyabisindu, Butare, où elle a finalement croisé des soldats de l'APR.

Après avoir évité de justesse la mort à Cyanika, Marianne Nikuze s'est cachée avec d'autres gens dans la résidence d'une infirmière, à côté du centre de santé. Avant de quitter cet endroit à 4H, elle a dit ceci à ceux qui ont choisi de rester dehors : « Je sais que je vais mourir, mais je ne veux pas être tuée ici. » Elle a rencontré un petit garçon de cinq ans et ils ont commencé à marcher ensemble vers Kiyumba. Beaucoup de groupes d'interahamwe se trouvaient sur la même route, ils se dirigeaient dans la direction opposée, vers Cyanika, pour piller la paroisse. Marianne et son compagnon ont rencontré de près ces gens plusieurs fois. Par chance pour elle, comme c'était une adolescente de douze ans, elle n'était pas considérée comme une cible à éliminer en priorité.

Ils nous ont fait peur, en nous disant qu'ils allaient nous tuer. Mais nous étions en réalité sans aucune valeur pour eux. Ils étaient pressés de prendre tout ce qu'ils pourraient à Cyanika.

Quand Marianne a admis devant le premier groupe de miliciens qu'elle était venue de Cyanika, les miliciens ont dit : « Nous allons nous occuper de toi. Si tu viens de Cyanika, vous devez être des serpents. Mais l'un d'eux a exhorté les autres à partir.

Il a dit à ses collègues : « laissons ces enfants, ils vont être attrapés par les autres. Allons nous en. Ils nous ralentissent pour rien. »

Marianne a dit au groupe d'interahamwe suivant que son père était Hutu et que l'enfant qui l'accompagnait était le fils de son oncle paternel.

Ils nous ont laissés, en disant que nous étions Hutu comme eux.

La chance a abandonné le petit garçon quand ils se sont retrouvés avec un groupe d'interahamwe encore plus nombreux. L'un d'eux le connaissait et il l'a « tué d'un coup de machette. » Marianne a encore essayé de tromper les meurtriers, en disant avec courage : « Si vous me tuez, ce n'est pas juste, parce que je ne suis pas Tutsi. »

Ils ont répondu : « Même si tu mens, ça n'a pas d'importance. Après tout, tu es une fille. Tu ne seras jamais au front. »

Ils l'ont laissée et elle a recommencé à marcher. Elle a semé le groupe suivant et elle ne s'est arrêtée que lorsqu'elle a été certaine qu'ils avaient abandonné leur poursuite. Elle a lavé le sang qui tâchait

ses vêtements à un robinet, avant de se remettre en marche. Un instituteur de l'école primaire de Cyanika, où Marianne était une élève, l'a aperçue à un barrage. Il lui a conseillé d'enlever son pull, qu'elle n'avait pas réussi à laver. Ensuite, un paysan l'a remarquée près de sa maison et il l'a livrée à des miliciens, mais ils ont aussi choisi de laisser le travail « a ceux qui se trouvaient sur la rivière Kaviri. »

Pendant les quelques semaines qui ont suivi, Marianne a passé ses journées et ses nuits entre les champs de sorgho et les maisons d'amis de sa famille. Une fois, un vieil homme a été battu à mort dans la maison où elle venait de passer la nuit. Ntunzimana, le chef de l'opération, a donné comme instruction aux interahamwe de laisser Marianne en vie.

Il leur a dit : « C'est la petite sœur de Jeanne. On s'occupera d'elle le jour ou on tuera les femmes Tutsi mariées à des Hutu. »

Xavérine Mukansoro était aussi vouée à mourir à Cyanika, mais l'homme qui a vu qu'elle était encore vivante a dit à ses acolytes miliciens qu'elle « n'était qu'un cadavre ». Quand il est revenu, Xavérine lui a demandé de prendre sa vie, mais il a refusé. Au lieu de ça, il l'a ramenée chez sa famille qui a soigné ses blessures et qui l'a surveillée. Mais la présence d'autres personnes blessées dans la maison l'a convaincue que ladite maison serait fouillée, elle est donc sortie pour voir sa cousine, Patricia, mariée à un Hutu. Elle a dit que ce qu'elle a trouvé ressemblait plus à « un vrai abattoir » qu'à une maison.

Derrière la maison, les enfants de ma cousine étaient au milieu de gens occupés à massacrer. Je me suis allongée à côté d'un cadavre qui se trouvait là. J'ai regretté d'avoir quitté l'homme qui m'a sauvée pour venir dans la maison de ces tueurs. Après avoir assassiné tout le monde, ils sont retournés dans leur maison. Je n'ai pas pu m'empêcher de réagir et je me suis soudainement trouvée en train de leur dire ceci : « Si vous répandez mon sang sur cette terre, vous en serez responsables toute votre vie ! Je vous ai portés sur mon dos, et c'est comme ça que vous me remerciez ? »

Un des fils est sorti et il lui a demandé : « Où vas-tu aller ? »

« Ils ont déjà donné l'ordre selon lequel nous devons tuer tous les Tutsi pendant des années, jusqu'à ce que cette race soit effacée de la surface de la Terre. »

La réponse de sa cousine lui a fait paraître le monde comme étant encore plus petit.

Elle m'a dit : « Tu viens me salir avec ton sang. Je n'ai aucun lien familial avec les Tutsi. »

Par chance, quand elle a frappé à la porte d'un ami de la famille cette nuit là, Charles Hitimana, Xavérine a reçu un accueil chaleureux.

Charles et sa femme ont allumé un feu, elle m'a donné un bain chaud pendant qu'il a passé toute la nuit à creuser un trou sur leur lit. Le trou était confortable et j'étais en sécurité. Même quand ils regardaient dans toute la maison, personne ne me voyait.

Charles ne pouvait pas faire confiance à son fils pour garder secrète la présence de Xavérine, il lui a donc conseillé de partir et de revenir après quelques jours. Un autre couple lui a ouvert ses portes, mais l'endroit où elle se trouvait a été une fois de plus découvert. Désespérée, son ami lui a suggéré une action radicale.

La femme de Mubera, Giraneza, a dit : « Ils disent qu'ils vont chasser les Tutsi pendant des années et des années. Je te recommande de partir et de te noyer volontairement dans la rivière Rukarara au lieu de te faire couper en morceaux à la machette. Je vais te donner un bout de tissu pour garder tes yeux fermés. »

Quand elle a atteint la rivière, Xavérine a mis le bout d'étoffe sur les yeux et elle a essayé de mettre fin à ses souffrances.

Je me suis jetée dans la rivière, mais la rivière m'a rejetée sur ses berges. J'ai essayé pendant trois jours, en vain.

Dans une autre tentative de précipiter sa mort, elle a jeté des cailloux sur la maison de Manassé Higiroy, « un interahamwe et une figure majeure du génocide. »

Je voulais juste le rendre fou de colère. Bien sûr, il est sorti avec sa lance, en hurlant. J'ai répondu que c'était moi et il a soudainement jeté sa lance à côté de lui et il m'a emmenée dans la maison. J'étais presque nue. Sa femme m'a lavée dans de l'eau chaude et elle m'a donné des vêtements. J'ai supplié Manassé de me tuer, mais il a dit que je ne pouvais pas mourir si j'avais réussi à rester en vie au point de parvenir jusqu'à sa maison.

En Juillet, quand les gens ont commencé à soupçonner sa présence dans la maison de Manassé, Xavérine est retournée chez Charles Hitimana et sa femme.

Ils étaient heureux. Charles m'a rassurée, en disant que les interahamwe quittaient le pays pour le Zaïre.

Elle est restée avec cette famille jusqu'à ce que sa santé s'améliore et qu'elle se sente capable de s'installer quelque part d'elle même.

« Pour Rétablir l'Ordre et l'Autorité »

L'importance de régner dans l'anarchie dans lequel le carnage s'était déroulé était un autre sujet de discussion. Ntegeyintwali a fait le commentaire selon lequel le génocide s'était révélé « destructeur, à la fois socialement et vis à vis des infrastructures et des propriétés de l'état. »

Le comportement négative des interahamwe a commencé à créer un chaos. Certains d'entre eux se querellaient à propos des biens des Tutsi. Et parce que ce qui avait été pris au Tutsi n'était pas suffisant pour être partagé entre toute la population, les gens ont aussi commencé à s'attaquer à l'infrastructure de l'Etat. Les autorités de base semblaient incapables de protéger les biens publics.

Les tactiques pour remédier à cette situation ont été au cœur des discussions du 26 Avril.

Tout le monde, de la plus petite autorité aux officiels du plus haut rang, a été invité. Les bourgmestres et leurs conseillers étaient évidemment là parce qu'ils sont les deux moyens de communiquer directement avec toutes les couches de la population.

En quelques mots, voici les grandes lignes sur lesquelles nous nous sommes mis d'accord :

- Le préfet a fait un rapport sur la situation générale. Il a dit qu'il n'y avait aucune raison de maintenir les barrages routiers comme les Tutsi avaient déjà été massacrés.
- La population devait revenir aux travaux des champs.
- Les fonctionnaires devaient retourner au travail au début du mois de Mai.

Le retour à la normale était lié à un message à l'attention du monde extérieur.

Le préfet nous a donné la responsabilité de superviser la population, en insistant sur ces trois points pour que, une fois la sécurité rétablie, les étrangers n'aient aucun moyen de savoir ce qui s'était passé.

Ngezahayo a insisté sur un autre sujet soulevé avant que les participants ne se dispersent : définir « les stratégies futures » pour s'occuper des Tutsi qui restaient.

Il a été décidé que nous devons dire qu'une trêve avait été déclarée, une façon de faire sortir à découvert les survivants, pour les tuer après. Le but était de s'assurer qu'il ne reste vraiment plus personne dans la communauté Tutsi. Nous avons également convenu que les réservistes de l'armée et les policiers communaux devaient faire suivre un entraînement militaire à de jeunes hommes triés sur le volet. Simba a distribué des pistolets à ces jeunes hommes, et ces pistolets étaient neufs.

Les instructions de Bucyibaruta ont vite commencé à se transmettre aux secteurs et aux cellules. Martin Kagimbura a assisté à une réunion sur la place du marché de Gasarenda à Mudasomwa le 30 Avril, tenu pour bénéficier aux élites et aux hommes d'affaires. Ils ont été invités par le bourgmestre, Nteziryayo, pour échanger leurs visions sur « L'avenir de Gikongoro après le massacre des Tutsi. »

Nteziryayo nous a prévenus à propos de la réunion du 26 Avril sous les auspices du préfet. Il nous a donné la mission de sillonner la campagne pour dire à la population d'enterrer toutes les victimes et de retourner à leurs activités normales, pour que la communauté internationale n'en vienne pas à découvrir quoi que ce soit sur le massacre qui venait juste de se produire.

La recommandation selon laquelle tous les barrages devaient être abandonnés « a provoqué l'opposition de certaines personnes », selon Kagimbura.

Certains, y compris Kamodoka, Gakuru et Ngoga, ont dit qu'il ne devait pas y avoir de relâchement dans la chasse aux Tutsi. Il y a eu un autre débat sur les barrages le 17 Mai. A l'exception du barrage routier de Gasarenda et de celui qui avait été dressé à l'entrée de la forêt de Nyungwe, les autres qui se trouvaient à Mudasomwa ont été démantelés.

Avec ou sans barrages, « le mois de Mai a été, » selon Nsabiyaera, « consacré à la traque des Tutsi pour les déloger de leurs cachettes dans la brousse ou dans les maisons de certains Hutu. » Les hommes étaient particulièrement recherchés. A Nyamagabe, le barrage de Nzega a été maintenu.

David Rwamihigo reconnaît qu'à cette époque, il a été poussé par François Gasana à tuer un grand nombre de gens.

Gasana passait son temps à chercher des informations sur les Tutsi. Quand il était sûr de savoir où ils étaient, il ralliait une bande de miliciens pour les poursuivre. J'ai participé au meurtre de la famille de Nkundizeye, que Gasana a mené. Nkundizeye, qui est mort à présent, était un Hutu qui avait épousé une Tutsi. Nous avons trouvé cinq personnes chez lui ;

- La vieille mère, chef du foyer ;
- Deux fils et une fille
- une autre vieille maman.

Les deux vieilles dames mises à part, les autres étaient de parentèle mixte.

« Gasana nous a dit qu'ils ne pouvaient pas être graciés parce qu'ils avaient du sang Tutsi. »

« Même les Malades n'Etaient pas Epargnés »

L'hôpital de Kigeme était l'un des derniers endroits où il y avait encore un nombre significatif de Tutsi. Les malades et les blessés qui s'y trouvaient avaient entendu les explosions et les déflagrations qui venaient de Murambi, mais un assaut de grand ampleur contre l'hôpital ne s'est pas produit pendant quelques autres semaines. Une bande d'interahamwe est allée les voir le Dimanche 22 Mai. Mais avant qu'ils ne meurent tous, le préfet a battu le rappel de tous ceux qui étaient encore en vie pour être conduits à Murambi.

Madeleine Mukamuyango avait survécu au massacre de l'usine de thé Kitabi à Mudasomwa et elle avait été amenée à l'hôpital par des gendarmes. Les interahamwe envoyés par Denis Kamodoka, le directeur de l'usine de thé, ont fait tout le tour du site plusieurs fois pour la chercher. Le Dr. Edison, directeur de cet hôpital, l'a aidée à les éviter. Sa sécurité a été constamment menacée, mais c'est le Dimanche de la Pentecôte, le 22 Mai, que sa vie a été « jetée dans un danger total. »

Les interahamwe ont fouillé l'hôpital et l'école secondaire sur une colline proche, et ils ont forcé Madeleine et tous les autres Tutsi à se rassembler dans la cour, entre l'aile du bâtiment qui contenait les chambres privées et la salle réservée aux hommes.

Quand ils ont fait sortir ceux-la même qui souffraient du SIDA, nous avons su que notre dernière heure était arrivée.

L'arrivée soudaine de Bucyibaruta, Semakwavu et Sebhura a interrompu les plans.

Ils étaient prêts à nous liquider juste devant ces officiels. Le préfet les a appelés à le rejoindre pour une réunion. Comme nous regagnions nos places respectives dans l'hôpital, un des participants est venu pour donner l'ordre de nous tuer. Ils ont commencé à tuer immédiatement.

Pendant que certains étaient « frappés à la machette ça et là », d'autres, y compris Madeleine, ont été conduits dans les buissons.

J'ai été emmenée de force par quatre miliciens :

- Matwi, il est en prison, mais il n'a pas avoué ;
- Seruntaga, en prison lui aussi ;
- Philippe, le fils de Kanyamateme. C'est lui qui m'a fait sortir de ma chambre. Je ne sais pas s'il est encore en prison ;
- Birori, qui est mort. Il venait tout le temps dans ma chambre pour me harceler.

Ils m'ont fait traverser de force le hall qui sépare la cour de la maternité de la blanchisserie et de la cuisine. Quand nous nous sommes retrouvés hors de l'hôpital, ils m'ont fait grimper sur un buisson et ils m'ont jetée au sol. Ils m'ont laissée près de la maison d'un chauffeur de l'hôpital, en prenant tous mes vêtements.

« Les derniers mots qu'ils ont dit étaient : « Le problème Tutsi a été résolu. Murambi n'existe plus. Il ne reste que les quelques personnes parquées à Kigeme... »

Ils m'ont immédiatement donné un coup de massue sur la tête.

Quand elle a repris conscience, Madeleine s'est retrouvée une fois de plus dans un lit d'hôpital. Elle est restée sous traitement jusqu'à ce que ses blessures cicatrisent suffisamment et elle a été plus tard emmenée à Murambi par des soldats français, où elle a retrouvé ses enfants.

Rosette²⁷ a aussi été prise et emmenée dans les quelques buissons près du bâtiment de l'hôpital.

Plus de cinq miliciens sont sortis de l'hôpital avec moi, en déchirant mes vêtements le long du chemin. Cette scène ressemblait à celle du vautour qui se saisit d'une souris. Mon enfant, qui était sur mon dos, est tombé par terre, mais je n'étais même pas sûre de savoir où. Tout ce que je portais, c'était mon slip. Ils m'ont plaquée au sol et ils ont commencé à me violer un par un ; je ne sais pas combien ils étaient. J'ai fermé les yeux parce que je ne voulais pas les regarder.

Une connaissance Hutu avait emmené Didacienne et son frère de Murambi à l'hôpital de Kigeme. Elle y a trouvé son grand père, qui était soigné pour des blessures à la machette au bras qu'il avait reçu à Murambi. Son frère et son grand père étaient parmi les victimes.

D'abord, ils sont venus chercher les hommes et les garçons. Ils ont traîné mon frère sur le sol et il a hurlé, en leur demandant de ne pas tuer sa sœur. J'ai vu les visages de ses meurtriers : il y avait Mukono, encore en exil, et Philippe, emprisonné à la prison centrale de Gikongoro.

La mort de mon grand père me hante le plus car il avait enduré tant de choses et je croyais que j'allais survivre avec lui. Ses blessures avaient commencé à guérir. Quand il a été conduit vers sa mort, il n'a pas arrêté de me dire : « Ils vont me tuer ! Ils vont me tuer ! » Impuissante, je n'ai rien pu faire pour lui.

Quand un homme de la milice l'a prise par la main, Didacienne a vite réagi, en lui disant qu'elle connaissait quelqu'un à l'hôpital avec beaucoup d'argent. Tenté, il est retourné à l'hôpital avec elle.

J'ai menti et je lui ai dit que cette personne était partie et que je ne savais pas où elle était allée. Il était ennuyé et il m'a donné un coup de poing sur la tête. Puis il est parti.

Après environ deux heures, un véhicule est apparu et il a ramené Diadacienne et les autres à Murambi.

La majeure partie de la famille de Patricia Mukasahaha, et presque tous les Tutsi sur sa colline de Kabacuzi, à Nyamagabe, étaient partis à Murambi. Son mari avait choisi la Paroisse de Cyanika contrairement aux autres et il a été tué à cet endroit là. Comme elle s'inquiétait de la façon dont ses trois enfants se retrouveraient dans un immense camp, elle est allée d'un endroit à un autre et elle a réussi à atteindre l'hôpital de Kigeme le 21 Mai avec l'aide d'un soldat des FAR.

Comme l'hôpital était proche de ma maison, tout le monde me connaissait, moi et ma famille. Quand ils m'ont vue, ils ont commencé à se lamenter, en disant que les Tutsi n'étaient pas morts étant donné que j'étais encore dans les parages. Le lendemain matin, l'hôpital a été envahi. Les patients Tutsi, même ceux qui souffraient du SIDA, leurs soignants et les réfugiés ont été massacrés. Au milieu de tout ceci, le préfet, Bucyibaruta, se promenait. Il était avec un gendarme, un soldat et le bourgmestre de Nyamagabe, Félicien Semakwavu. Ils ont donné pour instruction d'épargner les Tutsi qui se trouvaient dans l'hôpital, mais ils sont venus trop tard pour beaucoup d'entre eux.

Espérance Mukagashugi est de Kigeme et elle avait passé tout le mois d'Avril à l'hôpital, des jours qui avaient été « remplis de terreur. » pour elle. Espérance, qui avait 21 ans, venait de donner naissance à des jumeaux et elle restait avec eux dans le bâtiment de la maternité . Elle a d'abord jeté un coup d'oeil sur les hommes depuis une fenêtre. Ces hommes sont ensuite entrés dans le bâtiments et ils ont demandé à voir l'identification ethnique de tout le monde. Espérance et les autres Tutsi ont été immédiatement amené à l'extérieur, dans la cour.

²⁷ Un pseudonyme.

Le directeur, Edison, a insisté pour qu'ils permettent aux patients malades de regagner leur lit. Nous sommes revenus dans les bâtiments.

Ils sont revenus, cette fois avec des soldats et des civils.

Ils nous ont à nouveau emmenés dehors. Même les malades n'étaient pas épargnés. Ils ont pris les vies d'enfants et de personnes âgées, de nouveaux-nés et de femmes enceintes.

Ils avaient commencé à emmener Espérance à l'endroit où les autres se faisaient tuer quand le directeur de l'hôpital est intervenu. Les instructions selon lesquelles il fallait embarquer dans une voiture en attente sont venues comme un soulagement.

Alors que nous allions à Murambi, les gens de cette zone et les interahamwe nous injuriaient et jetaient des pierres.

Suzanne Uwamurera avait 24ans à l'époque et elle gagnait sa vie comme fermière à Nyamagabe. Elle est venue à l'hôpital quand le génocide a commencé et elle a donné naissance à son premier enfant.

Ils ont assassiné le premier groupe à l'école primaire de Mwumba avant de jeter ces personnes dans un charnier. J'étais dans le deuxième groupe qui a été emmené à Murambi. Nous avons passé de nombreux barrages le long de la route, et ce n'est que parce que nous étions avec des soldats que les interahamwe ne nous menaçaient pas.

Félicité Nyiranzage a quitté sa maison dans le secteur de Gitwa pour la paroisse de Gikongoro quand des Tutsi sont passés devant chez elle et elle leur a dit que les tueries avaient commencé. Son mari est resté en arrière, mais Félicité a emmené sa fille qui était sur le point de donner la vie. Elle a négocié avec un prêtre qui a accepté de leur donner une voiture pour les emmener au dispensaire, en ville. Elles y ont passé la nuit, et elles ont été emmenées à l'hôpital de Kigeme le lendemain matin. Le lendemain, sa fille a accouché.

Mais très vite, la situation s'est détériorée. Les femmes Hutu portaient leurs cartes d'identité sur leur poitrine pour prouver qu'elles n'étaient pas Tutsi.

Elle ne croyait pas qu'elle et les autres femmes étaient emmenées à Murambi.

Nous n'avions aucun espoir, nous pensions qu'ils allaient nous tuer comme les autres.

« Murambi était un Charnier »

Les femmes qui sont arrivées à Murambi ont été immédiatement confrontées aux preuves des massacres : des lambeaux de vêtements, quelques corps qui n'avaient pas été enterrés et des traces de sang sur les murs et les plafonds et qui suintaient du sol. Mais elles ont maintenu leur solidarité et elles ont fait ce qu'elles ont pu pour s'occuper les une des autres.

Didacienne était venue seule, mais elle a vite trouvé une mère de substitution.

Patricia m'a prise sous son aile. Je suis devenue comme son enfant et je suis restée avec elle jusqu'à la fin du génocide. Les interahamwe venaient et ils ont emporté quelques personnes. Patricia nous a amené de quoi manger, mais je ne sais pas d'où la nourriture venait.

Patricia a trouvé la situation éprouvante, à la fois émotionnellement et physiquement.

Nous n'arrivions pas à croire que nous avons survécu aussi longtemps. D'après ce que nous savions, c'était nos tout derniers moments d'existence.

« Etre à Murambi, c'était comme être abandonné dans un charnier. »

Il y avait encore du sang sur le sol.

Certains des Tutsi qui se trouvaient avec nous ont été enlevés et assassinés. Les soldats des FAR venaient quand ils voulaient violer des femmes et des jeunes filles. En plus, nous mourions de faim et de soif. Nous n'avions rien à manger et l'eau avait été coupée. Des rumeurs couraient, selon lesquelles nous allions être massacrées à la fin de la guerre et utilisées comme couverture pour le cadavre du Président Habyarimana.

Les hurlements pour appeler à l'aide poussés par une jeune femme qui était en train d'être violée sont ancrés dans la mémoire d'Espérance.

Quand les soldats ont violé une étudiante de Kigeme, elle a hurlé toute la nuit, mais personne n'est venue la secourir.

Trop faible pour se déplacer, Espérance a passé une grande partie de son temps à Murambi au lit. On leur disait de nettoyer les salles, mais elle n'avait pas d'énergie.

Suzanne a décrit une vie misérable à Murambi, due à des conditions sanitaires déplorables et à un manque de nourriture et d'eau.

Nous avons peur, de surcroît. Les murs étaient maculés de sang et il y avait des mares de sang coagulé, noircies par le soleil, dans la cour. Il y avait de nombreux gourdins, des vêtements déchirés et les cartes d'identité de certaines des victimes.

Elle avait récemment donné naissance à son enfant et elle était avec lui, mais au milieu de tant de mort, cette nouvelle vie n'avait que peu de chance de survie.

Mon premier enfant est mort à Murambi à cause des mauvaises conditions de vie. Son père, mon premier mari, a été tué pendant le génocide, mais je ne sais ni où ni comment.

Félicité a vécu à Murambi « dans tout le sang et la saleté laissée par notre peuple. »

Un berger dont je ne me rappelle pas le nom nous a apporté de la nourriture une fois, seulement. Sinon, nous étions livrés à nous-mêmes.

Après plusieurs semaines passées à vivre comme ça, Félicité et ses compagnons d'infortune ont été un peu rassérénés par la nouvelle selon laquelle des soldats français venaient s'installer à Murambi et en prendre le contrôle.

L'opération Turquoise a été lancée par la France le 23 Juin 1994 quand 2200 parachutistes sont entrés au Rwanda par l'ouest à partir de Bukavu et de Goma, en RDC. Elle a été décrite par la France comme une mission humanitaire pour sauver les Tutsi dont la vie était menacée. Pour de nombreuses raisons, cette initiative a fait l'objet de controverses avant même que les troupes n'aient atteint leur destination. Une intervention unilatérale à un moment où les Nations Unies et l'Organisation de l'Union Africaine (OUA) essayaient de gagner le soutien nécessaire à une intervention internationale ou régionale concertée a provoqué des critiques très vives, même en France.²⁸ Mais par dessus tout, ce sont les relations étroites qui avaient existé entre la France et le régime Habyarimana, et l'appui dont le gouvernement intérimaire a bénéficié en dépit des preuves qui montraient qu'il était entièrement engagé dans une politique génocidaire contre les Tutsi, qui ont soulevé de graves questions sur les motifs de l'Opération Turquoise dès le début. Le moment choisi pour mener cette intervention, à la fin Juin, quand le génocide était en train de s'achever et quand les forces gouvernementales faisaient face à la perspective d'une défaite imminente par le FPR, n'a fait que renforcer les suspicions. Le fait que l'annonce de la mission a été accueillie avec enthousiasme par ceux-là même qui avaient préparé et commis le génocide_ le gouvernement intérimaire, l'armée, la RTLM et les interahamwe_ a nourri cette controverse. Une fois que les soldats français ont atteint le Rwanda, il est vite apparu qu'on ne leur avait pas donné de briefing adéquat et suffisamment informé à propos de la réalité sur ce terrain, et leurs méprises et leurs priorités sont devenues évidentes pour tous.

Gikongoro a servi de centre névralgique à l'Opération Turquoise, qui a rapidement outrepassé le cadre originel de la mission humanitaire et qui est devenue une action défensive, avec la création d'une « Zone Humanitaire Sûre », connue sous le nom de Zone Turquoise.

« C'était un jour de fête »

Dans la ville de Gikongoro et ses environs, l'école polytechnique de Murambi, l'école tenue par l'ACEPER et le Village d'Enfants SOS ont servi de bases pour les troupes françaises. Comme il en a été débattu dans le chapitre précédent, à la fin Mai, Bucyibaruta et d'autres officiels de Gikongoro étaient tentés de garder en vie le petit nombre de survivants, pour la plupart des femmes et des enfants, nombre qui chutait brutalement de jour en jour, pour montrer qu'il n'y avait pas eu de tueries systématiques de Tutsi. Pour cette raison, Emmanuel Nyirimbaga et d'autres personnes ont été écartés de Murambi quand ils y sont allés pour tuer les Tutsi qui y avaient été amenés.

Vers la fin Mai, environ 50 Tutsi ont été envoyés à Murambi et placés sous la garde de la police. C'était tous des femmes et des petits enfants. Nous ne comprenions pas la position prise par le bureau préfectoral. Comme le massacre de Murambi avait été autorisé par les autorités, nous ne pensions pas qu'elles feraient quoi que ce soit pour nous stopper. Nous sommes donc allés ensemble sous la direction de Karangwa et Havugimana pour pourchasser ce petit groupe. La police nous a contrecarrés, en nous disant que nous devons avoir l'autorisation du préfet. Le préfet en personne est venu nous voir, en nous disant que nous n'avons pas besoin de nous inquiéter du sort de quelques femmes. Ils les avaient amenées à Murambi pour tromper la communauté internationale en lui faisant croire que les Tutsi avaient été protégés. Ils sont restés sous la garde des gendarmes jusqu'au début de l'Opération Turquoise.

Des enfants et des femmes Tutsi supplémentaires ont été emmenés à Murambi juste avant que les soldats ne débarquent au Rwanda. Nsabiyera fait partie de ceux qui ont reçu pour instruction de les emmener là.

Ils voulaient les présenter à la communauté internationale pour montrer la protection que les Tutsi

²⁸ Pour un débat plus détaillé sur l'Opération Turquoise voir *Death, Despair and Defiance*, pp. 1138-1154, African Rights, Août 1995.

avaient reçue. Et une fois que les Français sont venus, ce même groupe a continué à recevoir une protection, selon le plan.

Pour entretenir la confusion et manipuler davantage les forces Françaises, le préfet a encouragé les Hutu qui fuyaient l'avancée du FPR à rejoindre les femmes Tutsi dans les salles de l'école « pour convaincre les Français », selon Nyirimbuga, que « les *inkotanyi* tuaient tout le monde sans distinction. »

Tout ceci avait pour but de pousser les Français à stopper l'avancée du FPR.

Nyirimbuga a assisté à une réunion la veille du jour où les soldats ont atteint Gikongoro. Les chefs de cellule ont mis en place ce qu'ils considéraient comme le but de l'opération.

Ils nous ont dit que la France était une amie des Hutu, les troupes qui allaient forcer les *inyenzi* à battre en retraite jusqu'à leur point de départ en Ouganda. Nous avons été vraiment ravis par ces nouvelles.

Il s'est rappelé certaines des mesures prises par des officiels de très haut rang pour préparer la population à recevoir les soldats Français le jour où ils sont venus à Gikongoro.

Les autorités de la préfecture tout comme celles de la commune nous ont invités à sortir pour les saluer. Nous y sommes allés très tôt. Nous avons été avisés du fait que les soldats Français arriveraient de Cyangugu, nous nous sommes donc répartis tout le long de la route pavée qui va de la station Electrogaz au bureau de la préfecture.

Les leaders préfectoraux avaient préparé un grand cérémonial de bienvenue pour les soldats Français. Nous avons tous reçu de petits drapeaux Français des interahamwe. Nous agitions ces drapeaux en criant : « Vive la France, Vive le Rwanda ! »

Les interahamwe ont couru derrière eux, en portant des machettes et des gourdins. Les soldats Français ne voyaient pas mal cette excitation. En réponse à nos acclamations, ils nous faisaient le salut militaire. C'était un jour de fête.

Dans la commune de Jonas Kanyarutoki, Muko, dans le nord de Gikongoro, les troupes Françaises ont été reçues de la même manière.

Tout le monde était content, les interahamwe et nos autorités par dessus tout. Nous avons chanté pour eux. Les sourires sur nos visages témoignaient des espoirs que nous avions dans les troupes Françaises : aider les Hutu à défaire les *inkotanyi* qui avaient pris le contrôle d'une grande partie du pays. Avec leurs véhicules blindés et leurs jeeps équipées de toutes sortes d'armes modernes, rien n'aurait pu nous pousser à nous inquiéter de la progression des *inkotanyi*.

« C'est plus Dieu le Miséricordieux Qui Nous a Protégés »

Malgré leurs inquiétudes initiales, les survivants qui étaient déjà à Murambi, et ceux qui y sont allés après que l'Opération Turquoise soit devenue une réalité, attendaient à la fois une aide concrète et un sentiment de sécurité plus grand du déploiement des troupes Françaises. Patricia Mukashaza, Espérance Mukagashugi, Suzanne Uwamurera et Félicité Nyiranzage faisaient partie du groupe transféré à Murambi depuis l'hôpital de Kigeme pour servir de faire-valoir à la communauté internationale. Elles avaient, dit Patricia, passé presque un mois de « faim, de soif, de désespoir et d'anxiété » quand les Français ont établi leur camp dans l'école.

Avec peu d'options en leur faveur, d'autres Tutsi sont venus à Murambi à mesure qu'ils commençaient à savoir qu'il y avait des survivants qui y vivaient, et que les soldats Français avaient maintenant la responsabilité de cet endroit. Grâce Mukantarinwa avait réussi à échapper aux

massacres à la fois à Murambi et à Cyanika. Elle est allée à Karama, où elle est restée avec la filleule de sa mère jusqu'à ce que les soldats Français entrent dans la ville de Gikongoro.

Quand j'ai entendu que les Français y étaient, je suis retournée à Murambi. Je suis partie seule à 4h et j'y suis allée sans problème. Je ne connaissais personne. Les Français ont soigné mes blessures.

Simon Mutangana se cachait chez un ami Hutu à Mudasomwa quand il a entendu des nouvelles à propos de l'Opération Turquoise.

Je suis allé au bâtiment de SOS Villages d'Enfants à Gikongoro, mais j'ai dû y aller de nuit car il y avait encore des barrages partout. A 5h, j'ai trouvé des soldats Français au barrage, mais ils ont refusé de me conduire à Murambi, là où les survivants étaient emmenés. J'ai insisté, en disant que je ne pouvais pas marcher étant donné que c'était très dangereux. Ils ont finalement accepté de m'emmener à Murambi dans leur jeep.

Le fait qu'eux, les survivants au nom duquel l'Opération Turquoise avait été justifiée, n'étaient pas la priorité pour ces troupes Françaises a surpris Patricia.

Pendant les premiers jours, ils sont venus nous observer dans leur hélicoptère. Nous criions en levant les bras en l'air, en disant : « Nous sommes Tutsi, venez nous sauver ! » Ils ne sont pas revenus ce jour là. Ils sont venus le lendemain, en nous disant qu'on leur avait ordonné de se déployer à Cyanika, où il y avait un camp de déplacés Hutu. Mais ils sont retournés à Murambi et s'y sont installés. Ils nous ont donné de l'eau et des biscuits.

L'accueil enthousiaste qu'ils ont reçu de la part des interahamwe et des officiels qui étaient derrière le génocide allait certainement susciter un réel malaise chez les survivants. « Les génocidaires », dit Patricia, « étaient ravis. »

Nous avons tous bien conscience de leur collaboration passée avec le régime Habyarimana. Et ils étaient applaudis par les interahamwe et des officiels de toutes sortes.

Espérance a confirmé cette énorme assistance.

La population entière est sortie de chez elle pour les saluer, dans le jardin de SOS Villages d'Enfants, et tout au long des routes sur lesquels ils passaient.

Cet excitation étalée au grand jour à Gikongoro une fois que les troupes ont débarqué ont conduit Espérance à remettre en question le but proclamé de Turquoise.

Ils avaient été accueillis par les autorités qui avaient commis le génocide et ils gardaient de bonnes relations avec elles. Les Français savaient très bien que ces gens étaient responsables du génocide.

Les conditions de vie se sont un peu améliorées pour les survivants à Murambi, même si c'était peu, comme les soldats distribuaient du riz et du maïs et que certaines femmes Tutsi mariées à des Hutu leurs apportaient des animaux d'élevage. Mais la sécurité qu'ils recherchaient est restée très précaire. Simon a expliqué pourquoi.

En plus des survivants, il y avait des soldats des FAR armés de pistolets et de grenades parmi les Hutu de Butare déplacés par la guerre. Et il y a eu ensuite beaucoup de miliciens à l'extérieur de l'école, ce qui fait que nous nous sentions très menacés et que nous étions obligés de rester dans cette école.

Le séjour à Murambi a été particulièrement insupportable pour les gens qui y avaient été pendant le massacre, comme Grâce.

Même si je n'avais nulle part où aller, je me suis sentie mal à l'aise à cet endroit. Je ne pouvais pas rester ici à cause de tout ce que j'y avais vu dans le passé. Les traces subsistaient encore : le sang, des vêtements qui appartenaient à des gens que j'avais connus. Je n'arrivais pas à dormir la nuit ; je faisais tout le temps des cauchemars.

Elle a imaginé qu'elle pourrait être tuée par certains des gens avec lesquels elle partageait une salle de classe.

C'est ce qui m'a rendue très tendue. Je n'arrêtais pas de penser qu'ils me tueraient en pleine nuit. A la fin, j'ai dit aux Français que je ne pouvais plus rester plus longtemps et ils m'ont laissée partir avec d'autres survivants. Nous avons bavardé et ils m'ont réconfortée. Ils ont tout partagé parce que je n'avais rien apporté avec moi. J'ai commencé à revivre, même si nous avions peur en permanence que les Français nous livrent un jour aux interahamwe. Nous n'avions plus aucune foi en eux et la façon dont ces Français se comportaient ne nous a pas rassurés.

Les arrangements conclus pour vivre dans le camp ont aussi sapé la confiance de Patricia.

Ils nous ont mélangés aux interahamwe, aux gendarmes, aux soldats des FAR et à d'autres tueurs, qui se rencontraient tous les jours. Ils n'ont pas fait du tout attention à ce que ça pouvait signifier pour nous, les survivants. Ils n'ont rien fait de tangible pour nous protéger ; c'est plutôt Dieu le Miséricordieux qui nous a protégés.

Ce qu'Annonciata Muhayimana a vu à Murambi n'a pas été ce qu'elle avait espéré trouver.

J'ai bien rencontré des survivants. Mais j'ai aussi rencontré des interahamwe, des soldats et des gendarmes. Il y avait aussi des Hutu en route pour le Congo, et certains d'entre eux étaient encore armés. Nous continuions à penser que nous serions encore soumis à l'horreur que nous pensions pouvoir laisser derrière nous.

Etant donné qu'ils avaient une liberté de mouvement bien plus grande, les Hutu du camp menaient une vie bien plus facile que Suzanne et les autres survivants, qui ne pouvaient pas mettre un pied hors du camp seuls.

Il était facile pour les Hutu d'aller chercher des provisions dans la ville de Gikongoro, alors que les Tutsi ne pouvaient même pas dépasser les bâtiments de l'école de Murambi. S'ils n'avaient fait qu'essayer de dépasser ce point, ils auraient couru le risque d'être assassinés.

D'autres facteurs ont contribué à élargir le gouffre entre les survivants et les soldats Français à Murambi. Espérance était dégoûtée par leur manque d'intérêt envers ce qui s'était passé sur le site, leur réticence à agir contre les hommes qu'ils distinguaient comme étant des génocidaires et, surtout, par leurs décisions sur les endroits à choisir pour planter leurs tentes.

Les étudiants qui parlaient Français leur ont montré les fosses communes où se trouvaient les victimes du massacre perpétré dans cette école. Ces fosses étaient clairement visibles parce que le sang suintait du sol. Les soldats Français se sont installés eux mêmes à cet endroit, et ils ont planté leurs tentes. Il y en avait beaucoup. Certains d'entre eux vivaient dans les bâtiments, les autres dormaient dans les tentes.

Suzanne attendait des soldats qu'ils appréhendent et interrogent ceux qui étaient pointés du doigt comme étant des tueurs.

Nous leur avons montré les gens qui avaient assassiné nos proches, avant de les laisser partir. Mais ils semblaient n'avoir aucune volonté de les arrêter.

Madeleine Mukamuyango a été évacuée par les Français de l'hôpital de Kigeme où elle se remettait de graves blessures à la tête. Elle était encore à l'hôpital quand elle a appris que ses enfants étaient en vie et qu'ils se trouvaient à Murambi. Les retrouvailles avec ses enfants ont été un moment de joie, mais les preuves sinistres de ce qui s'était passé à Murambi, et les tentatives d'effacer ces signes, étaient profondément perturbants.

J'ai commencé à regretter d'avoir survécu quand j'ai vu le sang des Tutsi partout sur les murs des toilettes. Les Français avaient demandé aux survivants qui sont venus avant nous d'enlever complètement le sang de leurs frères. La tâche était si grande que même quand je suis arrivée là, il restait du travail à faire. Nous avons donc été obligés d'effacer les preuves du génocide de notre peuple. Et les Français s'occupaient à collecter les armes qui avaient été utilisées pour se débarrasser des Tutsi. Ils ne voulaient pas nous donner accès aux fosses pour nous permettre de voir où nos proches avaient été enterrés.

Un ami de sa famille, le secrétaire de la commune de Nyamagabe, a accompagné Marie-Chantal à l'ACEPER où, selon elle, il y avait une centaine de soldats français. Elle a trouvé trois autres survivants à cet endroit, deux filles et un garçon. Ils ont été conduits à Murambi, mais Marie-Chantal est restée comme femme de ménage à l'ACEPER car elle connaissait le Français et elle avait été à l'école jusqu'à la troisième année du secondaire. Ceci lui a donné des occasions d'observer les rencontres constantes et les relations cordiales entre les soldats et les responsables locaux qui avaient orchestré les tueries à Gikongoro.

Le bourgmestre, Semakwavu, venait souvent les voir. Je me faisais toujours très discrète pendant ce temps, pour qu'il ne me voie pas. Un jour, les soldats Français m'ont appelée, pour me présenter au bourgmestre. J'étais vraiment terrifiée, mais je ne pouvais rien faire, alors je suis sortie. Quand il m'a vue, il n'a rien dit. Mais il est parti furieux pour réprimander l'homme qui m'avait cachée.

Je suis restée là et j'ai observé tous les jours les rencontres entre les soldats Français et différents représentants des autorités, organisateurs du génocide. Ceux qui m'étaient familiers étaient le colonel Simba, Semakwavu, un député nommé Marc et le préfet, Bucyibaruta. Les Français ont toujours accueilli chaleureusement leurs visiteurs.

« La Première Chose que les Français ont Fait à Murambi a été d'Organiser le creusement de Tranchées »

Les témoignages des prisonniers qui vivaient à Gikongoro à l'époque de l'Opération Turquoise révèlent d'autres aspects de l'intervention Française qui fournissent des pistes qui mènent aux décisions politiques et militaires qu'elle cache. Emmanuel Nyirimbuga a souligné ce qu'il croyait être leur priorité.

La première chose que les Français ont fait à Murambi a été d'organiser le creusement de tranchées. Les interahamwe et la population locale ont creusé les tranchées. Leurs interprètes nous ont dit que les tranchées seraient utiles si les *inkotanyi* tentaient de franchir la ligne de démarcation de la Zone Turquoise. Des tranchées ont aussi été creusées le long de la rivière Mwogo et sur toutes les collines en direction de Butare.

En tant que bourgmestre de la commune de Mubuga à Gikongoro, qui est devenue un sanctuaire pour les Hutu qui avaient déserté les régions contrôlées par le FPR, Innocent Bakundukize avait des entretiens réguliers avec les forces françaises. Beaucoup de ces Hutu se sont installés dans les camps créés par les Français à Kibeho, Ndago et Munini. Bakundukize était l'une des rares personnalités de haut rang qui a avoué sa participation aux tueries volontairement et peu de temps après les faits, et qui a depuis lors révélé bien des choses sur le génocide.

Les soldats Français ont sillonné la province entière, en commençant par la ville de Gikongoro, battant la campagne à la recherche des *inkotanyi* qui viendraient de Butare.

Ils sont venus quotidiennement pour s'enquérir de la sécurité et pour s'assurer que les *inyenzi* ne s'étaient pas infiltrés dans leur territoire. Ils aimaient dire que la Zone Turquoise était à eux et qu'ils avaient le droit de l'administrer comme ils le voulaient. Nous avons dès lors été convaincus qu'ils étaient prêts à repousser tout *inkotanyi* qui oserait franchir la frontière.

A mesure que les nouvelles de leur présence, à propos de leurs armes sophistiquées et concernant leurs activités se sont diffusées, notre commune a attiré une grande population de déplacés, surtout des interahamwe qui considéraient la présence des Français comme leur plus grand espoir.

Il a remis en question les objectifs réels de l'Opération Turquoise.

Je doute très fortement que sa mission était de mettre un terme au génocide. Les interahamwe avaient déjà tout balayé. Que restait-il à stopper ? Si c'était ce qu'ils avaient voulu faire, ils étaient arrivés trop tard. Il me semble que les Français sont venus sauver leurs amis avec lesquels ils avaient collaboré pour combattre le FPR depuis 1990. Je pense qu'ils sont venus à la dernière minute pour tendre la main aux interahamwe et au gouvernement déchu contre les *inkotanyi* et ils ont maintenu de bonnes relations avec eux. Ils n'ont pas pris en compte les dégâts causés par le génocide.

A Gikongoro et ailleurs, l'intervention Française en est venue à être associée au pillage et à la destruction systématique des biens gouvernementaux, y compris la plupart des usines et des écoles.

Si elle avait un but humanitaire, comment tant d'infrastructures pouvaient elles être détruites sous leur nez ? Ils ont donné aux interahamwe toutes les occasions de tout détruire dans la zone contrôlée par les Français.

Nyirimbuga avait, comme son témoignage l'indique plus tôt, largement contribué au massacre de Murambi. Il a confirmé les dires des rescapés selon lesquels les soldats Français basés à Murambi ont dressé leurs tentes sur les charniers et ils ont ordonné de faire disparaître les indices de la tuerie. Il va plus loin dans ses critiques.

Ce qui m'a le plus surpris est le terrain de basketball que les Français ont tracé sur le site même de l'inhumation des milliers de Tutsi. Il était évident que cet endroit était une immense tombe. Le sang de toutes ces victimes a affleuré à la surface quelques jours après le massacre. Une odeur infâme s'est répandue sur tout le site. A chaque fois que le sang commençait à suinter à la surface, les autorités administratives ont envoyé des gens pour ajouter plus de saletés. Ceci a été fait plusieurs fois avant que les Français viennent. Et encore, les taches de sang sur les murs constituaient des signes clairs d'un carnage à très grande échelle. Quand ils sont arrivés là, les soldats ont rapidement ordonné à la population locale de nettoyer le sang sur les murs. Pour moi, la décision de placer un terrain de basket sur le site du charnier était aussi une tentative d'effacer toutes les preuves qu'un génocide s'était produit là.

La certitude qu'ils étaient protégés des forces du FPR a donné aux interahamwe une occasion supplémentaire de continuer à éliminer les civils Tutsi, a ajouté Bakundukize.

Les Français ont nommé leurs propres autorités locales à travers tout Gikongoro pour les aider à détecter tout *inkotanyi* présent dans la zone. Des Tutsi ont été assassinés par les interahamwe avant même d'avoir atteint la zone où se tenaient les Français. Les interahamwe étaient sur le qui-vive tout du long et, tant que les Français étaient dans les parages, ils n'étaient pas trop dérangés par les soldats du FPR à Butare. Le pays était clairement divisé en deux : une partie était sous le contrôle du FPR, tandis que l'autre se trouvait sous la juridiction d'une armée venue d'outremer dont la principale préoccupation était de bloquer le FPR.

Même les expressions utilisées par les Français donnaient aux interahamwe la possibilité de finaliser le génocide. Quand les Français demandaient à la population locale de leur montrer les *inyenzi* et les *inkotanyi*, on comprenait que cela signifiait les Tutsi et leurs complices.

La focalisation sur la nécessité de tenir la ligne contre les infiltrations du FPR dans la zone Turquoise, et sur celle de se préparer à combattre les *inkotanyi*, a eu des conséquences imprévues, selon Nyirimbuga.

Ils se sont vraiment concentrés sur la chasse aux *inyenzi-inkotanyi*. Et Dieu ait pitié de quiconque était désigné. Ils n'ont jamais contesté la classification des gens qui leur ont été présentés. Il était la plupart du temps suffisant de leur dire qu'untel était un *inkotanyi*. Certaines personnes ont profité de cette situation pour régler de vieux comptes. L'affaire la mieux connue a impliqué un certain Silas, qui vivait à Gashiha. Il a été trahi par son frère Senkware, qui réside actuellement à Gatebe. Les Français l'ont promptement tué par balles. Ayirwanda, maintenant en prison, connaît bien l'affaire, mais il ne veut pas en parler.

Félicien Siborurema, un fermier de Nyamagabe, a rencontré pour la première fois les soldats Français dans la ville de Gikongoro.

Ils étaient dans leurs véhicules et ils étaient bien armés. Ils nous ont invités à leur montrer les *inkotanyi* qui auraient pu entrer dans la zone contrôlée par leurs troupes. Nous avons vite réalisé qu'ils étaient venus pour combattre les *inkotanyi*.

La focalisation sur les *inkotanyi* comportait des risques. Le mot *inkotanyi* en était venu à avoir beaucoup de significations différentes, qui convergeaient tous vers la même signification. Aux yeux des Français, ce nom symbolisait les collaborateurs du FPR.

Kanyarutoki, emprisonné à Gikongoro, a dit qu'il avait révélé les cachettes de quelques Tutsi aux Français, qui « nous ont dit qu'ils les envoyaient au camp de réfugiés Tutsi pour les sauver. »

Je leur ai montré deux garçons que je connaissais sous le nom d'Iyakaremye, 12 ans et Hagenimana, 16 ans. Ce qui paraît étrange pour moi est que personne n'a jamais revu ces enfants depuis.

Quelques actions menées par les Français ont laissé Bakundukize perplexes.

A un moment, ils ont pris des Hutu qu'ils considéraient comme des interahamwe et des Tutsi qu'ils considéraient comme des *inkotanyi* et ils les ont emmenés tous ensemble dans la forêt de Nyungwe où ils ont été tués. Cet acte m'a frappé par son extrême ambiguïté, surtout parce que les Français ont pris une telle mesure sans jamais mener la moindre enquête.

L'accusation selon laquelle des soldats Français ont emmené des gens dans la forêt de Nyungwe a été répétée par pratiquement tous les prisonniers interviewés pour ce livre. « Les Français ne peuvent pas nier qu'ils se sont débarrassés d'un certain nombre de gens dans la forêt de Nyungwe. » a dit Kanyarutoki. Comme Bakundukize, il a affirmé qu'à l'instar de certains Tutsi, des Hutu ont été emmenés à Nyungwe.

Ils ont été transportés par la voie des airs vers la forêt de Nyungwe. C'est arrivé dans tout Gikongoro. Il suffisait de dire aux Français que tel ou tel individu faisait des plans pour collaborer avec les *inkotanyi*. Les plus affectés étaient les étrangers à notre commune qui ressemblaient physiquement à des Tutsi. La population les étiquetait comme *inkotanyi*.

Kanyarutoki a donné l'exemple d'un compagnon de cellule, Félicien Siborurema, qu'il appelle « un évadé Hutu. »

Pour les Français, le fait qu'il soit interahamwe n'avait pas d'importance. Ce qui comptait pour eux

était le fait d'être catalogué comme *inkotanyi*. La pire chose pour les Tutsi était qu'ils étaient confondus avec les *inkotanyi*, surtout s'ils étaient des hommes. C'est pourquoi beaucoup d'entre eux ont été emmenés dans la forêt de Nyungwe.

Selon Siborurema, les Français l'ont arrêté à Murambi, où il était allé pour vendre des biscuits et du pain aux survivants Tutsi et aux réfugiés Hutu, dont il voyait la présence comme « une excellente occasion de faire des affaires. »

Un des soldats m'a vu, et, un doigt sur la gâchette, m'a dit : « Mains en l'air ! » Je ne pouvais pas me lancer dans des explications précises pour leur dire pourquoi j'étais là, parce que je ne parlais pas Français.

Après l'avoir ramené chez lui pour fouiller sa maison à la recherche d'armes, il a dit qu'ils l'avaient ramené à Murambi.

J'ai été emmené dans une salle où il y avait d'autres prisonniers. Ils nous ont tabassés et nous ont donné des coups de pied avec leurs bottes. Ca m'a laissé des cicatrices sur les jambes. Nous étions ligotés. Ils nous ont posé des questions très brutalement. Je pense qu'il y avait à la fois des Hutu et des Tutsi, tous mélangés. C'est pourquoi ils n'arrêtaient pas de répéter : « Hutu, Tutsi, *inkotanyi* ? » Leurs questions nous plongeaient dans une grande confusion. Nous ne pouvions pas interpréter exactement ce qu'ils nous demandaient.

Siborurema a dit qu'il a ensuite été emmené dans la forêt de Nyungwe.

Ils nous ont entassés dans un gros hélicoptère. Nous avions encore les mains attachées, et nous avons été gardés par des soldats bien armés tout le temps. Ils nous ont emmenés au dessus des collines de Gikongoro jusqu'à ce que nous soyons au dessus de la forêt de Nyungwe. L'hélicoptère s'est approché d'une zone très broussailleuse. A environ trois mètres au dessus des broussailles, au milieu d'une forêt dense, ils ont ouvert la porte de l'hélicoptère et ils nous ont jetés au sol. Nous étions à peu près cinq. Les cordes qui me maintenaient attaché s'étaient desserrées assez pour que je puisse me libérer, après avoir été jeté de l'hélicoptère.

Comme Siborurema connaissait bien la forêt, il a pu sortir de Nyungwe et retourner chez lui, dans le secteur de Kibirizi.

Il a fait ressortir d'autres conséquences de l'Opération Turquoise.

Leur présence a fourni aux interahamwe l'occasion de s'enfuir au Congo, et de détruire les infrastructures qui avaient de la valeur.

Plusieurs autres ont aussi parlé des effets de l'Opération Turquoise sur l'exode des réfugiés vers le Congo. Kanyarutoki a dit qu'il était conscient d'une « campagne Française pour nous persuader d'abandonner le Rwanda, vers la fin Juillet.

Ils sont allés partout en nous disant que les *inkotanyi* arrivaient pour nous trancher la gorge. Ils nous le montraient en utilisant le langage des signes

Les Français ont joué un rôle prépondérant dans l'évacuation des leaders et d'un grand nombre d'interahamwe qui étaient à la tête des massacres de Tutsi qui avaient eu lieu dans la région. Ils sont venus transporter notre bourgmestre et d'autres personnes. Ils les ont emmenés au Congo. Ceci s'est passé quand les *inkotanyi* ont atteint les berges Est de la rivière Mwogo.

La femme de Bakundukize était parmi ceux qui ont été convaincu de partir.

Je critique les Français pour avoir essayé de persuader les gens de quitter le Rwanda. Dans cette perspective, ils ont chanté la même chanson que les *Abatabazi* (le gouvernement intérimaire), en disant que les *inkotanyi* allaient tuer tout le monde. J'étais moi même là quand tout ceci se déroulait, et j'ai tout entendu de mes propres oreilles. Leur propagande a conduit ma femme à me quitter et à aller au Congo.

Quand il a rencontré les soldats, David Rwamihigo, un fermier de Gasaka, a reçu une mise en garde qui rend l'exode massif vers le Congo facile à comprendre.

J'ai vu les Français voyager ça et là dans leurs véhicules, en uniforme militaire. Ils avaient l'habitude de s'arrêter à Nzega, à environ un kilomètre de la ville de Gikongoro sur la route qui mène à Cyangugu. Ils aimaient découvrir l'ethnie des gens en leur demandant : « Hutu ou Tutsi ? » en leur touchant le nez. Quand on leur disait que quelqu'un était Hutu, ils répondaient toujours : « Les Tutsi vont vous couper la gorge. »

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que les survivants de Murambi et d'ailleurs dans la Zone Turquoise aient choisi de quitter Gikongoro pour Maraba dans la préfecture de Butare quand on leur en a finalement donné le choix en Août 1994.

« LA SURVIE DANS UNE SOLITUDE EXTREME »

La vie pour les survivants, à Gikongoro et ailleurs, est une bataille permanente pour vaincre_ ou au moins arriver à vivre avec_ la douleur dans leurs cœurs, l'incompréhension dans leurs esprits et un sentiment profond d'aliénation. Les pertes personnelles immenses se conjuguent avec la destruction quasi-totale de leur communauté. Chaque survivant interviewé par *African Rights* pour ce livre et bien d'autres publications, parlent de leur sentiment d'être submergés par la solitude, de vivre avec une impression de vide permanent. La mort de leur famille proche, de leurs proches de la famille éloignée, de leurs amis, de leurs camarades de classe, de leurs collègues et des visages qui leur étaient familiers évoque de des souvenirs douloureux. Elle soulève aussi des questions profondes sur leur propre survie, leur société et ce qui les entoure, sur Dieu, la religion, la vie et la mort.

Ils pleurent en permanence le coût humain effroyable, mais leurs autres griefs sont très divers, et ils blessent profondément. Le vol de propriété et la destruction de leurs maisons, surtout pour ceux qui vivaient dans des communautés rurales, les a jetés dans une pauvreté soudaine et leur a enlevé l'attache qui était constituée par leur maison de famille. La peur de rencontrer d'anciens voisins peut encore constituer un puissant effet dissuasif de cultiver des terres héritées. La justice est vue comme un besoin indispensable à satisfaire pour parvenir à une guérison véritable, mais les survivants qui cherchent à traîner les génocidaires en justice se sentent pris pour cible, et souvent intimidés dans le but de leur faire garder le silence, notamment à Gikongoro.

A la différence d'autres victimes d'une violence génocidaire orchestrée par un état, les rescapés, au Rwanda, vivent dans des circonstances uniques du fait qu'ils doivent se mélanger avec, et vivre juste à côté des gens qui ont cherché à les éradiquer si récemment. Ceci introduit des aspects de complexité et de sensibilité dans leurs vies qui ne sont pas faciles à comprendre et dont il n'est pas facile de se dépêtrer. Le génocide a rendu impossible aux survivants de vivre en société au sein des communautés auxquelles ils appartenaient avant. Ils vivent parmi tant de gens qui ont soit participé aux tueries, soit qui sont proches des génocidaires ou qui n'ont aucune volonté de les dénoncer et de dire aux rescapés comment leurs proches sont morts et où leurs corps ont été abandonnés.

« Ma Vie Après le Génocide Empire avec le Temps qui Passe. »

En raison de l'énormité de la tragédie qui est tombée sur eux, il est inévitable, et compréhensible,

que la plupart d'entre eux trouvent difficile de résumer les conséquences du génocide. Ils ont souvent eu de longs silences avant de dire quoi que ce soit ; d'autres ont répondu qu'ils ne savaient pas par où commencer. Mais la plupart sont d'accord avec le fait que plus le temps passe, plus la profondeur et l'étendue de leur deuil devient apparente. Les adultes, tout comme les jeunes, disent qu'avec les années qui passent, leur ténacité, leur résilience et leur moral s'effrite, qu'il ne s'améliore pas.

Hildegarde Kabagwira a identifié l'isolement et la pauvreté parmi les plus importantes conséquences du génocide.

Je suis profondément affectée par le fait que nous avons été abandonnés, que nous n'avions personne vers qui nous tourner pour obtenir de l'aide. Personnellement, ma vie après le génocide empire au fil du temps, au lieu de s'améliorer.

Déo Nsengyumva est d'accord.

Dans les années qui ont suivi le génocide, les vies des survivants se sont détériorées considérablement. Même ceux qui ont essayé de reconstruire leurs vies sont loin d'être ce qu'ils étaient avant le génocide.

Le fils de deux ans d'Emmanuel Hangari est son lien avec le futur. Parmi les gens qui ont fait partie de son passé, il ne reste presque personne.

D'une famille de plus de dix personnes, il ne reste que moi et ma petite sœur. Mon père a eu deux femmes et les enfants de la deuxième ont tous été tués.

La structure de sa vie est dominée par un sentiment profond de solitude, d'où découle un très fort sentiment d'insécurité.

La vie post-génocide a été très dure pour moi. Au lieu de s'améliorer, jour après jour, ma vie empire. La partie la plus dure à propos du génocide, pour moi, c'est l'insécurité envahissante que je ne peux pas exprimer. Je me sens terriblement seul. C'est parce que je ne me suis plus senti en sécurité que je suis allé vivre dans le lotissement pour les survivants.

Simon Mutangana a dit qu'il ne savait pas « comment expliquer la vie d'un survivant à Gikongoro parce qu'elle est trop terrible. »

Entre ma femme et moi, nous avons perdu environ 150 membres de notre famille élargie à Murambi. Deux de nos enfants, deux filles âgées de six ans et de quatre ans, sont mortes à Murambi ; seul l'enfant que ma femme portait sur son dos a survécu. Deux de mes frères ont aussi été tués à Murambi.

Sa femme, Annonciata Muhayimana, sent que le génocide l'a volée à sa famille, tout comme une autre source de réconfort sa foi. Elle s'est détournée de son ancienne église parce qu'elle n'a pas pu y trouver un leadership sympathique et compréhensif.

Pendant la période qui a suivi le génocide, je ne suis pas revenue à l'église pour prier. Je ne priais même pas à la maison. J'avais tout arrêté. Avant le génocide, j'étais une fidèle de l'Eglise Episcopale et maintenant je suis Chrétienne Pentecôtiste. A ce moment là, je ne pouvais pas suivre les sermons des pasteurs et mon cœur était encore très fragile. Les pasteurs prétendaient que le génocide des Tutsi a été causé par leur complexe de supériorité et leur arrogance ! Je ne supportais pas de tels enseignements. Personnellement, le génocide a détruit ma vie parce qu'il m'a pris mes enfants, mes frères, mes sœurs et mes amis.

« Les Autres Ont des Familles vers Lesquelles Ils Peuvent se Tourner »

Il serait difficile de surestimer l'importance des réseaux sociaux dans le soutien des individus dans des pays comme le Rwanda où l'aide de l'Etat pour la santé et les services sociaux est limitée et où les opportunités d'emploi sont rares. Pour la plupart des gens en Afrique, la famille élargie est une ligne de vie économique, tout comme la forme de sécurité sociale la plus essentielle et la plus digne de confiance. La mort de la plupart des gens qu'ils ont connus et avec lesquels ils ont grandi a privé les survivants des réseaux de soutiens qui sont indispensables dans n'importe quelle société. Quand ils cherchent du travail, tombent malades, ont besoin d'emprunter de l'argent ou quand ils ont besoin d'aide pour trouver une maison ou une place à l'école pour leurs enfants ou ceux qui dépendent d'eux, la plupart n'ont personne vers qui se tourner. L'absence de famille est une tragédie aux conséquences incalculables. La famille n'est pas seulement un groupe de personnes liées les unes aux autres par des liens de sang, d'amour, d'affection et de familiarité, mais elle est aussi une source d'assistance pratique et de protection. Dans une société qui demeure rurale avant tout, c'est aussi une source de travail essentielle.

Marie Mujawimana a admis qu'elle a tenté de nombreuses fois de mettre fin à ses jours et qu'elle se focalise plus sur la mort que sur la vie.

Je vis seule, sans enfants, sans petits enfants, sans rien. Rien du tout désormais. Je suis seule à la maison et je n'ai personne vers qui me tourner pour m'aider dans mes corvées quotidiennes. Je vis comme la bonne qui doit tout faire. Les familles qui vivent près de moi m'envoient un enfant le soir pour qu'il passe la nuit chez moi ; mais c'est juste pour me tenir compagnie pendant la nuit. Je regrette parfois d'avoir survécu au génocide. J'ai fait de nombreuses tentatives de suicide. Il y a tant de problèmes que je n'arrive pas à tous les compter. Nous avons été laissés en vie pour mourir de chagrin.

Il ne se passe pas un jour, dit Alphonsine Mukaremera, « sans que je pense à ma famille, à mes amis et aux gens qui vivaient près de nous et qui ne s'en sont pas sortis. »

Leur deuil est apporté chez les survivants à toutes les occasions de vie en société. Etant donné que les gens agissaient entre eux comme des unités—soit en tant que couples, soit en tant que familles_ il n'est pas facile de se réinventer pour se resocialiser de sa propre initiative, ou de trouver de la joie dans des rassemblements qui ne font que souligner à quel point la famille et les amis ne sont plus là. Déo trouve que les weekends, Noël, Le Nouvel An, les anniversaires et surtout les mariages, sont souvent remplis de vide.

Le génocide a décimé ma famille, proche et éloignée. Tous mes biens ont soit été volés, soit endommagés. A la maison, je suis avec ma femme, mes deux enfants et ma petite sœur qui cultive.

Pendant les occasions festives, au lieu d'être heureux, nous nous trouvons isolés et tristes. Pour moi, c'est en particulier dans ces moments là que je remarque le vide créé par le génocide, quand je sens que les gens que j'aimais le plus ne sont pas là. Nous ne pensons pas seulement à leur absence, mais aussi à la manière dont ils nous ont quittés. Le résultat, c'est que la fête ne signifie plus rien pour moi.

Emmanuel a décidé de ne pas se marier à Gikongoro et il est allé au lieu de cela à Nyanza, dans la préfecture de Butare.

Je n'ai trouvé personne pour faire la cérémonie ici à Gikongoro. Au moins, à Nyanza, il y avait quelques connaissances de ma tante paternelle.

Une des conséquences les plus tragiques du bain de sang à Murambi, et plus généralement du génocide, est la façon dont les générations futures ont été éteintes. Sachant à quel point ils trouvent sa situation sinistre, Simon ne peut tout simplement pas imaginer les perspectives sinistres pour ceux

qui ont tout perdu.

Vous trouvez de vieilles femmes qui sont complètement seules au monde, dans enfants ni petits enfants. Nous, au moins, comme nous sommes encore jeunes et que nous avons de la force, nous pouvons nous bâtir une vie.

Une des femmes que Simon pourrait avoir à l'esprit est Bélie Mukandamage qui a été veuve depuis 1960, mais qui a dit qu'elle « n'a senti les effets de sa solitude qu'après le génocide de 1994 ». Aidée par sa famille, elle a pu élever et éduquer ses enfants. Le plus jeune avait terminé ses études secondaires et ses frères et sœurs gagnaient leur vie, un par le commerce et un autre comme chauffeur de moto taxi. Ses enfants lui donnaient ce dont elle avait besoin et elle avait toutes les raisons d'attendre une vieillesse heureuse et confortable.

Au moment même où je commençais à sentir le soulagement de pouvoir m'appuyer sur mes enfants, le génocide me les a enlevés. Comment puis-je aujourd'hui vivre en supportant d'être une veuve ? Mon plus jeune fils venait de se marier et sa femme, enceinte de huit mois, a été tuée. Nous vivons au jour le jour.

Vital Twagirayezu, 59 ans, a eu la chance que la plupart de ses neuf enfants, qui ont attendu la fin du génocide chez leurs grands parents maternels, soient encore en vie en juillet 1994. Mais il ne peut pas se sortir de l'esprit ses derniers mots avec sa fille de 18 ans, Francine Uwihoreye, qui l'avait accompagné à Murambi. Un employé Français de Caritas qui travaillait à l'évêché, où Vital travaillait aussi, l'a évacué le veille des massacres. Mais sa fille a choisi de rester en arrière, parce que, a-t-il dit, « ne savait pas lequel de nous avait une chance de survivre. »

Avant de partir, elle m'a dit ceci : « Pars. Si tumeurs, je vivrai peut être. Et si nous sommes exterminés ici, alors peut être que tu survivras. » Les mots de ma fille me hantent encore et je regrette de l'avoir laissée seule au camp ce jour là. »

La nuit suivante, Vital a entendu le « bruit des armes jusqu'à l'aube. » Sa fille était parmi les victimes. Et depuis l'évêché, il a vu le bulldozer passer pendant qu'il faisait route vers Murambi pour enterrer les corps. Quand les pensées de Vital se tournent vers Francine, comme elles le font si souvent, il pense à elle comme quelqu'un qui a éclairé sa vie et qui l'a rempli de fierté paternelle.

De tous ceux que j'ai perdus durant le génocide, ma fille est celle qui me revient le plus souvent à l'esprit. Je l'aimais tant, elle était devenue adulte et elle allait me donner l'honneur d'avoir une dot pour son mariage.

Beaucoup de ceux qui ont vécu le génocide en tant qu'enfants ont du grandir et fonder leur propre famille sans l'aide et sans les conseils de leurs anciens. Julienne Umugwaneza avait 16 ans quand la majeure partie de sa famille est morte à Murambi, mais elle a été regroupée avec ses deux sœurs cadettes à Maraba. Deux semaines plus tard, leur oncle maternel les a emmenées à Kigali avec lui. Ils y ont vécu jusqu'en 1997, mais conscients de la pression sur la famille qui avait accueilli en son sein de nombreux autres orphelins, ils sont retournés à Gikongoro. Finalement, Julienne a fondé un foyer avec un soldat à Gasarenda et elle a eu trois enfants avec lui. Ils se sont séparés plus tard. Son fils aîné a huit ans. En plus de ses enfants, Julienne s'occupe de ses deux sœurs qui sont à l'école secondaire. Leurs frais de scolarité sont payés par le FARG, mais elle doit subvenir à tous leurs besoins et elle s'y essaye grâce aux revenus des amis de sa famille.

Je dois, de toutes les manières, garantir leur éducation parce qu'il ne reste personne de notre famille pour nous aider. Ce sont les graves problèmes que je partage avec beaucoup d'autres survivants du génocide. Nous devons, pour le meilleur et pour le pire, assurer notre survie dans une solitude extrême. Les autres ont des familles vers lesquelles elles peuvent se tourner quand elles sont dans le besoin, mais nous sommes condamnés à vivre de cette façon.

L'étendue des problèmes vécus par les veuves signifie qu'elles parlent peu du vrai chagrin causé par la mort de leurs maris. La plupart vivent avec le chagrin supplémentaire causé par la mort d'enfants, de parents, ou, dans certains cas, de familles entières. Sans la possibilité de dépendre de relations proches, leurs problèmes semblent insurmontables. Les femmes pauvres qui vivent dans des zones rurales comme Gikongoro sont particulièrement affectées.

La soudaineté du génocide signifie que la plupart des veuves ont eu très peu de préparation pour assumer les rôles multiples qu'elles ont été brusquement appelées à jouer et pour fournir l'aide nécessaire à leurs enfants, ou aux survivants de de leurs propre famille, ou encore à leur belle-famille. Pour les femmes qui vivent à la campagne, et qui avaient l'habitude de voir leurs maris gérer leur argent, s'occuper des démarches auprès des officiels locaux et de la bureaucratie en général, le génocide a causé un retournement radical dans leur vie entière.

Hildegarde doit faire face simultanément à la mort de son mari, au deuil des trois enfants qu'elle n'a pas eu la chance de voir grandir, et aux besoins émotionnels de son fils, Darius, né en Septembre 1994.

J'ai beaucoup de responsabilités familiales que je partageais avec mon mari mais que je dois maintenant assumer seule. Je ne trouve pas de mots pour décrire ce que je ressens à propos de la perte de mon mari. Je sens que je porte un poids énorme, mais je ne sais pas comment l'expliquer. C'est difficile de le traduire par des mots. Ce n'est pas seulement pour mon mari, mais aussi pour mes enfants. Je ne pourrai jamais comprendre ou me réconcilier avec la mort de mes enfants.

La famille de mon mari m'a laisser me débrouiller seule. Il y a des membres de sa famille qui «étaient hors du pays pendant le génocide, mais personne n'est jamais venu voir le fils qu'il a laissé derrière lui. Nous nous rencontrons parfois dans la rue, mais mon fils, Darius, ne les reconnaît même pas.

L'impératif de répondre aux questions constantes de leurs enfants sur ce qui est arrivé à leurs pères et à leurs frères et sœurs, et pourquoi, rend impossible pour les veuves de fermer la porte à leur passé. Hildegarde se trouve régulièrement à essayer vainement de faire comprendre à son fils de douze ans Darius les circonstances dans lesquelles son père est mort.

Mon enfant n'a jamais connu son père, ni ses frères et sœurs aînés, autrement qu'en photo. Depuis qu'il a vu la photo, il me dit toujours qu'il savait qu'il avait des frères et il demande où ils sont allés. Quand il voit les enfants de mes frères il demande pourquoi ils ont un père alors qu'il n'en a pas. Quand je lui ai dit qu'ils avaient été tués pendant le génocide, il n'a pas compris.

« Mon fils me demande pourquoi Dieu a laissé son père , ses frères aînés et sa sœur mourir : « Qu'est ce qu'ils avaient fait ? » me demande-t-il ? »

Il me pose beaucoup de questions. Il m'en pose même sur la façon dont les autres membres de la famille, comme ses tantes, sont morts parce qu'il a entendu les autres enfants dire qu'ils vont chez leur tante.

Hildegarde est heureuse que son frère vive près de chez elle et qu'il puisse fournir à son fils non seulement l'affection, mais aussi la discipline dont il a besoin.

Il profite aussi parfois de ma faiblesse et il essaie de devenir désobéissant, et alors je dois m'en remettre à mon frère pour qu'il joue le rôle de son père. Les enfants ont souvent besoin de discipline paternelle. Sans cela, il se pourrait qu'ils tombent dans la délinquance. Quand il me pose beaucoup de questions sur son père et ses frères je le fais ralentir parce que je me sens submergée et que je n'ai pas les réponses à lui donner. J'essaie de le laisser connaître tout ce qui s'est passé. Mais soit il ne veut pas comprendre, soit il ne peut tout simplement pas comprendre.

Pour les jeunes femmes en particulier, la mort soudaine de leurs maris dans la force de l'âge était tellement inattendue que rien ne les y avait préparées, que ce soit psychologiquement ou économiquement. A 24 ans, Valérie Mukamana a perdu un partenaire qu'elle pense ne jamais pouvoir remplacer. En son absence, elle est devenue le chef de la famille et le seul gagne-pain. Mais avec ses nouvelles responsabilités une anxiété chronique à propos de son avenir s'installe.

Les conséquences du génocide sont multiples. Pour moi, le plus lourd fardeau est le fait que je sois devenue veuve si jeune. Je suis seule sans aucun appui d'un proche pour quoi que ce soit. Etre une veuve me tourmente ; je n'ai pas de sécurité intérieure. Vous imaginez une vie sans partenaire, ni sœur, ni frère ? Devenir veuve a dramatiquement changé ma vie après le génocide. Quand j'avais encore mon mari, je ne m'inquiétais jamais des lourdes responsabilités familiales ; il s'en occupait. Aujourd'hui, quand je tombe malade, je commence à penser : « Comment va-t-on faire pendant ma maladie ? » Je me demande qui va nous aider pour nos besoins de tous les jours ? Je ne pense même pas à me remarier ; Je suis encore hantée par les souvenirs magnifiques que j'ai de mon mari. Je ne veux pas non plus que mon enfant soit élevé par quelqu'un d'autre que son père.

Comme Hildegarde, Valérie fait face à un barrage constant de questions de son fils qui lui fait garder le génocide au premier plan dans son esprit.

Mon fils est déjà à l'école primaire. Dès qu'il a commencé l'école, il m'a posé des questions sur son père, son nom, où il est allé... Je lui ai tout dit et il fait semblant de comprendre. Mais le lendemain, il pose exactement les mêmes questions.

Avec la mort de son mari, Anastase Ruzindana, Bernadette Mukamugenzi n'a eu d'autre choix que de trouver du travail rapidement. Ironiquement, son métier de « mère » au village SOS d'enfants, qu'elle a commencé à exercer en Novembre 1994, est la raison pour laquelle elle ne peut pas vivre avec son seul fils survivant, Patrick.

Ma fille, Jocelyn, qui avait cinq ans, et mon fils, Eric, cinq ans, ont été tués. Patrick, le seul enfant qui me reste aujourd'hui, vit avec ma petite sœur parce qu'ici, les mères ne sont pas autorisées à vivre avec leurs enfants. J'ai commencé à travailler quand il avait à peine huit mois. Jusqu'à une époque récente, il ne me voyait pas comme sa mère, et je vois pourquoi ; il n'a pas eu sa mère à ses côtés pendant son enfance. Toute cette situation me rend vraiment triste. Je me trouve face à un dilemme que je ne sais pas comment résoudre. Si je quitte mon travail, qui s'occupera de mon enfant maintenant ou plus tard ? Si je garde mon travail, je le prive de la présence cruciale de sa mère dans sa vie. Je me sens terriblement mal de ne pas vivre avec mon enfant, et de savoir qu'il doit grandir sans l'affection de sa mère, l'un des seuls membres de sa famille qui lui reste. Pour le moment, mon esprit tourne en rond. Mais je pense que j'ai juste besoin de prendre les choses comme elles viennent.

Bien que le fils de Bernadette n'ait pas de souvenir du massacre de Murambi, ses conséquences sur sa vie de famille ont un impact psychologique prononcé sur lui.

Patrick pense que ses deux parents sont morts et il me demande souvent si je les ai connus. Je ne sais pas où il a entendu des choses aussi fausses ; peut être parce qu'il ne les voit ni l'un ni l'autre. Quand nous sommes ensemble, j'essaie de lui faire comprendre que je suis sa mère et ensuite il commence à le croire. Il me dit souvent que ça lui brise le cœur d'entendre que les autres ont quelqu'un à appeler maman contrairement à lui. Dans ses exercices avec un psychologue, ses dessins représentaient des assassins en train de tuer son papa. Il me demande toujours de lui montrer la photo de son père.

« Le Plus Gros Problème est la Pauvreté »

Comme les populations rurales des pays pauvres du monde entier, la pauvreté définit les vies des Rwandais qui vivent dans les régions rurales, et elles comprennent l'écrasante majorité de la population. Pour les rescapés, ce manque généralisé de ressources financières se combine à

l'anéantissement presque total de leur famille, une mauvaise santé due aux blessures qu'ils ont reçues en 1994, la détresse psychologique, l'isolement social, la destruction de leurs maisons, l'abattage de leur bétail et le vol de leurs affaires.

Dans un génocide qui a visé les hommes en tout premier lieu, et qui a laissé tant de survivants handicapés physiquement, les implications économiques de la disparition de cette force de travail agricole est une notion centrale pour comprendre la très grande pauvreté des survivants à la campagne.

La mort de la famille de Marie Mujawimana a commencé en 1963, quand certains de ses proches ont été tués et que d'autres sont partis en exil. La plupart des autres, y compris tous ses enfants sauf sa fille, sont morts en 1994. Un frère est revenu d'exil, mais, comme il vit dans l'Umutara, ils ne se voient presque jamais. Des problèmes de santé lui interdisent de chercher un travail rémunéré et son anxiété le décourage de travailler la terre de feu son mari.

Le plus gros problème est la pauvreté. Je mène une vie misérable. Je n'ai pas de famille, ni de mon côté, ni du côté de mon mari.

Notre maison a été détruite et je ne peux plus y mettre les pieds ; je ne peux donc pas décider de cultiver le lopin de terre de mon mari. J'ai vécu dans une maison qui appartient à l'Etat et on m'a demandé de la rendre. J'ai commencé à en louer une autre. Le FARG a payé mon loyer pendant quatre mois. Après ça, je ne sais pas où je vais aller. Le loyer est de 1000 francs par mois. Même si je peux la louer moi-même, elle fuit parce que les tuiles du toit sont pleines de trous. Quand il pleut, je suis aussi mouillée que si j'étais dehors.

Etant donné le but du génocide_ l'élimination physique d'un peuple_ les planificateurs de 1994 ont encouragé les Hutu à effacer toute trace des Tutsi au Rwanda. Parmi d'autres actes de destruction, cela a impliqué la démolition de leurs maisons et de leurs commerces. Mais le fait d'exhorter ces gens à les raser, il y avait, bien sûr, un autre motif, la promesse de récompenses économiques comme pot-de-vin pour impliquer la plus grande partie possible de la population dans les massacres. Et aucune récompense n'avait autant de valeur, dans le Rwanda rural, que la perspective d'usurper les terres des Tutsi. Les maisons ont d'abord été totalement dépouillées des biens qui s'y trouvaient, ensuite des morceaux de leur structure ont été arrachés, comme les tuiles, les fenêtres et les portes, après quoi la plupart ont été soit totalement, soit partiellement détruites. « Ici à Gikongoro, a dit Emmanuel Hangari, « il est rare de trouver une maison Tutsi ; elles ont toutes été rasées avant même que leurs propriétaires ne soient tués.

Pendant longtemps, après les faits, la plupart des survivants qui vivaient à la campagne ont vécu dans des camps installés à la hâte, y compris Emmanuel qui est resté dans un camp installé près de Gikongoro par l'ONG irlandaise Trocaire. Après, beaucoup ont occupé les maisons des réfugiés Hutu partis à l'étranger. L'occupation de leurs maisons a été le sujet d'une controverse intense et amère pendant de nombreuses années. Mais sur le plan national aussi bien que sur le plan international, la vie sans domicile fixe a été représentée comme un problème qui affectait les réfugiés qui ont fui le Rwanda immédiatement après le génocide ; les discussions ont rarement pris en compte la situation des survivants.

Le fait que son ancien domicile n'existe plus est difficile à accepter pour Bernadette Mukamugenzi. Mais ce qui lui fait le plus mal est de voir que des fragments de celui-ci ont été utilisés pour améliorer les maisons de certains responsables du génocide.

« Les briques des murs de notre maison ont été utilisées pour construire celles de nos bourreaux. »

Je les vois encore aujourd'hui, mais je suis impuissante et je ne peux pas réagir comme je le voudrais.

Pendant la décennie passée, des maisons ont été construites par les survivants, à la fois par le gouvernement et par de nombreuses ONG internationales. Mais il est évident, d'après les témoignages ci-dessous, et d'après les recherches menées par *African Rights* et des visites menées dans tout le pays, que l'état de ces maisons est une source constante d'anxiété. Vital est au chômage et lui et sa famille sont parqués dans un hébergement qu'il considère comme insatisfaisant par dessus le marché.

Nous vivons dans un endroit où les maisons ne sont pas du tout solides, nous pensons qu'un jour, elles vont s'effondrer. Nous n'avons qu'une pièce, il n'y a pas d'annexe. Et quand il pleut, elle sert à la fois de chambre à coucher et de cuisine. Elle se remplit de fumée et mes murs sont devenus noirs à cause de la fumée provoquée par le bois qu'on utilise pour faire la cuisine.

Déo travaille et il a une jeune famille, mais il n'a que peu de bons mots à dire pour décrire l'état des structures du lotissement pour rescapés dans lequel il vit.

Ils ont été bâtis en briques d'adobe avec une surface nue qui a commencé à se désintégrer, les portes à l'intérieur ne ferment pas, et elles ne coïncident pas l'une avec l'autre.

Félicité Nyiranzage n'est pas restée là très longtemps parce qu'elle a trouvé que ce lieu était trop éloigné de ses champs.

Je n'avais aucun moyen et mes cinq enfants avaient été tués, il ne me restait qu'une fille. Ma fille et moi, nous ne savons rien faire d'autre que cultiver la terre. J'ai décidé de rentrer chez moi.

Elle fait partie des rares chanceux qui vivent encore dans leur ancien lieu de résidence.

Une ONG m'a aidée à reconstruire ma maison qui avait été complètement rasée par les tueurs. J'ai aussi utilisé l'argent que j'avais reçu en compensation de la perte de mon bétail.

Avec sa seule fille pour partager sa vie, elle a perdu beaucoup de sa motivation à persévérer dans l'agriculture.

Bien que ma volonté à travailler ait disparu petit à petit, ma fille peut encore cultiver les champs.

« Je n'ai pas été à même de Continuer mes Etudes. »

Beaucoup de survivants, aussi bien des enfants et leurs parents et tuteurs, voient l'éducation comme le seul espoir pour un avenir plus brillant et plus productif, la meilleure chance de donner un sens à leur vie et d'y mettre de l'ordre. Beaucoup sont prêts à assister à des cours même s'ils ont faim ou s'ils manquent de tout équipement nécessaire, y compris des cahiers et des stylos. Les familles font souvent des sacrifices considérables pour financer l'éducation de leurs enfants, certains jeunes orphelins ont même quitté l'école eux-mêmes pour payer les frais de scolarité de leurs frères et sœurs cadets.

Pour s'assurer que son fils, de douze ans, ait des options pour sa vie et la confiance nécessaires pour suivre ses choix est la priorité pour Hildegard. Elle avait elle-même terminé le lycée avant 1994 et elle n'avait pas les moyens de poursuivre ses études. Elle travaillait d'arrache pied.

Je me dis que mon enfant ne doit pas suivre le même chemin. Je fais de mon mieux pour l'aider à étudier parce que c'est la seule assurance pour le futur.

Elle n'avait pas d'emploi à l'époque de l'interview, et l'obligation de payer 25 000 Francs par

trimestre pour son enfant pesait beaucoup sur son esprit.

Pour les jeunes rescapés, aller à l'école signifie invariablement surmonter des problèmes économiques prégnants, le handicap ou la mauvaise santé et faire face victorieusement aux souvenirs qui les hantent, aux préjugés et à la solitude. Les obstacles sont parfois insurmontables. Grâce Mukantarindwa n'avait que 19 ans quand elle a décidé d'aller à Murambi seule. Ses parents et sept de ses frères et sœurs ont été tués chez eux. Depuis Murambi, elle est allée à Maraba et elle a voyagé en Octobre 1994 jusqu'à Kigali pour vivre avec le cousin de son père. Il lui reste un frère, mais elle le voit très peu étant donné qu'il est soldat et qu'il vit dans un camp militaire.

Je n'ai pas pu continuer mes études. J'ai des maux de tête chroniques et je ne peux pas me concentrer. Les médecins m'ont dit que je ne pouvais pas continuer mes études. Le coup de machette que j'ai reçu a affecté ma tête.

J'ai essayé de prendre quelques cours très brefs de restauration et de tourisme, mais je ne peux pas avoir de travail parce que je ne parle ni Français ni Anglais. J'ai pensé à apprendre l'Anglais, mais je n'arrive pas à avoir le moindre soutien financier. Le FARG ne veut pas payer pour des études de ce type, bien sûr.

Francine Mutuyimana, 11 ans à l'époque et 24 ans aujourd'hui, a passé sa vie chez son oncle maternel et sa famille avant 1994. Leur amour lui manque, d'autant plus qu'ils la considéraient assez pour investir dans son éducation. Son beau père n'a eu la volonté de la financer que jusqu'à sa cinquième année de secondaire. Avec l'aide de sa tante, elle est allée à Kigali et a appris à coudre. Elle a aussi obtenu des papiers pour montrer son statut de survivante et elle a sollicité le FARG pour se faire aider.

Certains membres du comité ont dit que le mari de ma mère était suffisamment aisé financièrement pour payer mes frais de scolarité.

Le fait d'être obligé d'abandonner ses rêves et ses ambitions est un rappel constant des effets du génocide.

Le génocide m'a pris tous les gens qui m'étaient si chers. Je vivais avec mon oncle, Munderere. Ils étaient comme mes parents. Ils m'ont donné de la dignité et une éducation. C'était une bonne famille, unie et qui m'aimait comme si j'étais son enfant. Leur perte a eu d'énormes répercussions sur ma vie. J'ai même été diagnostiquée comme traumatisée, mais pour le moment je vais bien. Ils m'ont dit que je passais mes nuits à raconter des histoires des massacres commis à Murambi. Quand je compare ma vie d'avant le génocide et d'après, ça me rend malade. Avec des prières, j'arrive à gérer ce stress. Aujourd'hui, le fardeau du génocide ne me semble plus aussi lourd qu'avant, en particulier d'un point de vue moral. Evidemment, j'ai encore des souvenirs douloureux, mais je tiens bon.

Julienne Umugwaneza a sacrifié sa propre éducation au nom de ses sœurs cadettes. Maintenant, leurs frais de scolarité sont payés par le FARG, mais elle doit assumer toutes leurs autres dépenses et elle essaie d'y arriver au moyen des revenus que les champs qui appartiennent à sa famille génèrent.

J'ai mis fin à ma scolarité pour pouvoir me consacrer à l'avenir de mes sœurs cadettes. J'avais fait ma première année de secondaire en 1995 et je me débrouillais bien. Mais je n'ai pas pu continuer parce qu'à l'époque, le FARG n'avait pas été mis en place. Je ne veux pas que mes sœurs cadettes manquent leur éducation comme je l'ai fait. Deux d'entre elles sont à l'école secondaire et leurs frais de scolarité

sont payés par le FARG qui leur donne aussi une partie de leur matériel de classe. La plus jeune est en sixième année d'école primaire. Pour tout le reste, je m'en sors grâce aux revenus qui découlent de la culture des champs de ma famille.

Comme elle a eu la chance de trouver un tuteur dévoué, Didacienne a réussi à terminer l'école secondaire et elle a un travail qui lui permet de répondre à ses besoins primaires. Elle regrette que son salaire ne lui permette pas de poursuivre son éducation, mais elle s'estime heureuse comparée à d'autres rescapés.

Je ne supporte pas d'entendre les autres dire qu'ils vont aller voir leurs parents parce que ça me fait penser aux miens. Je pense souvent à tout ce qu'ils étaient et à tout ce qu'ils auraient été pour moi. Et pourtant j'ai eu la chance de vivre avec un bon tuteur après le génocide.

Le FARG a payé tous ses frais de scolarité, mais les versements étaient souvent faits en retard et elle, tout comme d'autres rescapés, ont été finalement exclus des cours.

Quand ça s'est produit, J'ai immédiatement pensé à mes parents qui se seraient acquittés de ces frais en temps et en heure.

Quand elle regarde d'autres orphelins du génocide de son âge, Didacienne compte ses bénédictions.

Beaucoup sont devenus agents de service ; d'autres se prostituent pour gagner de l'argent et meurent du SIDA.

Mais elle est également ambitieuse et consciente de « la longueur du chemin à parcourir. »

J'aimerais accéder à des études supérieures, mais je n'ai pas l'argent nécessaire et le FARG n'est pas à même de payer le minerval pour un grand nombre d'étudiants.

« Je ne sais pas si j'ai le SIDA »

Le viol était très largement répandu pendant le génocide de 1994 au Rwanda.²⁹ Certaines femmes étaient enceintes quand elles ont été violées et d'autres sont tombées enceintes suite aux viols. Beaucoup d'entre elles ont été l'objet d'assauts répétés. De plus, le viol était invariablement un élément dans une succession d'épisodes traumatisants, incluant d'autres formes d'abus, la terreur, la trahison, le deuil et le déplacement forcé. Les violeurs ont fréquemment insisté sur le fait qu'ils « sauvaient » des femmes en les prenant comme « épouses ». Certains tueurs prenaient en compte le fait que le viol était une torture aux conséquences profondes et ils laissaient des femmes en vie pour qu'elles subissent la douleur et l'humiliation.

Delphine, Léocadie et Rosette³⁰ ont toutes été agressées sexuellement aux environs de Murambi et elles mènent maintenant des vies on ne peut plus problématiques. Comme leurs violeurs en avaient l'intention, elles ressentent souvent cette survie très difficile comme une forme particulière de torture, surtout avec la perspective d'avoir peut être contracté le VIH/SIDA. Elles sont profondément traumatisées et elles sont facilement sujettes à la dépression, au sens clinique du mot.

Il est difficile pour Delphine, 28 ans, de transmettre l'horreur et l'extrême humiliation qui est

²⁹ Voir Rwanda : Corps Brisés, Esprits Déchirés ; Vivre avec le Génocide, le Viol et Le VIH / SIDA, African Rights, 2004.

³⁰ Ces trois noms sont tous des pseudonymes.

provoquée par un viol commis alors qu'elle était enceinte et proche du terme, de surcroît en présence à la fois de son mari et de son beau père. Comme les autres victimes de viol comme arme du génocide, Delphine a bien conscience qu'elle peut avoir contracté le VIH/SIDA, mais elle hésite à faire le test. Préoccupée par le besoin de sécuriser son propre foyer et un emploi, elle est dans l'ombre totale concernant son statut sérologique.

J'ai eu des menstruations prolongées qui se sont succédées à des intervalles bien trop rapprochés. Je suis allée prendre un traitement mais ça ne m'a pas aidée. On m'a dit d'aller dans un hôpital à Kigali, le CHK, mais je n'ai pas pu avoir de billet pour voyager jusque là. Je ne sais pas si j'ai le SIDA ; je n'ai pas été dépistée.

Mes machines à coudre ont toutes été volées pendant le génocide. Après, j'ai eu des travaux temporaires et j'en ai acheté une autre, mais parce que je louais une maison, à un moment je n'ai pas pu payer le loyer et le propriétaire a saisi ma machine. Depuis, il est mort, mais je ne sais pas où retrouver ma machine. Je n'ai pas pu traîner mes violeurs en justice, mais j'ai dénoncé ceux qui ont massacré les Tutsi à Murambi. L'un d'eux a été condamné à mort, mais je ne connais pas le destin des autres.

Quand l'un des cinq hommes qui l'avaient violée a enfoncé sa massue dans la jambe de Léocadie, tout ce qu'elle a demandé à Dieu a été de la laisser mourir. Mais, a-t-elle dit, « Me voici, encore en vie. » Etre ici implique faire avec une blessure permanente à la jambe.

Je vais chaque jour à l'hôpital pour faire soigner ma jambe. Un médecin m'a dit que je dois le faire régulièrement pour éviter la paralysie.

Je n'ai jamais vraiment voulu raconter cette histoire. Je me demandais : « à quoi ça sert ? » Les hommes qui m'ont violée n'ont pas été poursuivis, parce que je ne sais pas qui ils sont.

Mais elle a décidé plus tard de parler.

« Je sens qu'il est de mon devoir de parler pour que les horreurs qui se sont produites à Murambi et autour de Murambi soient communiquées à l'humanité. »

La réticence de Léocadie de savoir si elle est séropositive a pour origine principale son sentiment d'impuissance en relation avec tous les aspects de sa vie, tout particulièrement en relation avec le VIH/SIDA.

Jusqu'à cette minute, je suis réticente à me faire dépister pour le SIDA. Je me demande ce qui m'arriverait si je découvrais que j'étais séropositive. C'est ce qui me pousse à rester comme je suis. Je me sens forte. A l'exception de ma jambe, qui me fait parfois très mal, je n'ai jamais souffert de la moindre maladie qui pourrait me faire penser que je suis infectée.

L'indignité du viol a changé son attitude envers les hommes.

Plus que tout autre chose, ils m'ont déshonorée. Voilà pourquoi je n'ai jamais voulu me remarier. Je déteste les hommes.

Rosette se sent mal à l'aise concernant les circonstances dans lesquelles ses deux enfants ont été conçus et sont nés. Elle a été violée avant le génocide, et son premier enfant est né de ce viol. Le deuxième enfant a été conçu pendant le génocide après qu'elle eût été prise de force par un milicien qui est aujourd'hui en prison, accusé de crimes de génocide.

Cette histoire me rend vraiment malade maintenant. Imaginer vivre avec et avoir un enfant avec un génocidaire. C'est très douloureux pour moi, mais malheureusement, je ne peux pas faire tourner l'horloge pour revenir en arrière.

Comme elle dit qu'elle était devenue « mentalement instable » après le génocide, elle ne se rappelle que peu de choses à propos du père de son deuxième enfant.

On me dit que j'ai vécu avec un homme, le père du plus jeune de mes enfants, mais je ne me rappelle rien de tout ça et je ne sais pas comment c'est arrivé.

Nous vivons de la culture des champs et avec l'aide de mon frère aîné. Je me sens incapable de faire quoi que ce soit ; j'ai encore des problèmes de maux de tête à cause des passages à tabac.

Rosette subit un traitement payé par le FARG et elle espère que le Fonds pourra l'envoyer en Afrique du Sud pour qu'elle y reçoive des soins plus intensifs.

Pendant environ un mois, Yvette a vécu avec un homme qui lui a offert une protection en échange de faveurs sexuelles. Son mari, un autre rescapé, sait à quels choix elle a été confrontée et il lui a donné la compréhension dont elle avait besoin.

Ma seule chance est que mon mari a été gentil avec moi. Il a pu supporter tout ce que j'ai vécu pendant le génocide.

« Je n'ai pas pu enterrer qui que ce soit dans ma famille. »

Pour des milliers de survivants, le Rwanda est devenu un pays de charniers sans noms dans lesquels les corps de leurs êtres chers sont tombés par monceaux. L'échec dans les tentatives de trouver les restes de leurs proches rend difficile un travail de deuil correct. Ils ont été brûlés, jetés dans des rivières, abandonnés comme des déchets pour être ensuite mangés par les chiens et les corbeaux, abandonnés dans des toilettes pour y pourrir ou jetés anonymement dans des charniers. Au même moment, et pour de nombreuses années, les survivants de la campagne ont régulièrement buté sur des crânes et des os. Ce manque de respect pour les morts est une autre source de détresse psychologique. Ne pas savoir où ni comment leurs parents, leurs enfants, leurs maris, leurs femmes, leurs frères et sœurs et d'autres proches ont été tués les empêche totalement de clore la relation avec la personne qui est morte. Les rescapés qui n'étaient pas dans leurs familles quand celles-ci sont mortes ont de grosses difficultés à accepter leur mort. C'est pourquoi le fait de chercher leurs restes devient toujours plus urgent.

Emmanuel Hangari a pu assurer un enterrement décent pour seulement deux membres de sa famille, son père et son jeune frère, Rusatira. N'ayant pas retrouvé le corps des autres, il a continué à

espérer, pendant de nombreuses années, qu'il les retrouverait en vie. Il n'a réussi à accepter leur mort que très récemment.

Déo n'a retrouvé que les restes d'une tante paternelle et il souhaite pouvoir lui donner une dernière demeure plus calme.

La tombe dans laquelle nous avons mis ses ossements, près de l'école primaire de Gasaka, est très mal entretenue. Il n'y a pas de monument et les enfants jouent sur cette tombe pendant la récréation car elle se situe près de leurs terrains de jeu.

Hildegarde a d'abord été confuse par les versions différentes sur les circonstances exactes dans lesquelles son mari, Kalisa, est mort. Elle et sa belle-famille se préparaient à déterrer ce qu'elles pensaient être son corps, dans une latrine à Cyanika quand le maire de la commune de Karama, sans les prévenir, a fait déterrer tous les corps enfouis à Cyanika. Il a invité Hildegarde et sa belle-famille à assister à la cérémonie.

Le corps de Kalisa a été mis parmi les autres et je n'ai pas pu l'identifier alors il a été enterré dans une fosse commune avec les autres. C'est au moins ce que j'essaie de croire, Comme je ne sais pas exactement s'il était parmi ces ossements. Cela me bouleverse profondément étant donné que j'aurais aimé avoir un bon mémorial pour lui, ce qui aurait aussi été un geste en honneur des membres de ma famille qui ont été victimes du génocide.

Il est trop douloureux, évidemment, pour Hildegarde, d'aller voir les restes qui ont été préservés et qui font partie du mémorial de Murambi.

Je n'aime pas aller aux cérémonies du souvenir pour les victimes, surtout pas à Murambi, parce que quand je vois les os des enfants, je me dis que ce sont mes enfants et je pleure beaucoup. Le simple fait de voir les photos de enfants à Gisozi ou de voir des enfants qui jouent me fait pleurer.

Bernadette se bat de la même façon avec l'anonymat de tant d'ossements, n'importe lequel d'entre eux pourrait appartenir à sa famille décédée.

A chaque fois que je vois des os, j'imagine que je vois ceux de mes proches.

Les parents de Didacienne, deux frères cadets, une sœur cadette et ses grands parents sont morts à Murambi. Ses grands parents et sa sœur ont été abattus devant elle. Elle est hantée par le fait qu'elle n'a pu donner à aucun d'entre eux un enterrement digne.

Les gens qui ont été tués à Murambi ont été enfouis dans des charniers. Certains ont été retrouvés et enterrés dignement, les autres se trouvent encore sur les collines qui entourent l'école de Murambi. Personne n'est sûr d'avoir enterré ses proches, mais ils essaient de le croire pour éviter le tourment. Personnellement, Je me condamne pour ne pas avoir enterré mes parents, mes frères et mes sœurs. C'est la seule chose que je leur aurais offert et je n'ai pas pu le faire. Quelquefois, quand je suis au lit, je rêve de ce qui est arrivé à ma famille, à mes amis et à mes cousins. Je revois ma famille tels que ses membres étaient avant le génocide... Je me perds souvent dans mes pensées et je demande pourquoi Dieu a permis une telle horreur. Même aujourd'hui, je ne le comprends pas et je n'ai pas pu me raisonner par rapport au génocide.

« Nous Vivons Encore dans la Peur : Nous avons vraiment Besoin de Justice »

L'échelle, la vitesse et la brutalité avec laquelle le génocide a été perpétré au Rwanda_ Un pays qui manquait d'infrastructures modernes et de la technologie nécessaire aux massacres de masses_ est un tragique monument à la capacité d'un Etat à diviser son peuple, à détruire les liens qui avaient réuni les gens et les communautés pendant des décennies. La machine à tuer a dû en partie son efficacité à l'implication directe ou à la collusion tacite des proches des victimes, de leurs amis, de leurs voisins et des collègues desdites victimes. La nature intime de la violence constitue peut être son aspect le plus choquant. Mais il a été vital pour le succès de ce génocide que les tueurs soient étroitement liés à leurs victimes. Cette trahison a volé aux survivants tout sentiment de sécurité. Leur capacité à faire confiance même à ceux qui sont les plus proches d'eux a été, dans de nombreux cas, détruite pour toujours. Au Rwanda, les rescapés vivent juste à côté des hommes et des femmes qui les ont peut être exposés, qui leur ont refusé toute aide, qui ont tenté de les tuer ou dont les proches ont torturé et tué leurs êtres chers. Ces circonstances uniques rendent la confiance et le sentiment de sécurité nécessaire pour faire confiance au système judiciaire difficiles à rétablir.

Avec leurs griefs d'une prégnance sans précédent, seule la justice détient les clés d'un processus qui pourra conduire à une certaine mesure de soulagement. Leur préoccupation pour la justice est large et leur amertume envers ses limitations affectent tous les aspects de leur être. Sachant le degré de participation populaire aux tueries, aux viols et aux pillages, l'anéantissement de la communauté Tutsi, les liens de sang et d'amitié entre ceux qui ont tué et ceux qui pourraient témoigner contre eux, l'exode des planificateurs à l'étranger, la justice reste inatteignable pour la plus grande partie des survivants, notamment à Gikongoro où les Tutsi ont été presque totalement éliminés, et où les quelques survivants sont, en grande majorité, totalement démunis.

Que ce soit au niveau national ou international, l'impunité pour la violence d'état contre les Tutsi a été identifiée comme un des facteurs principaux conduisant au génocide, c'est la raison pour laquelle les poursuites judiciaires ont été vues comme essentielles pour la paix future. Cependant, étant donné le degré sans précédent de participation populaire aux tueries, il était tout à fait clair qu'aucun système judiciaire n'avait jamais été submergé à ce point. Et donc, à la lumière des défis énormes et graves que le Rwanda a dû relever depuis la fin du génocide_ sur le plan politique, économique et social_ de longs retards dans l'administration de la justice ont été constatés. Mais ce qui a causé une colère particulière parmi les rescapés, c'est l'initiation d'un programme, début 2003, qui a consisté à relâcher des milliers d'individus.

La perception du manque de justice coïncide avec ce qui explique pourquoi Julienne a résumé les vies des survivants de Gikongoro comme étant « pleines de chagrin et de douleur. »

Nous avons vraiment perdu espoir envers le système judiciaire. Des condamnations inadaptées dont prononcées et les génocidaires sont libérés. Nous n'allons plus aux tribunaux pour nous plaindre parce que ça n'a pour seul effet que de nous exposer encore plus. Quand vous le faites, vous vous trouvez devant des gens qui vous regardent d'une façon menaçante alors qu'ils sont ceux auxquels vous êtes supposés adresser vos griefs. Un grand nombre de génocidaires de Gikongoro sont arrêtés, mis en prison pour un mois et relâchés sans même être traduits en justice.

En raison de le nombre si faible, elle a mis l'accent sur l'impuissance des survivants face à la nécessité de s'assurer que les criminels sont arrêtés et poursuivis.

Nous attendons des *gacaca* qu'elles produisent des résultats, mais nous n'avons pas beaucoup

d'espoir. Nous avons des doutes sur les *inyangamugayo*³¹ et il ne reste que très peu de Tutsi dans notre région.

Il ne reste pas plus de dix survivants. Alors comment pouvons nous influencer quoi que ce soit ? Pendant les élections pour les *gacaca*, les survivants ont posé leur candidature, mais il était impossible pour eux de se faire élire.

Simon a lui aussi mis en doute l'intégrité des juges *gacaca*, sur lesquels l'efficacité et l'issue finale des procès repose.

La justice à Gikongoro est vraiment problématique et en ce moment les décisions se prennent au dessus de nos têtes. Les génocidaires donnent de l'argent et sont libérés sans même avoir comparu. Nous avons vivement protesté pour que certaines affaires soient rejugées, mais tout cela a été vain. Finalement, de nombreux génocidaires sont injustement remis en liberté. Dans les audiences des *gacaca*, parfois personne ne vient, d'autre fois des gens viennent mais ils ne donnent pas la moindre information. Le nombre de survivants dans cette région est si faible que quand ils vont aux procès *gacaca*, les gens peuvent les menacer très facilement pour leur faire perdre courage. Les *inyangamugayo*, dont la responsabilité est de passer les jugements, sont souvent eux mêmes objets de suspicions sur ce qu'ils ont fait en 1994. Certains ont pris les biens des victimes. D'autres ont du sang sur les mains et les familles de leurs victimes attendent encore que justice soit rendue grâce à ces tribunaux. Mais quelle justice ces gens ou leurs familles peuvent ils rendre ?

En Juillet 2006, Simon a appris d'un journaliste Britannique en visite au Rwanda, John Swain du *Sunday Times* qu'Emmanuel Nteziryayo, le bourgmestre de sa commune, Mudasomwa, vivait au Royaume Uni.³² Comme il a été montré en détail plus haut, C'est les troubles à Mudasomwa qui ont déclenché l'exode vers Murambi. Simon lui a donné ce message pour le gouvernement et l'opinion publique Britanniques.

Nous serions extrêmement soulagés d'apprendre que Nteziryayo a été arrêté. Nous sommes très surpris que des pays occidentaux qui font en sorte que la justice soit rendue au Rwanda, et qui savent ce qui s'y est passé, autorisent des gens comme Nteziryayo à rester dans leurs pays.

Quand ils sont retournés à Gikongoro, Simon et sa femme, Annonciata, ont initialement vécu à Nzega, dans la ville de Gikongoro, comme ils ne se sentaient pas en sécurité à Mudasomwa. Ils sont installés à cet endroit maintenant. Mais comme Annociata l'a clairement fait remarquer, ils ne sont pas encore à l'aise.

Si une relation de trente ans a été détruite en un instant, comment la confiance et l'unité peuvent-elles être rétablies en à peine dix ans ? Et surtout quand les gens qui vivent tout autour de nous ne veulent pas exposer la réalité du génocide et ne veulent pas nous aider quand cette réalité est évoquée par la justice ?

Séraphine Mutegaraba, qui est aussi de Mudasomwa, était à la tête de sa *gacaca* locale à la mi-2006. Elle songeait à démissionner de ses fonctions.

Ici, les gens ne parlent pas. Et ça me décourage vraiment. Les principaux planificateurs devaient être en prison. Malheureusement, les principaux architectes du génocide, pas seulement à Mudasomwa mais aussi ailleurs dans Gikongoro, des hommes comme Karamage, Kamodoka, Biniga³³, Ndabarinze et bien sûr Nteziryayo, sont tous en liberté à l'étranger. C'est très décourageant pour tous ceux qui sont impliqués dans les *gacaca* ici à Mudasomwa.

³¹ Ce terme signifie « hommes intègres », ce sont les juges élus pour les systèmes *gacaca*. Des milliers ont été relevés de leurs fonctions après que des preuves accablantes sur leur propre rôle dans le génocide aient émergé.

³² Nteziryayo a été arrêté au Royaume Uni le 28 Décembre 2006 et il attend son audition préalable à une extradition vers le Rwanda.

³³ Damien Biniga était le sous-préfet en charge de la sous-préfecture de Munini à Gikongoro en 1994. Il a commencé les massacres très tôt dans sa région et il a aidé aux tueries aussi bien ailleurs dans Gikongoro qu'à Butare.

Hildegarde n'attend plus rien de la justice.

En ce qui concerne les effets du génocide, je les sens dans la quête de justice. Dans ce domaine, les résultats sont très négatifs. En général, il n'y a pas beaucoup de justice, mais dans le cas de Gikongoro, on constate une absence totale de justice.

A un point tel que, a-t-elle ajouté, qu'elle a mis de côté la quête de justice.

Nous avons apporté de nombreuses accusations, nous avons un nombre suffisants de témoignages, Mais nous avons tout arrêté pour le moment car nous ne voyons aucun résultat. J'ai témoigné contre de nombreux génocidaires à Gikongoro, y compris Bucyibaruta, Martin, alias Majambere, Gallican et d'autres. Les deux derniers ont été libérés et Bucyibaruta vit en France.

« Nous sommes extrêmement démoralisés par l'injustice qui entoure le génocide. »

Je me pose cette question : « Qu'ont fait les victimes du génocide pour être traitées de cette façon ? » Nous ne pensons pas que nous verrons le moindre changement se produire. Je suis sûr que chaque survivant se pose la même question. Nous nous sentons désespérés. Je ne vois aucun sens à la vie, je crois que si je n'avais pas mon enfant j'aurais mis fin à mes jours. Mon impuissance face à cette situation me submerge et je ne sais pas si je pourrai faire avec à long terme.

La frustration de voir des génocidaires présumés partir libres sans procès fait désespérer Déo. Comme le génocide à Gikongoro était si largement accepté, les tueurs jouissent de l'impunité, a-t-il ajouté, en raison du succès de leur mission.

Ce qui me trouble et me met en colère est que les gens qui ont tué ceux que nous aimions sont libérés n'importe quand et n'importe où, sans procès. Par exemple, Je sais que Murwanashyaka a tué des Tutsi et qu'il a porté leurs crânes à la ceinture. Il a été libéré alors même qu'il a admis ne pas pouvoir nommer les Tutsi qu'il avait tués parce qu'ils étaient trop nombreux. Ne devrait-il pas se trouver dans la première catégorie visée par le communiqué présidentiel ? Pourquoi a-t-il été libéré ? C'est la même chose pour nombre de génocidaires à Gikongoro. Beaucoup de tueurs de Gikongoro sont encore en liberté.

Comme seul un véritable engagement pour faire la lumière sur la vérité peut mettre fin à la division entre lui et ses voisins, Déo n'a que peu d'espoir de voir l'harmonie revenir à Gikongoro.

Je n'ai pas osé revenir vivre dans la maison de notre famille. Comment puis-je vivre à proximité de quelqu'un qui, même aujourd'hui, ne veut pas me parler du génocide ? Notre situation sécuritaire est très précaire. Ceux que nous avons identifiés comme génocidaires et leurs familles nous harcèlent et nous insultent où que nous allions, en disant que nous les accusons de rien parce qu'ils vont sûrement être relâchés.

« Dans certaines parties de Gikongoro, la communauté Tutsi tout entière a été décimée. Il ne reste plus personne pour accuser les assassins. »

Suzanne Uwamurera voit la quête de justice comme une obligation envers les victimes, une façon de s'assurer qu'on se souvient d'elles.

Ce qui me choque le plus depuis la fin du génocide est que nos proches ont déjà été oubliés ; on ne leur a pas rendu justice. Et nous, en tant que survivants, nous avons aussi besoin de voir la justice faire son travail. Nous nous battons pour elle tous les jours, mais en vain. A Gikongoro, les génocidaires sont relâchés sans procès quand ils n'ont même pas admis avoir commis leurs crimes.

En ce qui le concerne, Vital est méfiant envers son entourage et sceptique envers les *gacaca*.

Vivre à côté de nos tourmenteurs signifie que nous avons beaucoup de problèmes. La confiance n'existe pas. Nous vivons en nous suspectant les uns les autres. Les gens qui ont assassiné les enfants de mon frère se sont enfuis. Avec les procès *gacaca* qui continuent, je ne me sens pas en sûreté. Pas plus que les autres survivants ou ceux qui sont désireux de parler.

Comme elle n'avait que 11 ans en 1994, Didacienne était trop jeune pour s'occuper du problème posé par la justice. Les gens qu'elle a vus tuer ses parents et ses frères et sœurs ont été arrêtés sur des témoignages d'autres gens. Maintenant qu'elle est plus âgée, elle se retient de parler pour d'autres raisons.

Je pourrais être assassinée, comme certains des rescapés et des témoins de Gikongoro. Je veux aussi éviter de me plonger dans l'histoire du génocide pour ne pas être traumatisée par de mauvais souvenirs. Si je témoigne contre les meurtriers, je vais être obligée de rouvrir de vieilles blessures. Je me sens très sensible et je m'inquiète des problèmes mentaux que je pourrais développer.

Le fait de devoir constamment regarder par dessus son épaule a sapé la capacité d'Emmanuel à parler ouvertement et à fournir des informations vitales pour influencer sur les condamnations. Pourtant, avec le temps, voir les assassins vaquer impunément à leurs occupations réalimente son traumatisme.

Tous ceux qui ont été emprisonnés en lien avec les massacres de Murambi pensent que je suis la cause de leur emprisonnement. Par exemple, quand un certain Martin Hategekimana, alias Majyambere, a été libéré, il a écrit dans un journal que nous avons emprisonné des gens pour rien. Quand je suis allé travailler ce matin là, tout le monde était en train de lire ce journal et me regardait d'un air suspicieux. Il n'existe pas d'espoir pour l'avenir ici à Gikongoro. Les survivants sont massacrés et nous sommes maintenant réticents à fournir des preuves. C'est nous qui avons peur des génocidaires, et nous n'avons plus le courage de les dénoncer, au lieu qu'ils se sentent honteux de ce qu'ils nous ont fait. Cela nous rend très tristes. Ils ont de l'influence à tous les niveaux du pays et nous sommes obligés de nous plier à leur volonté. Dans les jours à venir, vous allez nous trouver traumatisés, pas seulement par ce que nous avons vécu hier, mais aussi par ce qui se passe aujourd'hui.

Ce qui se croise clairement dans tous les témoignages est le point auquel l'impunité pour les crimes de génocide et l'insécurité qui en découle sur la vie des survivants sont étroitement liées.

Les génocidaires ont été remis en liberté. Leur présence me fait très peur et me torture psychologiquement. Je ne peux pas le supporter. Le rescapé est devenu un fardeau où qu'il aille et il est l'objet d'une grande méfiance. Nous ne pouvons avoir aucune confiance envers les individus qui nous ont pris les gens que nous aimions. Ils constituent pour nous des obstacles dans tout ce que nous faisons. Avec moi, c'est encore pire, ils m'en veulent parce que j'ai fait mettre en prison les meurtriers originaires des mêmes endroits qu'eux. La justice rendue à Gikongoro a fait face à de fortes critiques avant même que les libérations de 2003 ne commencent.

L'incertitude est un aspect permanent de la vie de Valérie Mukamunana.

Nous vivons encore côte à côte avec les familles des génocidaires qui nous regardent avec de la fureur dans leurs yeux parce que leurs proches sont détenus à cause de nous. Quand nous passons devant leurs maisons, ils nous insultent, en disant que nous allons poursuivre encore plus de gens pour les mettre en prison. A la fin de la journée, Nous ne sommes pas sûrs de pouvoir survivre jusqu'à la suivante. Nous vivons avec cette incertitude constante.

Bernadette Mukamugenzi est isolée de la même façon.

Je ne m'entends pas bien avec les habitants de mon quartier parce que j'ai dénoncé leurs parents,

leurs frères ou leurs amis.

Euphrasie Nyiranzikwesa, environ 70 ans, a été contrainte à faire face à la vieillesse toute seule, son mari, ses enfants et ses petits enfants sont tous morts en 1994, ils ont été tués soit à Murambi soit en chemin vers Murambi. Elle vivait à Mudasomwa, Elle et trois autres femmes âgées sont restées chez un homme qui, selon elle, « nous a laissées dans sa maison pendant qu'il partait tuer d'autres Tutsi. » Elle est inquiète à propos des élargissements de prisonniers en lien avec les procès *gacaca* et, bien qu'elle n'ait « plus rien à sauver », elle exprime son inquiétude pour la jeune génération.

Quand je vois ce qui se passe avec les *gacaca*, je me demande si je verrai un jour la justice. Il y a tant d' *inyangamugayo* qui ont été, directement ou indirectement, impliqués dans le génocide. Ils nous disent à nous qui vivons à la campagne, sans équivoque, que la seule conséquence des *gacaca* est la mise en liberté de Hutu emprisonnés pour crime de génocide, et qu'ils vont nous balayer, une bonne fois pour toutes.

Euphrasie vit seule, et elle fait confiance à des veuves du génocide plus jeunes qui vivent près de chez elle pour lui apporter de l'eau et du bois. Elle ne sait absolument pas où construire sa maison, et elle s'est plainte du mauvais travail qui a occasionné une fuite dans son toit et a destabilisé les fondations. Les tracts qui ont été laissés aux alentours comme avertissement lui ont beaucoup occupé l'esprit à l'époque.

Ils mettent des tracts dans toutes les maisons qui disaient que tôt ou tard, nous allons tous être tués. Ils ne pensent même pas au fait que nous ne savons pas lire. Le coordinateur de notre secteur a refusé de nous écouter. Après, ils ont jeté des pierres sur les toits de nos maisons. Pour le moment, nous nous sentons un peu plus en sécurité après que des soldats soient intervenus. Les résidents qui ont accusé des suspects de génocide ont été empoisonnés. Donc plus personne ne veut parler maintenant. Dans mon secteur, les génocidaires ont totalement gagné ; je n'ai pas d'idée de ce que les *gacaca* vont réussir. Nous verrons.

Les raisons qui poussent Brigitte Mukamana à ressentir une responsabilité pour témoigner à propos de Murambi sont multiples. Elle a elle-même été protégée par son mari Hutu, un soldat, et comme elle vivait dans la cellule Murambi proprement dite et qu'elle n'a jamais quitté sa maison, elle a un témoignage de première main unique des horreurs qu'y ont subi les réfugiés. Sa détermination à faire ces révélations a mis sa vie en danger, y compris en ce qui concerne son mariage.

Mon mari et moi, nous nous sommes séparés il y a sept ans. Nous avons des désaccords parce qu'il ne voulait pas que je témoigne sur ce qui s'est passé pendant le génocide.

Après leur séparation, son mari est retourné dans sa commune de Mudasomwa. Et les gens qui vivent dans le voisinage de Murambi, selon elle, ont clairement fait savoir qu'ils ne voulaient pas d'elle dans leur entourage.

Ils ont commencé à me harceler et à me chasser de la maison que nous avions louée. Depuis lors, j'ai erré partout dans cet endroit et je suis sans domicile fixe. Je suis moi-même de la commune de Rwamiko (qui se trouve aussi à Gikongoro).

« Mais je ne pouvais pas rentrer à la maison sans faire mon devoir de révéler la vérité sur les massacres qui ont été commis à Gikongoro. »

Je suis perpétuellement inquiète pour ma sécurité. Je ne sais même pas où aller pour demander de l'eau ou une boisson. C'est quelque chose que je partage avec les autres rescapés de Gikongoro. Je vis dans la maison d'un Hutu qui est récemment rentré d'exil ; les portes de l'intérieur de la maison ne ferment pas bien.

Vivre à proximité d'un proche du propriétaire constitue une source d'insécurité en soi.

Son neveu fait partie des ³⁴ Local Defence Forces Il me dit toujours qu'il va me brûler avec de l'essence. Je ne ferme pas les yeux de la nuit, je m'inquiète qu'il puisse profiter d'un moment où je serai endormie pour mettre sa menace à exécution.

Mais le neveu n'es pas la seule personne dont elle doit se méfier.

Mes voisins et moi vivons dans un état de méfiance mutuelle. Nous avons eu des tensions parce que je suis la raison pour laquelle certains de leurs proches, qui ont participé au génocide, ont été emprisonnés. Ils ne me font pas confiance, et je ne leur fais pas confiance non plus. Je ne veux pas me laisser surprendre pendant que je dors, alors je reste éveillée la nuit.

Brigitte dit qu'elle a discuté de ses problèmes avec une grande partie des autorités locales à Gikongoro, mais qu'en dépit des promesses, rien n'a encore été fait pour elle. Elle vit avec ses trois enfants, un fils et deux filles. Une de ses filles a développé des problèmes mentaux et l'autre fille est une mère célibataire qui a deux enfants.

A Gikongoro, les survivants vivent au jour le jour, surtout quand les assassins sont sur le point d'être traduits devant les *gacaca* .

Elle est reconnaissante pour la sécurité générale qui a prévalu dans le pays ces dix dernières années, « ce qui nous a au moins permis de commencer à nous remettre des pertes matérielles dues au génocide. » Elle voit les *gacaca* comme un forum pour en savoir plus sur ce qui s'est passé, mais elle sait qu'il y a un prix à payer.

Je veux que les *gacaca* nous disent la vérité sur le génocide, sur la façon dont ceux que nous aimions sont morts et ce qui est arrivé à leurs dépouilles. Mais je pense que là, je rêve déjà parce que ceux qui fournissent les informations ont été persécutés et certains d'entre eux ont même été empoisonnés. Nous ne savons pas quoi faire à propos des menaces qui sont faites aux rescapés et aux témoins.

« Nous ne pensons pas à l'avenir. »

Pour la plupart d'entre eux, les rescapés qui vivent à la campagne, comme presque tous ceux qui ont été interviewés pour ce livre, vivent au jour le jour. Le génocide lui-même, les circonstances dans lesquelles ils ont vécu depuis lors, et le besoin de conserver leur énergie pour faire face aux exigences de leur vie quotidienne rendent virtuellement impossible la conception d'un avenir. Bélie Mukandamage se tourne vers Dieu pour recevoir de l'aide.

Nous ne pensons pas à l'avenir, qui est, sans aucun doute, plein d'incertitudes. Nos cœurs sont tout le temps remplis de chagrin. Si Dieu le veut, il nous donnera la force de continuer, sinon nous ne pouvons pas supporter cette vie de désespoir, de tristesse et de fardeaux qui sont trop lourds à porter.

Bélie vit avec sa fille, Eugénie Mushimiyimana, dans un lotissement construit pour les rescapés. Quand elle le peut, elle travaille dans ses champs. Mais sa fille ne s'est pas encore complètement remise de ses blessures à la tête et elle ne peut pas aider sa mère pour les travaux des champs. Ils sont donc dépendants du fils de Bélie, Elie.

Hildegarde ne vit que dans le présent et prend la vie comme elle vient jour après jour. La douleur du passé l'empêche de poser le pied sur son lieu de naissance. Elle se protège pour ne pas considérer

³⁴ Les Local Defense Forces sont responsables de la police de proximité.

le futur, car la seule chose dont elle est certaine est qu'il va rendre ses angoisses encore plus prégantes. Prendre soin de son enfant est ce qui donne un but à sa vie.

Avant le génocide, j'avais une vie confortable avec mon mari et trois enfants. Mon mari et moi nous avions tous les deux un métier qui subvenait aux besoins de la famille. Nos enfants fréquentaient de bonnes écoles et ils n'avaient besoin de rien. Maintenant, mon enfant envie les autres enfants issus de familles plus aisées. Je vis près de mon frère qui est à l'aise financièrement. Il fête souvent les anniversaires de ses enfants et mon propre enfant veut vivre comme ses cousins, alors même que nous n'avons pas les mêmes moyens financiers qu'eux.

Je me tiens à l'écart des célébrations et je ne vais plus prier à l'église depuis la fin du génocide. Mon fils n'est même pas baptisé, alors qu'avant tous nos enfants l'étaient. Je le laisse tout de même aller à la messe avec ses cousins. Je trouve les prières et les fêtes insipides. Je pense que ça vient du désespoir. Je ne visualise plus d'avenir pour moi, pas plus que pour les autres survivants en général. Nous vivons avec un sentiment d'intense insécurité et nous ne pensons pas à l'avenir parce que personne ne nous rassure. Ils disent que le malheur s'apaise avec le temps, mais avec nous c'est le contraire, il augmente bien plus au fur et à mesure. Je suis parfois désolée d'avoir survécu et je maudis le lieu où j'ai vécu et où j'ai été élevée. Je n'ai aucune envie de retourner à Gikongoro. Même s'il y avait quelque chose d'une importance capitale, je ne sais pas si je pourrais y revenir.

La détresse en ce qui concerne l'avenir est palpable chez Emmanuel Gakwindi.

Après le génocide, la vie était très dure. Nous avons perdu nos êtres chers et nos biens. Franchement, Je me demandais pourquoi j'étais encore vivant. Je n'avais pas la force de chercher du travail. Imaginez vous en train de chercher de l'eau et du bois pour le feu vous même quand vous avez eu des enfants qui le faisaient. Quand je regarde en arrière, je ressens un sentiment accablant de chagrin. Les gens qui ont tué ceux que nous aimions sont en liberté et impunis. Très peu ont été jugés et condamnés par un tribunal. Quand vous accusez quelqu'un devant un tribunal, ils sont libérés le lendemain et ils viennent se moquer de vous.

Ici, nous avons aussi des problèmes avec la sécurité. Les gens qui ont été libérés, après avoir plaidé coupable nous disent qu'ils peuvent encore nous tuer, et qu'ils ne passeront pas plus de deux ans en prison. Le pire dans tout ça est qu'ils disent la vérité toute nue. C'est nous qui vivons dans l'angoisse, au lieu des assassins qui ont tué nos familles. Selon un proverbe Rwandais, *insigazi isigarira byinshi*, qui signifie que ceux qui traversent des moments horribles ne survivent pas seulement pour raconter leur histoire, mais qu'ils se retrouvent aussi face à de nombreux défis. Quand je vois ce qui se passe autour de moi depuis le génocide, je souhaiterais ne pas avoir survécu.

Empêcher le Génocide et Cultiver la Tolérance

Le site du massacre de Murambi est maintenant préservé comme un mémorial national en hommage aux victimes du génocide au Rwanda, et un centre de lutte contre le génocide doit y être établi. La présence des restes de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui y ont perdu la vie est un témoignage persistant et cru des atrocités qui ont eu lieu à Murambi. Pourtant, l'existence de ce mémorial physique ne doit pas être comprise comme une indication d'un consensus parmi les gens qui vivent là aujourd'hui à propos de la nature du massacre et de ses origines. La réticence de certains membres de la population à accepter que les ossements qui reposent à Murambi sont ceux des victimes du génocide est elle-même un affront à leur mémoire et elle indique un attachement résiduel à l'idéologie qui a mené au génocide. Tragiquement, l'histoire de Murambi n'est pas encore terminée, elle continue à la fois dans la douleur des rescapés et dans le négationnisme de ceux qui en ont été complices ou qui adhèrent à ses buts. Il n'y a donc pas encore de réponse bien établie à la question sur la promotion de la tolérance et à la prévention de futurs bains de sang. Mais ce qui semble clairement ressortir de l'exemple du génocide de 1994 lui-même, est que des représentations sélectives du passé peuvent être exploitées pour diviser les communautés.

Conscient que la mémoire du génocide à Murambi est déjà une source de tension et de disputes, *African Rights* a essayé d'impliquer des gens issus de divers secteurs de la communauté locale pour raconter les tueries qui se sont produites d'Avril à Juillet 1994 et pour discuter de leur héritage et de la façon dont il convient de s'en souvenir. Pour cette raison, dans cette section, nous incluons les réflexions d'un petit nombre de résidents locaux sur la décision de transformer le site du massacre en un mémorial pour ses victimes.³⁵ Leurs réactions sont une invitation à se souvenir que le génocide n'est pas un événement isolé dans l'esprit de beaucoup des Rwandais qui l'ont vécu, mais qu'il est intimement connecté avec les développements politiques qui l'ont précédé ou qui l'ont suivi. Evidemment, pour les survivants, il constitue un traumatisme incomparable. En incluant les points de vue de la communauté locale, certains de ses membres étant amers à propos de leurs propres vies de misère, à propos de leurs épreuves, de la guerre et de l'exil il est évident que, directement ou indirectement, les politiques génocidaires ont eu des conséquences négatives pour tous les habitants de Gikongoro et à travers tout le Rwanda. C'est le cas à la fois pour beaucoup de ceux qui ont été complices du génocide, et par extension pour leur famille, y compris les enfants, aussi bien que pour de nombreux témoins. En plaçant des références de cette expérience de souffrance plus large à côté des détails des massacres de 1994 à Murambi, il devient possible de distinguer clairement les incidents violents de la période d'après-génocide et le massacre de masse planifié qui s'est déroulé d'Avril à Juillet 1994.

Un Résidu de Déni

Thomas, 43 ans, a dû quitter son domicile de Remera, à Gikongoro en Juin 1994 en raison de menaces sur sa vie proférées par « des gens qui voulaient me tuer parce qu'ils pensaient que j'étais un complice des Tutsi. » Il est maintenant revenu vivre et travailler dans le secteur de Remera, mais il est troublé par le silence des résidents locaux sur les massacres de Murambi et ce que ça suggère sur leurs attitudes d'aujourd'hui.

Quand je suis revenu, j'ai demandé ce que les Tutsi qui vivaient à proximité étaient devenus. Les gens m'ont dit qu'ils avaient été tués à Murambi par des soldats. Quand j'ai essayé de trouver la raison pour laquelle ils s'y étaient enfuis, ils m'ont dit qu'ils n'en savaient rien. Comme je suis une

³⁵ Nous avons utilisé des pseudonymes pour protéger la confidentialité des contributeurs de cette section car ils expriment fréquemment des opinions tranchées au lieu de raconter des expériences personnelles comme les autres l'ont fait.

personne éduquée, j'interprète leur réponse comme une forme d'auto défense, une tentative d'éluder la vérité. Avant de tuer les Tutsi, les autorités les ont stigmatisés comme étant les ennemis des Hutu. Voilà comment le génocide s'est déchaîné.

Cette idéologie ethnique, qu'il faudra déraciner de l'esprit des gens par beaucoup d'efforts qui prendront beaucoup de temps, a été utilisée comme une arme politique. En ce moment, les gens sont influencés par des campagnes secrètes qui visent à les persuader de ne pas révéler l'histoire des massacres. Les gens sont encore les otages des responsables du génocide qui veulent masquer leur propre responsabilité.

Marie-Christine, mère d'un enfant, est une cultivatrice de 29 ans originaire de Remera. Elle fait partie de ceux qui restent convaincus que des gens sont morts à Murambi du fait d'une bataille.

Si quelqu'un me pose des questions sur le génocide, je dis que les gens se sont entretués, que les Tutsi étaient en conflit avec les Hutu. Nos officiels disaient que les Tutsi voulaient régner sur les Hutu.

Je ne suis pas en position de confirmer si seuls des Tutsi sont morts à Murambi. Le combat s'est passé de nuit. Les autorités nous ont forcés à quitter nos foyers avant le massacre. Ils nous ont dit que les Tutsi avaient un plan pour nous éliminer totalement. Je ne peux pas vous dire comment les Tutsi qui vivaient ici sont morts. Ils étaient à Murambi et c'est là qu'ils sont morts. Cependant, une survivante, une vieille femme qui avait épousé un Hutu, accuse les gens qui vivent près d'elle de complicité dans leurs morts. Tout ce que je peux dire est que les gens sont d'abord allés à la Paroisse de Gikongoro. Finalement, les autorités et les soldats en ont fini avec eux à Murambi. Mais je ne sais pas vraiment ce qui leur est arrivé là bas.

Kamanzi, qui est maintenant décédé, a amené de la nourriture à sa sœur qui était mariée à un Tutsi. Personne d'autre de notre secteur n'a jamais pris la peine de mettre les pieds à Murambi. Les autorités nous ont dit que le camp abritait des ennemis qui se préparaient à nous attaquer. Nous avons vu les soldats qui montaient la garde pour s'assurer que personne ne pouvait sortir de là. Et quand ils nous ont forcés à quitter le voisinage, nous n'avons pas hésité. Nous étions déjà convaincus que les Tutsi allaient nous tuer.

Depuis le massacre je ne suis pas encore allé là où les ossements sont gardés. J'ai des réticences à y aller, comme les autres personnes qui vivent aux alentours. Nous nous demandons pourquoi les restes des victimes n'ont pas été enterrés. Je vais à Murambi quand des Présidents y viennent. Notre conseiller nous dit d'y aller et de les accueillir. Nous sommes revenus sans voir les ossements.

Avant 1999, les riverains hésitaient à aller là bas. Ils disaient que les survivants allaient prendre leur revanche. Après 2001, les gens ont commencé à aller là bas pendant la commémoration annuelle, mais avec quelques hésitations. Ils ont peur que les gens qui témoignent les montrent du doigt.

Bien que Mathilde, une fermière, ait vécu dans le secteur de Remera, elle a soutenu qu'elle « n'était pas en position de parler du génocide. »

Je n'appartenais à aucun des deux belligérants. Je dis ça parce que nos autorités locales nous ont dit que notre pays était en guerre contre les *inkotanyi*. Elles ont ajouté que les Tutsi étaient leurs complices. Je n'ai pas la moindre idée qui pourrait me faire dire si c'est correct ou pas étant donné que je ne suis jamais allée au front pour confirmer ce qu'elles nous disaient. Certaines personnes qui vivent dans les alentours sont allées au front combattre les Tutsi, mais je ne l'ai pas fait.

Tout le monde vivait en paix dans notre secteur_ Les Hutu, les Tutsi et les Twa. J'ai donc été très surprise d'entendre soudainement, dès Octobre 1990, que les Tutsi étaient en réalité nos adversaires. Cette campagne s'est considérablement intensifiée après la mort d'Habyarimana, à un point tel qu'elle a mené à la fuite des Tutsi vers Murambi. Mais dès qu'ils sont partis, je n'ai plus eu de nouvelles d'eux, sauf ce que nous disaient Semakwavu et les soldats.

Sébastien, 65 ans, vivait dans la cellule de Murambi elle même, mais il prétend ignorer ce qui s'y est passé en 1994, à seulement quelques mètres de chez lui, et il n'y a jamais mis les pieds depuis.

La guerre qui a causé le plus de tueries était celle de 1994, surtout ici à Murambi. On m'a dit que les Tutsi rassemblés à Murambi ont été tués par des soldats. J'ai moi même entendu les coups de feu. On me dit qu'il y avait beaucoup de Tutsi là bas, mais je n'y suis jamais allé parce que j'avais une fracture de la jambe. Depuis, je n'y suis pas allé non plus.

Epiphanie est retournée à son lieu de naissance à Gikongoro en Mai 1994, surtout ici à Murambi, en fuyant l'avancée du FPR dans le Bugesera, où elle vivait alors. Quand elle a atteint son domicile, le massacre de Murambi était terminé. Mais Epiphanie, une veuve qui vit à Remera avec ses quatre enfants, a découvert que sa tante paternelle, qui avait épousé un Tutsi, et ses enfants, figuraient parmi les victimes. Elle a essayé de découvrir comment sa tante avait trouvé la mort.

J'ai approché les gens qui vivent à cet endroit pour savoir exactement qui étaient les exécutants du massacre de Murambi. Malheureusement, leur réponse n'a aucunement fait la lumière sur cette histoire et a laissé de côté la participation des civils au massacre. Voici un résumé de ce qu'ils ont dit : « Les réfugiés ont été tués par des soldats pendant la nuit. » J'ai donc décidé de pousser mes investigations un peu plus loin. Récemment, J'ai été à même de poursuivre mon enquête sur cette affaire parce que j'ai entendu qu'un détenu avait plaidé coupable pour le meurtre de ma tante et de ses enfants.

Un autre résident de Remera, cependant, répugne à accepter la définition du mot génocide. Bernard, 59 ans, a commenté :

Je ne peux pas confirmer que seuls des Tutsi ont été tués à Murambi. Il y avait aussi des Hutu qui ont été rayés de la carte à plusieurs endroits. Selon les nouvelles qui nous ont été communiquées, certains d'entre eux ont été tués par des soldats du FPR. Leurs cas n'ont pas été exposés. C'est pourquoi je ne veux pas aller à Murambi bien que je vive dans le voisinage du site. Il y a aussi des Hutu qui ont été tués à cause de différents qu'ils avaient avec leurs voisins.

Je ne peux rien vous dire sur les massacres qui ont eu lieu à Murambi même si je vis à quelques mètres du site et de l'endroit où il y avait un terrible barrage de miliciens. Pendant cette période, J'ai passé le plus clair de mon temps au centre de santé. Et quand je suis rentré chez moi, c'était le soir, il était temps de partir et de manger. Je n'ai donc pas eu le moindre intérêt pour ce qui s'était passé. Personne ne m'accuse. Je me suis bien comporté pendant le génocide, tout comme ma femme. Certains membres de ma famille sont en prison, ils vont répondre personnellement aux accusations portées contre eux.

Agriculteur et père de quatre enfants de Remera, Gilbert a dénoncé des riverains pour avoir révélé l'identité de certaines victimes pendant le génocide et il est prêt à témoigner devant les tribunaux *gacaca*.

Je sais que des gens de mon secteur ne vont pas apprécier mes témoignages. Beaucoup de gens qui ont été persuadés par les discours qui nient le génocide n'ont aucun intérêt pour les commémorations du génocide. A part les rescapés, seuls ces résidents qui vivent près de là y participent, incités à y aller par les appels des autorités locales. Mais ces appels leurs sont adressés quelques jours avant le 7 Avril. Parfois, on nous demande d'y aller quand un dignitaire étranger s'y rend, surtout si c'est le président d'un pays.

Gisèle, une fermière veuve de Remera, a quatre enfants. Elle s'inquiétait de la tendance des gens de la communauté de mal représenter les tueries de Murambi et l'impact que ceci pouvait avoir sur les rescapés qui y avaient perdu leurs êtres chers. Même si elle se sent incapable d'expliquer complètement ce qui est arrivé pendant le génocide, elle a conscience que la majorité des victimes était des Tutsi et elle est critique envers ceux de sa communauté qui « cachent la vérité » en évitant

de mentionner l'appartenance ethnique des victimes ou qui soutiennent que « des gens se sont entretués à Murambi. »

Juste après le génocide, les gens hésitaient à s'impliquer dans les activités de commémoration. Nous voyions Murambi comme un exemple clair des preuves qui corroboraient le massacre des Tutsi. Les Hutu préféraient donc laisser les survivants et les autorités y aller eux-mêmes. Nous étions aussi encore effrayés par le gouvernement en place. Nous considérions que c'était un gouvernement Tutsi qui allait prendre sa revanche. Ceci a vraiment du sens parce que lorsqu'il y avait des Tutsi à Murambi, Les autorités civiles et militaires nous ont dit que les gens qui allaient être massacrés à Murambi étaient les ennemis des Hutu, des *inyenzi* qui voulaient nous tuer.

La plupart des hommes résidant à Murambi ont participé aux massacres. Mais tout le monde prétend être innocent, sachant que si aucun voisin ne l'accuse, personne ne le fera. Les tueurs ont opéré à la faveur de la nuit et ils pensaient que personne, excepté leurs camarades tueurs ne serait en position de les accuser.

Thomas a offert une explication qui permet de savoir pourquoi les malentendus à propos du génocide persistent parmi les gens ordinaires.

Les gens éduqués ne peuvent pas nier le génocide. Ils le font quand ils ont leurs propres intérêts à défendre. Il en va de même avec la communauté internationale. Mais les gens sont quelquefois victimes des informations qu'ils reçoivent. Quand ils sont manipulés par une idéologie ségrégationniste, ils agissent de façon à s'y conformer, piégés dans un conflit qui a été provoqué par des individus avides de pouvoir.

D'après moi, Murambi sera respecté, et même honoré, par tous les citoyens Rwandais quand ils auront tous une compréhension commune du génocide. Il est très grave de constater quand vous vous adressez à un paysan pour savoir s'il comprend le génocide qu'il vous réponde par ces mots : « Les gens se sont entretués, c'était la guerre entre les Hutu et les Tutsi. » De telles réponses nous montrent que les gens ne se considèrent pas comme des frères. Ils se voient comme des ennemis, ce qui facilite la création d'une atmosphère de haine qui mène ensuite au conflit.

Définir le Génocide

Certains de ceux qui ont été interviewés ont suggéré que les griefs à propos d'expériences personnelles ou collectives après le génocide étaient liés à une réticence à reconnaître l'étendue ou la nature des atrocités commises à Murambi. En recommandant un programme d'éducation civique, Gilbert a aussi pointé du doigt que certaines personnes ne font pas la distinction entre le génocide et d'autres crimes.

Je connais des gens qui ne participent pas aux commémorations parce qu'ils confondent le génocide avec d'autres crimes comme les tueries qui se sont déroulées à Kibeho³⁶ entre le FPR et les occupants du camp.

Bernard interprète le terme génocide d'une manière totalement différente, fondée sur une injustice personnelle.

Je ne conteste pas le fait qu'un génocide s'est déroulé au Rwanda. L'exemple le plus clair en est le meurtre de ma fille et de son mari qui ont été abattus en 2002 par des soldats ici à Kabeza. Je considère ça comme un acte de génocide. Mon beau-fils a refusé une chambre à un soldat qui voulait

³⁶ En Avril 1995, l'APR a fait une démonstration de force pour fermer les camps qui avaient été établis à Kibeho pendant l'existence de la Zone Turquoise et qui abritaient un nombre substantiel d'interahamwe en plus de milliers de familles. La confrontation a dégénéré dans un combat sanglant quand les hommes armés du camp ont riposté, et beaucoup de gens ont été tués.

avoir des rapports sexuels avec une prostituée. Il n'y a eu aucune suite judiciaire à cela.

Bernard a suggéré qu'un programme soit établi pour aboutir à une prise de conscience populaire du génocide et pour clarifier la signification de ce terme.

Nous avons besoins de gens qui nous donnent de bonnes raisons de dire la vérité. La vérité sera révélée quand nous serons capables de comprendre ce qu'est un génocide. Même maintenant, des gens comprennent ce mot différemment. Par exemple, ceux qui ont vécu la guerre du Congo n'écoutent que ceux qui, comme eux, sont devenus des réfugiés au Congo.

Gisèle a des incertitudes sur la pertinence du terme génocide pour elle-même et sa famille.

Je ne pense pas que le génocide a quoi que ce soit à voir avec moi. Je n'ai tué personne, pas plus que mon mari. Je sais que des Tutsi ont été tués à Murambi, mais je ne sais pas de la main de qui. Ils disent souvent que des soldats et les interahamwe étaient responsables et que les gens ont été forcés d'aller là bas.

Une des mesures qui aidera à résoudre le conflit est une éducation civique neutre. L'Etat doit être en position de répondre à toutes les questions que nous nous posons. Jusqu'à maintenant, les résidents de Gikongoro savent que les réfugiés Hutu qui étaient à Kibeho ont été tués par le FPR. Nous considérons cela comme un génocide. Je vivais dans le camp. Les gens avaient des armes de toutes sortes. C'était ceux qui nous ont empêchés de revenir dans nos propriétés. Ils nous ont promis qu'ils allaient chasser les *inkotanyi* qui allaient prendre le pouvoir. C'est cette résistance qui a conduit le FPR à nous chasser de là par la force. Beaucoup de gens ont perdu la vie à cet endroit. Même maintenant, beaucoup de gens se servent des événements de Kibeho comme d'une excuse en disant que c'était un génocide des Hutu. Ils nous disent qu'il existe d'autres endroits où des Hutu ont été tués. La population restera silencieuse jusqu'à ce que le gouvernement prenne des mesures pour dire ce qui s'est passé et pour donner une réponse claire et impartiale.

Adèle se sent déchirée par sa loyauté envers les survivants aussi bien qu'envers les autres membres de la communauté. Elle a dit que pendant qu'elle et ses trois enfants étaient pris pour cible pendant le génocide par sa belle-famille, ceci ne l'a pas autorisée à bénéficier de l'assistance aux rescapés fournie par le FARG. De plus, un de ses fils est suspecté d'implication dans le génocide. Elle réserve son jugement pour son cas, en disant qu'elle est « neutre » mais elle a soutenu qu'il avait eu de fausses accusations de génocide faites contre des individus. Elle a mis en avant un certain nombre de suggestions.

Nous percevons les conséquences du génocide comme un malheur qui nous est infligé par le gouvernement actuel. Les gens qui se sont enfuis au Congo après le génocide n'ont pas le même point de vue que ceux qui sont restés au Rwanda. Ces derniers sont aussi divisés par leurs expériences d'après génocide. Certains s'accrochent aux événements de Kibeho. Il y en a même qui murmurent à ce propos et en parlent en secret autour de nous.

Le gouvernement doit atteindre tous les Rwandais par l'éducation civique. Et ça devrait inclure beaucoup de points, essentiellement les vraies causes du génocide et les conséquences de cette horreur.

Paul, fonctionnaire, a dit que le génocide à Gikongoro « s'est déroulé devant mes yeux, du début à la fin. » Il s'émerveille du degré de rémission économique du pays depuis 1994, quand le Rwanda, selon lui, « ressemblait à une carcasse. »

Le Rwanda bénéficie maintenant de nouvelles infrastructures dans beaucoup d'endroits. Mais la réhabilitation matérielle est facile quand l'argent est disponible. Le vrai défi pour le Rwanda se trouve plus du côté humain. Il faut accorder une attention toute particulière à la réhabilitation morale parce qu'elle exige une énorme bravoure et de la patience.

La réhabilitation morale est un défi pour le Rwanda, en particulier en ce qui concerne la mémoire parce que tout le monde n'est pas d'accord avec ce qui est arrivé. Le leadership politique et la société civile doivent permettre à la population de parler librement des maux qu'elle a vécu. Nous pouvons de cette façon comprendre les raisons qui empêchent certaines personnes de s'impliquer dans les cérémonies qui rendent hommage aux victimes du génocide.

La présence physique d'un grand nombre de gens aux commémorations, du fait des efforts des officiels, ne « suffit pas pour conclure que les choses avancent dans la bonne direction. »

La chose la plus importante est de s'assurer que les Rwandais ont le même point de vue sur 1994, ce qui est arrivé avant, et après.

Les rescapés se souviennent publiquement. Mais il y a d'autres personnes qui, sans aucun doute, enterrent profondément dans leur cœur les événements qu'ils ont vécus depuis 1990, y compris la vie qu'ils ont vécue après 1994 hors de leur pays. Il existe encore un climat de suspicion. Qu'ils aient été planifiés ou occasionnels, personne ne peut nier que des actes de vengeance ont été commis après le génocide. Certains parlent de double génocide. D'autres refusent d'utiliser le terme génocide, préférant lui substituer le mot massacre ou beaucoup d'autres mots.

La sensibilisation sur le devoir de mémoire a besoin de viser la population locale. Au lieu d'ordonner à la population d'aller à Murambi ou ailleurs une fois par an pour se souvenir, les sites doivent être dans leurs cœurs. En tous cas, Les gens qui sont morts à chaque endroit sont bien connus dans leurs domiciles. La stratégie qui vise à parler du génocide dans des localités résidentielles différentes nous autorisera à savoir des choses sur d'autres événements qui ont eu lieu à l'époque. Cela nous donnera une liste détaillée de tout ce dont il faut se souvenir, et ceci peut en plus nous aider à prendre de nouvelles mesures pour reconstruire le pays.

Florence, une représentante des autorités dans le secteur de Remera, est appelée chaque année pour inciter les résidents de son secteur à aller à Murambi pendant les commémorations annuelles. Mais elle trouve que c'est un parcours du combattant pour susciter un intérêt véritable, et elle a conclu que « le message ne passe pas vraiment. » Elle a attribué cet échec à plusieurs raisons.

D'abord, les autorités qui devraient informer la population n'ont pas de plan bien développé, alors ce qu'elles disent diffère d'un endroit à l'autre. Prenez moi comme exemple. Je n'ai aucune idée des objectifs du site de Murambi. Comme je suis éduquée, je peux seulement louer le fait que le bâtiment est là parce qu'il montre le respect des âmes de ceux qui sont morts ici. Les gens ordinaires donnent même moins d'importance aux sites de mémoire parce qu'ils ne sont pas suffisamment informés à leur propos. Certains pensent que les mémoriaux sont exclusivement réservés aux Tutsi.

Ensuite, certains individus contactent secrètement les gens et ils essaient de minimiser le génocide en rappelant certains événements, comme ceux de Kibeho, ou la misère des camps de réfugiés, ou encore les cas de vengeance... Leurs idées laissent une plus grande impression comme ils parlent d'événements dont on ne parle pas souvent et qui, pour cette raison, prennent une plus grande importance à leurs yeux.

Avancer

Plusieurs personnes qui ont soutenu que leurs expériences personnelles de violence dans la période d'après génocide n'étaient pas reconnues ont aussi appelé à plus d'éducation et de discussion sur le génocide et les autres violations des droits de l'homme. Adèle a résumé ces vues avec sa suggestion qu'il est nécessaire d'initier une discussion à grande échelle et d'autoriser les gens à exprimer leur point de vue pour les aider à approfondir leurs connaissances.

Cela aiderait beaucoup que les gens puissent venir dans nos communautés pour nous parler de

l'importance de se souvenir des victimes du génocide. Les gens devraient aussi parler de toutes les conséquences du génocide. Ils devraient aussi profiter de l'occasion de faire entendre leurs points de vue. Il est vital de débattre de tous ces points. Le génocide a été perpétré dans nos communautés, près de chez nous. Tout le monde connaît quelqu'un qui vivait près de chez lui et qui en a été victime. Nous allons donc donner du poids aux sites de génocide dès que nous aurons la même façon de voir ce qui est arrivé.

Cette insistance sur le besoin d'éducation civique et d'information est quelque chose que des gens de milieux très différents semblent partager. Les vues des résidents actuels de Murambi font écho, dans ce respect, aux mots d'un ancien et très respecté prêtre natif de Gikongoro, le Père Modeste Mungwarareba. Le père Modeste est malheureusement décédé en 1999. Sa famille étendue toute entière, qu'il a estimé à environ 400 personnes, y compris de nombreuses femmes et des petits enfants, a été assassinée à Gikongoro pendant le génocide, certains de ses membres sont morts à Murambi. Néanmoins, dans une interview avant sa mort, il a parlé de sa croyance selon laquelle le pardon est nécessaire et que la réconciliation est possible. Il a mis en avant qu'il est surtout important pour la victime de pardonner pour ne pas être conduite par les meurtriers dans un filet tendu et destructeur fait de haine. Ayant survécu aux massacres de 1959 et de 1963 dans sa ville natale de Gikongoro, il a pardonné comme beaucoup d'autres l'ont fait.

En 1959, j'avais huit ans. J'ai vu tout ce qui s'est passé. Des gens ont été tués, des maisons ont été brûlées, des vaches ont été abattues et il y a eu des pillages. Ensuite, quelqu'un a sifflé, tout s'est arrêté et on nous a dit : « Réconciliez vous. »

Ce qui manquait dans les conséquences des tueries de 1963 était la plus petite tentative de rendre la justice. Le Père Modeste insistait sur le fait que seule la justice peut mener à la réconciliation et il a mis en avant le fait que les progrès vers ce but dépendaient des actions des assassins :

La route vers la reconstruction passe par la justice, qui fera la lumière sur tout ce qui reste caché. Nous ne devons jamais oublier toutes nos familles qui ont péri sur les collines. La justice doit également poursuivre tout individu qui connaît quoi que ce soit sur les événements du génocide car il est de son devoir de révéler ce qu'il sait. La solution du problème, aussi bien pour ceux qui ont perdu leurs proches que pour ceux qui ont été impliqués dans les massacres, viendra par la justice. La justice est le chemin vers la réconciliation et la reconstruction et elle doit être vue comme une marque de respect envers tous ceux qui ont souffert d'une mort atroce.

Parallèlement à la lutte pour la justice, le père Modeste croyait qu'il était essentiel pour les rescapés du génocide de se souvenir, et d'encourager les autres à se souvenir, des crimes commis pendant le génocide de 1994. Ses pensées sur la préservation du souvenir du génocide, s'appliquent toujours :

Les survivants du génocide ont un devoir de se rappeler, et de s'assurer que les autres se rappellent, qu'un grand nombre de personnes dont le seul crime était d'être Tutsi, d'être nées Tutsi ont été tuées. Toute cette douleur est contenue dans les cœurs des survivants. Garder le silence ne nous aidera pas à rebâtir notre pays.

La raison pour laquelle ils ne doivent pas oublier et garder le souvenir vivant dans les cœurs des autres n'a rien à voir avec le fait de perpétuer des sentiments de haine et de vengeance. Loin de là. Le but est au contraire d'éduquer les cœurs et les esprits de tous les citoyens du Rwanda. Le génocide a été engendré par des idées et des enseignements racistes. Ces enseignements racistes ont été publiés dans des livres ; ils ont influencé les gens qui les ont lus, et des gens ordinaires ont été amenés à les écouter dans des réunions publiques tenues dans leurs communes ou leurs secteurs... En condamnant ces atrocités, il ne faut pas perdre de vue le fait qu'elles ont été commises par des gens qui n'ont rien de différent de nous. Si nous ne sommes pas meilleurs qu'eux, Nous sommes aussi capables de changer et de nous conduire comme ils l'ont fait. Si tout ceci est écrit, ce sera comme « un panneau routier » qui dirige les voyageurs sur leur chemin à travers les dangereux aléas de la vie.

Tout Rwandais qui était dans son pays à cette époque a sa propre histoire à raconter sur le chemin qu'il a suivi et les événements qu'il a vus de ses propres yeux. Ecrire ces histoires personnelles pour le bien des autres, aide à se garder de toute répétition de ces horreurs tout en aidant les gens à laisser derrière eux l'horreur du bain de sang qu'ils ont vécu.

C'est dans cet esprit, et avec les mêmes aspirations, que « *Pars. Si Tu Meurs, Je Vivrai Peut Être* » : *Un Bilan Collectif de la Mort et De la Survie à Murambi Gikongoro, Avril-Juillet 1994* a été écrit.

La distorsion d l'histoire est un outil familier de la politique et c'est un de ceux qui a été employé avec l'effet tragique de lancer le génocide de 1994 au Rwanda. Mais le silence à propos du passé est lui aussi destructeur. En tête des buts de ce livre, s'est trouvé une détermination à réunir ce qui est arrivé aux victimes du massacre dans leurs derniers jours et leurs dernières heures de vie. Grâce au courage des quelques survivants, les hommes, femmes et enfants qui sont morts ont laissé une marque dans l'histoire_ ce qui constitue un acte de défiance contre leurs assassins.

En retraçant leur expériences individuelles, les participants à ce projet ont reconstruit en détail l'histoire du génocide à Murambi. Ils ont enregistré la marche vers ce carnage et les stratégies de la milice. Ils ont exposé les architectes et les exécutants de ces tueries. Ils ont aussi évoqué l'horreur absolue de ces massacres. En faisant cela, Ils pourront aider à défier les bilans orientés, schématiques ou contraires de ces événements et les empêcher de s'imposer. C'est une réussite partagée, et un grand bénéfice pour le peuple Rwandais d'aujourd'hui et pour les générations futures.

Il est possible que, suite à leur participation dans la construction de ce bilan, les personnes interviewées gagnent un sens plus fort de la réalité que leurs souvenirs sont des pièces d'un puzzle compliqué _ un qui ne sera jamais complet. Dans l'esprit de certains contributeurs les événements ne se détachent pas facilement de ceux qui les ont précédés et de ce qui a suivi. Les opinions ont varié ; la peur et la confusion ont été partagées par des gens issus de toutes les communautés. Les actions concrètes ont produit une horreur absolue qui ne peut pas être effacée, mais l'histoire nous dit qu'elle aurait pu être évitée.

La récente décision du gouvernement Rwandais d'établir un centre d'éducation et de prévention du génocide sur le site du mémorial de Murambi doit être saluée. Il est particulièrement approprié que ce site qui devait accueillir une école soit réclamé comme un lieu d'apprentissage et de réflexion. Pourtant c'est en lui- même un moyen de rappeler que les pertes dues au génocide ont aussi été des pertes pour les villages, les régions et le pays tout entier. Au lieu de devenir une école, de servir la communauté, Murambi est devenu un dépôt de talents, d'idées et d'énergies gâchées à jamais.

Gikongoro est un environnement très dur dans lequel il faut nourrir la reconstruction sociale et économique. Le travail humain sur ces hautes collines rend les conditions de vie difficile, et dans ces circonstances la collaboration et l'entraide sont perpétuellement nécessaires. Des décennies de politique de la haine ont durement touché les communautés et ont mené à leur destruction. Développer une vision collective du passé est essentiel pour les habitants à Murambi, et en effet dans tout le Rwanda, pour créer un avenir meilleur.